

4-4.3
A A
V. 2

"PRISONER OF WAR OPERATIONS"
PMGO
VOLUME I of 3 Volumes of Tabs

491/2-2

WAR DEPARTMENT SPECIAL STAFF
HISTORICAL DIVISION

OCT 11 1963

ACCESSION NO.
PO. REGISTR.

(HISTORICAL MANUSCRIPT FILE)

FILE NO. 4-4
ACC. NO. PR Vol. I of TABS
491/2-2 (Copy 2)
TITLE Prisoner of War Operations.

AGENCY OF ORIGIN Office of the Provost Marshall General

OFFICE OF THE CHIEF OF MILITARY HISTORY
DEPARTMENT OF THE ARMY
WASHINGTON 25, D. C.

RETURN TO ROOM 5E913

Property of
Office of the Chief
Military History
General Reference Branch

Property of
Office of the Chief
Military History
General Reference Branch

Tabs
1
to
4

Prisoner of War Operations

PM60

Volume I of 3 Volumes of Tabs

491/2-2

Property of
Office of the Chief
Military History
General Reference Branch

491/2-2

TREATY SERIES, No. 846

PRISONERS OF WAR

CONVENTION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND OTHER POWERS

Signed at Geneva, July 27, 1929.

Ratification advised by the Senate of the United States, January 7, 1932.

Ratified by the President of the United States, January 16, 1932.

Ratification of the United States of America deposited with the Government of Switzerland, February 4, 1932.

Proclaimed by the President of the United States, August 4, 1932.



UNITED STATES
GOVERNMENT PRINTING OFFICE
WASHINGTON : 1932

BY THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

A PROCLAMATION

WHEREAS, a Convention Relating to the Treatment of Prisoners of War was signed by the respective Plenipotentiaries of the United States of America and forty-six other countries, at Geneva on July 27, 1929, the original of which Convention in the French language is word for word as follows:

CONVENTION RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS
DE GUERRE DU 27 JUILLET 1929.

Le Président du Reich allemand, le Président des États-Unis d'Amérique, le Président fédéral de la République d'Autriche, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République de Bolivie, le Président de la République des États-Unis du Brésil, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, Sa Majesté le Roi des Bulgares, le Président de la République du Chili, le Président de la République de Chine, le Président de la République de Colombie, le Président de la République de Cuba, Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, le Président de la République dominicaine, Sa Majesté le Roi d'Égypte, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République d'Estonie, le Président de la République de Finlande, le Président de la République française, le Président de la République hellénique, Son Altesse sérénissime le Gouverneur de la Hongrie, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Président de la République de Lettonie, Son Altesse royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, le Président des États-Unis du Mexique, le Président de la République de Nicaragua, Sa Majesté le Roi de Norvège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté impériale le Shah de Perse, le Président de la République de Pologne, le Président de la République portugaise, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, Sa Majesté le Roi de Siam, Sa Majesté le Roi de Suède, le Conseil fédéral suisse, le Président de la République tchécoslovaque, le Président de la République turque, le Président de la République orientale de l'Uruguay, le Président de la République des États-Unis de Vénézuéla,

reconnaissant que, dans le cas extrême d'une guerre, il sera du devoir de toute Puissance d'en atténuer, dans la mesure du possible, les rigueurs inévitables et d'adoucir le sort des prisonniers de guerre:

désireux de développer les principes qui ont inspiré les conventions internationales de La Haye, en particulier la Convention concernant les lois et coutumes de la guerre et le Règlement qui y est annexé;

ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND:

S. Exc. M. Edmund Rhomberg, D^r en Droit, Ministre en disponibilité;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

L'Honorable Eliot Wadsworth, ancien Secrétaire adjoint de la Trésorerie,

S. Exc. l'Honorable Hugh R. Wilson, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE:

M. Marc Leitmaier, D^r en Droit, Conseiller ministériel à la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES:

M. Paul Demolder, Général Major Médecin, Commandant du Service de Santé de la 1^{re} Circonscription militaire,

M. Joseph de Ruelle, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE:

S. Exc. M. Alberto Cortadellas, Ministre-Résident de Bolivie à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL:

S. Exc. M. Raoul de Rio-Branco, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES:

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, AINSI QUE TOUTE PARTIE DE L'EMPIRE BRITANNIQUE NON MEMBRE SÉPARÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS:

Le Très Honorable Sir Horace Rumbold, G.C.M.G., M.V.O., Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Berlin;

POUR LE DOMINION DU CANADA:

M. Walter Alexandre Riddell, Conseiller permanent du Gouvernement canadien auprès de la Société des Nations;

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE:

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

POUR LE DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

POUR L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD:

M. Eric Hendrik Louw, Haut-Commissaire de l'Union de l'Afrique du Sud à Londres;

POUR L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE:

M. Sean Lester, Représentant de l'Etat Libre d'Irlande auprès de la Société des Nations;

POUR L'INDE:

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES:

M. Dimitri Mikoff, Chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne, Représentant permanent du Gouvernement bulgare auprès de la Société des Nations,

M. Stéphane N. Laftchieff, Membre du Conseil d'Administration de la Croix-Rouge bulgare;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI:

M. Guillermo Novoa-Sepulveda, Colonel, Attaché militaire près la Légation du Chili à Berlin,

M. Dario Pulgar-Arriagada, Capitaine du Service de Santé;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE:

M. Chi Yung Hsiao, Chargé d'Affaires p.i. de Chine à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE:

S. Exc. M. Francisco José de Urrutia, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Colombie à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA:

S. Exc. M. Carlos de Armenteros y de Cardenas, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Cuba à Berne,

M. Carlos Blanco y Sanchez, Secrétaire de Légation, adjoint à la Délégation de Cuba auprès de la Société des Nations;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE:

POUR LE DANEMARK:

S. Exc. M. Harald de Scavenius, Chambellan, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Danemark en Suisse et aux Pays-Bas, ancien Ministre des Affaires étrangères,

M. Gustave M. Rasmussen, Chargé d'Affaires p.i. de Danemark à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:

M. Charles Ackermann, Consul de la République Dominicaine à Genève;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTÉ:

M. Mohammed Abdel Moneim Riad, Avocat au Contentieux de l'Etat, Professeur de Droit international à l'Ecole militaire du Caire,
M. Henri Wassif Simaika, Attaché de la Légation Royale d'Egypte à Rome;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE:

S. Exc. M. le Marquis de la Torrehermosa, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE:

M. Hans Leesment, D^r en Médecine, Président de la Croix-Rouge estonienne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE:

M. A. E. Martola, Lieutenant-Colonel, Attaché militaire près la Légation de Finlande à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

S. Exc. M. Henri Chassain de Marcilly, Ambassadeur de France à Berne,

M. Jean Du Sault, Conseiller de l'Ambassade de France à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE:

M. Raphael Raphael, Chargé d'Affaires p.i. de Grèce à Berne,

M. Sophocle Venizelos, Lieutenant-Colonel, Attaché militaire près la Légation de Grèce à Paris;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DE LA HONGRIE:

S. Exc. M. Paul de Hevesy, Ministre-Résident, Délégué permanent du Gouvernement Royal auprès de la Société des Nations;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE:

M. Giovanni Ciralo, Sénateur du Royaume;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON:

S. Exc. M. Isaburo Yoshida, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Japon à Berne,

M. Sadamu Shimomura, Lieutenant-Colonel,

M. Seizo Miura, Capitaine de Frégate, Attaché naval près l'Ambassade du Japon à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE:

S. Exc. M. Charles Duzmans, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lettonie près S. M. le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, Délégué permanent auprès de la Société des Nations,

S. Exc. M. Oskar Voit, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lettonie en Suisse, en Allemagne, en Hongrie et aux Pays-Bas;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG:

M. Charles Vermaire, Consul du Grand-Duché à Genève;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE:

S. Exc. M. Francisco Castillo Nájera, Général Médecin, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Mexique à Bruxelles;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA:

M. Antoine Sottile, D^r en Droit, Délégué permanent de Nicaragua auprès de la Société des Nations;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE:

S. Exc. M. Johannes Irgens, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Norvège à Berne, Rome et Athènes,

M. Jens Christian Meinich, Commandant d'Infanterie, Secrétaire général de la Croix-Rouge norvégienne;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS:

S. Exc. M. Willem Isaac Doude van Troostwijk, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne,

M. Johan Carl Diehl, Major-Général, Médecin Inspecteur général du Service de Santé de l'Armée, Vice-Président de la Croix-Rouge néerlandaise,

M. Jacob Harberts, Commandant à l'Etat-Major général, Professeur à l'Ecole supérieure de Guerre;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE:

S. Exc. M. Anouchirevan Khan Sepahbodi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Perse à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE:

M. Joseph Gabriel Pracki, Colonel Médecin,

M. W. Jerzy Babecki, Lieutenant-Colonel;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE:

S. Exc. M. Vasco de Quevedo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Berne,

M. Francisco de Calheiros e Menezes, Premier Secrétaire de Légation;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE:

S. Exc. M. Michel B. Boeresco, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Roumanie à Berne,

M. Eugène Vertejano, Colonel, Officier d'Etat-Major;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES:

S. Exc. M. Ilija Choumenkovitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Berne, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM:

S. A. S. le Prince Varnvaidya, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Siam à Londres;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE:

S. Exc. M. Karl Ivan Westman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Berne;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE:

M. Paul Dinichert, Ministre plénipotentiaire, Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral,

M. Carl Hauser, Colonel des Troupes sanitaires, Médecin en Chef de l'Armée,

M. Anton Züblin, Colonel d'Infanterie en disponibilité, Avocat,

M. Roger de la Harpe, Lieutenant-Colonel des Troupes sanitaires, Médecin,

M. Dietrich Schindler, Major de la Justice militaire, Professeur de Droit international à l'Université de Zurich;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE:

S. Exc. M. Zdeněk Fierlinger, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE:

S. Exc. Hassan Bey, Vice-Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, Vice-Président du Croissant-Rouge turc,

S. Exc. Nusret Bey, Président du Conseil d'Etat de la République,

Le Professeur Akil Moukhtar Bey, D^r en Médecine,

Le D^r Abdulkadir Bey, Lieutenant-Colonel, Médecin militaire, Professeur à l'Ecole d'Application et à l'Hôpital de Gulhane;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY:

S. Exc. M. Alfredo de Castro, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Uruguay à Berne;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUÉLA:

S. Exc. M. Caracciolo Parra-Pérez, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Vénézuéla à Rome,

M. Ivan Manuel Hurtado-Machado, Chargé d'Affaires p.i. de Vénézuéla à Berne;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

TITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER.

La présente Convention s'appliquera, sans préjudice des stipulations du Titre VII:

1) à toutes les personnes visées par les articles 1^{er}, 2 et 3 du Règlement annexé à la Convention de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, du 18 octobre 1907, et capturées par l'ennemi;*

* *Règlement annexé*: ART. 1^{er}.—Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes:

1° d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés;

2° d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance;

3° de porter les armes ouvertement et

4° de se conformer dans leurs opérations aux lois et aux coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination d'*armée*.

ART. 2.—La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion, sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle porte les armes ouvertement et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

ART. 3.—Les forces armées des Parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre. [Footnote in the original.]

2) à toutes les personnes appartenant aux forces armées des parties belligérantes, capturées par l'ennemi au cours d'opérations de guerre maritimes ou aériennes, sous réserve des dérogations que les conditions de cette capture rendraient inévitables. Toutefois, ces dérogations ne devront pas porter atteinte aux principes fondamentaux de la présente Convention; elles prendront fin dès le moment où les personnes capturées auront rejoint un camp de prisonniers de guerre.

ARTICLE 2.

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir de la Puissance ennemie, mais non des individus ou des corps de troupe qui les ont capturés.

Ils doivent être traités, en tout temps, avec humanité et être protégés notamment contre les actes de violence, les insultes et la curiosité publique.

Les mesures de représailles à leur égard sont interdites.

ARTICLE 3.

Les prisonniers de guerre ont droit au respect de leur personnalité et de leur honneur. Les femmes seront traitées avec tous les égards dus à leur sexe.

Les prisonniers conservent leur pleine capacité civile.

ARTICLE 4.

La Puissance détentrice des prisonniers de guerre est tenue de pourvoir à leur entretien.

Des différences de traitement entre les prisonniers ne sont licites que si elles se basent sur le grade militaire, l'état de santé physique ou psychique, les aptitudes professionnelles ou le sexe de ceux qui en bénéficient.

TITRE II. DE LA CAPTURE.

ARTICLE 5.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade, ou bien son numéro matricule.

Dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de sa catégorie.

Aucune contrainte ne pourra être exercée sur les prisonniers pour obtenir des renseignements relatifs à la situation de leur armée ou de leur pays. Les prisonniers qui refuseront de répondre ne pourront être ni menacés, ni insultés, ni exposés à des désagréments ou désavantages de quelque nature que ce soit.

Si, en raison de son état physique ou mental, un prisonnier est dans l'incapacité d'indiquer son identité, il sera confié au service de santé.

ARTICLE 6.

Tous les effets et objets d'usage personnel—sauf les armes, les chevaux, l'équipement militaire et les papiers militaires—resteront en la possession des prisonniers de guerre, ainsi que les casques métalliques et les masques contre les gaz.

Les sommes dont sont porteurs les prisonniers ne pourront leur être enlevées que sur l'ordre d'un officier et après que leur montant aura été constaté. Un reçu en sera délivré. Les sommes ainsi enlevées devront être portées au compte de chaque prisonnier.

Les pièces d'identité, les insignes de grade, les décorations et les objets de valeur ne pourront être enlevés aux prisonniers.

TITRE III. DE LA CAPTIVITÉ.

SECTION I. DE L'ÉVACUATION DES PRISONNIERS DE GUERRE.

ARTICLE 7.

Dans le plus bref délai possible après leur capture, les prisonniers de guerre seront évacués sur des dépôts situés dans une région assez éloignée de la zone de combat pour qu'ils se trouvent hors de danger.

Ne pourront être maintenus, temporairement, dans une zone dangereuse que les prisonniers qui, en raison de leurs blessures ou de leurs maladies, courraient de plus grands risques à être évacués qu'à rester sur place.

Les prisonniers ne seront pas inutilement exposés au danger, en attendant leur évacuation d'une zone de combat.

L'évacuation à pied des prisonniers ne pourra se faire normalement que par étapes de 20 kilomètres par jour, à moins que la nécessité d'atteindre les dépôts d'eau et de nourriture n'exige de plus longues étapes.

ARTICLE 8.

Les belligérants sont tenus de se notifier réciproquement toute capture de prisonniers dans le plus bref délai possible, par l'intermédiaire des bureaux de renseignements, tels qu'ils sont organisés à l'article 77. Ils sont également tenus de s'indiquer mutuellement les adresses officielles auxquelles les correspondances des familles peuvent être adressées aux prisonniers de guerre.

Aussitôt que faire se pourra, tout prisonnier devra être mis en mesure de correspondre lui-même avec sa famille, dans les conditions prévues aux articles 36 et suivants.

En ce qui concerne les prisonniers capturés sur mer, les dispositions du présent article seront observées aussitôt que possible après l'arrivée au port.

SECTION II. DES CAMPS DE PRISONNIERS DE GUERRE.

ARTICLE 9.

Les prisonniers de guerre pourront être internés dans une ville, forteresse ou localité quelconque, avec l'obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées. Ils pourront également être internés dans des camps clôturés; ils ne pourront être enfermés ou consignés que par mesure indispensable de sûreté ou d'hygiène, et seulement pendant la durée des circonstances qui nécessitent cette mesure.

Les prisonniers capturés dans des régions malsaines ou dont le climat est pernicieux pour les personnes venant des régions tempérées seront transportés, aussitôt que possible, sous un climat plus favorable.

Les belligérants éviteront, autant que possible, de réunir dans un même camp des prisonniers de races ou de nationalités différentes.

Aucun prisonnier ne pourra, à quelque moment que ce soit, être renvoyé dans une région où il serait exposé au feu de la zone de combat, ni être utilisé pour mettre par sa présence certains points ou certaines régions à l'abri du bombardement.

CHAPITRE PREMIER.—*De l'installation des camps.*

ARTICLE 10.

Les prisonniers de guerre seront logés dans des bâtiments ou dans des baraquements présentant toutes garanties possibles d'hygiène et de salubrité.

Les locaux devront être entièrement à l'abri de l'humidité, suffisamment chauffés et éclairés. Toutes les précautions devront être prises contre les dangers d'incendie.

Quant aux dortoirs: surface totale, cube d'air minimum, aménagement et matériel de couchage, les conditions seront les mêmes que pour les troupes de dépôt de la Puissance détentric.

CHAPITRE 2.—*De la nourriture et de l'habillement des prisonniers de guerre.*

ARTICLE 11.

La ration alimentaire des prisonniers de guerre sera équivalente en quantité et qualité à celle des troupes de dépôt.

Les prisonniers recevront, en outre, les moyens de préparer eux-mêmes les suppléments dont ils disposeraient.

De l'eau potable en suffisance leur sera fournie. L'usage du tabac sera autorisé. Les prisonniers pourront être employés aux cuisines.

Toutes mesures disciplinaires collectives portant sur la nourriture sont interdites.

ARTICLE 12.

L'habillement, le linge et les chaussures seront fournis aux prisonniers de guerre par la Puissance détentric. Le remplacement et les réparations de ces effets devront être assurés régulièrement. En outre, les travailleurs devront recevoir une tenue de travail partout où la nature du travail l'exigera.

Dans tous les camps seront installées des cantines où les prisonniers pourront se procurer, aux prix du commerce local, des denrées alimentaires et des objets usuels.

Les bénéfices procurés par les cantines aux administrations des camps seront utilisés au profit des prisonniers.

CHAPITRE 3.—*De l'hygiène dans les camps.*

ARTICLE 13.

Les belligérants seront tenus de prendre toutes les mesures d'hygiène nécessaires pour assurer la propreté et la salubrité des camps et pour prévenir les épidémies.

Les prisonniers de guerre disposeront, jour et nuit, d'installations conformes aux règles de l'hygiène et maintenues en état constant de propreté.

En outre, et sans préjudice des bains et douches dont les camps seront pourvus dans la mesure du possible, il sera fourni aux prisonniers pour leurs soins de propreté corporelle une quantité d'eau suffisante.

Ils devront avoir la possibilité de se livrer à des exercices physiques et de bénéficier du plein air.

ARTICLE 14.

Chaque camp possédera une infirmerie, où les prisonniers de guerre recevront les soins de toute nature dont ils pourront avoir besoin. Le cas échéant, des locaux d'isolement seront réservés aux malades atteints d'affections contagieuses.

Les frais de traitement, y compris ceux des appareils provisoires de prothèse, seront à la charge de la Puissance détentrice.

Les belligérants seront tenus de remettre, sur demande, à tout prisonnier traité une déclaration officielle indiquant la nature et la durée de sa maladie, ainsi que les soins reçus.

Il sera loisible aux belligérants de s'autoriser mutuellement, par voie d'arrangements particuliers, à retenir dans les camps des médecins et infirmiers chargés de soigner leurs compatriotes prisonniers.

Les prisonniers atteints d'une maladie grave ou dont l'état nécessite une intervention chirurgicale importante, devront être admis, aux frais de la Puissance détentrice, dans toute formation militaire ou civile qualifiée pour les traiter.

ARTICLE 15.

Des inspections médicales des prisonniers de guerre seront organisées au moins une fois par mois. Elles auront pour objet le contrôle de l'état général de santé et de l'état de propreté, ainsi que le dépistage des maladies contagieuses, notamment de la tuberculose et des affections vénériennes.

CHAPITRE 4.—*Des besoins intellectuels et moraux des prisonniers de guerre.*

ARTICLE 16.

Toute latitude sera laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Les ministres d'un culte, prisonniers de guerre, quelle que soit la dénomination de ce culte, seront autorisés à exercer pleinement leur ministère parmi leurs coreligionnaires.

ARTICLE 17.

Les belligérants encourageront le plus possible les distractions intellectuelles et sportives organisées par les prisonniers de guerre.

CHAPITRE 5.—*De la discipline intérieure des camps.*

ARTICLE 18.

Chaque camp de prisonniers de guerre sera placé sous l'autorité d'un officier responsable.

Outre les marques extérieures de respect prévues par les règlements en vigueur dans leurs armées à l'égard de leurs nationaux, les prisonniers de guerre devront le salut à tous les officiers de la Puissance détentrice.

Les officiers prisonniers de guerre ne seront tenus de saluer que les officiers de grade supérieur ou égal de cette Puissance.

ARTICLE 19.

Le port des insignes de grade et des décorations sera autorisé.

ARTICLE 20.

Les règlements, ordres, avertissements et publications de toute nature devront être communiqués aux prisonniers de guerre dans une langue qu'ils comprennent. Le même principe sera appliqué aux interrogatoires.

CHAPITRE 6.—*Dispositions spéciales concernant les officiers et assimilés.*

ARTICLE 21.

Dès le début des hostilités, les belligérants seront tenus de se communiquer réciproquement les titres et les grades en usage dans leurs armées respectives, en vue d'assurer l'égalité de traitement entre les officiers et assimilés de grades équivalents.

Les officiers et assimilés prisonniers de guerre seront traités avec les égards dus à leur grade et à leur âge.

ARTICLE 22.

En vue d'assurer le service des camps d'officiers, des soldats prisonniers de guerre de la même armée, et autant que possible parlant la même langue, y seront détachés, en nombre suffisant, en tenant compte du grade des officiers et assimilés.

Ceux-ci se procureront leur nourriture et leurs vêtements sur la solde qui leur sera versée par la Puissance détentrice. La gestion de l'ordinaire par les officiers eux-mêmes devra être favorisée de toute manière.

CHAPITRE 7.—*Des ressources pécuniaires des prisonniers de guerre*

ARTICLE 23.

Sous réserve d'arrangements particuliers entre les Puissances belligérantes, et notamment de ceux prévus à l'article 24, les officiers et assimilés prisonniers de guerre recevront de la Puissance détentrice la même solde que les officiers de grade correspondant dans les armées de cette Puissance, sous condition, toutefois, que cette solde ne dépasse pas celle à laquelle ils ont droit dans les armées du pays qu'ils ont servi. Cette solde leur sera versée intégralement, une fois par mois si possible, et sans qu'il puisse être fait aucune déduction pour des dépenses incombant à la Puissance détentrice, alors même qu'elles seraient en leur faveur.

Un accord entre les belligérants fixera le taux du change applicable à ce paiement; à défaut de pareil accord, le taux adopté sera celui en vigueur au moment de l'ouverture des hostilités.

Tous les versements effectués aux prisonniers de guerre à titre de solde devront être remboursés, à la fin des hostilités, par la Puissance qu'ils ont servie.

ARTICLE 24.

Dès le début des hostilités, les belligérants fixeront d'un commun accord le montant maximum d'argent comptant que les prisonniers de guerre des divers grades et catégories seront autorisés à conserver par

devers eux. Tout excédent retiré ou retenu à un prisonnier sera, de même que tout dépôt d'argent effectué par lui, porté à son compte, et ne pourra être converti en une autre monnaie sans son assentiment.

Les soldes créditeurs de leurs comptes seront versés aux prisonniers de guerre à la fin de leur captivité.

Pendant la durée de celles-ci, des facilités leur seront accordées pour le transfert de ces sommes, en tout ou partie, à des banques ou à des particuliers dans leur pays d'origine.

CHAPITRE 8.—*Du transfert des prisonniers de guerre.*

ARTICLE 25.

A moins que la marche des opérations militaires ne l'exige, les prisonniers de guerre malades et blessés ne seront pas transférés tant que leur guérison pourrait être compromise par le voyage.

ARTICLE 26.

En cas de transfert, les prisonniers de guerre seront avisés au préalable officiellement de leur nouvelle destination; ils seront autorisés à emporter leurs effets personnels, leur correspondance et les colis arrivés à leur adresse.

Toutes dispositions utiles seront prises pour que la correspondance et les colis adressés à leur ancien camp leur soient transmis sans délai.

Les sommes déposées au compte des prisonniers transférés seront transmises à l'autorité compétente du lieu de leur nouvelle résidence.

Les frais causés par les transferts seront à la charge de la Puissance détentrice.

SECTION III. DU TRAVAIL DES PRISONNIERS DE GUERRE.

CHAPITRE PREMIER.—*Généralités.*

ARTICLE 27.

Les belligérants pourront employer comme travailleurs les prisonniers de guerre valides, selon leur grade et leurs aptitudes, à l'exception des officiers et assimilés.

Toutefois, si des officiers ou assimilés demandent un travail qui leur convienne, celui-ci leur sera procuré dans la mesure du possible.

Les sous-officiers prisonniers de guerre ne pourront être astreints qu'à des travaux de surveillance, à moins qu'ils ne fassent la demande expresse d'une occupation rémunératrice.

Les belligérants seront tenus de mettre, pendant toute la durée de la captivité, les prisonniers de guerre victimes d'accidents du travail au bénéfice des dispositions applicables aux travailleurs de même catégorie selon la législation de la Puissance détentrice. En ce qui concerne les prisonniers de guerre auxquels ces dispositions légales ne pourraient être appliquées en raison de la législation de cette Puissance, celle-ci s'engage à recommander à son corps législatif toutes mesures propres à indemniser équitablement les victimes.

CHAPITRE 2.—*De l'organisation du travail.*

ARTICLE 28.

La Puissance détentrice assumera l'entière responsabilité de l'entretien, des soins, du traitement et du paiement des salaires des prisonniers de guerre travaillant pour le compte de particuliers.

ARTICLE 29.

Aucun prisonnier de guerre ne pourra être employé à des travaux auxquels il est physiquement inapte.

ARTICLE 30.

La durée du travail journalier des prisonniers de guerre, y compris celle du trajet d'aller et de retour, ne sera pas excessive et ne devra, en aucun cas, dépasser celle admise pour les ouvriers civils de la région employés au même travail. Il sera accordé à chaque prisonnier un repos de vingt-quatre heures consécutives chaque semaine, de préférence le dimanche.

CHAPITRE 3.—*Du travail prohibé.*

ARTICLE 31.

Les travaux fournis par les prisonniers de guerre n'auront aucun rapport direct avec les opérations de la guerre. En particulier, il est interdit d'employer des prisonniers à la fabrication et au transport d'armes ou de munitions de toute nature, ainsi qu'au transport de matériel destiné à des unités combattantes.

En cas de violation des dispositions de l'alinéa précédent, les prisonniers ont la latitude, après exécution ou commencement d'exécution de l'ordre, de faire présenter leurs réclamations par l'intermédiaire des hommes de confiance dont les fonctions sont prévues aux articles 43 et 44, ou, à défaut d'homme de confiance, par l'intermédiaire des représentants de la Puissance protectrice.

ARTICLE 32.

Il est interdit d'employer des prisonniers de guerre à des travaux insalubres ou dangereux.

Toute aggravation des conditions du travail par mesure disciplinaire est interdite.

CHAPITRE 4.—*Des détachements de travail.*

ARTICLE 33.

Le régime des détachements de travail devra être semblable à celui des camps de prisonniers de guerre, en particulier en ce qui concerne les conditions hygiéniques, la nourriture, les soins en cas d'accident ou de maladie, la correspondance et la réception des colis.

Tout détachement de travail relèvera d'un camp de prisonniers. Le commandant de ce camp sera responsable de l'observation, dans le détachement de travail, des dispositions de la présente Convention.

CHAPITRE 5.—*Du salaire.*

ARTICLE 34.

Les prisonniers de guerre ne recevront pas de salaire pour les travaux concernant l'administration, l'aménagement et l'entretien des camps.

Les prisonniers employés à d'autres travaux auront droit à un salaire à fixer par des accords entre les belligérants.

Ces accords spécifieront également la part que l'administration du camp pourra retenir, la somme qui appartiendra au prisonnier de guerre et la manière dont cette somme sera mise à sa disposition pendant la durée de sa captivité.

En attendant la conclusion des dits accords, la rétribution du travail des prisonniers sera fixée selon les normes ci-dessous :

a) Les travaux faits pour l'Etat seront payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux, ou, s'il n'en existe pas, d'après un tarif en rapport avec les travaux exécutés.

b) Lorsque les travaux ont lieu pour le compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en seront réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le solde restant au crédit du prisonnier lui sera remis à la fin de sa captivité. En cas de décès, il sera transmis par la voie diplomatique aux héritiers du défunt.

SECTION IV. DES RELATIONS DES PRISONNIERS DE GUERRE AVEC L'EXTÉRIEUR.

ARTICLE 35.

Dès le début des hostilités, les belligérants publieront les mesures prévues pour l'exécution des dispositions de la présente section.

ARTICLE 36.

Chacun des belligérants fixera périodiquement le nombre des lettres et des cartes postales que les prisonniers de guerre des diverses catégories seront autorisés à expédier par mois, et notifiera ce nombre à l'autre belligérant. Ces lettres et cartes seront transmises par la poste suivant la voie la plus courte. Elles ne pourront être retardées ni retenues pour motifs de discipline.

Dans le délai maximum d'une semaine après son arrivée au camp et de même en cas de maladie, chaque prisonnier sera mis en mesure d'adresser à sa famille une carte postale l'informant de sa capture et de l'état de sa santé. Les dites cartes postales seront transmises avec toute la rapidité possible et ne pourront être retardées d'aucune manière.

En règle générale, la correspondance des prisonniers sera rédigée dans la langue maternelle de ceux-ci. Les belligérants pourront autoriser la correspondance en d'autres langues.

ARTICLE 37.

Les prisonniers de guerre seront autorisés à recevoir individuellement des colis postaux contenant des denrées alimentaires et d'autres articles destinés à leur ravitaillement ou à leur habillement. Les colis seront remis aux destinataires contre quittance.

ARTICLE 38.

Les lettres et envois d'argent ou de valeurs, ainsi que les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux de renseignements prévus à l'article 77, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers seront pareillement affranchis de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.

Les prisonniers pourront, en cas d'urgence reconnue, être autorisés à expédier des télégrammes, contre paiement des taxes usuelles.

ARTICLE 39.

Les prisonniers de guerre seront autorisés à recevoir individuellement des envois de livres, qui pourront être soumis à la censure.

Les représentants des Puissances protectrices et des sociétés de secours dûment reconnues et autorisées pourront envoyer des ouvrages et des collections de livres aux bibliothèques des camps de prisonniers. La transmission de ces envois aux bibliothèques ne pourra être retardée sous prétexte de difficultés de censure.

ARTICLE 40.

La censure des correspondances devra être faite dans le plus bref délai possible. Le contrôle des envois postaux devra, en outre, s'effectuer dans des conditions propres à assurer la conservation des denrées qu'ils pourront contenir et, si possible, en présence du destinataire ou d'un homme de confiance dûment reconnu par lui.

Les interdictions de correspondance édictées par les belligérants, pour des raisons militaires ou politiques, ne pourront avoir qu'un caractère momentané et devront être aussi brèves que possible.

ARTICLE 41.

Les belligérants assureront toutes facilités pour la transmission des actes, pièces ou documents destinés aux prisonniers de guerre ou signés par eux, en particulier des procurations et des testaments.

Ils prendront les mesures nécessaires pour assurer, en cas de besoin, la légalisation des signatures données par les prisonniers.

SECTION V. DES RAPPORTS DES PRISONNIERS DE GUERRE AVEC LES AUTORITÉS.

CHAPITRE PREMIER.—*Des plaintes des prisonniers de guerre à raison du régime de la captivité.*

ARTICLE 42.

Les prisonniers de guerre auront le droit de faire connaître aux autorités militaires sous le pouvoir desquelles ils se trouvent leurs requêtes concernant le régime de captivité auquel ils sont soumis.

Ils auront également le droit de s'adresser aux représentants des Puissances protectrices pour leur signaler les points sur lesquels ils auraient des plaintes à formuler à l'égard du régime de la captivité.

Ces requêtes et réclamations devront être transmises d'urgence.

Même si elles sont reconnues non fondées, elles ne pourront donner lieu à aucune punition.

CHAPITRE 2.—*Des représentants des prisonniers de guerre.*

ARTICLE 43.

Dans toute localité où se trouveront des prisonniers de guerre, ceux-ci seront autorisés à désigner des hommes de confiance chargés de les représenter vis-à-vis des autorités militaires et des Puissances protectrices.

Cette désignation sera soumise à l'approbation de l'autorité militaire.

Les hommes de confiance seront chargés de la réception et de la répartition des envois collectifs. De même, au cas où les prisonniers décideraient d'organiser entre eux un système d'assistance mutuelle, cette organisation serait de la compétence des hommes de confiance. D'autre part, ceux-ci pourront prêter leurs offices aux prisonniers pour faciliter leurs relations avec les sociétés de secours mentionnées à l'article 78.

Dans les camps d'officiers et assimilés, l'officier prisonnier de guerre le plus ancien dans le grade le plus élevé sera reconnu comme intermédiaire entre les autorités du camp et les officiers et assimilés prisonniers. A cet effet, il aura la faculté de désigner un officier prisonnier pour l'assister en qualité d'interprète au cours des conférences avec les autorités du camp.

ARTICLE 44.

Lorsque les hommes de confiance seront employés comme travailleurs, leur activité comme représentants des prisonniers de guerre devra être comptée dans la durée obligatoire du travail.

Toutes facilités seront accordées aux hommes de confiance pour leur correspondance avec les autorités militaires et avec la Puissance protectrice. Cette correspondance ne sera pas limitée.

Aucun représentant des prisonniers ne pourra être transféré sans que le temps nécessaire lui ait été laissé pour mettre ses successeurs au courant des affaires en cours.

CHAPITRE 3.—*Des sanctions pénales à l'égard des prisonniers de guerre.*

1.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 45.

Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans les armées de la Puissance détentrice.

Tout acte d'insubordination autorisera à leur égard les mesures prévues par ces lois, règlements et ordres.

Demeurent réservées, toutefois, les dispositions du présent chapitre.

ARTICLE 46.

Les prisonniers de guerre ne pourront être frappés par les autorités militaires et les tribunaux de la Puissance détentrice d'autres peines que celles qui sont prévues pour les mêmes faits à l'égard des militaires des armées nationales.

A identité de grade, les officiers, sous-officiers ou soldats prisonniers de guerre subissant une peine disciplinaire ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que celui prévu, en ce qui concerne la même peine, dans les armées de la Puissance détentricé.

Sont interdites toute peine corporelle, toute incarcération dans des locaux non éclairés par la lumière du jour et, d'une manière générale, toute forme quelconque de cruauté.

Sont également interdites les peines collectives pour des actes individuels.

ARTICLE 47.

Les faits constituant une faute contre la discipline, et notamment la tentative d'évasion, seront constatés d'urgence; pour tous les prisonniers de guerre, gradés ou non, les arrêts préventifs seront réduits au strict minimum.

Les instructions judiciaires contre les prisonniers de guerre seront conduites aussi rapidement que le permettront les circonstances; la détention préventive sera restreinte le plus possible.

Dans tous les cas, la durée de la détention préventive sera déduite de la peine infligée disciplinairement ou judiciairement, pour autant que cette déduction est admise pour les militaires nationaux.

ARTICLE 48.

Les prisonniers de guerre ne pourront, après avoir subi les peines judiciaires ou disciplinaires qui leur auront été infligées, être traités différemment des autres prisonniers.

Toutefois, les prisonniers punis à la suite d'une tentative d'évasion pourront être soumis à un régime de surveillance spécial, mais qui ne pourra comporter la suppression d'aucune des garanties accordées aux prisonniers par la présente Convention.

ARTICLE 49.

Aucun prisonnier de guerre ne peut être privé de son grade par la Puissance détentricé.

Les prisonniers punis disciplinairement ne pourront être privés des prérogatives attachées à leur grade. En particulier, les officiers et assimilés qui subiront des peines entraînant privation de liberté ne seront pas placés dans les mêmes locaux que les sous-officiers ou hommes de troupe punis.

ARTICLE 50.

Les prisonniers de guerre évadés qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou quitter le territoire occupé par l'armée qui les a capturés ne seront passibles que de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à rejoindre leur armée ou à quitter le territoire occupé par l'armée qui les a capturés, seraient de nouveau faits prisonniers ne seront passibles d'aucune peine pour leur fuite antérieure.

ARTICLE 51.

La tentative d'évasion, même s'il y a récidive, ne sera pas considérée comme une circonstance aggravante dans le cas où le prisonnier de guerre serait déféré aux tribunaux pour des crimes ou délits contre les personnes ou contre la propriété commis au cours de cette tentative.

Après une évasion tentée ou consommée, les camarades de l'évadé qui auront coopéré à l'évasion ne pourront encourir de ce chef qu'une punition disciplinaire.

ARTICLE 52.

Les belligérants veilleront à ce que les autorités compétentes usent de la plus grande indulgence dans l'appréciation de la question de savoir si une infraction commise par un prisonnier de guerre doit être punie disciplinairement ou judiciairement.

Il en sera notamment ainsi lorsqu'il s'agira d'apprécier des faits connexes à l'évasion ou à la tentative d'évasion.

Un prisonnier ne pourra, à raison du même fait ou du même chef d'accusation, être puni qu'une seule fois.

ARTICLE 53.

Aucun prisonnier de guerre frappé d'une peine disciplinaire, qui se trouverait dans les conditions prévues pour le rapatriement, ne pourra être retenu pour la raison qu'il n'a pas subi sa peine.

Les prisonniers à rapatrier qui seraient sous le coup d'une poursuite pénale pourront être exclus du rapatriement jusqu'à la fin de la procédure, et, le cas échéant, jusqu'à l'exécution de la peine; ceux qui seraient déjà détenus en vertu d'un jugement pourront être retenus jusqu'à la fin de leur détention.

Les belligérants se communiqueront les listes de ceux qui ne pourront être rapatriés pour les motifs indiqués à l'alinéa précédent.

2.—PEINES DISCIPLINAIRES.

ARTICLE 54.

Les arrêts sont la peine disciplinaire la plus sévère qui puisse être infligée à un prisonnier de guerre.

La durée d'une même punition ne peut dépasser trente jours.

Ce maximum de trente jours ne pourra pas davantage être dépassé dans le cas de plusieurs faits dont un prisonnier aurait à répondre disciplinairement au moment où il est statué à son égard, que ces faits soient connexes ou non.

Lorsqu'au cours ou après la fin d'une période d'arrêts, un prisonnier sera frappé d'une nouvelle peine disciplinaire, un délai de trois jours au moins séparera chacune des périodes d'arrêts, dès que l'une d'elle est de dix jours ou plus.

ARTICLE 55.

Sous réserve de la disposition faisant l'objet du dernier alinéa de l'article 11, sont applicables, à titre d'aggravation de peine, aux prisonniers de guerre punis disciplinairement les restrictions de nourriture admises dans les armées de la Puissance détentricice.

Toutefois, ces restrictions ne pourront être ordonnées que si l'état de santé des prisonniers punis le permet.

ARTICLE 56.

En aucun cas, les prisonniers de guerre ne pourront être transférés dans les établissements pénitentiaires (prisons, pénitenciers, bagnes, etc.) pour y subir des peines disciplinaires.

Les locaux dans lesquels seront subies les peines disciplinaires seront conformes aux exigences de l'hygiène.

Les prisonniers punis seront mis à même de se tenir en état de propreté.

Chaque jour, ces prisonniers auront la faculté de prendre de l'exercice ou de séjourner en plein air pendant au moins deux heures.

ARTICLE 57.

Les prisonniers de guerre punis disciplinairement seront autorisés à lire et à écrire, ainsi qu'à expédier et à recevoir des lettres.

En revanche, les colis et les envois d'argent pourront n'être délivrés aux destinataires qu'à l'expiration de la peine. Si les colis non distribués contiennent des denrées périssables, celles-ci seront versées à l'infirmerie ou à la cuisine du camp.

ARTICLE 58.

Les prisonniers de guerre punis disciplinairement seront autorisés, sur leur demande, à se présenter à la visite médicale quotidienne. Ils recevront les soins jugés nécessaires par les médecins et, le cas échéant, seront évacués sur l'infirmerie du camp ou sur les hôpitaux.

ARTICLE 59.

Réserve faite de la compétence des tribunaux et des autorités militaires supérieures, les peines disciplinaires ne pourront être prononcées que par un officier muni de pouvoirs disciplinaires en sa qualité de commandant de camp ou de détachement, ou par l'officier responsable qui le remplace.

3.—POURSUITES JUDICIAIRES.

ARTICLE 60.

Lors de l'ouverture d'une procédure judiciaire dirigée contre un prisonnier de guerre, la Puissance détentrice en avertira aussitôt qu'elle pourra le faire, et toujours avant la date fixée pour l'ouverture des débats, le représentant de la Puissance protectrice.

Cet avis contiendra les indications suivantes :

- a) état civil et grade du prisonnier ;
- b) lieu de séjour ou de détention ;
- c) spécification du ou des chefs d'accusation, avec mention des dispositions légales applicables.

S'il n'est pas possible de donner dans cet avis l'indication du tribunal qui jugera l'affaire, celle de la date d'ouverture des débats et celle du local où ils auront lieu, ces indications seront fournies ultérieurement au représentant de la Puissance protectrice, le plus tôt possible, et en tout cas trois semaines au moins avant l'ouverture des débats.

ARTICLE 61.

Aucun prisonnier de guerre ne pourra être condamné sans avoir eu l'occasion de se défendre.

Aucun prisonnier ne pourra être contraint de se reconnaître coupable du fait dont il est accusé.

ARTICLE 62.

Le prisonnier de guerre sera en droit d'être assisté par un défenseur qualifié de son choix et de recourir, si c'est nécessaire, aux offices d'un interprète compétent. Il sera avisé de son droit, en temps utile avant les débats, par la Puissance détentrice.

A défaut d'un choix par le prisonnier, la Puissance protectrice pourra lui procurer un défenseur. La Puissance détentrice remettra à la Puissance protectrice, sur la demande de celle-ci, une liste de personnes qualifiées pour présenter la défense.

Les représentants de la Puissance protectrice auront le droit d'assister aux débats de la cause.

La seule exception à cette règle est celle où les débats de la cause doivent rester secrets dans l'intérêt de la sûreté de l'Etat. La Puissance détentrice en préviendrait la Puissance protectrice.

ARTICLE 63.

Un jugement ne pourra être prononcé à la charge d'un prisonnier de guerre que par les mêmes tribunaux et suivant la même procédure qu'à l'égard des personnes appartenant aux forces armées de la Puissance détentrice.

ARTICLE 64.

Tout prisonnier de guerre aura le droit de recourir contre tout jugement rendu à son égard, de la même manière que les individus appartenant aux forces armées de la Puissance détentrice.

ARTICLE 65.

Les jugements prononcés contre les prisonniers de guerre seront immédiatement communiqués à la Puissance protectrice.

ARTICLE 66.

Si la peine de mort est prononcée contre un prisonnier de guerre, une communication exposant en détail la nature et les circonstances de l'infraction sera adressée, au plus tôt, au représentant de la Puissance protectrice, pour être transmise à la Puissance dans les armées de laquelle le prisonnier a servi.

Le jugement ne sera pas exécuté avant l'expiration d'un délai d'au moins trois mois à partir de cette communication.

ARTICLE 67.

Aucun prisonnier de guerre ne pourra être privé du bénéfice des dispositions de l'article 42 de la présente Convention à la suite d'un jugement ou autrement.

TITRE IV. DE LA FIN DE LA CAPTIVITÉ.

SECTION I. DU RAPATRIEMENT DIRECT ET DE L'HOSPITALISATION EN PAYS NEUTRE.

ARTICLE 68.

Les belligérants seront tenus de renvoyer dans leur pays, sans égard au grade ni au nombre, après les avoir mis en état d'être transportés, les prisonniers de guerre grands malades et grands blessés.

Des accords entre les belligérants fixeront en conséquence, aussitôt que possible, les cas d'invalidité ou de maladie entraînant le rapatriement.

ment direct, ainsi que les cas entraînant éventuellement l'hospitalisation en pays neutre. En attendant que ces accords soient conclus, les belligérants pourront se référer à l'accord-type annexé, à titre documentaire, à la présente Convention.

ARTICLE 69.

Dès l'ouverture des hostilités, les belligérants s'entendront pour nommer des commissions médicales mixtes. Ces commissions seront composées de trois membres, dont deux appartenant à un pays neutre et un désigné par la Puissance détentricice; l'un des médecins du pays neutre présidera. Ces commissions médicales mixtes procéderont à l'examen des prisonniers malades ou blessés et prendront toutes décisions utiles à leur égard.

Les décisions de ces commissions seront prises à la majorité et exécutées dans le plus bref délai.

ARTICLE 70.

Outre ceux qui auront été désignés par le médecin du camp, les prisonniers de guerre suivants seront soumis à la visite de la commission médicale mixte mentionnée à l'article 69, en vue de leur rapatriement direct ou de leur hospitalisation en pays neutre:

- a) les prisonniers qui en feront la demande directement au médecin du camp;
- b) les prisonniers qui seront présentés par les hommes de confiance prévus à l'article 43, ceux-ci agissant de leur propre initiative ou à la demande des prisonniers eux-mêmes;
- c) les prisonniers qui auront été proposés par la Puissance dans les armées de laquelle ils ont servi ou par une association de secours dûment reconnue et autorisée par cette Puissance.

ARTICLE 71.

Les prisonniers de guerre victimes d'accidents du travail, exception faite des blessés volontaires, seront mis, en ce qui concerne le rapatriement ou éventuellement l'hospitalisation en pays neutre, au bénéfice des mêmes dispositions.

ARTICLE 72.

Pendant la durée des hostilités et pour des raisons d'humanité, les belligérants pourront conclure des accords en vue du rapatriement direct ou de l'hospitalisation en pays neutre des prisonniers de guerre valides ayant subi une longue captivité.

ARTICLE 73.

Les frais de rapatriement ou de transport dans un pays neutre des prisonniers de guerre seront supportés, à partir de la frontière de la Puissance détentricice, par la Puissance dans les armées de laquelle ces prisonniers ont servi.

ARTICLE 74.

Aucun rapatrié ne pourra être employé à un service militaire actif.

SECTION II. DE LA LIBÉRATION ET DU RAPATRIEMENT A LA FIN DES HOSTILITÉS.

ARTICLE 75.

Lorsque les belligérants concluront une convention d'armistice, ils devront, en principe, y faire figurer des stipulations concernant le rapatriement des prisonniers de guerre. Si des stipulations à cet égard n'ont pas pu être insérées dans cette convention, les belligérants se mettront néanmoins, le plus tôt possible, en rapport à cet effet. Dans tous les cas, le rapatriement des prisonniers s'effectuera dans le plus bref délai après la conclusion de la paix.

Les prisonniers de guerre qui seraient sous le coup d'une poursuite pénale pour un crime ou un délit de droit commun pourront toutefois être retenus jusqu'à la fin de la procédure et, le cas échéant, jusqu'à l'expiration de la peine. Il en sera de même de ceux condamnés pour un crime ou délit de droit commun.

D'entente entre les belligérants, des commissions pourront être instituées dans le but de rechercher les prisonniers dispersés et d'assurer leur rapatriement.

TITRE V. DU DÉCÈS DES PRISONNIERS DE GUERRE.

ARTICLE 76.

Les testaments des prisonniers de guerre seront reçus et dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès.

Les belligérants veilleront à ce que les prisonniers de guerre décédés en captivité soient enterrés honorablement et à ce que les tombes portent toutes indications utiles, soient respectées et convenablement entretenues.

TITRE VI. DES BUREAUX DE SECOURS ET DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PRISONNIERS DE GUERRE.

ARTICLE 77.

Dès le début des hostilités, chacune des Puissances belligérantes, ainsi que les Puissances neutres qui auront recueilli des belligérants, constitueront un bureau officiel de renseignements sur les prisonniers de guerre se trouvant sur leur territoire.

Dans le plus bref délai possible, chacune des Puissances belligérantes informera son bureau de renseignements de toute capture de prisonniers effectuée par ses armées, en lui donnant tous renseignements d'identité dont elle dispose permettant d'aviser rapidement les familles intéressées, et en lui faisant connaître les adresses officielles auxquelles les familles pourront écrire aux prisonniers.

Le bureau de renseignements fera parvenir d'urgence toutes ces indications aux Puissances intéressées, par l'entremise, d'une part, des Puissances protectrices et, d'autre part, de l'agence centrale prévue à l'article 79.

Le bureau de renseignements, chargé de répondre à toutes les demandes qui concernent les prisonniers de guerre, recevra des divers

services compétents toutes les indications relatives aux internements et aux mutations, aux mises en liberté sur parole, aux rapatriements, aux évasions, aux séjours dans les hôpitaux, aux décès, ainsi que les autres renseignements nécessaires pour établir et tenir à jour une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre.

Le bureau portera sur cette fiche, dans la mesure du possible et sous réserve des dispositions de l'article 5: le numéro matricule, les nom et prénoms, la date et le lieu de naissance, le grade et le corps de troupe de l'intéressé, le prénom du père et le nom de la mère, l'adresse de la personne à aviser en cas d'accident, les blessures, la date et le lieu de la capture, de l'internement, des blessures, de la mort, ainsi que tous les autres renseignements importants.

Des listes hebdomadaires contenant tous les nouveaux renseignements susceptibles de faciliter l'identification de chaque prisonnier seront transmises aux Puissances intéressées.

La fiche individuelle du prisonnier de guerre sera remise après la conclusion de la paix à la Puissance qu'il aura servi.

Le bureau de renseignements sera en outre tenu de recueillir tous les objets d'usage personnel, valeurs, correspondances, carnets de solde, signes d'identité, etc., qui auront été délaissés par les prisonniers de guerre rapatriés, libérés sur parole, évadés ou décédés, et de les transmettre aux pays intéressés.

ARTICLE 78.

Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays, et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les camps, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire et en prenant l'engagement, par écrit, de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

ARTICLE 79.

Une agence centrale de renseignements sur les prisonniers de guerre sera créée en pays neutre. Le Comité international de la Croix-Rouge proposera aux Puissances intéressées, s'il le juge nécessaire, l'organisation d'une telle agence.

Cette agence sera chargée de concentrer tous les renseignements, intéressant les prisonniers, qu'elle pourra obtenir par les voies officielles ou privées; elle les transmettra le plus rapidement possible au pays d'origine des prisonniers ou à la Puissance qu'ils auront servi.

Ces dispositions ne devront pas être interprétées comme restreignant l'activité humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge.

ARTICLE 80.

Les bureaux de renseignements jouiront de la franchise de port en matière postale, ainsi que de toutes exemptions prévues à l'article 38.

TITRE VII. DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION A CERTAINES CATEGORIES DE CIVILS.

ARTICLE 81.

Les individus qui suivent les forces armées sans en faire directement partie, tels que les correspondants, les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tomberont au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci jugera utile de détenir, auront droit au traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire des forces armées qu'ils accompagnaient.

TITRE VIII. DE L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION.

SECTION I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 82.

Les dispositions de la présente Convention devront être respectées par les Hautes Parties Contractantes en toutes circonstances.

Au cas où, en temps de guerre, un des belligérants ne serait pas partie à la Convention, ses dispositions demeureront néanmoins obligatoires entre les belligérants qui y participent.

ARTICLE 83.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit de conclure des conventions spéciales sur toutes questions relatives aux prisonniers de guerre qu'il leur paraîtrait opportun de régler particulièrement.

Les prisonniers de guerre resteront au bénéfice de ces accords jusqu'à l'achèvement du rapatriement, sauf stipulations expresses contraires contenues dans les susdits accords ou dans des accords ultérieurs, ou également sauf mesures plus favorables prises par l'une ou l'autre des Puissances belligérantes à l'égard des prisonniers qu'elles détiennent.

En vue d'assurer l'application, de part et d'autre, des stipulations de la présente Convention, et de faciliter la conclusion des conventions spéciales prévues ci-dessus, les belligérants pourront autoriser, dès le début des hostilités, des réunions de représentants des autorités respectives chargées de l'administration des prisonniers de guerre.

ARTICLE 84.

Le texte de la présente Convention et des conventions spéciales prévues à l'article précédent sera affiché, autant que possible dans la langue maternelle des prisonniers de guerre, à des emplacements où il pourra être consulté par tous les prisonniers.

Le texte de ces conventions sera communiqué, sur leur demande, aux prisonniers qui se trouveraient dans l'impossibilité de prendre connaissance du texte affiché.

ARTICLE 85.

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront par l'intermédiaire du Conseil fédéral suisse les traductions officielles de la présente Convention, ainsi que les lois et règlements qu'elles pourront être amenées à adopter pour assurer l'application de la présente Convention.

SECTION II. DE L'ORGANISATION DU CONTROLE.

ARTICLE 86.

Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent que l'application régulière de la présente Convention trouvera une garantie dans la possibilité de collaboration des Puissances protectrices chargées de sauvegarder les intérêts des belligérants; à cet égard, les Puissances protectrices pourront, en dehors de leur personnel diplomatique, désigner des délégués parmi leurs propres ressortissants ou parmi les ressortissants d'autres Puissances neutres. Ces délégués devront être soumis à l'agrément du belligérant auprès duquel ils exerceront leur mission.

Les représentants de la Puissance protectrice ou ses délégués agréés seront autorisés à se rendre dans toutes les localités, sans aucune exception, où sont internés des prisonniers de guerre. Ils auront accès dans tous les locaux occupés par des prisonniers et pourront s'entretenir avec ceux-ci, en règle générale sans témoin, personnellement ou par l'intermédiaire d'interprètes.

Les belligérants faciliteront dans la plus large mesure possible la tâche des représentants ou des délégués agréés de la Puissance protectrice. Les autorités militaires seront informées de leur visite.

Les belligérants pourront s'entendre pour admettre que des personnes de la propre nationalité des prisonniers soient admises à participer aux voyages d'inspection.

ARTICLE 87.

En cas de désaccord entre les belligérants sur l'application des dispositions de la présente Convention, les Puissances protectrices devront, dans la mesure du possible, prêter leurs bons offices aux fins de règlement du différend.

A cet effet, chacune des Puissances protectrices pourra, notamment, proposer aux belligérants intéressés une réunion de représentants de ceux-ci, éventuellement sur un territoire neutre convenablement choisi. Les belligérants seront tenus de donner suite aux propositions qui leur seront faites dans ce sens. La Puissance protectrice pourra, le cas échéant, soumettre à l'agrément des Puissances en cause une personnalité appartenant à une Puissance neutre ou une personnalité déléguée par le Comité international de la Croix-Rouge, qui sera appelée à participer à cette réunion.

ARTICLE 88.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'activité humanitaire que le Comité international de la Croix-Rouge pourra déployer pour la protection des prisonniers de guerre, moyennant l'agrément des belligérants intéressés.

SECTION III. DISPOSITIONS FINALES.

ARTICLE 89.

Dans les rapports entre Puissances liées par la Convention de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, qu'il s'agisse de celle du 29 juillet 1899 ou de celle du 18 octobre 1907, et qui participent à la présente Convention, celle-ci complètera le chapitre II du Règlement annexé aux susdites Conventions de La Haye.

ARTICLE 90.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra, jusqu'au premier février 1930, être signée au nom de tous les pays représentés à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 1^{er} juillet 1929.

ARTICLE 91.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible.

Les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le Conseil fédéral suisse aux Gouvernements de tous les pays au nom de qui la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

ARTICLE 92.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux instruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie Contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

ARTICLE 93.

A partir de la date de sa mise en vigueur, la présente Convention sera ouverte aux adhésions données au nom de tout pays au nom duquel cette Convention n'aura pas été signée.

ARTICLE 94.

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Le Conseil fédéral suisse communiquera les adhésions aux Gouvernements de tous les pays au nom de qui la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

ARTICLE 95.

L'état de guerre donnera effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Puissances belligérantes avant ou après le début des hostilités. La communication des ratifications ou adhésions reçues des Puissances en état de guerre sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

ARTICLE 96.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention. La dénonciation ne produira ses effets qu'un an après que la notification en aura été faite par écrit au Conseil fédéral suisse. Celui-ci communiquera cette notification aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties Contractantes.

La dénonciation ne vaudra qu'à l'égard de la Haute Partie Contractante qui l'aura notifiée.

En outre, cette dénonciation ne produira pas ses effets au cours d'une guerre dans laquelle serait impliquée la Puissance dénonçante. En ce cas, la présente Convention continuera à produire ses effets, au delà du délai d'un an, jusqu'à la conclusion de la paix et, en tout cas, jusqu'à ce que les opérations du rapatriement soient terminées.

ARTICLE 97.

Une copie certifiée conforme de la présente Convention sera déposée aux archives de la Société des Nations par les soins du Conseil fédéral suisse. De même, les ratifications, adhésions et dénonciations qui seront notifiées au Conseil fédéral suisse seront communiquées par lui à la Société des Nations.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le vingt-sept juillet mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives de la Confédération Suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront remises aux Gouvernements de tous les pays invités à la Conférence.

Pour l'Allemagne:

EDMUND RHOMBERG

Pour les États-Unis d'Amérique:

ELIOT WADSWORTH

HUGH R. WILSON

Pour l'Autriche:

LEITMAIER

Pour la Belgique:

D^r DEMOLDER

J. DE RUELLE

Pour la Bolivie:

A. CORTADELLAS

Pour le Brésil:

RAUL DO RIO-BRANCO

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toute partie de l'Empire britannique non membre séparé de la Société des Nations:

HORACE RUMBOLD

Pour le Canada:

W. A. RIDDELL

Pour l'Australie:

CLAUD RUSSELL

Pour la Nouvelle-Zélande:

CLAUD RUSSELL

Pour l'Afrique du Sud:

ERIC H. LOUW

Pour l'État libre d'Irlande:

SEAN LESTER

Pour l'Inde:

CLAUD RUSSELL

Pour la Bulgarie:

D. MIKOFF

STEPHAN N. LAFTCHIEFF

Pour le Chili:

GMO NOVOA
D. PULGAR

Pour la Chine:

C. Y. HSIAO

Pour la Colombie:

FRANCISCO JOSÉ URRUTIA

Pour Cuba:

CARLOS DE ARMENTEROS
CARLOS BLANCO

Pour le Danemark:

HARALD SCAVENIUS
GUSTAV RASMUSSEN

Pour la République dominicaine:

CH. ACKERMANN

Pour l'Égypte:

MOHAMMED ABDEL MONEIM RIAD
H. W. M. SIMAIKA

Pour l'Espagne:

Ad Referendum

MAURICIO LOPEZ ROBERTS Y TERRY, MARQUÉS DE
LA TORREHERMOSA

Pour l'Estonie:

D^r LEESMENT

Pour la Finlande:

A. E. MARTOLA

Pour la France:

H. DE MARCILLY
J. DU SAULT

Pour la Grèce:

R. RAPHAËL
S. VENISELOS

Pour la Hongrie:

PAUL DE HEVESY

Pour l'Italie:

GIOVANNI CIRAOLO

Pour le Japon:

ISABURO YOSHIDA
S. SHIMOMURA
S. MIURA

Pour la Lettonie:

CHARLES DUZMANS
D^r OSKAR VOIT

Pour le Luxembourg:

CH. G. VERMAIRE

Pour le Mexique:

FR. CASTILLO NÁJERA

Pour le Nicaragua:

A. SOTTILE

Pour la Norvège:

J. IRGENS

JENS MEINICH

Pour les Pays-Bas:

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK

D^r DIEHL

J. HARBERTS

Pour la Perse:

ANOUCHIREVAN SEPAHBODI

Pour la Pologne:

JÓZEF G. PRACKI

W. JERZY BABECKI

Pour le Portugal:

VASCO DE QUEVEDO

F. DE CALHEIROS E MENEZES

Pour la Roumanie:

M. B. BOERESCO

Colonel E. VERTEJANO

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

I. CHOUMENKOVITCH

Pour le Siam:

VARNVAIDYA

Pour la Suède:

K. I. WESTMAN

Pour la Suisse:

PAUL DINICHERT

HAUSER

ZÜBLIN

DE LA HARPE

SCHINDLER

Pour la Tchécoslovaquie:

ZD. FIERLINGER

Pour la Turquie:

HASSAN

D^r ABDULKADIR

M. NUSRET

D^r AKIL MOUKHTAR

Pour l'Uruguay:

ALFREDO DE CASTRO

Pour le Vénézuéla:

C. PARRA-PÉREZ

I. M. HURTADO-MACHADO

ANNEXE A LA CONVENTION RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE DU 27 JUILLET 1929.

ACCORD-TYPE CONCERNANT LE RAPATRIEMENT DIRECT ET L'HOSPITALISATION EN PAYS NEUTRE DES PRISONNIERS DE GUERRE POUR RAISONS DE SANTÉ.

I.—*Principes directeurs pour le rapatriement direct et l'hospitalisation en pays neutre.*

A.—RAPATRIEMENT DIRECT.

Seront rapatriés directement :

1° les malades et blessés dont, d'après les prévisions médicales, la curabilité en une année n'est pas présumable, leur état exigeant un traitement, et leur aptitude intellectuelle ou corporelle paraissant avoir subi une diminution considérable ;

2° les malades et blessés incurables dont l'aptitude intellectuelle ou corporelle paraît avoir subi une diminution considérable ;

3° les malades et blessés guéris dont l'aptitude intellectuelle ou corporelle paraît avoir subi une diminution considérable.

B.—HOSPITALISATION EN PAYS NEUTRE.

Seront hospitalisés :

1° les malades et blessés dont la guérison est présumable dans le délai d'un an, cette guérison apparaissant comme plus sûre et plus rapide si les malades et blessés sont mis au bénéfice des ressources qu'offre le pays neutre que si leur captivité proprement dite est prolongée ;

2° les prisonniers de guerre dont la santé intellectuelle ou physique paraît, d'après les prévisions médicales, menacées sérieusement par le maintien en captivité, tandis que l'hospitalisation en pays neutre pourrait probablement les soustraire à ce risque.

C.—RAPATRIEMENT DES HOSPITALISÉS EN PAYS NEUTRE.

Seront rapatriés les prisonniers de guerre hospitalisés en pays neutre qui appartiennent aux catégories suivantes :

1° ceux dont l'état de santé se présente comme étant ou devenant tel qu'ils rentrent dans les catégories des rapatriables pour raisons de santé ;

2° les guéris dont l'aptitude intellectuelle ou physique paraît avoir subi une diminution considérable.

II.—*Principes spéciaux pour le rapatriement direct ou l'hospitalisation en pays neutre.*

A.—RAPATRIEMENT.

Seront rapatriés :

1° tous les prisonniers de guerre atteints, à la suite de lésions organiques, des altérations suivantes, effectives ou fonctionnelles : perte de

membre, paralysie, altérations articulaires ou autres, pour autant que le défaut est d'au moins un pied ou une main, ou qu'il équivaut à la perte d'un pied ou d'une main;

2° tous les prisonniers de guerre blessés ou lésés dont l'état est tel qu'il fait d'eux des infirmes dont on ne peut pas, médicalement, prévoir la guérison dans le délai d'un an;

3° tous les malades dont l'état est tel qu'il fait d'eux des infirmes dont on ne peut pas, médicalement, prévoir la guérison dans le délai d'un an;

à cette catégorie appartiennent en particulier:

a) les tuberculoses progressives d'organes quelconques qui, d'après les prévisions médicales, ne peuvent plus être guéries ou au moins considérablement améliorées par une cure en pays neutre;

b) les affections non tuberculeuses des organes respiratoires présumées incurables (ainsi, avant tout, l'emphysème pulmonaire fortement développé avec ou sans bronchite, les dilatations bronchiques, l'asthme grave, les intoxications par les gaz, etc.);

c) les affections chroniques graves des organes de la circulation (par exemple: les affections valvulaires avec tendances aux troubles de compensation, les affections relativement graves du myocarde, du péricarde et des vaisseaux, en particulier les anévrysmes inopérables des gros vaisseaux, etc.);

d) les affections chroniques graves des organes digestifs;

e) les affections chroniques graves des organes urinaires et sexuels (avant tout, par exemple: tous les cas de néphrites chroniques confirmées avec séméiologie complète, et tout particulièrement lorsqu'il existe déjà des altérations cardiaques et vasculaires, de même les pyélites et cystites chroniques, etc.);

f) les maladies chroniques graves du système nerveux central et périphérique (ainsi, avant tout, la neurasthénie et l'hystérie graves, tous les cas incontestables d'épilepsie, le Basedow grave, etc.);

g) la cécité des deux yeux, ou celle d'un œil lorsque la vision de l'autre reste inférieure à 1 malgré l'emploi de verres correcteurs; la diminution de l'acuité visuelle au cas où il est impossible de la ramener par la correction à l'acuité de $\frac{1}{2}$ pour un œil du moins; les autres affections oculaires rentrant dans la présente catégorie (glaucome, iritis, choréïdite, etc.);

h) la surdité totale bilatérale, ainsi que la surdité totale unilatérale au cas où l'oreille incomplètement sourde ne perçoit plus la voix parlée ordinaire à un mètre de distance;

i) tous les cas incontestables d'affections mentales;

k) les cas graves d'intoxication chronique par les métaux ou par d'autres causes (saturnisme, hydrargyrisme, morphinisme, cocaïnisme, alcoolisme, intoxication par les gaz, etc.);

l) les affections chroniques des organes locomoteurs (arthrite déformante, goutte, rhumatismes avec altérations décelables cliniquement), à la condition qu'elles soient graves;

m) tous les néoplasmes malins, s'ils ne sont pas justiciables d'interventions opératoires relativement bénignes sans danger pour la vie de l'opéré;

n) tous les cas de malaria avec altérations organiques appréciables (augmentation chronique importante du volume du foie, de la rate, cachexie, etc.);

o) les affections cutanées chroniques graves, pour autant que leur nature ne constitue pas une indication médicale d'hospitalisation en pays neutre;

p) les avitaminoses graves (béri-béri, pellagra, scorbut chronique).

B.—HOSPITALISATION.

Les prisonniers de guerre doivent être hospitalisés s'ils sont atteints des affections suivantes:

1° toutes les formes de tuberculose d'organes quelconques, si, d'après les connaissances médicales actuelles, elles peuvent être guéries, ou du moins considérablement améliorées par les méthodes applicables en pays neutre (altitude, traitement dans les sanatoria, etc.);

2° toutes les formes—nécessitant un traitement—d'affections des organes respiratoires, circulatoires, digestifs, génito-urinaires, nerveux, des organes des sens, des appareils locomoteur et cutané, à condition, toutefois, que ces formes d'affections n'appartiennent pas aux catégories prescrivant le rapatriement direct, ou qu'elles ne soient pas des maladies aiguës proprement dites ayant une tendance à la guérison franche. Les affections envisagées dans ce paragraphe sont celles qui offrent par l'application des moyens de cure disponibles en pays neutre des chances de guérison réellement meilleures pour le patient que si celui-ci était traité en captivité.

Il y a lieu de considérer tout spécialement les troubles nerveux dont les causes efficientes ou déterminantes sont les événements de la guerre ou de la captivité même, comme la psychasthénie des prisonniers de guerre et autres cas analogues.

Tous les cas de ce genre dûment constatés doivent être hospitalisés, pour autant que leur gravité ou leurs caractères constitutionnels n'en font pas des cas de rapatriement direct.

Les cas de psychasthénie des prisonniers de guerre qui ne sont pas guéris après trois mois d'hospitalisation en pays neutre ou qui, après ce délai, ne sont pas manifestement en voie de guérison définitive, devront être rapatriés.

3° tous les cas de blessures, de lésions et leurs conséquences qui offrent des chances de guérison meilleures en pays neutre qu'en captivité, à condition que ces cas ne soient pas, ou bien justiciables du rapatriement direct, ou bien insignifiants;

4° tous les cas de malaria dûment constatés et ne présentant pas d'altérations organiques décelables cliniquement (augmentation de volume chronique du foie, de la rate, cachexie, etc.), si le séjour en pays neutre offre des perspectives particulièrement favorables de guérison définitive;

5° tous les cas d'intoxication (en particulier par les gaz, les métaux, les alcaloïdes) pour lesquels les perspectives de guérison en pays neutre sont spécialement favorables.

Seront exclus de l'hospitalisation:

1° tous les cas d'affections mentales dûment constatées;

2° toutes les affections nerveuses organiques ou fonctionnelles réputées incurables; (Ces deux catégories appartiennent à celles donnant droit au rapatriement direct.)

3° l'alcoolisme chronique grave;

4° toutes les affections contagieuses dans la période où elles sont transmissibles (maladies infectieuses aiguës, syphilis primaire et secondaire, trachôme, lèpre, etc.).

III.—*Observations générales.*

Les conditions fixées ci-dessus doivent, d'une façon générale, être interprétées et appliquées dans un esprit aussi large que possible.

Cette largeur d'interprétation doit être appliquée particulièrement aux états névropathiques ou psychopathiques causés ou déterminés par les événements de la guerre ou de la captivité même (psychasthénie des prisonniers de guerre), ainsi qu'aux cas de tuberculose à tous les degrés.

Il va de soi que les médecins de camp et les commissions médicales mixtes peuvent se trouver en présence d'une foule de cas non mentionnés parmi les exemples donnés sous chiffre II, ou de cas ne s'adaptant pas à ces exemples. Les exemples mentionnés ci-dessus ne sont donnés que comme exemples typiques; une liste analogue d'exemples d'altérations chirurgicales n'a pas été établie parce que, abstraction faite des cas incontestables par leur nature même (amputations), il est difficile de dresser une liste de types particuliers; l'expérience a démontré qu'un exposé de ces cas particuliers n'était pas sans inconvénients dans la pratique.

On résoudra tous les cas ne s'adaptant pas exactement aux exemples cités en s'inspirant de l'esprit des principes directeurs ci-dessus.

AND WHEREAS, the said Convention has been duly ratified on the part of the United States of America and the instrument of ratification of the United States of America was deposited with the Government of Switzerland on February 4, 1932;

AND WHEREAS, in accordance with Article 92 thereof, the said Convention became effective in respect of the United States of America six months after the deposit of its instrument of ratification, namely, on August 4, 1932;¹

NOW, THEREFORE, be it known that I, Herbert Hoover, President of the United States of America, have caused the said Convention to be made public to the end that the same and every article and clause thereof may be observed and fulfilled with good faith by the United States of America and the citizens thereof.

IN TESTIMONY WHEREOF, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States of America to be affixed.

DONE at the city of Washington this fourth day of August in the year of our Lord one thousand nine hundred and thirty-
[SEAL] two, and of the Independence of the United States of America the one hundred and fifty-seventh.

HERBERT HOOVER

By the President:

W. R. CASTLE, Jr

Acting Secretary of State.

¹ On the date of the President's proclamation, Aug. 4, 1932, this convention was in effect also in respect of Australia, Great Britain, India, Italy, Latvia, New Zealand, Norway, Portugal, Rumania, Spain, Sweden, Switzerland, Union of South Africa, and Yugoslavia. It will become effective in respect of Belgium on Nov. 12, 1932, in respect of Brazil on Sept. 23, 1932, in respect of Mexico on Feb. 1, 1933, and in respect of Poland on Dec. 29, 1932.—EDITOR.

[Translation?]

CONVENTION OF JULY 27, 1929, RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR.

The President of the German Reich, the President of the United States of America, the Federal President of the Republic of Austria, His Majesty the King of the Belgians, the President of the Republic of Bolivia, the President of the Republic of the United States of Brazil, His Majesty the King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, His Majesty the King of the Bulgarians, the President of the Republic of Chile, the President of the Republic of China, the President of the Republic of Colombia, the President of the Republic of Cuba, His Majesty the King of Denmark and Iceland, the President of the Dominican Republic, His Majesty the King of Egypt, His Majesty the King of Spain, the President of the Republic of Estonia, the President of the Republic of Finland, the President of the French Republic, the President of the Hellenic Republic, His Serene Highness the Regent of Hungary, His Majesty the King of Italy, His Majesty the Emperor of Japan, the President of the Republic of Latvia, Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg, the President of the United States of Mexico, the President of the Republic of Nicaragua, His Majesty the King of Norway, Her Majesty the Queen of the Netherlands, His Imperial Majesty the Shah of Persia, the President of the Republic of Poland, the President of the Portuguese Republic, His Majesty the King of Rumania, His Majesty the King of the Serbs, Croats, and Slovenes, His Majesty the King of Siam, His Majesty the King of Sweden, the Swiss Federal Council, the President of the Czechoslovak Republic, the President of the Turkish Republic, the President of the Oriental Republic of Uruguay, [and] the President of the Republic of the United States of Venezuela,

recognizing that, in the extreme case of a war, it will be the duty of every Power to diminish, so far as possible, the unavoidable rigors thereof and to mitigate the fate of prisoners of war;

desirous of developing the principles which inspired the international conventions of The Hague, in particular the Convention relative to the laws and customs of war and the Regulations annexed thereto;

have decided to conclude a Convention to that end, and have appointed the following as their Plenipotentiaries, namely:

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH:

His Excellency Herr Edmund Rhomberg, Doctor of Laws, Minister unassigned;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA:

The Honorable Eliot Wadsworth, former Assistant Secretary of the Treasury,

His Excellency the Honorable Hugh R. Wilson, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA:

Herr Marc Leitmaier, Doctor of Laws, Ministerial Counselor at the Federal Chancellery, Department of Foreign Affairs;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS:

M. Paul Demolder, Surgeon General, Chief of the Medical Corps of the First Military District,

M. Joseph de Ruelle, Counselor of the Ministry of Foreign Affairs;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BOLIVIA:

His Excellency Sr. Alberto Cortadellas, Minister Resident of Bolivia at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL:

His Excellency Sr. Raoul de Rio-Branco, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Berne;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA:

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS:

The Right Honorable Sir Horace Rumbold, G.C.M.G., M.V.O., Ambassador of His Britannic Majesty at Berlin;

FOR THE DOMINION OF CANADA:

Mr. Walter Alexander Riddell, Permanent Counselor of the Canadian Government to the League of Nations;

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA:

His Excellency Mr. Claud Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berne;

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND:

His Excellency Mr. Claud Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berne;

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA:

Mr. Eric Hendrik Louw, High Commissioner of the Union of South Africa at London;

FOR THE IRISH FREE STATE:

Mr. Sean Lester, Representative of the Irish Free State to the League of Nations;

FOR INDIA:

His Excellency Mr. Claud Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berne;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS:

M. Dimitri Mikoff, Chargé d'Affaires of Bulgaria at Berne, Permanent Representative of the Bulgarian Government to the League of Nations,

M. Stéphane N. Laftchieff, Member of the Administrative Council of the Bulgarian Red Cross;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE:

Colonel Guillermo Novoa-Sepulveda, Military Attaché to the Legation of Chile at Berlin,

Captain Dario Pulgar-Arriagada, Medical Corps;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHINA:

Mr. Chi Yung Hsiao, Chargé d'Affaires *ad interim* of China at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA:

His Excellency Sr. Francisco José de Urrutia, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Colombia at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA:

His Excellency Sr. Carlos de Armenteros y de Cardenas, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Cuba at Berne,

Sr. Carlos Blanco y Sanchez, Secretary of Legation, attached to the Delegation of Cuba to the League of Nations;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND:

FOR DENMARK:

His Excellency Mr. Harald de Scavenius, Chamberlain, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Denmark in Switzerland and in the Netherlands, former Minister of Foreign Affairs,

Mr. Gustave M. Rasmussen, Chargé d'Affaires *ad interim* of Denmark at Berne;

THE PRESIDENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC:

Sr. Charles Ackermann, Consul of the Dominican Republic at Geneva;

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT:

M. Mohammed Abdel Moneim Riad, Counselor of the State Legal Department, Professor of International Law at the Military School of Cairo,

M. Henri Wassif Simaika, Attaché of the Royal Legation of Egypt at Rome;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN:

His Excellency the Marquis de la Torrehermosa, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Spain at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA:

Mr. Hans Leesment, Doctor of Medicine, President of the Estonian Red Cross;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND:

Lieutenant-Colonel A. E. Martola, Military Attaché to the Legation of Finland at Paris;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC:

His Excellency M. Henri Chassain de Marcilly, Ambassador of France at Berne,

M. Jean du Sault, Counselor of the Embassy of France at Berne;

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC:

M. Raphaël Raphaël, Chargé d'Affaires *ad interim* of Greece at Berne,

Lieutenant-Colonel Sophocle Venizelos, Military Attaché to the Legation of Greece at Paris;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY:

His Excellency M. Paul de Hevesy, Minister Resident, Permanent Delegate of the Royal Government to the League of Nations;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY:

Sig. Giovanni Ciralo, Senator of the Kingdom;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN:

His Excellency Mr. Isaburo Yoshida, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Japan at Berne,

Lieutenant-Colonel Sadamu Shimomura,

Captain Seizo Miura, Naval Attaché to the Embassy of Japan at Paris;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA:

His Excellency Mr. Charles Duzmans, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia to His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes, Permanent Delegate to the League of Nations,

His Excellency Mr. Oskar Voit, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia in Switzerland, Germany, Hungary, and the Netherlands;

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBOURG:

M. Charles Vermaire, Consul of the Grand Duchy at Geneva;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO:

His Excellency Sr. Francisco Castillo Nájera, Surgeon General, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Mexico at Brussels;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA:

Sr. Antoine Sottile, Doctor of Laws, Permanent Delegate of Nicaragua to the League of Nations;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY:

His Excellency Mr. Johannes Irgens, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Norway at Berne, Rome, and Athens,

Mr. Jens Christian Meinich, Commandant of Infantry, Secretary General of the Norwegian Red Cross;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS:

His Excellency Mr. Willem Isaac Doude van Troostwijk, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Netherlands at Berne,

Major-General Johan Carl Diehl, Inspector-General of the Medical Corps of the Army, Vice President of the Netherland Red Cross,

Mr. Jacob Harberts, Commandant of the General Staff, Professor at the War College;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA:

His Excellency M. Anouchirevan Khan Sepahbodi, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Persia at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND:

Colonel Joseph Gabriel Pracki, Medical Corps,
Lieutenant-Colonel W. Jerzy Babecki;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC:

His Excellency Sr. Vasco de Quevedo, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Portugal at Berne,
Sr. Francisco de Calheiros e Menezes, First Secretary of Legation;

HIS MAJESTY THE KING OF RUMANIA:

His Excellency M. Michel B. Boeresco, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Rumania at Berne,
Colonel Eugene Vertejano, Officer of the General Staff;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES:

His Excellency M. Ilija Choumenkovitch, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Berne, Permanent Delegate to the League of Nations;

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM:

His Serene Highness, Prince Varnvaidya, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Siam at London;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN:

His Excellency Mr. Karl Ivan Westman, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Sweden at Berne;

THE SWISS FEDERAL COUNCIL:

M. Paul Dinichert, Minister Plenipotentiary, Chief of the Division of Foreign Affairs of the Federal Political Department,
Colonel Carl Hauser, Medical Corps, Surgeon General of the Army,
M. Anton Züblin, Infantry Colonel unassigned, Attorney,
Lieutenant-Colonel Roger de la Harpe, Medical Corps, Surgeon,
Major Dietrich Schindler, Judge Advocate General's Department,
Professor of International Law at the University of Zürich;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC:

His Excellency M. Zdeněk Fierlinger, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Czechoslovakia at Berne;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC:

His Excellency Hassan Bey, Vice President of the Grand National Assembly of Turkey, Vice President of the Turkish Red Crescent,

His Excellency Nusret Bey, President of the Council of State of the Republic,

Professor Akil Moukhtar Bey, Doctor of Medicine,

Lieutenant-Colonel Abdulkadir Bey, Military Surgeon, Professor at the Military Academy and at the Hospital of Gulhane;

THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY:

His Excellency Sr. Alfredo de Castro, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Uruguay at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA:

His Excellency Sr. Caracciolo Parra-Pérez, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Venezuela at Rome,

Sr. Ivan Manuel Hurtado-Machado, Chargé d'Affaires *ad interim* of Venezuela at Berne;

Who, after having communicated to each other their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows:

TITLE I. GENERAL PROVISIONS.

ARTICLE 1.

The present Convention shall apply, without prejudice to the stipulations of Title VII:

1) To all persons mentioned in Articles 1, 2 and 3 of the Regulations annexed to the Hague Convention respecting the laws and customs of war on land, of October 18, 1907, and captured by the enemy.*

2) To all persons belonging to the armed forces of belligerent parties, captured by the enemy in the course of military operations at sea or in the air, except for such derogations as might be rendered inevitable by the conditions of capture. However, such derogations shall not infringe upon the fundamental principles of the present Convention; they shall cease from the moment when the persons captured have rejoined a prisoners-of-war camp.

*Annexed Regulations:

ART. 1. The laws, rights, and duties of war apply not only to armies, but also to militia and volunteer corps fulfilling the following conditions:

1. To be commanded by a person responsible for his subordinates;
2. To have a fixed distinctive emblem recognizable at a distance;
3. To carry arms openly; and
4. To conduct their operations in accordance with the laws and customs of war.

In countries where militia or volunteer corps constitute the army, or form part of it, they are included under the denomination "army."

ART. 2. The inhabitants of a territory which has not been occupied, who, on the approach of the enemy, spontaneously take up arms to resist the invading troops without having had time to organize themselves in accordance with Article 1, shall be regarded as belligerents if they carry arms openly and if they respect the laws and customs of war.

ART. 3. The armed forces of the belligerent parties may consist of combatants and noncombatants. In the case of capture by the enemy, both have a right to be treated as prisoners of war. [Footnote in the original.]

ARTICLE 2.

Prisoners of war are in the power of the hostile Power, but not of the individuals or corps who have captured them.

They must at all times be humanely treated and protected, particularly against acts of violence, insults and public curiosity.

Measures of reprisal against them are prohibited.

ARTICLE 3.

Prisoners of war have the right to have their person and their honor respected. Women shall be treated with all the regard due to their sex.

Prisoners retain their full civil status.

ARTICLE 4.

The Power detaining prisoners of war is bound to provide for their maintenance.

Difference in treatment among prisoners is lawful only when it is based on the military rank, state of physical or mental health, professional qualifications or sex of those who profit thereby.

TITLE II. CAPTURE.

ARTICLE 5.

Every prisoner of war is bound to give, if he is questioned on the subject, his true name and rank, or else his regimental number.

If he infringes this rule, he is liable to have the advantages given to prisoners of his class curtailed.

No coercion may be used on prisoners to secure information relative to the condition of their army or country. Prisoners who refuse to answer may not be threatened, insulted, or exposed to unpleasant or disadvantageous treatment of any kind whatever.

If, because of his physical or mental condition, a prisoner is unable to identify himself, he shall be turned over to the medical corps.

ARTICLE 6.

All effects and objects of personal use—except arms, horses, military equipment and military papers—shall remain in the possession of prisoners of war, as well as metal helmets and gas masks.

Money in the possession of prisoners may not be taken away from them except by order of an officer and after the amount is determined. A receipt shall be given. Money thus taken away shall be entered to the account of each prisoner.

Identification documents, insignia of rank, decorations and objects of value may not be taken from prisoners.

TITLE III. CAPTIVITY.

SECTION I. EVACUATION OF PRISONERS OF WAR.

ARTICLE 7.

Prisoners of war shall be evacuated within the shortest possible period after their capture, to depots located in a region far enough from the zone of combat for them to be out of danger.

Only prisoners who, because of wounds or sickness, would run greater risks by being evacuated than by remaining where they are may be temporarily kept in a dangerous zone.

Prisoners shall not be needlessly exposed to danger while awaiting their evacuation from the combat zone.

Evacuation of prisoners on foot may normally be effected only by stages of 20 kilometers a day, unless the necessity of reaching water and food depots requires longer stages.

ARTICLE 8.

Belligerents are bound mutually to notify each other of their capture of prisoners within the shortest period possible, through the intermediary of the information bureaus, such as are organized according to Article 77. They are likewise bound to inform each other of the official addresses to which the correspondence of their families may be sent to prisoners of war.

As soon as possible, every prisoner must be enabled to correspond with his family himself, under the conditions provided in Articles 36 *et seq.*

As regards prisoners captured at sea, the provisions of the present article shall be observed as soon as possible after arrival at port.

SECTION II. PRISONERS-OF-WAR CAMPS.

ARTICLE 9.

Prisoners of war may be interned in a town, fortress, or other place, and bound not to go beyond certain fixed limits. They may also be interned in enclosed camps; they may not be confined or imprisoned except as an indispensable measure of safety or sanitation, and only while the circumstances which necessitate the measure continue to exist.

Prisoners captured in unhealthful regions or where the climate is injurious for persons coming from temperate regions, shall be transported, as soon as possible, to a more favorable climate.

Belligerents shall, so far as possible, avoid assembling in a single camp prisoners of different races or nationalities.

No prisoner may, at any time, be sent into a region where he might be exposed to the fire of the combat zone, nor used to give protection from bombardment to certain points or certain regions by his presence.

CHAPTER 1. *Installation of Camps.*

ARTICLE 10.

Prisoners of war shall be lodged in buildings or in barracks affording all possible guarantees of hygiene and healthfulness.

The quarters must be fully protected from dampness, sufficiently heated and lighted. All precautions must be taken against danger of fire.

With regard to dormitories—the total surface, minimum cubic amount of air, arrangement and material of bedding—the conditions shall be the same as for the troops at base camps of the detaining Power.

CHAPTER 2. *Food and Clothing of Prisoners of War.*

ARTICLE 11.

The food ration of prisoners of war shall be equal in quantity and quality to that of troops at base camps.

Furthermore, prisoners shall receive facilities for preparing, themselves, additional food which they might have.

A sufficiency of potable water shall be furnished them. The use of tobacco shall be permitted. Prisoners may be employed in the kitchens.

All collective disciplinary measures affecting the food are prohibited.

ARTICLE 12.

Clothing, linen and footwear shall be furnished prisoners of war by the detaining Power. Replacement and repairing of these effects must be assured regularly. In addition, laborers must receive work clothes wherever the nature of the work requires it.

Canteens shall be installed in all camps where prisoners may obtain, at the local market price, food products and ordinary objects.

Profits made by the canteens for camp administrations shall be used for the benefit of prisoners.

CHAPTER 3. *Sanitary Service in Camps.*

ARTICLE 13.

Belligerents shall be bound to take all sanitary measures necessary to assure the cleanliness and healthfulness of camps and to prevent epidemics.

Prisoners of war shall have at their disposal, day and night, installations conforming to sanitary rules and constantly maintained in a state of cleanliness.

Furthermore, and without prejudice to baths and showers with which the camp shall be as well provided as possible, prisoners shall be furnished a sufficient quantity of water for the care of their own bodily cleanliness.

It shall be possible for them to take physical exercise and enjoy the open air.

ARTICLE 14.

Every camp shall have an infirmary, where prisoners of war shall receive every kind of attention they need. If necessary, isolated quarters shall be reserved for the sick affected with contagious diseases.

Expenses of treatment, including therein those of temporary prosthetic equipment, shall be borne by the detaining Power.

Upon request, belligerents shall be bound to deliver to every prisoner treated an official statement showing the nature and duration of his illness as well as the attention received.

It shall be lawful for belligerents reciprocally to authorize, by means of private arrangements, the retention in the camps of physicians and attendants to care for prisoners of their own country.

Prisoners affected with a serious illness or whose condition necessitates an important surgical operation, must be admitted, at the expense of the detaining Power, to any military or civil medical unit qualified to treat them.

ARTICLE 15.

Medical inspections of prisoners of war shall be arranged at least once a month. Their purpose shall be the supervision of the general state of health and cleanliness, and the detection of contagious diseases, particularly tuberculosis and venereal diseases.

CHAPTER 4. *Intellectual and Moral Needs of Prisoners of War.*

ARTICLE 16.

Prisoners of war shall enjoy complete liberty in the exercise of their religion, including attendance at the services of their faith, on the sole condition that they comply with the measures of order and police issued by the military authorities.

Ministers of a religion, prisoners of war, whatever their religious denomination, shall be allowed to minister fully to members of the same religion.

ARTICLE 17.

So far as possible, belligerents shall encourage intellectual diversions and sports organized by prisoners of war.

CHAPTER 5. *Internal Discipline of Camps.*

ARTICLE 18.

Every camp of prisoners of war shall be placed under the command of a responsible officer.

Besides the external marks of respect provided by the regulations in force in their armies with regard to their nationals, prisoners of war must salute all officers of the detaining Power.

Officers who are prisoners of war are bound to salute only officers of a higher or equal rank of that Power.

ARTICLE 19.

The wearing of insignia of rank and of decorations shall be permitted.

ARTICLE 20.

Regulations, orders, notices and proclamations of every kind must be communicated to prisoners of war in a language which they understand. The same principle shall be applied in examinations.

CHAPTER 6. *Special Provisions Regarding Officers and Persons of Equivalent Status.*

ARTICLE 21.

Upon the beginning of hostilities, belligerents shall be bound to communicate to one another the titles and ranks in use in their respective armies, with a view to assuring equality of treatment between corresponding ranks of officers and persons of equivalent status.

Officers and persons of equivalent status who are prisoners of war shall be treated with the regard due their rank and age.

ARTICLE 22.

In order to assure service in officers' camps, soldiers of the same army who are prisoners of war and, wherever possible, who speak the same language, shall be assigned thereto, in sufficient numbers, considering the rank of the officers and persons of equivalent status.

The latter shall secure their food and clothing from the pay which shall be granted them by the detaining Power. Administration of the mess-fund by the officers themselves must be facilitated in every way.

CHAPTER 7. *Financial Resources of Prisoners of War.*

ARTICLE 23.

Subject to private arrangements between belligerent Powers, and particularly those provided in Article 24, officers and persons of equivalent status who are prisoners of war shall receive from the detaining Power the same pay as officers of corresponding rank in the armies of that Power, on the condition, however, that this pay does not exceed that to which they are entitled in the armies of the country which they have served. This pay shall be granted them in full, once a month if possible, and without being liable to any deduction for expenses incumbent on the detaining Power, even when they are in favor of the prisoners.

An agreement between the belligerents shall fix the rate of exchange applicable to this payment; in the absence of such an agreement, the rate adopted shall be that in force at the opening of hostilities.

All payments made to prisoners of war as pay must be reimbursed, at the end of hostilities, by the Power which they have served.

ARTICLE 24.

Upon the outbreak of hostilities, the belligerents shall, by common agreement, fix the maximum amount of ready money which prisoners of war of various ranks and classes shall be allowed to keep in their possession. Any surplus taken or withheld from a prisoner shall be entered to his account, the same as any deposit of money effected by him, and may not be converted into another currency without his consent.

Pay to the credit of their accounts shall be given to prisoners of war at the end of their captivity.

During their imprisonment, facilities shall be granted them for the transfer of these amounts, in whole or in part, to banks or private persons in their country of origin.

CHAPTER 8. *Transfer of Prisoners of War.*

ARTICLE 25.

Unless the conduct of military operations so requires, sick and wounded prisoners of war shall not be transferred as long as their recovery might be endangered by the trip.

ARTICLE 26.

In case of transfer, prisoners of war shall be officially notified of their new destination in advance; they shall be allowed to take with

them their personal effects, their correspondence and packages which have arrived for them.

All due measures shall be taken that correspondence and packages addressed to their former camp may be forwarded to them without delay.

Money deposited to the account of transferred prisoners shall be transmitted to the competent authority of their new place of residence.

The expenses occasioned by the transfer shall be charged to the detaining Power.

SECTION III. LABOR OF PRISONERS OF WAR.

CHAPTER 1. *Generalities.*

ARTICLE 27.

Belligerents may utilize the labor of able prisoners of war, according to their rank and aptitude, officers and persons of equivalent status excepted.

However, if officers or persons of equivalent status request suitable work, it shall be secured for them so far as is possible.

Noncommissioned officers who are prisoners of war shall only be required to do supervisory work, unless they expressly request a remunerative occupation.

Belligerents shall be bound, during the whole period of captivity, to allow to prisoners of war who are victims of accidents in connection with their work the enjoyment of the benefit of the provisions applicable to laborers of the same class according to the legislation of the detaining Power. With regard to prisoners of war to whom these legal provisions might not be applied by reason of the legislation of that Power, the latter undertakes to recommend to its legislative body all proper measures equitably to indemnify the victims.

CHAPTER 2. *Organization of the Labor.*

ARTICLE 28.

The detaining Power shall assume entire responsibility for the maintenance, care, treatment and payment of wages of prisoners of war working for the account of private persons.

ARTICLE 29.

No prisoner of war may be employed at labors for which he is physically unfit.

ARTICLE 30.

The length of the day's work of prisoners of war, including therein the trip going and returning, shall not be excessive and must not, in any case, exceed that allowed for the civil workers in the region employed at the same work. Every prisoner shall be allowed a rest of twenty-four consecutive hours every week, preferably on Sunday.

CHAPTER 3. *Prohibited Labor.*

ARTICLE 31.

Labor furnished by prisoners of war shall have no direct relation with war operations. It is especially prohibited to use prisoners for manufacturing and transporting arms or munitions of any kind, or for transporting material intended for combatant units.

In case of violation of the provisions of the preceding paragraph, prisoners, after executing or beginning to execute the order, shall be free to have their protests presented through the mediation of the agents whose functions are set forth in Articles 43 and 44, or, in the absence of an agent, through the mediation of representatives of the protecting Power.

ARTICLE 32.

It is forbidden to use prisoners of war at unhealthful or dangerous work.

Any aggravation of the conditions of labor by disciplinary measures is forbidden.

CHAPTER 4. *Labor Detachments.*

ARTICLE 33.

The system of labor detachments must be similar to that of prisoners-of-war camps, particularly with regard to sanitary conditions, food, attention in case of accident or sickness, correspondence and the receipt of packages.

Every labor detachment shall be dependent on a prisoners' camp. The commander of this camp shall be responsible for the observation, in the labor detachment, of the provisions of the present Convention.

CHAPTER 5. *Wages.*

ARTICLE 34.

Prisoners of war shall not receive wages for work connected with the administration, management and maintenance of the camps.

Prisoners utilized for other work shall be entitled to wages to be fixed by agreements between the belligerents.

These agreements shall also specify the part which the camp administration may retain, the amount which shall belong to the prisoner of war and the manner in which that amount shall be put at his disposal during the period of his captivity.

While awaiting the conclusion of the said agreements, payment for labor of prisoners shall be settled according to the rules given below:

a) Work done for the State shall be paid for in accordance with the rates in force for soldiers of the national army doing the same work, or, if none exists, according to a rate in harmony with the work performed.

b) When the work is done for the account of other public administrations or for private persons, conditions shall be regulated by agreement with the military authority.

The pay remaining to the credit of the prisoner shall be delivered to him at the end of his captivity. In case of death, it shall be forwarded through the diplomatic channel to the heirs of the deceased.

SECTION IV. EXTERNAL RELATIONS OF PRISONERS OF WAR.

ARTICLE 35.

Upon the outbreak of hostilities, belligerents shall publish the measures provided for the execution of the provisions of this section.

ARTICLE 36.

Each of the belligerents shall periodically determine the number of letters and postal cards per month which prisoners of war of the various classes shall be allowed to send, and shall inform the other belligerent of this number. These letters and cards shall be transmitted by post by the shortest route. They may not be delayed or retained for disciplinary reasons.

Within a period of not more than one week after his arrival at the camp, and likewise in case of sickness, every prisoner shall be enabled to write his family a postal card informing it of his capture and of the state of his health. The said postal cards shall be forwarded as rapidly as possible and may not be delayed in any manner.

As a general rule, correspondence of prisoners shall be written in their native language. Belligerents may allow correspondence in other languages.

ARTICLE 37.

Prisoners of war shall be allowed individually to receive parcels by mail, containing foods and other articles intended to supply them with food or clothing. Packages shall be delivered to the addressees and a receipt given.

ARTICLE 38.

Letters and consignments of money or valuables, as well as parcels by post intended for prisoners of war or dispatched by them, either directly, or by the mediation of the information bureaus provided for in Article 77, shall be exempt from all postal duties in the countries of origin and destination, as well as in the countries they pass through.

Presents and relief in kind for prisoners shall be likewise exempt from all import and other duties, as well as of payments for carriage by the State railways.

Prisoners may, in cases of acknowledged urgency, be allowed to send telegrams, paying the usual charges.

ARTICLE 39.

Prisoners of war shall be allowed to receive shipments of books individually, which may be subject to censorship.

Representatives of the protecting Powers and duly recognized and authorized aid societies may send books and collections of books to the libraries of prisoners' camps. The transmission of these shipments to libraries may not be delayed under the pretext of censorship difficulties.

ARTICLE 40.

Censorship of correspondence must be effected within the shortest possible time. Furthermore, inspection of parcels post must be effected under proper conditions to guarantee the preservation of the products which they may contain and, if possible, in the presence of the addressee or an agent duly recognized by him.

Prohibitions of correspondence promulgated by the belligerents for military or political reasons, must be transient in character and as short as possible.

ARTICLE 41.

Belligerents shall assure all facilities for the transmission of instruments, papers or documents intended for prisoners of war or signed by them, particularly of powers of attorney and wills.

They shall take the necessary measures to assure, in case of necessity, the authentication of signatures made by prisoners.

SECTION V. PRISONERS' RELATIONS WITH THE AUTHORITIES.

CHAPTER 1. *Complaints of Prisoners of War because of the Conditions of Captivity.*

ARTICLE 42.

Prisoners of war shall have the right to inform the military authorities in whose power they are of their requests with regard to the conditions of captivity to which they are subjected.

They shall also have the right to address themselves to representatives of the protecting Powers to indicate to them the points on which they have complaints to formulate with regard to the conditions of captivity.

These requests and complaints must be transmitted immediately.

Even if they are recognized to be unfounded, they may not occasion any punishment.

CHAPTER 2. *Representatives of Prisoners of War.*

ARTICLE 43.

In every place where there are prisoners of war, they shall be allowed to appoint agents entrusted with representing them directly with military authorities and protecting Powers.

This appointment shall be subject to the approval of the military authority.

The agents shall be entrusted with the reception and distribution of collective shipments. Likewise, in case the prisoners should decide to organize a mutual assistance system among themselves, this organization would be in the sphere of the agents. Further, they may lend their offices to prisoners to facilitate their relations with the aid societies mentioned in Article 78.

In camps of officers and persons of equivalent status, the senior officer prisoner of the highest rank shall be recognized as intermediary between the camp authorities and the officers and persons of equivalent status who are prisoners. For this purpose, he shall have the power to appoint a prisoner officer to assist him as an interpreter during the conferences with the camp authorities.

ARTICLE 44.

When the agents are employed as laborers, their activity as representatives of prisoners of war must be counted in the compulsory period of labor.

All facilities shall be accorded the agents for their intercourse with the military authorities and with the protecting Power. This intercourse shall not be limited.

No representative of the prisoners may be transferred without the necessary time being allowed him to inform his successors about affairs under consideration.

CHAPTER 3. *Penalties Applicable to Prisoners of War.*

1. GENERAL PROVISIONS.

ARTICLE 45.

Prisoners of war shall be subject to the laws, regulations, and orders in force in the armies of the detaining Power.

An act of insubordination shall justify the adoption towards them of the measures provided by such laws, regulations and orders.

The provisions of the present chapter, however, are reserved.

ARTICLE 46.

Punishments other than those provided for the same acts for soldiers of the national armies may not be imposed upon prisoners of war by the military authorities and courts of the detaining Power.

Rank being identical, officers, noncommissioned officers or soldiers who are prisoners of war undergoing a disciplinary punishment, shall not be subject to less favorable treatment than that provided in the armies of the detaining Power with regard to the same punishment.

Any corporal punishment, any imprisonment in quarters without daylight and, in general, any form of cruelty, is forbidden.

Collective punishment for individual acts is also forbidden.

ARTICLE 47.

Acts constituting an offense against discipline, and particularly attempted escape, shall be verified immediately; for all prisoners of war, commissioned or not, preventive arrest shall be reduced to the absolute minimum.

Judicial proceedings against prisoners of war shall be conducted as rapidly as the circumstances permit; preventive imprisonment shall be limited as much as possible.

In all cases, the duration of preventive imprisonment shall be deducted from the disciplinary or judicial punishment inflicted, provided that this deduction is allowed for national soldiers.

ARTICLE 48.

Prisoners of war may not be treated differently from other prisoners after having suffered the judicial or disciplinary punishment which has been imposed on them.

However, prisoners punished as a result of attempted escape may be subjected to special surveillance, which, however, may not entail the suppression of the guarantees granted prisoners by the present Convention.

ARTICLE 49.

No prisoner of war may be deprived of his rank by the detaining Power.

Prisoners given disciplinary punishment may not be deprived of the prerogatives attached to their rank. In particular, officers and persons of equivalent status who suffer punishment involving deprivation of liberty shall not be placed in the same quarters as non-commissioned officers or privates being punished.

ARTICLE 50.

Escaped prisoners of war who are retaken before being able to rejoin their own army or to leave the territory occupied by the army which captured them shall be liable only to disciplinary punishment.

Prisoners who, after having succeeded in rejoining their army or in leaving the territory occupied by the army which captured them, may again be taken prisoners, shall not be liable to any punishment on account of their previous flight.

ARTICLE 51.

Attempted escape, even if it is a repetition of the offense, shall not be considered as an aggravating circumstance in case the prisoner of war should be given over to the courts on account of crimes or offenses against persons or property committed in the course of that attempt.

After an attempted or accomplished escape, the comrades of the person escaping who assisted in the escape, may incur only disciplinary punishment on this account.

ARTICLE 52.

Belligerents shall see that the competent authorities exercise the greatest leniency in deciding the question of whether an infraction committed by a prisoner of war should be punished by disciplinary or judicial measures.

This shall be the case especially when it is a question of deciding on acts in connection with escape or attempted escape.

A prisoner may not be punished more than once because of the same act or the same count.

ARTICLE 53.

No prisoner of war on whom a disciplinary punishment has been imposed, who might be eligible for repatriation, may be kept back because he has not undergone the punishment.

Prisoners to be repatriated who might be threatened with a penal prosecution may be excluded from repatriation until the end of the proceedings and, if necessary, until the completion of the punishment; those who might already be imprisoned by reason of a sentence may be detained until the end of their imprisonment.

Belligerents shall communicate to each other the lists of those who may not be repatriated for the reasons given in the preceding paragraph.

2. DISCIPLINARY PUNISHMENTS.

ARTICLE 54.

Arrest is the most severe disciplinary punishment which may be imposed on a prisoner of war.

The duration of a single punishment may not exceed thirty days.

This maximum of thirty days may not, further, be exceeded in the case of several acts for which the prisoner has to undergo discipline at the time when it is ordered for him, whether or not these acts are connected.

When, during or after the end of a period of arrest, a prisoner shall have a new disciplinary punishment imposed upon him, a space of at least three days shall separate each of the periods of arrest, if one of them is ten days or more.

ARTICLE 55.

Subject to the provisions given in the last paragraph of Article 11, food restrictions allowed in the armies of the detaining Power are applicable, as an increase in punishment, to prisoners of war given disciplinary punishment.

However, these restrictions may be ordered only if the state of health of the prisoners punished permits it.

ARTICLE 56.

In no case may prisoners of war be transferred to penitentiary establishments (prisons, penitentiaries, convict prisons, etc.) there to undergo disciplinary punishment.

The quarters in which they undergo disciplinary punishment shall conform to sanitary requirements.

Prisoners punished shall be enabled to keep themselves in a state of cleanliness.

These prisoners shall every day be allowed to exercise or to stay in the open air at least two hours.

ARTICLE 57.

Prisoners of war given disciplinary punishment shall be allowed to read and write, as well as to send and receive letters.

On the other hand, packages and money sent may be not delivered to the addressees until the expiration of the punishment. If the packages not distributed contain perishable products, these shall be turned over to the camp infirmary or kitchen.

ARTICLE 58.

Prisoners of war given disciplinary punishment shall be allowed, on their request, to be present at the daily medical inspection. They shall receive the care considered necessary by the doctors and, if necessary, shall be removed to the camp infirmary or to hospitals.

ARTICLE 59.

Excepting the competence of courts and higher military authorities, disciplinary punishment may be ordered only by an officer provided with disciplinary powers in his capacity as commander of a camp or detachment, or by the responsible officer replacing him.

3. JUDICIAL SUITS.

ARTICLE 60.

At the opening of a judicial proceeding directed against a prisoner of war, the detaining Power shall advise the representative of the protecting Power thereof as soon as possible, and always before the date set for the opening of the trial.

This advice shall contain the following information:

- a) Civil state and rank of prisoner;
- b) Place of sojourn or imprisonment;
- c) Specification of the [count] or counts of the indictment, giving the legal provisions applicable.

If it is not possible to mention in that advice the court which will pass upon the matter, the date of opening the trial and the place where it will take place, this information must be furnished to the representative of the protecting Power later, as soon as possible, and at all events, at least three weeks before the opening of the trial.

ARTICLE 61.

No prisoner of war may be sentenced without having had an opportunity to defend himself.

No prisoner may be obliged to admit himself guilty of the act of which he is accused.

ARTICLE 62.

The prisoner of war shall be entitled to assistance by a qualified counsel of his choice, and, if necessary, to have recourse to the services of a competent interpreter. He shall be advised of his right by the detaining Power, in due time before the trial.

In default of a choice by the prisoner, the protecting Power may obtain a counsel for him. The detaining Power shall deliver to the protecting Power, on its request, a list of persons qualified to present the defense.

Representatives of the protecting Power shall be entitled to attend the trial of the case.

The only exception to this rule is the case where the trial of the case must be secret in the interest of the safety of the State. The detaining Power should so advise the protecting Power.

ARTICLE 63.

Sentence may be pronounced against a prisoner of war only by the same courts and according to the same procedure as in the case of persons belonging to the armed forces of the detaining Power.

ARTICLE 64.

Every prisoner of war shall have the right of appeal against any sentence rendered with regard to him, in the same way as individuals belonging to the armed forces of the detaining Power.

ARTICLE 65.

Sentences pronounced against prisoners of war shall be communicated to the protecting Power immediately.

ARTICLE 66.

If the death penalty is pronounced against a prisoner of war, a communication setting forth in detail the nature and circumstances of the offense shall be sent as soon as possible to the representative of the protecting Power, for transmission to the Power in whose armies the prisoner served.

The sentence shall not be executed before the expiration of a period of at least three months after this communication.

ARTICLE 67.

No prisoner of war may be deprived of the benefit of the provisions of Article 42 of the present Convention as a result of a sentence or otherwise.

TITLE IV. TERMINATION OF CAPTIVITY.

SECTION I. DIRECT REPATRIATION AND HOSPITALIZATION IN A NEUTRAL COUNTRY.

ARTICLE 68.

Belligerents are bound to send back to their own country, regardless of rank or number, seriously sick and seriously injured prisoners of war, after having brought them to a condition where they can be transported.

Agreements between belligerents shall accordingly settle as soon as possible the cases of invalidity or of sickness, entailing direct repatriation, as well as the cases entailing possible hospitalization in a neutral country. While awaiting the conclusion of these agreements, belligerents may have reference to the model agreement annexed, for documentary purposes, to the present Convention.

ARTICLE 69.

Upon the outbreak of hostilities, belligerents shall come to an agreement to name mixed medical commissions. These commissions shall be composed of three members, two of them belonging to a neutral country and one appointed by the detaining Power; one of the physicians of the neutral country shall preside. These mixed medical commissions shall proceed to the examination of sick or wounded prisoners and shall make all due decisions regarding them.

Decisions of these commissions shall be by majority and carried out with the least possible delay.

ARTICLE 70.

Besides those who are designated by the camp physician, the following prisoners of war shall be inspected by the mixed medical Commission mentioned in Article 69, with a view to their direct repatriation or their hospitalization in a neutral country:

- a) Prisoners who make such a request directly of the camp physician;
- b) Prisoners who are presented by the agents provided for in Article 43, acting on their own initiative or at the request of the prisoners themselves;

c) Prisoners who have been proposed by the Power in whose armies they have served or by an aid society duly recognized and authorized by that Power.

ARTICLE 71.

Prisoners of war who are victims of accidents in connection with work, except those voluntarily injured, shall enjoy the benefit of the same provisions, as far as repatriation or possible hospitalization in a neutral country are concerned.

ARTICLE 72.

Throughout the duration of hostilities and for humane considerations, belligerents may conclude agreements with a view to the direct repatriation or hospitalization in a neutral country of able-bodied prisoners of war who have undergone a long period of captivity.

ARTICLE 73.

The expenses of repatriation or of transportation to a neutral country of prisoners of war shall be borne, from the frontiers of the detaining Power, by the Power in whose armies the prisoners have served.

ARTICLE 74.

No repatriated person may be utilized in active military service.

SECTION II. RELEASE AND REPATRIATION UPON CESSATION OF HOSTILITIES.

ARTICLE 75.

When belligerents conclude a convention of armistice, they must, in principle, have appear therein stipulations regarding the repatriation of prisoners of war. If it has not been possible to insert stipulations in this regard in such convention, belligerents shall nevertheless come to an agreement in this regard as soon as possible. In any case, repatriation of prisoners shall be effected with the least possible delay after the conclusion of peace.

Prisoners of war against whom a penal prosecution might be pending for a crime or an offense of municipal law may, however, be detained until the end of the proceedings and, if necessary, until the expiration of the punishment. The same shall be true of those sentenced for a crime or offense of municipal law.

On agreement between the belligerents, commissions may be established for the purpose of searching for dispersed prisoners and assuring their repatriation.

TITLE V. DEATH OF PRISONERS OF WAR.

ARTICLE 76.

Wills of prisoners of war shall be received and drawn up in the same way as for soldiers of the national army.

The same rules shall be observed regarding death certificates.

Belligerents shall see that prisoners of war dying in captivity are honorably buried and that the graves bear all due information, are respected and properly maintained.

TITLE VI. BUREAUS OF RELIEF AND INFORMATION CONCERNING PRISONERS OF WAR.

ARTICLE 77.

Upon the outbreak of hostilities, each of the belligerent Powers, as well as the neutral Powers which have received belligerents, shall institute an official information bureau for prisoners of war who are within their territory.

Within the shortest possible period, each of the belligerent Powers shall inform its information bureau of every capture of prisoners effected by its armies, giving it all the information regarding identity which it has, allowing it quickly to advise the families concerned, and informing it of the official addresses to which families may write to prisoners.

The information bureau shall immediately forward all this information to the interested Powers, through the intervention, on one hand, of the protecting Powers and, on the other, of the central agency provided for in Article 79.

The information bureau, being charged with replying to all inquiries about prisoners of war, shall receive from the various services concerned full information respecting internments and transfers, releases on parole, repatriations, escapes, stays in hospitals, deaths, as well as other information necessary to enable it to make out and keep up to date an individual return for each prisoner of war.

The bureau shall state in this return, in so far as is possible and subject to the provisions of Article 5: the regimental number, given names and surname, date and place of birth, rank and unit of the interested party, the given name of the father and the name of the mother, the address of the person to be advised in case of accident, wounds, date and place of capture, internment, wounding and death, as well as any other important information.

Weekly lists containing all new information likely to facilitate the identification of each prisoner shall be transmitted to the interested Powers.

At the conclusion of peace the individual return of the prisoner of war shall be delivered to the Power which he served.

The information bureau shall further be bound to receive all objects of personal use, valuables, letters, pay vouchers, identification marks, etc., which are left by prisoners of war who have been repatriated, released on parole, escaped or died, and to transmit them to the countries interested.

ARTICLE 78.

Relief societies for prisoners of war, which are properly constituted in accordance with the laws of their country and with the object of serving as the channel for charitable effort, shall receive from the belligerents, for themselves and their duly accredited agents, every facility for the efficient performance of their humane task within the bounds imposed by military necessities. Agents of these societies may be admitted to the camps for the purpose of distributing relief, as also to the halting places of repatriated prisoners, if furnished with a personal permit by the military authorities, and on giving an undertaking in writing to comply with all measures of order and police which the latter may issue.

ARTICLE 79.

A central information agency for prisoners of war shall be created in a neutral country. The International Committee of the Red Cross shall propose the organization of such an agency to the interested Powers, if it considers it necessary.

The function of that agency shall be to centralize all information respecting prisoners, which it may obtain through official or private channels; it shall transmit it as quickly as possible to the country of origin of the prisoners or to the Power which they have served.

These provisions must not be interpreted as restricting the humanitarian activity of the International Committee of the Red Cross.

ARTICLE 80.

Information bureaus shall enjoy the privilege of free postage on postal matter, as well as all exemptions provided in Article 38.

TITLE VII. APPLICATION OF THE CONVENTION TO CERTAIN CLASSES OF CIVILIANS.

ARTICLE 81.

Individuals who follow armed forces without directly belonging thereto, such as newspaper correspondents and reporters, sutlers, contractors, who fall into the enemy's hands and whom the latter thinks expedient to detain, shall be entitled to be treated as prisoners of war, provided they are in possession of a certificate from the military authorities of the armed forces which they were accompanying.

TITLE VIII. EXECUTION OF THE CONVENTION.

SECTION I. GENERAL PROVISIONS.

ARTICLE 82.

The provisions of the present Convention must be respected by the High Contracting Parties under all circumstances.

In case, in time of war, one of the belligerents is not a party to the Convention, its provisions shall nevertheless remain in force as between the belligerents who are parties thereto.

ARTICLE 83.

The High Contracting Parties reserve the right to conclude special conventions on all questions relative to prisoners of war, on which it seems to them expedient to have particular regulations.

Prisoners of war shall receive the benefit of these agreements until the completion of repatriation, except in the case of express stipulations to the contrary contained in the above-mentioned agreements or in later agreements, or also except in the case of more favorable measures taken by one or the other of the belligerent Powers respecting the prisoners which they hold.

In order to assure the reciprocal application of the stipulations of the present Convention, and to facilitate the conclusion of the special conventions provided for above, belligerents may, upon the commencement of hostilities, authorize meetings of representatives

of the respective authorities charged with the administration of prisoners of war.

ARTICLE 84.

The text of the present Convention and of the special conventions provided for in the foregoing article, shall be posted, wherever possible in the native language of the prisoners of war, in places where it may be consulted by all the prisoners.

The text of these conventions shall be communicated to prisoners who find it impossible to get the information from the posted text, upon their request.

ARTICLE 85.

The High Contracting Parties shall communicate to one another through the Swiss Federal Council, the official translations of the present Convention, as well as of the laws and regulations which they may come to adopt to assure the application of the present Convention.

SECTION II. ORGANIZATION OF CONTROL.

ARTICLE 86.

The High Contracting Parties recognize that the regular application of the present Convention will find a guaranty in the possibility of collaboration of the protecting Powers charged with safeguarding the interests of belligerents; in this respect, the protecting Powers may, besides their diplomatic personnel, appoint delegates from among their own nationals or from among the nationals of other neutral Powers. These delegates must be subject to the approval of the belligerent near which they exercise their mission.

Representatives of the protecting Power or its accepted delegates shall be permitted to go to any place, without exception, where prisoners of war are interned. They shall have access to all places occupied by prisoners and may interview them, as a general rule without witnesses, personally or through interpreters.

Belligerents shall so far as possible facilitate the task of representatives or accepted delegates of the protecting Power. The military authorities shall be informed of their visit.

Belligerents may come to an agreement to allow persons of the same nationality as the prisoners to be permitted to take part in inspection trips.

ARTICLE 87.

In case of disagreement between the belligerents as to the application of the provisions of the present Convention, the protecting Powers must, in so far as possible, lend their good offices for the purpose of settling the difference.

For this purpose, each of the protecting Powers may, in particular, suggest to the interested belligerents a meeting of representatives thereof, possibly upon a neutral territory suitably chosen. Belligerents shall be bound to accede to proposals in this sense which are made to them. The protecting Power may, if occasion arises, submit for the approval of the Powers concerned a person belonging to a neutral Power or a person delegated by the International Committee of the Red Cross, who shall be summoned to take part in this meeting.

ARTICLE 88.

The foregoing provisions are not an obstacle to the humanitarian activity which the International Committee of the Red Cross may use for the protection of prisoners of war, with the consent of the interested belligerents.

SECTION III. FINAL PROVISIONS.

ARTICLE 89.

In the relations between Powers bound by the Hague Convention respecting the Laws and Customs of War on Land, whether it is a question of that of July 29, 1899, or that of October 18, 1907, and who participate in the present Convention, this latter shall complete Chapter II of the Regulations annexed to the said Hague Conventions.

ARTICLE 90.

The present Convention, which will bear this day's date, may be signed up to February 1, 1930, on behalf of all the countries represented at the Conference which opened at Geneva July 1, 1929.

ARTICLE 91.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

The ratifications shall be deposited at Berne.

A record of the deposit of each instrument of ratification shall be prepared, a duly certified copy of which shall be forwarded by the Swiss Federal Council to the Governments of all the countries on whose behalf the Convention has been signed or notification of adherence made.

ARTICLE 92.

The present Convention shall become effective six months after the deposit of at least two instruments of ratification.

Subsequently, it shall become effective for each High Contracting Party six months after the deposit of its instrument of ratification.

ARTICLE 93.

From the date on which it becomes effective, the present Convention shall be open for adherences given on behalf of any country in whose name this Convention was not signed.

ARTICLE 94.

Adherence shall be given by written notification addressed to the Swiss Federal Council and shall take effect six months after the date of their receipt.

The Swiss Federal Council shall communicate adherences to the Governments of all the countries on whose behalf the Convention was signed or notification of adherence made.

ARTICLE 95.

A state of war shall give immediate effect to ratifications deposited and to adherences notified by belligerent Powers prior to or after the outbreak of hostilities. The communication of ratifications or adherences received from Powers at war shall be made by the Swiss Federal Council by the most rapid method.

ARTICLE 96.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to denounce the present Convention. The denunciation shall not take effect until one year after notification has been made in writing to the Swiss Federal Council. The latter shall communicate such notification to the Governments of all the High Contracting Parties.

The denunciation shall have effect only with respect to the High Contracting Party which gave notification thereof.

Moreover, such denunciation shall not take effect during a war in which the denouncing Power is involved. In this case, the present Convention shall continue in effect, beyond the period of one year, until the conclusion of peace, and, in any event, until the processes of repatriation are completed.

ARTICLE 97.

A duly certified copy of the present Convention shall be deposited in the archives of the League of Nations by the Swiss Federal Council. Likewise, ratifications, adherences, and denunciations of which the Swiss Federal Council shall be notified, shall be communicated by it to the League of Nations.

IN FAITH WHEREOF, the Plenipotentiaries named above have signed the present Convention.

DONE at Geneva, the twenty-seventh of July, one thousand nine hundred and twenty-nine, in a single copy, which shall remain in the archives of the Swiss Confederation and duly certified copies of which shall be forwarded to the Governments of all the countries invited to the Conference.

For Germany:

EDMUND RHOMBERG

For the United States of America:

ELIOT WADSWORTH

HUGH R. WILSON

For Austria:

LEITMAIER

For Belgium:

DR. DEMOLDER

J. DE RUELLE

For Bolivia:

A. CORTADELLAS

For Brazil:

RAUL DO RIO-BRANCO

*For Great Britain and Northern Ireland and all parts
of the British Empire which are not separate mem-
bers of the League of Nations:*

HORACE RUMBOLD

For Canada:

W. A. RIDDELL

For Australia:

CLAUD RUSSELL

- For New Zealand:*
CLAUD RUSSELL
- For South Africa:*
ERIC H. LOUW
- For the Irish Free State:*
SEAN LESTER
- For India:*
CLAUD RUSSELL
- For Bulgaria:*
D. MIKOFF
STEPHAN N. LAFTCHIEFF
- For Chile:*
GMO NOVOA
D. PULGAR
- For China:*
C. Y. HSIAO
- For Colombia:*
FRANCISCO JOSÉ URRUTIA
- For Cuba:*
CARLOS DE ARMENTEROS
CARLOS BLANCO
- For Denmark:*
HARALD SCAVENIUS
GUSTAV RASMUSSEN
- For the Dominican Republic:*
CH. ACKERMANN
- For Egypt:*
MOHAMMED ABDEL MONEIM RIAD
- For Spain:*
Ad Referendum
MAURICIO LOPEZ ROBERTS Y TERRY, MARQUÉS DE
LA TORREHERMOSA
- For Estonia:*
DR. LEESMENT
- For Finland:*
A. E. MARTOLA
- For France:*
H. DE MARCILLY
J. DU SAULT
- For Greece:*
R. RAPHAËL
S. VENISELOS
- For Hungary:*
PAUL DE HEVESY
- For Italy:*
GIOVANNI CIRAOLO

For Japan:

ISABURO YOSHIDA
S. SHIMOMURA
S. MIURA

For Latvia:

CHARLES DUZMANS
DR. OSKAR VOIT

For Luxembourg:

CH. G. VERMAIRE

For Mexico:

FR. CASTILLO NÁJERA

For Nicaragua:

A. SOTTILE

For Norway:

J. IRGENS
JENS MEINICH

For the Netherlands:

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK
DR. DIEHL
J. HARBERTS

For Persia:

ANOUCHIREVAN SEPAHBODI

For Poland:

JÓZEF G. PRACKI
W. JERZY BABECKI

For Portugal:

VASCO DE QUEVEDO
F. DE CALHEIROS E MENEZES

For Rumania:

M. B. BOERESCO
Colonel E. VERTEJANO

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes:

I. CHOUMENKOVITCH

For Siam:

VARNVAIDYA

For Sweden:

K. I. WESTMAN

For Switzerland:

PAUL DINICHERT
HAUSER
ZÜBLIN
DE LA HARPE
SCHINDLER

For Czechoslovakia:

ZD. FIERLINGER

For Turkey:

HASSAN

Dr. ABDULKADIR

M. NUSRET

Dr. AKIL MOUKHTAR

For Uruguay:

ALFREDO DE CASTRO

For Venezuela:

C. PARRA-PÉREZ

I. M. HURTADO-MACHADO

[Translation]

ANNEX TO THE CONVENTION OF JULY 27, 1929, RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR.

MODEL AGREEMENT CONCERNING DIRECT REPATRIATION AND HOSPITALIZATION IN A NEUTRAL COUNTRY OF PRISONERS OF WAR FOR REASONS OF HEALTH.

I. *Governing Principles for Direct Repatriation and Hospitalization in a Neutral Country.*

A. DIRECT REPATRIATION.

There shall be repatriated directly:

1. Sick and wounded who, according to medical opinion, are not likely to recover in one year, their condition requiring treatment and their mental or physical fitness appearing to have suffered considerable diminution;
2. Incurable sick and wounded whose mental or physical fitness appears to have suffered considerable diminution;
3. Cured sick and wounded whose mental or physical fitness appears to have suffered considerable diminution.

B. HOSPITALIZATION IN A NEUTRAL COUNTRY.

There shall be placed in hospitals:

1. Sick and wounded whose cure within a period of one year is to be expected, such cure appearing more certain and more rapid if the sick and wounded are given the benefit of the resources offered by the neutral country than if their captivity properly so-called is prolonged;
2. Prisoners of war whose mental or physical health appears, according to medical opinion, to be seriously menaced by continuance in captivity, while hospitalization in a neutral country would probably remove this danger.

C. REPATRIATION OF THOSE HOSPITALIZED IN A NEUTRAL COUNTRY.

There shall be repatriated the prisoners of war hospitalized in a neutral country who belong to the following categories:

1. Those whose state of health appears to be or to be becoming such that they fall within the categories of persons eligible to repatriation for reasons of health;
2. The recovered whose mental or physical fitness seems to have suffered a considerable diminution.

II. *Special Principles for Direct Repatriation or Hospitalization in a Neutral Country.*

A. REPATRIATION.

There shall be repatriated:

1. All prisoners of war who, as the result of organic injuries, have the following impairments, actual or functional: loss of a member, paralysis, articular or other defects, provided that the loss is at least a foot or a hand, or is equivalent to the loss of a foot or a hand;

2. All wounded or injured prisoners of war whose condition is such that it renders them invalids whose cure, within a period of one year, can not be anticipated from a medical standpoint;

3. All the sick whose condition is such that it renders them invalids whose cure, within a period of one year, can not be anticipated from a medical standpoint;

The following, in particular, belong to this category:

a) Progressive tuberculosis of any organs which, according to medical opinion, can no longer be cured or at least considerably improved by a course of treatment in a neutral country.

b) Nontubercular affections of the respiratory organs presumed incurable (such as, above all, strongly developed pulmonary emphysema, with or without bronchitis, bronchiectasis, serious asthma, gas poisoning, etc.);

c) Serious chronic affections of the organs of circulation (for example: valvular affections with tendencies to disorders of compensation, relatively serious affections of the myocardium, pericardium of the vessels, especially inoperable aneurisms of the large vessels, etc.);

d) Serious chronic affections of the digestive organs;

e) Serious chronic affections of the urinary and sexual organs (particularly, for example: all cases of confirmed chronic nephritis with complete semeiology, and most especially when cardiac and vascular impairments already exist; likewise, pyelites and chronic cystitis, etc.);

f) Serious chronic diseases of the central and peripheral nervous system (such as, particularly, serious neurasthenia and hysteria, all unquestionable cases of epilepsy, serious cases of Basedow's disease, etc.);

g) Blindness in both eyes, or in one eye when the vision of the other remains below 1 in spite of the use of corrective glasses; reduction in acuteness of vision in case it is impossible to restore it by correction to the acuteness of $\frac{1}{2}$ for one eye at least; other ocular affections coming in the present class (glaucoma, iritis, choroiditis, etc.);

h) Total deafness in both ears, as well as total deafness in one ear in case the partially deaf ear does not discern the ordinary spoken voice at a distance of one meter:

i) All unquestionable cases of mental affections;

k) All serious cases of chronic poisoning by metals or other causes (lead poisoning, mercury poisoning, morphinism, cocaineism, alcoholism, gas poisoning, etc.);

l) Chronic affections of the organs of locomotion (arthritis deformans, gout, rheumatism with impairments clinically discoverable), provided they are serious;

- m) All malignant growths, if they are not amenable to relatively minor operations without endangering the life of the patient;
- n) All cases of malaria with noticeable organic changes (important chronic increase in size of the liver, of the spleen, cachexia, etc.);
- o) Serious chronic cutaneous affections, in so far as their nature does not constitute a medical indication for hospitalization in a neutral country;
- p) Serious avitaminoses (beri-beri, pellagra, chronic scurvy).

B. HOSPITALIZATION.

Prisoners of war must be hospitalized if they have the following affections:

1. All forms of tuberculosis of any organs whatever if, according to present medical knowledge, they may be cured, or at least considerably improved by methods applicable in a neutral country (altitude, treatment in sanatoria, etc.);

2. All forms—necessitating treatment—of affections of the respiratory, circulatory, digestive, genito-urinary, and nervous organs, of organs of the senses, of the locomotor and cutaneous apparatus provided, however, that the forms of these affections do not belong to the categories requiring direct repatriation, or are not acute diseases properly so-called susceptible to a complete cure. The affections contemplated in this paragraph are those which offer really better chances of cure for the patient by the application of means of treatment available in a neutral country than if he were treated in captivity.

Nervous troubles, the efficient or determinant causes of which are the events of the war or even of the captivity itself, such as the psychasthenia of prisoners of war and other analogous cases, should be given special consideration.

All duly verified cases of this kind should be hospitalized, provided that the seriousness or constitutional character thereof does not make them cases for direct repatriation.

Cases of psychasthenia of prisoners of war which are not cured after three months of hospitalization in a neutral country or which, after this period has expired, are not obviously on the road to final recovery, should be repatriated.

3. All cases of wounds or lesions and their consequences which offer better chances of cure in a neutral country than in captivity, provided that these cases are not either eligible for direct repatriation or else are insignificant;

4. All cases of malaria, duly verified and not presenting organic changes clinically discoverable (chronic enlargement of the liver, of the spleen, cachexia, etc.), if the stay in a neutral country offers particularly favorable prospects of final cure;

5. All cases of poisoning (particularly by gases, metals, alkaloids) for which the prospects of cure in a neutral country are especially favorable.

There shall be excluded from hospitalization:

- 1. All duly verified cases of mental affections;
- 2. All organic or functional nervous affections reputed to be incurable; (These two categories belong to those giving a right to direct repatriation.)
- 3. Serious chronic alcoholism;

4. All contagious affections during the period in which they are transmissible (acute infectious diseases, primary and secondary syphilis, trachoma, leprosy, etc.).

III. *General Observations.*

The conditions given above should, generally speaking, be interpreted and applied in as broad a spirit as possible.

This breadth of interpretation should be especially applied to neuropathic or psychopathic conditions caused or brought to a head by the events of the war or even of the captivity itself (psychasthenia of prisoners of war), and also to cases of tuberculosis in all degrees.

It is needless to state that camp physicians and the mixed medical commissions may find themselves confronted with a great number of cases not mentioned among the examples given under Section II, or cases not fitting in with these examples. The examples mentioned above are given only as typical examples; an analogous list of examples of surgical alterations has not been drawn up because, with the exception of cases incontestable by their very nature (amputations), it is difficult to make a list of particular types; experience has shown that a recital of these particular cases was not without disadvantages in practice.

All cases not fitting exactly into the examples cited shall be decided by invoking the spirit of the above governing principles.



(2)

**AMELIORATION OF THE CONDITION
OF THE WOUNDED AND THE SICK
OF ARMIES IN THE FIELD
(RED CROSS CONVENTION)**

PRISONERS OF WAR

**CONVENTION
BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA
AND OTHER POWERS**

Signed at Geneva, July 27, 1929.

Ratification advised by the Senate of the United States, January 7, 1932.

Ratified by the President of the United States, January 16, 1932.

Ratification of the United States of America deposited with the Government of Switzerland, February 4, 1932.

Proclaimed by the President of the United States, August 4, 1932.



[Translation ²]

CONVENTION OF GENEVA OF JULY 27, 1929, FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK OF ARMIES IN THE FIELD.

The President of the German Reich, the President of the United States of America, the Federal President of the Republic of Austria, His Majesty the King of the Belgians, the President of the Republic of Bolivia, the President of the Republic of the United States of Brazil, His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, His Majesty the King of the Bulgarians, the President of the Republic of Chile, the President of the Republic of China, the President of the Republic of Colombia, the President of the Republic of Cuba, His Majesty the King of Denmark and Iceland, the President of the Dominican Republic, His Majesty the King of Egypt, His Majesty the King of Spain, the President of the Republic of Estonia, the President of the Republic of Finland, the President of the French Republic, the President of the Hellenic Republic, His Serene Highness the Regent of Hungary, His Majesty the King of Italy, His Majesty the Emperor of Japan, the President of the Republic of Latvia, Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg, the President of the United States of Mexico, the President of the Republic of Nicaragua, His Majesty the King of Norway, Her Majesty the Queen of the Netherlands, His Imperial Majesty the Shah of Persia, the President of the Republic of Poland, the President of the Portuguese Republic, His Majesty the King of Rumania, His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes, His Majesty the King of Siam, His Majesty the King of Sweden, the Swiss Federal Council, the President of the Czechoslovak Republic, the President of the Turkish Republic, the President of the Oriental Republic of Uruguay, the President of the Republic of the United States of Venezuela,

equally desirous of diminishing, so far as lies within their power, the evils inseparable from war, and wishing to perfect and complete, for this purpose, the provisions agreed upon at Geneva, August 22, 1864, and July 6, 1906, to ameliorate the condition of the wounded and the sick of armies in the field,

have decided to conclude a new Convention for this purpose, and have appointed the following as their plenipotentiaries, namely:

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH:

His Excellency Herr Edmund Rhomberg, Doctor of Laws, Minister unassigned;

² Based on Senate Document Executive F, Seventy-first Congress, third session.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA:

The Honorable Eliot Wadsworth, former Assistant Secretary of the Treasury,

His Excellency the Honorable Hugh R. Wilson, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA:

Herr Marc Leitmaier, Doctor of Laws, Ministerial Counselor at the Federal Chancellery, Department of Foreign Affairs;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS:

M. Paul Demolder, Surgeon General, Chief of the Medical Corps of the First Military District,

M. Joseph de Ruelle, Counselor of the Ministry of Foreign Affairs;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BOLIVIA:

His Excellency Sr. Alberto Cortadellas, Minister Resident of Bolivia at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL:

His Excellency Sr. Raoul de Rio-Branco, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Berne;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA:

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS:

The Right Honorable Sir Horace Rumbold, G.C.M.G., M.V.O., Ambassador of His Britannic Majesty at Berlin;

FOR THE DOMINION OF CANADA:

Mr. Walter Alexander Riddell, Permanent Counselor of the Canadian Government to the League of Nations;

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA:

His Excellency Mr. Claud Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berne;

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND:

His Excellency Mr. Claud Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berne;

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA:

Mr. Eric Hendrik Louw, High Commissioner of the Union of South Africa at London;

FOR THE IRISH FREE STATE:

Mr. Sean Lester, Representative of the Irish Free State to the League of Nations;

FOR INDIA:

His Excellency Mr. Claud Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berne;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS:

M. Dimitri Mikoff, Chargé d'Affaires of Bulgaria at Berne, Permanent Representative of the Bulgarian Government to the League of Nations,

M. Stéphane M. Laftchieff, Member of the Administrative Council of the Bulgarian Red Cross;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE:

Colonel Guillermo Novoa-Sepulveda, Military Attaché to the Legation of Chile at Berlin,

Captain Dario Pulgar-Arriagada, Medical Corps;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHINA:

Mr. Chi Yung Hsiao, Chargé d'Affaires *ad interim* of China at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA:

His Excellency Sr. Francisco José de Urrutia, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Colombia at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA:

His Excellency Sr. Carlos de Armenteros y de Cardenas, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Cuba at Berne,

Sr. Carlos Blanco y Sanchez, Secretary of Legation, attached to the Delegation of Cuba to the League of Nations;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND:

FOR DENMARK:

His Excellency Mr. Harald de Scavenius, Chamberlain, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Denmark in Switzerland and in the Netherlands, former Minister of Foreign Affairs,

Mr. Gustave M. Rasmussen, Chargé d'Affaires *ad interim* of Denmark at Berne;

THE PRESIDENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC:

Sr. Charles Ackermann, Consul of the Dominican Republic at Geneva;

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT:

M. Mohammed Abdel Moneim Riad, Counselor of the State Legal Department, Professor of International Law at the Military School of Cairo,

M. Henri Wassif Simaika, Attaché of the Royal Legation of Egypt at Rome;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN:

His Excellency the Marquis de la Torrehermosa, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Spain at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA:

Mr. Hans Leesment, Doctor of Medicine, President of the Estonian Red Cross;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND:

Lieutenant-Colonel A. E. Martola, Military Attaché to the Legation of Finland at Paris;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC:

His Excellency M. Henri Chassain de Marcilly, Ambassador of France at Berne,

M. Jean du Sault, Counselor of the Embassy of France at Berne;

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC:

M. Raphael Raphael, Chargé d'Affaires *ad interim* of Greece at Berne,

Lieutenant-Colonel Sophocle Venizelos, Military Attaché to the Legation of Greece at Paris;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY:

His Excellency M. Paul de Hevesy, Minister Resident, Permanent Delegate of the Royal Government to the League of Nations;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY:

Sig. Giovanni Ciraolo, Senator of the Kingdom;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN:

His Excellency Mr. Isaburo Yoshida, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Japan at Berne,

Lieutenant-Colonel Sadamu Shimomura,

Captain Seizo Miura, Naval Attaché to the Embassy of Japan at Paris;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA:

His Excellency Mr. Charles Duzmans, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia to His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes, Permanent Delegate to the League of Nations,

His Excellency Mr. Oskar Voit, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia in Switzerland, Germany, Hungary, and the Netherlands;

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBOURG:

M. Charles Vermaire, Consul of the Grand Duchy at Geneva;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO:

His Excellency Sr. Francisco Castillo Nájera, Surgeon General, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Mexico at Brussels;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA:

Sr. Antoine Sottile, Doctor of Laws, Permanent Delegate of Nicaragua to the League of Nations;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY:

His Excellency Mr. Johannes Irgens, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Norway at Berne, Rome, and Athens,
 Mr. Jens Christian Meinich, Commandant of Infantry, Secretary General of the Norwegian Red Cross;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS:

His Excellency Mr. Willem Isaac Doude van Troostwijk, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Netherlands at Berne,

Major-General Johan Carl Diehl, Inspector-General of the Medical Corps of the Army, Vice President of the Netherland Red Cross,

Mr. Jacob Harberts, Commandant of the General Staff, Professor at the War College;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA:

His Excellency M. Anouchirevan Khan Sepahbodi, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Persia at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND:

Colonel Joseph Gabriel Pracki, Medical Corps,
 Lieutenant-Colonel W. Jerzy Babecki;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC:

His Excellency Sr. Vasco de Quevedo, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Portugal at Berne,

Sr. Francisco de Calheiros e Menezes, First Secretary of Legation;

HIS MAJESTY THE KING OF RUMANIA:

His Excellency M. Michel B. Boeresco, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Rumania at Berne,

Colonel Eugene Vertejano, Officer of the General Staff;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES:

His Excellency M. Ilija Choumenkovitch, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Berne, Permanent Delegate to the League of Nations;

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM:

His Serene Highness, Prince Varnvaidya, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Siam at London;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN:

His Excellency Mr. Karl-Ivan Westman, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Sweden at Berne;

THE SWISS FEDERAL COUNCIL:

M. Paul Dinichert, Minister Plenipotentiary, Chief of the Division of Foreign Affairs of the Federal Political Department,
 Colonel Carl Hauser, Medical Corps, Surgeon General of the Army,
 M. Anton Züblin, Infantry Colonel unassigned, Attorney,
 Lieutenant-Colonel Roger de la Harpe, Medical Corps, Surgeon,
 Major Dietrich Schindler, Judge Advocate General's Department,
 Professor of International Law at the University of Zürich;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC:

His Excellency M. Zdeněk Fierlinger, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Czechoslovakia at Berne;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC:

His Excellency Hassan Bey, Vice President of the Grand National Assembly of Turkey, Vice President of the Turkish Red Crescent,

His Excellency Nusret Bey, President of the Council of State of the Republic,

Professor Akil Moukhtar Bey, Doctor of Medicine,

Lieutenant-Colonel Abdulkadir Bey, Military Surgeon, Professor at the Military Academy and at the Hospital of Gulhane;

THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY:

His Excellency Sr. Alfredo de Castro, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Uruguay at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA:

His Excellency Sr. Caracciolo Parra-Pérez, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Venezuela at Rome,

Sr. Ivan Manuel Hurtado-Machado, Chargé d'Affaires *ad interim* of Venezuela at Berne;

Who, after having communicated to each other their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows:

CHAPTER ONE. *The Wounded and Sick.*

ARTICLE ONE.

Officers, soldiers, and other persons officially attached to the armies who are wounded or sick shall be respected and protected in all circumstances; they shall be humanely treated and cared for without distinction of nationality by the belligerent in whose power they are.

A belligerent, however, when compelled to leave his wounded or sick in the hands of his adversary, shall leave with them, so far as military exigencies permit, a portion of the personnel and matériel of his sanitary service to assist in caring for them.

ARTICLE 2.

Subject to the care that must be taken of them under the preceding article, the wounded and sick of an army who fall into the power of the other belligerent shall become prisoners of war, and the general rules of international law in respect to prisoners of war shall become applicable to them.

The belligerents shall remain free, however, to agree upon such clauses to the benefit of the wounded and sick prisoners as they may deem of value over and above already existing obligations.

ARTICLE 3.

After every engagement, the belligerent who remains in possession of the field of battle shall take measures to search for the wounded and the dead and to protect them from robbery and ill-treatment.

A local armistice or cessation of fire to enable the removal of wounded left between the lines shall be arranged whenever circumstances permit.

ARTICLE 4.

Belligerents shall mutually forward to each other as soon as possible the names of the wounded, sick and dead taken in charge or discovered by them, as well as all indications which may serve for their identification.

They shall draw up and forward to each other death certificates.

They shall collect and likewise forward to each other all objects of personal use found on the field of battle or on the dead, especially one-half of their identity plaque, the other half remaining attached to the body.

They shall see that a careful examination, if possible, medical, is made of the bodies of the dead prior to their interment or cremation, with a view to verifying their death, establishing their identity, and in order to be able to furnish a report thereon.

They shall further see that they are honorably buried and that the graves are treated with respect and may always be found again.

For this purpose, and at the outbreak of hostilities, they shall officially organize a service of graves in order to render any later exhumation possible and to make certain of the identity of bodies even though they may have been moved from grave to grave.

Upon the termination of hostilities, they shall exchange lists of graves and of dead buried in their cemeteries and elsewhere.

ARTICLE 5.

The military authority may make an appeal to the charitable zeal of the inhabitants to receive and, under its supervision, to care for, the wounded or sick of the armies, granting to persons responding to such appeals special protection and certain facilities.

CHAPTER II. *Sanitary Formations and Establishments.*

ARTICLE 6.

Mobile sanitary formations, i. e., those which are intended to accompany armies in the field, and the fixed establishments belonging to the sanitary service shall be protected and respected by the belligerents.

ARTICLE 7.

The protection due to sanitary formations and establishments shall cease if they are used to commit acts injurious to the enemy.

ARTICLE 8.

A sanitary formation or establishment shall not be deprived of the protection accorded by Article 6 by the fact:

- 1) that the personnel of the formation or establishment is armed and uses its arms in self-defense or in defense of its wounded and sick;
- 2) that in the absence of armed hospital attendants the formation is guarded by an armed detachment or by sentinels;
- 3) that hand firearms or ammunition taken from the wounded and sick and not yet turned over to the proper authorities are found in the formation or establishment;

4) that there is found in the formation or establishment personnel or matériel of the veterinary service which does not integrally belong to it.

CHAPTER III. *Personnel.*

ARTICLE 9.

The personnel charged exclusively with the removal, transportation, and treatment of the wounded and sick, as well as with the administration of sanitary formations and establishments, and the chaplains attached to armies, shall be respected and protected under all circumstances. If they fall into the hands of the enemy they shall not be treated as prisoners of war.

Military personnel which has received special instructions to be used when necessary as auxiliary attendants or litter bearers in the removal, transportation and treatment of the wounded and sick, and bearing an identification document, shall benefit by the same conditions as the permanent sanitary personnel if they are captured at the moment when they are fulfilling these functions.

ARTICLE 10.

The personnel of volunteer aid societies, duly recognized and authorized by their Government, who are employed in the same functions as the personnel contemplated in Article 9, paragraph 1, are assimilated to that personnel upon condition that the said societies shall be subject to military laws and regulations.

Each High Contracting Party shall make known to the other, either in time of peace or at the opening or during the progress of hostilities, and in any case before actual employment, the names of the societies which it has authorized to render assistance, under its responsibility, in the official sanitary service of its armies.

ARTICLE 11.

A recognized society of a neutral country may only lend the services of its sanitary personnel and formations to a belligerent with the prior consent of its own Government and the authority of such belligerent.

The belligerent who has accepted such assistance shall be required to notify the enemy before making any use thereof.

ARTICLE 12.

The persons described in Articles 9, 10 and 11 may not be detained after they have fallen into the power of the adversary.

Unless there is an agreement to the contrary, they shall be sent back to the belligerent to whose service they are attached as soon as a way is open for their return and military exigencies permit.

While waiting to be returned, they shall continue in the exercise of their functions under the direction of the adversary; they shall be assigned preferably to the care of the wounded and sick of the belligerent to whose service they are attached.

At the time of their departure they may carry with them such effects, instruments, arms and means of transport as belong to them.

ARTICLE 13.

While they remain in their power, belligerents shall secure to the personnel mentioned in Articles 9, 10 and 11, the same maintenance and quarters, pay and allowances, as to persons of corresponding rank in their own armies.

At the outbreak of hostilities the belligerents shall reach an understanding on the corresponding ranks of their sanitary personnel.

CHAPTER IV. *Buildings and Matériel.*

ARTICLE 14.

If mobile sanitary formations, whatever may be their nature, fall into the power of the adversary, they shall retain their matériel, their means of transportation, and their conducting personnel.

The competent military authority, however, shall have the right to employ them in caring for the wounded and sick; restitution shall take place in accordance with the conditions prescribed for the sanitary personnel and as far as possible at the same time.

ARTICLE 15.

Buildings and matériel of the fixed sanitary establishments of the army shall remain subject to the laws of war, but may not be diverted from their use so long as they are necessary for the wounded and sick.

However, commanders of troops engaged in operations may use them in case of urgent military necessity if, before such use, the wounded and sick treated there have been provided for.

ARTICLE 16.

The buildings of aid societies admitted to the benefits of the Convention shall be regarded as private property.

The matériel of these societies, irrespective of its location, shall likewise be regarded as private property.

The right of requisition recognized to belligerents by the laws and customs of war shall be exercised only in case of urgent necessity and after the wounded and sick have been provided for.

CHAPTER V. *Sanitary Transports.*

ARTICLE 17.

Vehicles equipped for sanitary evacuation traveling singly or in convoy shall be treated as mobile sanitary formations subject to the following special provisions:

A belligerent intercepting sanitary transportation vehicles, traveling either singly or in convoy, may, if required by military necessity, stop them and break up the convoy, charging himself in all cases with the care of the wounded and sick whom it contains. He may only utilize such vehicles in the sector wherein they were intercepted and exclusively for sanitary needs. When their local mission is at an end, these vehicles must be returned under the conditions stipulated in Article 14.

Military personnel assigned by competent orders for sanitary transportation purposes shall be returned under the conditions stipulated in Article 12 for sanitary personnel, and subject to the provisions of the last paragraph of Article 18.

All means of transportation especially organized for evacuation purposes, as well as their appurtenances attached to the sanitary service, shall be returned in conformity with the provisions of Chapter IV.

Military means of transportation and their teams, other than those belonging to the sanitary service, may be captured.

The civil personnel and all means of transportation obtained by requisition shall be subject to the general rules of international law.

ARTICLE 18.

Aircraft used as a means of sanitary transportation shall enjoy the protection of the Convention during such time as they are exclusively reserved for the evacuation of wounded and sick and for the transportation of sanitary personnel and matériel.

They shall be painted in white and shall bear clearly visible the distinctive sign mentioned in Article 19 alongside of the national colors on their upper and lower surfaces.

Excepting with special and express permission, a flight over the firing-line, as well as over the zone situated in front of the major medical dressing stations, and in general over any territory under the control of or occupied by the enemy shall be forbidden.

Sanitary aircraft must comply with all summons to land.

In the case of a landing thus required or made accidentally upon territory occupied by the enemy, the wounded and sick, as well as the sanitary personnel and matériel, including the aircraft, shall benefit by the provisions of the present Convention.

The pilot, mechanics, and wireless operators who have been captured shall be returned on condition of only being utilized in the sanitary service until the termination of hostilities.

CHAPTER VI. *The Distinctive Sign.*

ARTICLE 19.

Out of respect to Switzerland the heraldic emblem of the red cross on a white ground, formed by the reversal of the Federal colors, is continued as the emblem and distinctive sign of the sanitary service of armies.

However, for countries which already use, as a distinctive sign, in place of the red cross, the red crescent or the red lion and sun on a white field, these emblems shall likewise be recognized within the meaning of the present Convention.

ARTICLE 20.

The emblem shall appear on flags and brassards, as well as upon all matériel, appertaining to the sanitary service, with the permission of the competent military authority.

ARTICLE 21.

The personnel protected in virtue of the first paragraph of Article 9 and Articles 10 and 11 shall wear attached to the left arm a brassard bearing the distinctive sign, issued and stamped by a competent military authority.

The personnel mentioned in Article 9, paragraphs 1 and 2, shall be furnished with an identification document consisting either of an inscription in their military booklet or a special document.

Persons mentioned in Articles 10 and 11 who do not wear military uniform shall be furnished by competent military authority with a certificate of identity containing their photograph and attesting to their sanitary status.

Identification documents must be uniform and of the same type in each army.

The sanitary personnel may in no case be deprived of their insignia nor of their own identification papers.

In case of loss they shall have the right to obtain duplicates.

ARTICLE 22.

The distinctive flag of the Convention may only be displayed over the sanitary formations and establishments which the Convention provides shall be respected, and with the consent of the military authorities. In fixed establishments it shall, and in mobile formations it may, be accompanied by the national flag of the belligerent to whose service the formation or establishment is attached.

Sanitary formations which have fallen into the power of the enemy, however, shall fly no other flag than that of the Convention as long as they continue in that situation.

The belligerents, in so far as military exigencies allow, shall take such measures as may be necessary to render the distinctive emblems marking sanitary formations and establishments plainly visible to the land, air and sea forces of the enemy, with a view to preventing the possibility of any aggressive action.

ARTICLE 23.

The sanitary formations of neutral countries which, under the conditions set forth in Article 11, have been authorized to render their services, shall fly, with the flag of the Convention, the national flag of the belligerent to which they are attached.

They shall have the right during such time as they are rendering service to a belligerent to fly their own national flag also.

The provisions of the second paragraph of the preceding article are applicable to them.

ARTICLE 24.

The emblem of the red cross on a white ground and the words *Red Cross* or *Geneva Cross* may be used, whether in time of peace or war, only to protect or designate sanitary formations and establishments, the personnel and matériel protected by the Convention.

The same shall apply with respect to the emblems mentioned in the second paragraph of Article 19 for such countries as use them.

Moreover, the volunteer aid societies provided for under Article 10 may, in conformity with their national legislation, employ the distinctive emblem for their humanitarian activities in time of peace.

As an exceptional measure and with the specific authorization of one of the national Red Cross Societies (Red Crescent, Red Lion and Sun), the use of the emblem of the Convention may be allowed in peace time to designate the location of relief stations reserved exclusively to giving free assistance to wounded or sick.

CHAPTER VII. *The Application and Execution of the Convention.*

ARTICLE 25.

The provisions of the present Convention shall be respected by the High Contracting Parties under all circumstances.

If, in time of war, a belligerent is not a party to the Convention, its provisions shall nevertheless remain in force as between all the belligerents who are parties to the Convention.

ARTICLE 26.

It shall be the duty of the commanders-in-chief of the belligerent armies to provide for the details of execution of the foregoing articles, as well as for unforeseen cases, in accordance with the instructions of their respective Governments, and conformably to the general principles of this Convention.

ARTICLE 27.

The High Contracting Parties shall take the necessary steps to acquaint their troops, and particularly the protected personnel, with the provisions of this Convention, and to make them known to the people at large.

CHAPTER VIII. *The Repression of Abuses and Infractions.*

ARTICLE 28.

The Governments of the High Contracting Parties whose legislation may not now be adequate shall take or shall recommend to their legislatures such measures as may be necessary at all times:

a) to prevent the use by private persons or by societies other than those upon which this Convention confers the right thereto, of the emblem or of the name of the *Red Cross* or *Geneva Cross*, as well as any other sign or designation constituting an imitation thereof, whether for commercial or other purposes;

b) by reason of the homage rendered to Switzerland as a result of the adoption of the inverted Federal colors, to prevent the use, by private persons or by organizations, of the arms of the Swiss Confederation or of signs constituting an imitation thereof, whether as trade-marks, commercial labels, or portions thereof, or in any way contrary to commercial ethics, or under conditions wounding Swiss national pride.

The prohibition mentioned in subparagraph a) of the use of signs or designations constituting an imitation of the emblem or designation of the *Red Cross* or *Geneva Cross*, as well as the prohibition mentioned in subparagraph b) of the use of the arms of the Swiss Confederation or signs constituting an imitation thereof, shall take effect from the time set in each act of legislation and at the latest five years after this Convention goes into effect. After such going into effect it shall be unlawful to take out a trade-mark or commercial label contrary to such prohibitions.

ARTICLE 29.

The Governments of the High Contracting Parties whose penal laws may not be adequate, shall likewise take or recommend to their legislatures the necessary measures to repress in time of war all acts in contravention of the provisions of the present Convention.

They shall communicate to one another through the Swiss Federal Council the measures taken with a view to such repression, not later than five years from the date of the ratification of the present Convention.

ARTICLE 30.

At the request of a belligerent, an investigation must be held, in such manner as shall be agreed upon by the interested parties, concerning any alleged violation of the Convention; whenever such a violation is proved, the belligerents shall put an end to it and repress it as promptly as possible.

Final Provisions.

ARTICLE 31.

The present Convention, which will bear the date of this day, may be signed up to February 1, 1930, on behalf of all the countries represented at the Conference which opened at Geneva on July 1, 1929, as well as by the countries not represented at the Conference which are parties to the Geneva Conventions of 1864 or of 1906

ARTICLE 32.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

The ratifications shall be deposited at Berne.

A record of the deposit of each instrument of ratification shall be prepared, a duly certified copy of which shall be forwarded by the Swiss Federal Council to the Governments of all the countries on whose behalf the Convention has been signed or notification of adhesion made.

ARTICLE 33.

The present Convention shall become effective six months after the deposit of at least two instruments of ratification.

Subsequently, it shall become effective for each High Contracting Party six months after the deposit of its instrument of ratification.

ARTICLE 34.

The present Convention shall replace the Conventions of August 22, 1864, and of July 6, 1906, in the relations between the High Contracting Parties.

ARTICLE 35.

From the date on which it becomes effective, the present Convention shall be open for adhesions given on behalf of any country in whose name this Convention was not signed.

ARTICLE 36.

Adhesions shall be given by written notification addressed to the Swiss Federal Council and shall take effect six months after the date of their receipt.

The Swiss Federal Council shall communicate adhesions to the Governments of all the countries on whose behalf the Convention was signed or notification of adhesion made.

ARTICLE 37.

A state of war shall give immediate effect to ratifications deposited or adhesions notified by belligerent Powers prior to or after the outbreak of hostilities. The communication of ratifications or adhesions received from Powers at war shall be made by the Swiss Federal Council by the most rapid method.

ARTICLE 38.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to denounce the present Convention. The denunciation shall not take effect until one year after notification has been made in writing to the Swiss Federal Council. The latter shall communicate such notification to the Governments of all the High Contracting Parties.

The denunciation shall have effect only with respect to the High Contracting Party which gave notification of it.

Moreover, such denunciation shall not take effect during a war in which the denouncing Power is involved. In this case, the present Convention shall continue in effect, beyond the period of one year, until the conclusion of peace.

ARTICLE 39.

A duly certified copy of the present Convention shall be deposited in the archives of the League of Nations by the Swiss Federal Council. Likewise, ratifications, adhesions, and denunciations of which the Swiss Federal Council has been notified shall be communicated by it to the League of Nations.

IN FAITH WHEREOF, the Plenipotentiaries named above have signed the present Convention.

DONE at Geneva, the twenty-seventh of July, one thousand nine hundred and twenty-nine, in a single copy, which shall remain in the archives of the Swiss Confederation and duly certified copies of which shall be forwarded to the Governments of all the countries invited to the Conference.

For Germany:

EDMUND RHOMBERG

For the United States of America:

ELIOT WADSWORTH

HUGH R. WILSON

For Austria:

LEITMAIER

For Belgium:

Dr. DEMOLDER

J. DE RUELLE

For Bolivia:

A. CORTADELLAS

For Brazil:

RAUL DO RIO-BRANCO

For Great Britain and Northern Ireland, and all parts of the British Empire which are not separate members of the League of Nations:

I declare that the signature which I affix to this Convention for Great Britain and Northern Ireland, and all parts of the British Empire which are not separate members of the League of Nations is given with the reservation that His Britannic Majesty interprets Article 28 of the Convention as meaning that the legislative provisions contemplated in this article may provide that the individuals, associations, firms or societies that shall, before the present Convention goes into effect, have used the arms of the Swiss Confederation, or signs constituting an imitation of the said arms, for any legal purpose, shall not be prevented from continuing to employ such arms or signs for the same purpose.

HORACE RUMBOLD

For Canada:

I declare that the signature which I affix to this Convention for Canada is given with the reservation that the Government of the Dominion of Canada interprets Article 28 of the Convention as meaning that the legislative provisions contemplated in this article may provide that the individuals, associations, firms and societies that shall, before the present Convention goes into effect, have used the arms of the Swiss Confederation, or signs constituting an imitation of the said arms, for any legal purpose, shall not be prevented from continuing to employ such arms or signs for the same purpose.

W. A. RIDDELL

For Australia:

I declare that the signature which I affix to this Convention for Australia is given with the reservation that the Government of the Commonwealth of Australia interprets Article 28 of the Convention as meaning that the legislative provisions contemplated in this article may provide that the individuals, associations, firms and societies that shall, before the present Convention goes into effect, have used the arms of the Swiss Confederation, or signs constituting an imitation of the said arms, for any legal purpose, shall not be prevented from continuing to employ such arms or signs for the same purpose.

CLAUD RUSSELL

For New Zealand:

I declare that the signature which I affix to this Convention for New Zealand is given with the reservation that the Government of New Zealand interprets Article 28 of the Convention as meaning that the legislative provisions contemplated in this article may provide that the individuals, associations, firms or societies that shall, before the present Convention goes into effect, have used the arms of the Swiss Confederation, or signs constituting an imitation of the said arms, for any legal purpose, shall not be prevented from continuing to employ such arms or signs for the same purpose.

CLAUD RUSSELL

For South Africa:

ERIC H. LOUW

For the Irish Free State:

I declare that the signature which I affix to this Convention for the Irish Free State is given with the reservation that it interprets Article 28 of the Convention as meaning that the legislative provisions contemplated in this article may provide

that the individuals, associations, firms or societies that shall, before the present Convention goes into effect, have used the arms of the Swiss Confederation, or signs constituting an imitation of the said arms, for any legal purpose, shall not be prevented from continuing to employ such arms or signs for the same purpose.

SEAN LESTER

For India:

I declare that the signature which I affix to this Convention for the Government of India is given with the reservation that the Government of India interprets Article 28 of the Convention as meaning that the legislative provisions contemplated in this article may provide that the individuals, associations, firms or societies that shall, before the present Convention goes into effect, have used the arms of the Swiss Confederation, or signs constituting an imitation of the said arms, for any legal purpose, shall not be prevented from continuing to employ such arms or signs for the same purpose.

CLAUD RUSSELL

For Bulgaria:

D. MIKOFF

STEPHAN N. LAFTCHIEFF

For Chile:

GMO NOVOA

D. PULGAR

For China:

C. Y. HSIAO

For Colombia:

FRANCISCO JOSÉ URRUTIA

For Cuba:

CARLOS DE ARMENTEROS

CARLOS BLANCO

For Denmark:

HARALD SCAVENIUS

GUSTAV RASMUSSEN

For the Dominican Republic:

CH. ACKERMANN

For Egypt:

MOHAMMED ABDEL MONEIM RIAD

H. W. M. SIMAIKA

For Spain:

Ad Referendum

MAURICIO LOPEZ ROBERTS Y TERRY,

MARQUÉS DE LA TORREHERMOSA

For Estonia:

Dr. LEESMENT

For Finland:

A. E. MARTOLA

For France:

H. DE MARCILLY

J. DU SAULT

For Greece:

R. RAPHAËL
S. VENISELOS

For Hungary:

PAUL DE HEVESY

For Italy:

GIOVANNI CIRAOLO

For Japan:

While accepting in principle the provisions of Article 28,
Japan makes reservations as to the date of enforcing the interdiction provided for under letter *b* of the said article.

Japan understands that this interdiction does not apply to arms and signs which may have been in use or registered before it goes into effect.

The delegates of Japan sign the present Convention with the above-mentioned reservations.

ISABURO YOSHIDA
S. SHIMOMURA
S. MIURA

For Latvia:

CHARLES DUZMANS
DR. OSKAR VOIT

For Luxembourg:

CH. G. VERMAIRE

For Mexico:

FR. CASTILLO NÁJERA

For Nicaragua:

A. SOTTILE

For Norway:

J. IRGENS
JENS MEINICH

For the Netherlands:

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK
DR. DIEHL
J. HARBERTS

For Persia:

ANOUCHIREVAN SEPAHBODI

For Poland:

JÓZEF G. PRACKI
W. JERZY BABECKI

For Portugal:

VASCO DE QUEVEDO
F. DE CALHEIROS E MENEZES

For Rumania:

M. B. BOERESCO
Colonel E. VERTEJANO

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes:

I. CHOUMENKOVITCH

For Siam:

VARNVAIDYA

For Sweden:

K. I. WESTMAN

For Switzerland:

PAUL DINICHERT

HAUSER

ZÜBLIN

DE LA HARPE

SCHINDLER

For Czechoslovakia:

ZD. FIERLINGER

For Turkey:

HASSAN

Dr. ABDULKADIR

M. NUSRET

Dr. AKIL MOUKHTAR

For Uruguay:

ALFREDO DE CASTRO

For Venezuela:

C. PARRA-PÉREZ

I. M. HURTADO-MACHADO

[Translation¹]

CONVENTION OF JULY 27, 1929, RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR.

The President of the German Reich, the President of the United States of America, the Federal President of the Republic of Austria, His Majesty the King of the Belgians, the President of the Republic of Bolivia, the President of the Republic of the United States of Brazil, His Majesty the King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, His Majesty the King of the Bulgarians, the President of the Republic of Chile, the President of the Republic of China, the President of the Republic of Colombia, the President of the Republic of Cuba, His Majesty the King of Denmark and Iceland, the President of the Dominican Republic, His Majesty the King of Egypt, His Majesty the King of Spain, the President of the Republic of Estonia, the President of the Republic of Finland, the President of the French Republic, the President of the Hellenic Republic, His Serene Highness the Regent of Hungary, His Majesty the King of Italy, His Majesty the Emperor of Japan, the President of the Republic of Latvia, Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg, the President of the United States of Mexico, the President of the Republic of Nicaragua, His Majesty the King of Norway, Her Majesty the Queen of the Netherlands, His Imperial Majesty the Shah of Persia, the President of the Republic of Poland, the President of the Portuguese Republic, His Majesty the King of Rumania, His Majesty the King of the Serbs, Croats, and Slovenes, His Majesty the King of Siam, His Majesty the King of Sweden, the Swiss Federal Council, the President of the Czechoslovak Republic, the President of the Turkish Republic, the President of the Oriental Republic of Uruguay, [and] the President of the Republic of the United States of Venezuela,

recognizing that, in the extreme case of a war, it will be the duty of every Power to diminish, so far as possible, the unavoidable rigors thereof and to mitigate the fate of prisoners of war;

desirous of developing the principles which inspired the international conventions of The Hague, in particular the Convention relative to the laws and customs of war and the Regulations annexed thereto;

have decided to conclude a Convention to that end, and have appointed the following as their Plenipotentiaries, namely:

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH:

His Excellency Herr Edmund Rhomberg, Doctor of Laws, Minister unassigned;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA:

The Honorable Eliot Wadsworth, former Assistant Secretary of the Treasury,

His Excellency the Honorable Hugh R. Wilson, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA:

Herr Marc Leitmaier, Doctor of Laws, Ministerial Counselor at the Federal Chancellery, Department of Foreign Affairs;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS:

M. Paul Demolder, Surgeon General, Chief of the Medical Corps of the First Military District,

M. Joseph de Ruelle, Counselor of the Ministry of Foreign Affairs;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BOLIVIA:

His Excellency Sr. Alberto Cortadellas, Minister Resident of Bolivia at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL:

His Excellency Sr. Raoul de Rio-Branco, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Berne;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA:

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS:

The Right Honorable Sir Horace Rumbold, G.C.M.G., M.V.O., Ambassador of His Britannic Majesty at Berlin;

FOR THE DOMINION OF CANADA:

Mr. Walter Alexander Riddell, Permanent Counselor of the Canadian Government to the League of Nations;

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA:

His Excellency Mr. Claud Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berne;

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND:

His Excellency Mr. Claud Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berne;

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA:

Mr. Eric Hendrik Louw, High Commissioner of the Union of South Africa at London;

FOR THE IRISH FREE STATE:

Mr. Sean Lester, Representative of the Irish Free State to the League of Nations;

FOR INDIA:

His Excellency Mr. Claud Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berne;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS:

M. Dimitri Mikoff, Chargé d'Affaires of Bulgaria at Berne, Permanent Representative of the Bulgarian Government to the League of Nations,

M. Stéphane N. Laftchieff, Member of the Administrative Council of the Bulgarian Red Cross;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE:

Colonel Guillermo Novoa-Sepulveda, Military Attaché to the Legation of Chile at Berlin,

Captain Dario Pulgar-Arriagada, Medical Corps;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHINA:

Mr. Chi Yung Hsiao, Chargé d'Affaires *ad interim* of China at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA:

His Excellency Sr. Francisco José de Urrutia, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Colombia at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA:

His Excellency Sr. Carlos de Armenteros y de Cardenas, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Cuba at Berne,

Sr. Carlos Blanco y Sanchez, Secretary of Legation, attached to the Delegation of Cuba to the League of Nations;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND:

FOR DENMARK:

His Excellency Mr. Harald de Scavenius, Chamberlain, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Denmark in Switzerland and in the Netherlands, former Minister of Foreign Affairs,

Mr. Gustave M. Rasmussen, Chargé d'Affaires *ad interim* of Denmark at Berne;

THE PRESIDENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC:

Sr. Charles Ackermann, Consul of the Dominican Republic at Geneva;

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT:

M. Mohammed Abdel Moneim Riad, Counselor of the State Legal Department, Professor of International Law at the Military School of Cairo,

M. Henri Wassif Simaika, Attaché of the Royal Legation of Egypt at Rome;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN:

His Excellency the Marquis de la Torrehermosa, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Spain at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA:

Mr. Hans Leesment, Doctor of Medicine, President of the Estonian Red Cross;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND:

Lieutenant-Colonel A. E. Martola, Military Attaché to the Legation of Finland at Paris;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC:

His Excellency M. Henri Chassain de Marcilly, Ambassador of France at Berne,

M. Jean du Sault, Counselor of the Embassy of France at Berne;

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC:

M. Raphael Raphael, Chargé d'Affaires *ad interim* of Greece at Berne,

Lieutenant-Colonel Sophocle Venizelos, Military Attaché to the Legation of Greece at Paris;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY:

His Excellency M. Paul de Hevesy, Minister Resident, Permanent Delegate of the Royal Government to the League of Nations;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY:

Sig. Giovanni Ciraolo, Senator of the Kingdom;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN:

His Excellency Mr. Isaburo Yoshida, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Japan at Berne,

Lieutenant-Colonel Sadamu Shimomura,

Captain Seizo Miura, Naval Attaché to the Embassy of Japan at Paris;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA:

His Excellency Mr. Charles Duzmans, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia to His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes, Permanent Delegate to the League of Nations,

His Excellency Mr. Oskar Voit, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia in Switzerland, Germany, Hungary, and the Netherlands;

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBOURG:

M. Charles Vermaire, Consul of the Grand Duchy at Geneva;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO:

His Excellency Sr. Francisco Castillo Nájera, Surgeon General, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Mexico at Brussels;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA:

Sr. Antoine Sottile, Doctor of Laws, Permanent Delegate of Nicaragua to the League of Nations;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY:

His Excellency Mr. Johannes Irgens, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Norway at Berne, Rome, and Athens,

Mr. Jens Christian Meinich, Commandant of Infantry, Secretary General of the Norwegian Red Cross;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS:

His Excellency Mr. Willem Isaac Doude van Troostwijk, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Netherlands at Berne,

Major-General Johan Carl Diehl, Inspector-General of the Medical Corps of the Army, Vice President of the Netherland Red Cross,

Mr. Jacob Harberts, Commandant of the General Staff, Professor at the War College;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA:

His Excellency M. Anouchirevan Khan Sepahbodi, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Persia at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND:

Colonel Joseph Gabriel Pracki, Medical Corps,
Lieutenant-Colonel W. Jerzy Babecki;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC:

His Excellency Sr. Vasco de Quevedo, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Portugal at Berne,

Sr. Francisco de Calheiros e Menezes, First Secretary of Legation;

HIS MAJESTY THE KING OF RUMANIA:

His Excellency M. Michel B. Boeresco, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Rumania at Berne,

Colonel Eugene Vertejano, Officer of the General Staff;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES:

His Excellency M. Ilija Choumenkovitch, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Berne, Permanent Delegate to the League of Nations;

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM:

His Serene Highness, Prince Varnvaidya, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Siam at London;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN:

His Excellency Mr. Karl Ivan Westman, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Sweden at Berne;

THE SWISS FEDERAL COUNCIL:

M. Paul Dinichert, Minister Plenipotentiary, Chief of the Division of Foreign Affairs of the Federal Political Department,

Colonel Carl Hauser, Medical Corps, Surgeon General of the Army,

M. Anton Züblin, Infantry Colonel unassigned, Attorney,

Lieutenant-Colonel Roger de la Harpe, Medical Corps, Surgeon,

Major Dietrich Schindler, Judge Advocate General's Department, Professor of International Law at the University of Zürich;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC:

His Excellency M. Zdeněk Fierlinger, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Czechoslovakia at Berne;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC:

His Excellency Hassan Bey, Vice President of the Grand National Assembly of Turkey, Vice President of the Turkish Red Crescent,

His Excellency Nusret Bey, President of the Council of State of the Republic,

Professor Akil Moukhtar Bey, Doctor of Medicine,
Lieutenant-Colonel Abdulkadir Bey, Military Surgeon, Professor at the Military Academy and at the Hospital of Gulhane;

THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY:

His Excellency Sr. Alfredo de Castro, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Uruguay at Berne;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA:

His Excellency Sr. Caracciolo Parra-Pérez, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Venezuela at Rome,

Sr. Ivan Manuel Hurtado-Machado, Chargé d'Affaires *ad interim* of Venezuela at Berne;

Who, after having communicated to each other their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows:

TITLE I. GENERAL PROVISIONS.

ARTICLE 1.

The present Convention shall apply, without prejudice to the stipulations of Title VII:

1) To all persons mentioned in Articles 1, 2 and 3 of the Regulations annexed to the Hague Convention respecting the laws and customs of war on land, of October 18, 1907, and captured by the enemy.*

2) To all persons belonging to the armed forces of belligerent parties, captured by the enemy in the course of military operations at sea or in the air, except for such derogations as might be rendered inevitable by the conditions of capture. However, such derogations shall not infringe upon the fundamental principles of the present Convention; they shall cease from the moment when the persons captured have rejoined a prisoners-of-war camp.

*Annexed Regulations:

ART. 1. The laws, rights, and duties of war apply not only to armies, but also to militia and volunteer corps fulfilling the following conditions:

1. To be commanded by a person responsible for his subordinates;
2. To have a fixed distinctive emblem recognizable at a distance;
3. To carry arms openly; and
4. To conduct their operations in accordance with the laws and customs of war.

In countries where militia or volunteer corps constitute the army, or form part of it, they are included under the denomination "army."

ART. 2. The inhabitants of a territory which has not been occupied, who, on the approach of the enemy, spontaneously take up arms to resist the invading troops without having had time to organize themselves in accordance with Article 1, shall be regarded as belligerents if they carry arms openly and if they respect the laws and customs of war.

ART. 3. The armed forces of the belligerent parties may consist of combatants and noncombatants. In the case of capture by the enemy, both have a right to be treated as prisoners of war. [Footnote in the original.]

ARTICLE 2.

Prisoners of war are in the power of the hostile Power, but not of the individuals or corps who have captured them.

They must at all times be humanely treated and protected, particularly against acts of violence, insults and public curiosity.

Measures of reprisal against them are prohibited.

ARTICLE 3.

Prisoners of war have the right to have their person and their honor respected. Women shall be treated with all the regard due to their sex.

Prisoners retain their full civil status.

ARTICLE 4.

The Power detaining prisoners of war is bound to provide for their maintenance.

Difference in treatment among prisoners is lawful only when it is based on the military rank, state of physical or mental health, professional qualifications or sex of those who profit thereby.

TITLE II. CAPTURE.

ARTICLE 5.

Every prisoner of war is bound to give, if he is questioned on the subject, his true name and rank, or else his regimental number.

If he infringes this rule, he is liable to have the advantages given to prisoners of his class curtailed.

No coercion may be used on prisoners to secure information relative to the condition of their army or country. Prisoners who refuse to answer may not be threatened, insulted, or exposed to unpleasant or disadvantageous treatment of any kind whatever.

If, because of his physical or mental condition, a prisoner is unable to identify himself, he shall be turned over to the medical corps.

ARTICLE 6.

All effects and objects of personal use—except arms, horses, military equipment and military papers—shall remain in the possession of prisoners of war, as well as metal helmets and gas masks.

Money in the possession of prisoners may not be taken away from them except by order of an officer and after the amount is determined. A receipt shall be given. Money thus taken away shall be entered to the account of each prisoner.

Identification documents, insignia of rank, decorations and objects of value may not be taken from prisoners.

TITLE III. CAPTIVITY.

SECTION I. EVACUATION OF PRISONERS OF WAR.

ARTICLE 7.

Prisoners of war shall be evacuated within the shortest possible period after their capture, to depots located in a region far enough from the zone of combat for them to be out of danger

Only prisoners who, because of wounds or sickness, would run greater risks by being evacuated than by remaining where they are may be temporarily kept in a dangerous zone.

Prisoners shall not be needlessly exposed to danger while awaiting their evacuation from the combat zone.

Evacuation of prisoners on foot may normally be effected only by stages of 20 kilometers a day, unless the necessity of reaching water and food depots requires longer stages.

ARTICLE 8.

Belligerents are bound mutually to notify each other of their capture of prisoners within the shortest period possible, through the intermediary of the information bureaus, such as are organized according to Article 77. They are likewise bound to inform each other of the official addresses to which the correspondence of their families may be sent to prisoners of war.

As soon as possible, every prisoner must be enabled to correspond with his family himself, under the conditions provided in Articles 36 *et seq.*

As regards prisoners captured at sea, the provisions of the present article shall be observed as soon as possible after arrival at port.

SECTION II. PRISONERS-OF-WAR CAMPS.

ARTICLE 9.

Prisoners of war may be interned in a town, fortress, or other place, and bound not to go beyond certain fixed limits. They may also be interned in enclosed camps; they may not be confined or imprisoned except as an indispensable measure of safety or sanitation, and only while the circumstances which necessitate the measure continue to exist.

Prisoners captured in unhealthy regions or where the climate is injurious for persons coming from temperate regions, shall be transported, as soon as possible, to a more favorable climate.

Belligerents shall, so far as possible, avoid assembling in a single camp prisoners of different races or nationalities.

No prisoner may, at any time, be sent into a region where he might be exposed to the fire of the combat zone, nor used to give protection from bombardment to certain points or certain regions by his presence.

CHAPTER 1. *Installation of Camps.*

ARTICLE 10.

Prisoners of war shall be lodged in buildings or in barracks affording all possible guarantees of hygiene and healthfulness.

The quarters must be fully protected from dampness, sufficiently heated and lighted. All precautions must be taken against danger of fire.

With regard to dormitories—the total surface, minimum cubic amount of air, arrangement and material of bedding—the conditions shall be the same as for the troops at base camps of the detaining Power.

CHAPTER 2. *Food and Clothing of Prisoners of War.*

ARTICLE 11.

The food ration of prisoners of war shall be equal in quantity and quality to that of troops at base camps.

Furthermore, prisoners shall receive facilities for preparing, themselves, additional food which they might have.

A sufficiency of potable water shall be furnished them. The use of tobacco shall be permitted. Prisoners may be employed in the kitchens.

All collective disciplinary measures affecting the food are prohibited.

ARTICLE 12.

Clothing, linen and footwear shall be furnished prisoners of war by the detaining Power. Replacement and repairing of these effects must be assured regularly. In addition, laborers must receive work clothes wherever the nature of the work requires it.

Canteens shall be installed in all camps where prisoners may obtain, at the local market price, food products and ordinary objects.

Profits made by the canteens for camp administrations shall be used for the benefit of prisoners.

CHAPTER 3. *Sanitary Service in Camps.*

ARTICLE 13.

Belligerents shall be bound to take all sanitary measures necessary to assure the cleanliness and healthfulness of camps and to prevent epidemics.

Prisoners of war shall have at their disposal, day and night, installations conforming to sanitary rules and constantly maintained in a state of cleanliness.

Furthermore, and without prejudice to baths and showers with which the camp shall be as well provided as possible, prisoners shall be furnished a sufficient quantity of water for the care of their own bodily cleanliness.

It shall be possible for them to take physical exercise and enjoy the open air.

ARTICLE 14.

Every camp shall have an infirmary, where prisoners of war shall receive every kind of attention they need. If necessary, isolated quarters shall be reserved for the sick affected with contagious diseases.

Expenses of treatment, including therein those of temporary prosthetic equipment, shall be borne by the detaining Power.

Upon request, belligerents shall be bound to deliver to every prisoner treated an official statement showing the nature and duration of his illness as well as the attention received.

It shall be lawful for belligerents reciprocally to authorize, by means of private arrangements, the retention in the camps of physicians and attendants to care for prisoners of their own country.

Prisoners affected with a serious illness or whose condition necessitates an important surgical operation, must be admitted, at the expense of the detaining Power, to any military or civil medical unit qualified to treat them.

ARTICLE 15.

Medical inspections of prisoners of war shall be arranged at least once a month. Their purpose shall be the supervision of the general state of health and cleanliness, and the detection of contagious diseases, particularly tuberculosis and venereal diseases.

CHAPTER 4. *Intellectual and Moral Needs of Prisoners of War.*

ARTICLE 16.

Prisoners of war shall enjoy complete liberty in the exercise of their religion, including attendance at the services of their faith, on the sole condition that they comply with the measures of order and police issued by the military authorities.

Ministers of a religion, prisoners of war, whatever their religious denomination, shall be allowed to minister fully to members of the same religion.

ARTICLE 17.

So far as possible, belligerents shall encourage intellectual diversions and sports organized by prisoners of war.

CHAPTER 5. *Internal Discipline of Camps.*

ARTICLE 18.

Every camp of prisoners of war shall be placed under the command of a responsible officer.

Besides the external marks of respect provided by the regulations in force in their armies with regard to their nationals, prisoners of war must salute all officers of the detaining Power.

Officers who are prisoners of war are bound to salute only officers of a higher or equal rank of that Power.

ARTICLE 19.

The wearing of insignia of rank and of decorations shall be permitted.

ARTICLE 20.

Regulations, orders, notices and proclamations of every kind must be communicated to prisoners of war in a language which they understand. The same principle shall be applied in examinations.

CHAPTER 6. *Special Provisions Regarding Officers and Persons of Equivalent Status.*

ARTICLE 21.

Upon the beginning of hostilities, belligerents shall be bound to communicate to one another the titles and ranks in use in their respective armies, with a view to assuring equality of treatment between corresponding ranks of officers and persons of equivalent status.

Officers and persons of equivalent status who are prisoners of war shall be treated with the regard due their rank and age.

ARTICLE 22.

In order to assure service in officers' camps, soldiers of the same army who are prisoners of war and, wherever possible, who speak the same language, shall be assigned thereto, in sufficient numbers, considering the rank of the officers and persons of equivalent status.

The latter shall secure their food and clothing from the pay which shall be granted them by the detaining Power. Administration of the mess-fund by the officers themselves must be facilitated in every way.

CHAPTER 7. *Financial Resources of Prisoners of War.*

ARTICLE 23.

Subject to private arrangements between belligerent Powers, and particularly those provided in Article 24, officers and persons of equivalent status who are prisoners of war shall receive from the detaining Power the same pay as officers of corresponding rank in the armies of that Power, on the condition, however, that this pay does not exceed that to which they are entitled in the armies of the country which they have served. This pay shall be granted them in full, once a month if possible, and without being liable to any deduction for expenses incumbent on the detaining Power, even when they are in favor of the prisoners.

An agreement between the belligerents shall fix the rate of exchange applicable to this payment; in the absence of such an agreement, the rate adopted shall be that in force at the opening of hostilities.

All payments made to prisoners of war as pay must be reimbursed, at the end of hostilities, by the Power which they have served.

ARTICLE 24.

Upon the outbreak of hostilities, the belligerents shall, by common agreement, fix the maximum amount of ready money which prisoners of war of various ranks and classes shall be allowed to keep in their possession. Any surplus taken or withheld from a prisoner shall be entered to his account, the same as any deposit of money effected by him, and may not be converted into another currency without his consent.

Pay to the credit of their accounts shall be given to prisoners of war at the end of their captivity.

During their imprisonment, facilities shall be granted them for the transfer of these amounts, in whole or in part, to banks or private persons in their country of origin.

CHAPTER 8. *Transfer of Prisoners of War.*

ARTICLE 25.

Unless the conduct of military operations so requires, sick and wounded prisoners of war shall not be transferred as long as their recovery might be endangered by the trip.

ARTICLE 26.

In case of transfer, prisoners of war shall be officially notified of their new destination in advance; they shall be allowed to take with

them their personal effects, their correspondence and packages which have arrived for them.

All due measures shall be taken that correspondence and packages addressed to their former camp may be forwarded to them without delay.

Money deposited to the account of transferred prisoners shall be transmitted to the competent authority of their new place of residence.

The expenses occasioned by the transfer shall be charged to the detaining Power.

SECTION III. LABOR OF PRISONERS OF WAR.

CHAPTER 1. *Generalities.*

ARTICLE 27.

Belligerents may utilize the labor of able prisoners of war, according to their rank and aptitude, officers and persons of equivalent status excepted.

However, if officers or persons of equivalent status request suitable work, it shall be secured for them so far as is possible.

Noncommissioned officers who are prisoners of war shall only be required to do supervisory work, unless they expressly request a remunerative occupation.

Belligerents shall be bound, during the whole period of captivity, to allow to prisoners of war who are victims of accidents in connection with their work the enjoyment of the benefit of the provisions applicable to laborers of the same class according to the legislation of the detaining Power. With regard to prisoners of war to whom these legal provisions might not be applied by reason of the legislation of that Power, the latter undertakes to recommend to its legislative body all proper measures equitably to indemnify the victims.

CHAPTER 2. *Organization of the Labor.*

ARTICLE 28.

The detaining Power shall assume entire responsibility for the maintenance, care, treatment and payment of wages of prisoners of war working for the account of private persons.

ARTICLE 29.

No prisoner of war may be employed at labors for which he is physically unfit.

ARTICLE 30.

The length of the day's work of prisoners of war, including therein the trip going and returning, shall not be excessive and must not, in any case, exceed that allowed for the civil workers in the region employed at the same work. Every prisoner shall be allowed a rest of twenty-four consecutive hours every week, preferably on Sunday.

CHAPTER 3. *Prohibited Labor.*

ARTICLE 31.

Labor furnished by prisoners of war shall have no direct relation with war operations. It is especially prohibited to use prisoners for manufacturing and transporting arms or munitions of any kind, or for transporting material intended for combatant units.

In case of violation of the provisions of the preceding paragraph, prisoners, after executing or beginning to execute the order, shall be free to have their protests presented through the mediation of the agents whose functions are set forth in Articles 43 and 44, or, in the absence of an agent, through the mediation of representatives of the protecting Power.

ARTICLE 32.

It is forbidden to use prisoners of war at unhealthful or dangerous work.

Any aggravation of the conditions of labor by disciplinary measures is forbidden.

CHAPTER 4. *Labor Detachments.*

ARTICLE 33.

The system of labor detachments must be similar to that of prisoners-of-war camps, particularly with regard to sanitary conditions, food, attention in case of accident or sickness, correspondence and the receipt of packages.

Every labor detachment shall be dependent on a prisoners' camp. The commander of this camp shall be responsible for the observation, in the labor detachment, of the provisions of the present Convention.

CHAPTER 5. *Wages.*

ARTICLE 34.

Prisoners of war shall not receive wages for work connected with the administration, management and maintenance of the camps.

Prisoners utilized for other work shall be entitled to wages to be fixed by agreements between the belligerents.

These agreements shall also specify the part which the camp administration may retain, the amount which shall belong to the prisoner of war and the manner in which that amount shall be put at his disposal during the period of his captivity.

While awaiting the conclusion of the said agreements, payment for labor of prisoners shall be settled according to the rules given below:

a) Work done for the State shall be paid for in accordance with the rates in force for soldiers of the national army doing the same work, or, if none exists, according to a rate in harmony with the work performed.

b) When the work is done for the account of other public administrations or for private persons, conditions shall be regulated by agreement with the military authority.

The pay remaining to the credit of the prisoner shall be delivered to him at the end of his captivity. In case of death, it shall be forwarded through the diplomatic channel to the heirs of the deceased.

SECTION IV. EXTERNAL RELATIONS OF PRISONERS OF WAR.

ARTICLE 35.

Upon the outbreak of hostilities, belligerents shall publish the measures provided for the execution of the provisions of this section.

ARTICLE 36.

Each of the belligerents shall periodically determine the number of letters and postal cards per month which prisoners of war of the various classes shall be allowed to send, and shall inform the other belligerent of this number. These letters and cards shall be transmitted by post by the shortest route. They may not be delayed or retained for disciplinary reasons.

Within a period of not more than one week after his arrival at the camp, and likewise in case of sickness, every prisoner shall be enabled to write his family a postal card informing it of his capture and of the state of his health. The said postal cards shall be forwarded as rapidly as possible and may not be delayed in any manner.

As a general rule, correspondence of prisoners shall be written in their native language. Belligerents may allow correspondence in other languages.

ARTICLE 37.

Prisoners of war shall be allowed individually to receive parcels by mail, containing foods and other articles intended to supply them with food or clothing. Packages shall be delivered to the addressees and a receipt given.

ARTICLE 38.

Letters and consignments of money or valuables, as well as parcels by post intended for prisoners of war or dispatched by them, either directly, or by the mediation of the information bureaus provided for in Article 77, shall be exempt from all postal duties in the countries of origin and destination, as well as in the countries they pass through.

Presents and relief in kind for prisoners shall be likewise exempt from all import and other duties, as well as of payments for carriage by the State railways.

Prisoners may, in cases of acknowledged urgency, be allowed to send telegrams, paying the usual charges.

ARTICLE 39.

Prisoners of war shall be allowed to receive shipments of books individually, which may be subject to censorship.

Representatives of the protecting Powers and duly recognized and authorized aid societies may send books and collections of books to the libraries of prisoners' camps. The transmission of these shipments to libraries may not be delayed under the pretext of censorship difficulties.

ARTICLE 40.

Censorship of correspondence must be effected within the shortest possible time. Furthermore, inspection of parcels post must be effected under proper conditions to guarantee the preservation of the products which they may contain and, if possible, in the presence of the addressee or an agent duly recognized by him.

Prohibitions of correspondence promulgated by the belligerents for military or political reasons, must be transient in character and as short as possible.

ARTICLE 41.

Belligerents shall assure all facilities for the transmission of instruments, papers or documents intended for prisoners of war or signed by them, particularly of powers of attorney and wills.

They shall take the necessary measures to assure, in case of necessity, the authentication of signatures made by prisoners.

SECTION V. PRISONERS' RELATIONS WITH THE AUTHORITIES.

CHAPTER 1. *Complaints of Prisoners of War because of the Conditions of Captivity.*

ARTICLE 42.

Prisoners of war shall have the right to inform the military authorities in whose power they are of their requests with regard to the conditions of captivity to which they are subjected.

They shall also have the right to address themselves to representatives of the protecting Powers to indicate to them the points on which they have complaints to formulate with regard to the conditions of captivity.

These requests and complaints must be transmitted immediately.

Even if they are recognized to be unfounded, they may not occasion any punishment.

CHAPTER 2. *Representatives of Prisoners of War.*

ARTICLE 43.

In every place where there are prisoners of war, they shall be allowed to appoint agents entrusted with representing them directly with military authorities and protecting Powers.

This appointment shall be subject to the approval of the military authority.

The agents shall be entrusted with the reception and distribution of collective shipments. Likewise, in case the prisoners should decide to organize a mutual assistance system among themselves, this organization would be in the sphere of the agents. Further, they may lend their offices to prisoners to facilitate their relations with the aid societies mentioned in Article 78.

In camps of officers and persons of equivalent status, the senior officer prisoner of the highest rank shall be recognized as intermediary between the camp authorities and the officers and persons of equivalent status who are prisoners. For this purpose, he shall have the power to appoint a prisoner officer to assist him as an interpreter during the conferences with the camp authorities.

ARTICLE 44.

When the agents are employed as laborers, their activity as representatives of prisoners of war must be counted in the compulsory period of labor.

All facilities shall be accorded the agents for their intercourse with the military authorities and with the protecting Power. This intercourse shall not be limited.

No representative of the prisoners may be transferred without the necessary time being allowed him to inform his successors about affairs under consideration.

CHAPTER 3. *Penalties Applicable to Prisoners of War.*

1. GENERAL PROVISIONS.

ARTICLE 45.

Prisoners of war shall be subject to the laws, regulations, and orders in force in the armies of the detaining Power.

An act of insubordination shall justify the adoption towards them of the measures provided by such laws, regulations and orders.

The provisions of the present chapter, however, are reserved.

ARTICLE 46.

Punishments other than those provided for the same acts for soldiers of the national armies may not be imposed upon prisoners of war by the military authorities and courts of the detaining Power.

Rank being identical, officers, noncommissioned officers or soldiers who are prisoners of war undergoing a disciplinary punishment, shall not be subject to less favorable treatment than that provided in the armies of the detaining Power with regard to the same punishment.

Any corporal punishment, any imprisonment in quarters without daylight and, in general, any form of cruelty, is forbidden.

Collective punishment for individual acts is also forbidden.

ARTICLE 47.

Acts constituting an offense against discipline, and particularly attempted escape, shall be verified immediately; for all prisoners of war, commissioned or not, preventive arrest shall be reduced to the absolute minimum.

Judicial proceedings against prisoners of war shall be conducted as rapidly as the circumstances permit; preventive imprisonment shall be limited as much as possible.

In all cases, the duration of preventive imprisonment shall be deducted from the disciplinary or judicial punishment inflicted, provided that this deduction is allowed for national soldiers.

ARTICLE 48.

Prisoners of war may not be treated differently from other prisoners after having suffered the judicial or disciplinary punishment which has been imposed on them.

However, prisoners punished as a result of attempted escape may be subjected to special surveillance, which, however, may not entail the suppression of the guarantees granted prisoners by the present Convention.

ARTICLE 49.

No prisoner of war may be deprived of his rank by the detaining Power.

Prisoners given disciplinary punishment may not be deprived of the prerogatives attached to their rank. In particular, officers and persons of equivalent status who suffer punishment involving deprivation of liberty shall not be placed in the same quarters as non-commissioned officers or privates being punished.

ARTICLE 50.

Escaped prisoners of war who are retaken before being able to rejoin their own army or to leave the territory occupied by the army which captured them shall be liable only to disciplinary punishment.

Prisoners who, after having succeeded in rejoining their army or in leaving the territory occupied by the army which captured them, may again be taken prisoners, shall not be liable to any punishment on account of their previous flight.

ARTICLE 51.

Attempted escape, even if it is a repetition of the offense, shall not be considered as an aggravating circumstance in case the prisoner of war should be given over to the courts on account of crimes or offenses against persons or property committed in the course of that attempt.

After an attempted or accomplished escape, the comrades of the person escaping who assisted in the escape, may incur only disciplinary punishment on this account.

ARTICLE 52.

Belligerents shall see that the competent authorities exercise the greatest leniency in deciding the question of whether an infraction committed by a prisoner of war should be punished by disciplinary or judicial measures.

This shall be the case especially when it is a question of deciding on acts in connection with escape or attempted escape.

A prisoner may not be punished more than once because of the same act or the same count.

ARTICLE 53.

No prisoner of war on whom a disciplinary punishment has been imposed, who might be eligible for repatriation, may be kept back because he has not undergone the punishment.

Prisoners to be repatriated who might be threatened with a penal prosecution may be excluded from repatriation until the end of the proceedings and, if necessary, until the completion of the punishment; those who might already be imprisoned by reason of a sentence may be detained until the end of their imprisonment.

Belligerents shall communicate to each other the lists of those who may not be repatriated for the reasons given in the preceding paragraph.

2. DISCIPLINARY PUNISHMENTS.

ARTICLE 54.

Arrest is the most severe disciplinary punishment which may be imposed on a prisoner of war.

The duration of a single punishment may not exceed thirty days.

This maximum of thirty days may not, further, be exceeded in the case of several acts for which the prisoner has to undergo discipline at the time when it is ordered for him, whether or not these acts are connected.

When, during or after the end of a period of arrest, a prisoner shall have a new disciplinary punishment imposed upon him, a space of at least three days shall separate each of the periods of arrest, if one of them is ten days or more.

ARTICLE 55.

Subject to the provisions given in the last paragraph of Article 11, food restrictions allowed in the armies of the detaining Power are applicable, as an increase in punishment, to prisoners of war given disciplinary punishment.

However, these restrictions may be ordered only if the state of health of the prisoners punished permits it.

ARTICLE 56.

In no case may prisoners of war be transferred to penitentiary establishments (prisons, penitentiaries, convict prisons, etc.) there to undergo disciplinary punishment.

The quarters in which they undergo disciplinary punishment shall conform to sanitary requirements.

Prisoners punished shall be enabled to keep themselves in a state of cleanliness.

These prisoners shall every day be allowed to exercise or to stay in the open air at least two hours.

ARTICLE 57.

Prisoners of war given disciplinary punishment shall be allowed to read and write, as well as to send and receive letters.

On the other hand, packages and money sent may be not delivered to the addressees until the expiration of the punishment. If the packages not distributed contain perishable products, these shall be turned over to the camp infirmary or kitchen.

ARTICLE 58.

Prisoners of war given disciplinary punishment shall be allowed, on their request, to be present at the daily medical inspection. They shall receive the care considered necessary by the doctors and, if necessary, shall be removed to the camp infirmary or to hospitals.

ARTICLE 59.

Excepting the competence of courts and higher military authorities, disciplinary punishment may be ordered only by an officer provided with disciplinary powers in his capacity as commander of a camp or detachment, or by the responsible officer replacing him.

3. JUDICIAL SUITS.

ARTICLE 60.

At the opening of a judicial proceeding directed against a prisoner of war, the detaining Power shall advise the representative of the protecting Power thereof as soon as possible, and always before the date set for the opening of the trial.

This advice shall contain the following information:

- a) Civil state and rank of prisoner;
- b) Place of sojourn or imprisonment;
- c) Specification of the [count] or counts of the indictment, giving the legal provisions applicable.

If it is not possible to mention in that advice the court which will pass upon the matter, the date of opening the trial and the place where it will take place, this information must be furnished to the representative of the protecting Power later, as soon as possible, and at all events, at least three weeks before the opening of the trial.

ARTICLE 61.

No prisoner of war may be sentenced without having had an opportunity to defend himself.

No prisoner may be obliged to admit himself guilty of the act of which he is accused.

ARTICLE 62.

The prisoner of war shall be entitled to assistance by a qualified counsel of his choice, and, if necessary, to have recourse to the services of a competent interpreter. He shall be advised of his right by the detaining Power, in due time before the trial.

In default of a choice by the prisoner, the protecting Power may obtain a counsel for him. The detaining Power shall deliver to the protecting Power, on its request, a list of persons qualified to present the defense.

Representatives of the protecting Power shall be entitled to attend the trial of the case.

The only exception to this rule is the case where the trial of the case must be secret in the interest of the safety of the State. The detaining Power should so advise the protecting Power.

ARTICLE 63.

Sentence may be pronounced against a prisoner of war only by the same courts and according to the same procedure as in the case of persons belonging to the armed forces of the detaining Power.

ARTICLE 64.

Every prisoner of war shall have the right of appeal against any sentence rendered with regard to him, in the same way as individuals belonging to the armed forces of the detaining Power.

ARTICLE 65.

Sentences pronounced against prisoners of war shall be communicated to the protecting Power immediately.

ARTICLE 66.

If the death penalty is pronounced against a prisoner of war, a communication setting forth in detail the nature and circumstances of the offense shall be sent as soon as possible to the representative of the protecting Power, for transmission to the Power in whose armies the prisoner served.

The sentence shall not be executed before the expiration of a period of at least three months after this communication.

ARTICLE 67.

No prisoner of war may be deprived of the benefit of the provisions of Article 42 of the present Convention as a result of a sentence or otherwise.

TITLE IV. TERMINATION OF CAPTIVITY.

SECTION I. DIRECT REPATRIATION AND HOSPITALIZATION IN A NEUTRAL COUNTRY.

ARTICLE 68.

Belligerents are bound to send back to their own country, regardless of rank or number, seriously sick and seriously injured prisoners of war, after having brought them to a condition where they can be transported.

Agreements between belligerents shall accordingly settle as soon as possible the cases of invalidity or of sickness, entailing direct repatriation, as well as the cases entailing possible hospitalization in a neutral country. While awaiting the conclusion of these agreements, belligerents may have reference to the model agreement annexed, for documentary purposes, to the present Convention.

ARTICLE 69.

Upon the outbreak of hostilities, belligerents shall come to an agreement to name mixed medical commissions. These commissions shall be composed of three members, two of them belonging to a neutral country and one appointed by the detaining Power; one of the physicians of the neutral country shall preside. These mixed medical commissions shall proceed to the examination of sick or wounded prisoners and shall make all due decisions regarding them.

Decisions of these commissions shall be by majority and carried out with the least possible delay.

ARTICLE 70.

Besides those who are designated by the camp physician, the following prisoners of war shall be inspected by the mixed medical Commission mentioned in Article 69, with a view to their direct repatriation or their hospitalization in a neutral country:

a) Prisoners who make such a request directly of the camp physician;

b) Prisoners who are presented by the agents provided for in Article 43, acting on their own initiative or at the request of the prisoners themselves;

c) Prisoners who have been proposed by the Power in whose armies they have served or by an aid society duly recognized and authorized by that Power.

ARTICLE 71.

Prisoners of war who are victims of accidents in connection with work, except those voluntarily injured, shall enjoy the benefit of the same provisions, as far as repatriation or possible hospitalization in a neutral country are concerned.

ARTICLE 72.

Throughout the duration of hostilities and for humane considerations, belligerents may conclude agreements with a view to the direct repatriation or hospitalization in a neutral country of able-bodied prisoners of war who have undergone a long period of captivity.

ARTICLE 73.

The expenses of repatriation or of transportation to a neutral country of prisoners of war shall be borne, from the frontiers of the detaining Power, by the Power in whose armies the prisoners have served.

ARTICLE 74.

No repatriated person may be utilized in active military service.

SECTION II. RELEASE AND REPATRIATION UPON CESSATION OF HOSTILITIES.

ARTICLE 75.

When belligerents conclude a convention of armistice, they must, in principle, have appear therein stipulations regarding the repatriation of prisoners of war. If it has not been possible to insert stipulations in this regard in such convention, belligerents shall nevertheless come to an agreement in this regard as soon as possible. In any case, repatriation of prisoners shall be effected with the least possible delay after the conclusion of peace.

Prisoners of war against whom a penal prosecution might be pending for a crime or an offense of municipal law may, however, be detained until the end of the proceedings and, if necessary, until the expiration of the punishment. The same shall be true of those sentenced for a crime or offense of municipal law.

On agreement between the belligerents, commissions may be established for the purpose of searching for dispersed prisoners and assuring their repatriation.

TITLE V. DEATH OF PRISONERS OF WAR.

ARTICLE 76.

Wills of prisoners of war shall be received and drawn up in the same way as for soldiers of the national army.

The same rules shall be observed regarding death certificates.

Belligerents shall see that prisoners of war dying in captivity are honorably buried and that the graves bear all due information, are respected and properly maintained.

TITLE VI. BUREAUS OF RELIEF AND INFORMATION CONCERNING PRISONERS OF WAR.

ARTICLE 77.

Upon the outbreak of hostilities, each of the belligerent Powers, as well as the neutral Powers which have received belligerents, shall institute an official information bureau for prisoners of war who are within their territory.

Within the shortest possible period, each of the belligerent Powers shall inform its information bureau of every capture of prisoners effected by its armies, giving it all the information regarding identity which it has, allowing it quickly to advise the families concerned, and informing it of the official addresses to which families may write to prisoners.

The information bureau shall immediately forward all this information to the interested Powers, through the intervention, on one hand, of the protecting Powers and, on the other, of the central agency provided for in Article 79.

The information bureau, being charged with replying to all inquiries about prisoners of war, shall receive from the various services concerned full information respecting internments and transfers, releases on parole, repatriations, escapes, stays in hospitals, deaths, as well as other information necessary to enable it to make out and keep up to date an individual return for each prisoner of war.

The bureau shall state in this return, in so far as is possible and subject to the provisions of Article 5: the regimental number, given names and surname, date and place of birth, rank and unit of the interested party, the given name of the father and the name of the mother, the address of the person to be advised in case of accident, wounds, date and place of capture, internment, wounding and death, as well as any other important information.

Weekly lists containing all new information likely to facilitate the identification of each prisoner shall be transmitted to the interested Powers.

At the conclusion of peace the individual return of the prisoner of war shall be delivered to the Power which he served.

The information bureau shall further be bound to receive all objects of personal use, valuables, letters, pay vouchers, identification marks, etc., which are left by prisoners of war who have been repatriated, released on parole, escaped or died, and to transmit them to the countries interested.

ARTICLE 78.

Relief societies for prisoners of war, which are properly constituted in accordance with the laws of their country and with the object of serving as the channel for charitable effort, shall receive from the belligerents, for themselves and their duly accredited agents, every facility for the efficient performance of their humane task within the bounds imposed by military necessities. Agents of these societies may be admitted to the camps for the purpose of distributing relief, as also to the halting places of repatriated prisoners, if furnished with a personal permit by the military authorities, and on giving an undertaking in writing to comply with all measures of order and police which the latter may issue.

ARTICLE 79.

A central information agency for prisoners of war shall be created in a neutral country. The International Committee of the Red Cross shall propose the organization of such an agency to the interested Powers, if it considers it necessary.

The function of that agency shall be to centralize all information respecting prisoners, which it may obtain through official or private channels; it shall transmit it as quickly as possible to the country of origin of the prisoners or to the Power which they have served.

These provisions must not be interpreted as restricting the humanitarian activity of the International Committee of the Red Cross.

ARTICLE 80.

Information bureaux shall enjoy the privilege of free postage on postal matter, as well as all exemptions provided in Article 38.

TITLE VII. APPLICATION OF THE CONVENTION TO CERTAIN CLASSES OF CIVILIANS.

ARTICLE 81.

Individuals who follow armed forces without directly belonging thereto, such as newspaper correspondents and reporters, sutlers, contractors, who fall into the enemy's hands and whom the latter thinks expedient to detain, shall be entitled to be treated as prisoners of war, provided they are in possession of a certificate from the military authorities of the armed forces which they were accompanying.

TITLE VIII. EXECUTION OF THE CONVENTION.

SECTION I. GENERAL PROVISIONS.

ARTICLE 82.

The provisions of the present Convention must be respected by the High Contracting Parties under all circumstances.

In case, in time of war, one of the belligerents is not a party to the Convention, its provisions shall nevertheless remain in force as between the belligerents who are parties thereto.

ARTICLE 83.

The High Contracting Parties reserve the right to conclude special conventions on all questions relative to prisoners of war, on which it seems to them expedient to have particular regulations.

Prisoners of war shall receive the benefit of these agreements until the completion of repatriation, except in the case of express stipulations to the contrary contained in the above-mentioned agreements or in later agreements, or also except in the case of more favorable measures taken by one or the other of the belligerent Powers respecting the prisoners which they hold.

In order to assure the reciprocal application of the stipulations of the present Convention, and to facilitate the conclusion of the special conventions provided for above, belligerents may, upon the commencement of hostilities, authorize meetings of representatives

of the respective authorities charged with the administration of prisoners of war.

ARTICLE 84.

The text of the present Convention and of the special conventions provided for in the foregoing article, shall be posted, wherever possible in the native language of the prisoners of war, in places where it may be consulted by all the prisoners.

The text of these conventions shall be communicated to prisoners who find it impossible to get the information from the posted text, upon their request.

ARTICLE 85.

The High Contracting Parties shall communicate to one another through the Swiss Federal Council, the official translations of the present Convention, as well as of the laws and regulations which they may come to adopt to assure the application of the present Convention.

SECTION II. ORGANIZATION OF CONTROL.

ARTICLE 86.

The High Contracting Parties recognize that the regular application of the present Convention will find a guaranty in the possibility of collaboration of the protecting Powers charged with safeguarding the interests of belligerents; in this respect, the protecting Powers may, besides their diplomatic personnel, appoint delegates from among their own nationals or from among the nationals of other neutral Powers. These delegates must be subject to the approval of the belligerent near which they exercise their mission.

Representatives of the protecting Power or its accepted delegates shall be permitted to go to any place, without exception, where prisoners of war are interned. They shall have access to all places occupied by prisoners and may interview them, as a general rule without witnesses, personally or through interpreters.

Belligerents shall so far as possible facilitate the task of representatives or accepted delegates of the protecting Power. The military authorities shall be informed of their visit.

Belligerents may come to an agreement to allow persons of the same nationality as the prisoners to be permitted to take part in inspection trips.

ARTICLE 87.

In case of disagreement between the belligerents as to the application of the provisions of the present Convention, the protecting Powers must, in so far as possible, lend their good offices for the purpose of settling the difference.

For this purpose, each of the protecting Powers may, in particular, suggest to the interested belligerents a meeting of representatives thereof, possibly upon a neutral territory suitably chosen. Belligerents shall be bound to accede to proposals in this sense which are made to them. The protecting Power may, if occasion arises, submit for the approval of the Powers concerned a person belonging to a neutral Power or a person delegated by the International Committee of the Red Cross, who shall be summoned to take part in this meeting.

ARTICLE 88.

The foregoing provisions are not an obstacle to the humanitarian activity which the International Committee of the Red Cross may use for the protection of prisoners of war, with the consent of the interested belligerents.

SECTION III. FINAL PROVISIONS.

ARTICLE 89.

In the relations between Powers bound by the Hague Convention respecting the Laws and Customs of War on Land, whether it is a question of that of July 29, 1899, or that of October 18, 1907, and who participate in the present Convention, this latter shall complete Chapter II of the Regulations annexed to the said Hague Conventions.

ARTICLE 90.

The present Convention, which will bear this day's date, may be signed up to February 1, 1930, on behalf of all the countries represented at the Conference which opened at Geneva July 1, 1929.

ARTICLE 91.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

The ratifications shall be deposited at Berne.

A record of the deposit of each instrument of ratification shall be prepared, a duly certified copy of which shall be forwarded by the Swiss Federal Council to the Governments of all the countries on whose behalf the Convention has been signed or notification of adherence made.

ARTICLE 92.

The present Convention shall become effective six months after the deposit of at least two instruments of ratification.

Subsequently, it shall become effective for each High Contracting Party six months after the deposit of its instrument of ratification.

ARTICLE 93.

From the date on which it becomes effective, the present Convention shall be open for adherences given on behalf of any country in whose name this Convention was not signed.

ARTICLE 94.

Adherence shall be given by written notification addressed to the Swiss Federal Council and shall take effect six months after the date of their receipt.

The Swiss Federal Council shall communicate adherences to the Governments of all the countries on whose behalf the Convention was signed or notification of adherence made.

ARTICLE 95.

A state of war shall give immediate effect to ratifications deposited and to adherences notified by belligerent Powers prior to or after the outbreak of hostilities. The communication of ratifications or adherences received from Powers at war shall be made by the Swiss Federal Council by the most rapid method.

ARTICLE 96.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to denounce the present Convention. The denunciation shall not take effect until one year after notification has been made in writing to the Swiss Federal Council. The latter shall communicate such notification to the Governments of all the High Contracting Parties.

The denunciation shall have effect only with respect to the High Contracting Party which gave notification thereof.

Moreover, such denunciation shall not take effect during a war in which the denouncing Power is involved. In this case, the present Convention shall continue in effect, beyond the period of one year, until the conclusion of peace, and, in any event, until the processes of repatriation are completed.

ARTICLE 97.

A duly certified copy of the present Convention shall be deposited in the archives of the League of Nations by the Swiss Federal Council. Likewise, ratifications, adherences, and denunciations of which the Swiss Federal Council shall be notified, shall be communicated by it to the League of Nations.

IN FAITH WHEREOF, the Plenipotentiaries named above have signed the present Convention.

DONE at Geneva, the twenty-seventh of July, one thousand nine hundred and twenty-nine, in a single copy, which shall remain in the archives of the Swiss Confederation and duly certified copies of which shall be forwarded to the Governments of all the countries invited to the Conference.

For Germany:

EDMUND RHOMBERG

For the United States of America:

ELIOT WADSWORTH

HUGH R. WILSON

For Austria:

LEITMAIER

For Belgium:

DR. DEMOLDER

J. DE RUELLE

For Bolivia:

A. CORTADELLAS

For Brazil:

RAUL DO RIO-BRANCO

*For Great Britain and Northern Ireland and all parts
of the British Empire which are not separate mem-
bers of the League of Nations:*

HORACE RUMBOLD

For Canada:

W. A. RIDDELL

For Australia:

CLAUD RUSSELL

For New Zealand:

CLAUD RUSSELL

For South Africa:

ERIC H. LOUW

For the Irish Free State:

SEAN LESTER

For India:

CLAUD RUSSELL

For Bulgaria:

D. MIKOFF

STEPHAN N. LAFTCHIEFF

For Chile:

GMO NOVOA

D. PULGAR

For China:

C. Y. HSIAO

For Colombia:

FRANCISCO JOSÉ URRUTIA

For Cuba:

CARLOS DE ARMENTEROS

CARLOS BLANCO

For Denmark:

HARALD SCAVENIUS

GUSTAV RASMUSSEN

For the Dominican Republic:

CH. ACKERMANN

For Egypt:

MOHAMMED ABDEL MONEIM RIAD

For Spain:

Ad Referendum

MAURICIO LOPEZ ROBERTS Y TERRY, MARQUÉS DE

LA TORREHERMOSA

For Estonia:

Dr. LEESMENT

For Finland:

A. E. MARTOLA

For France:

H. DE MARCILLY

J. DU SAULT

For Greece:

R. RAPHAËL

S. VENISELOS

For Hungary:

PAUL DE HEVESY

For Italy:

GIOVANNI CIRAOLO

For Japan:

ISABURO YOSHIDA
S. SHIMOMURA
S. MIURA

For Latvia:

CHARLES DUZMANS
Dr. OSKAR VOIT

For Luxembourg:

CH. G. VERMAIRE

For Mexico:

FR. CASTILLO NÁJERA

For Nicaragua:

A. SOTILE

For Norway:

J. IRGENS
JENS MEINICH

For the Netherlands:

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK
Dr. DIEHL
J. HARBERTS

For Persia:

ANOUCHIREVAN SEPAHBODI

For Poland:

JÓZEF G. PRACKI
W. JERZY BABECKI

For Portugal:

VASCO DE QUEVEDO
F. DE CALHEIROS E MENEZES

For Rumania:

M. B. BOERESCO
Colonel E. VERTEJANO

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes:

I. CHOUMENKOVITCH

For Siam:

VARNVAIDYA

For Sweden:

K. I. WESTMAN

For Switzerland:

PAUL DINICHERT
HAUSER
ZÜBLIN
DE LA HARPE
SCHINDLER

For Czechoslovakia:

ZD. FIERLINGER

For Turkey:

HASSAN

Dr. ABDULKADIR

M. NUSRET

Dr. AKIL MOUKHTAR

For Uruguay:

ALFREDO DE CASTRO

For Venezuela:

C. PARRA-PÉREZ

I. M. HURTADO-MACHADO

[Translation]

ANNEX TO THE CONVENTION OF JULY 27, 1929, RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR.

MODEL AGREEMENT CONCERNING DIRECT REPATRIATION AND HOSPITALIZATION IN A NEUTRAL COUNTRY OF PRISONERS OF WAR FOR REASONS OF HEALTH.

I. *Governing Principles for Direct Repatriation and Hospitalization in a Neutral Country.*

A. DIRECT REPATRIATION.

There shall be repatriated directly:

1. Sick and wounded who, according to medical opinion, are not likely to recover in one year, their condition requiring treatment and their mental or physical fitness appearing to have suffered considerable diminution;
2. Incurable sick and wounded whose mental or physical fitness appears to have suffered considerable diminution;
3. Cured sick and wounded whose mental or physical fitness appears to have suffered considerable diminution.

B. HOSPITALIZATION IN A NEUTRAL COUNTRY.

There shall be placed in hospitals:

1. Sick and wounded whose cure within a period of one year is to be expected, such cure appearing more certain and more rapid if the sick and wounded are given the benefit of the resources offered by the neutral country than if their captivity properly so-called is prolonged;
2. Prisoners of war whose mental or physical health appears, according to medical opinion, to be seriously menaced by continuance in captivity, while hospitalization in a neutral country would probably remove this danger.

C. REPATRIATION OF THOSE HOSPITALIZED IN A NEUTRAL COUNTRY.

There shall be repatriated the prisoners of war hospitalized in a neutral country who belong to the following categories:

1. Those whose state of health appears to be or to be becoming such that they fall within the categories of persons eligible to repatriation for reasons of health;
2. The recovered whose mental or physical fitness seems to have suffered a considerable diminution.

II. *Special Principles for Direct Repatriation or Hospitalization in a Neutral Country.*

A. REPATRIATION.

There shall be repatriated:

1. All prisoners of war who, as the result of organic injuries, have the following impairments, actual or functional: loss of a member, paralysis, articular or other defects, provided that the loss is at least a foot or a hand, or is equivalent to the loss of a foot or a hand;

2. All wounded or injured prisoners of war whose condition is such that it renders them invalids whose cure, within a period of one year, can not be anticipated from a medical standpoint;

3. All the sick whose condition is such that it renders them invalids whose cure, within a period of one year, can not be anticipated from a medical standpoint;

The following, in particular, belong to this category:

a) Progressive tuberculosis of any organs which, according to medical opinion, can no longer be cured or at least considerably improved by a course of treatment in a neutral country.

b) Nontubercular affections of the respiratory organs presumed incurable (such as, above all, strongly developed pulmonary emphysema, with or without bronchitis, bronchiectasis, serious asthma, gas poisoning, etc.);

c) Serious chronic affections of the organs of circulation (for example: valvular affections with tendencies to disorders of compensation, relatively serious affections of the myocardium, pericardium of the vessels, especially inoperable aneurisms of the large vessels, etc.);

d) Serious chronic affections of the digestive organs;

e) Serious chronic affections of the urinary and sexual organs (particularly, for example: all cases of confirmed chronic nephritis with complete semeiology, and most especially when cardiac and vascular impairments already exist; likewise, pyelites and chronic cystitis, etc.);

f) Serious chronic diseases of the central and peripheral nervous system (such as, particularly, serious neurasthenia and hysteria, all unquestionable cases of epilepsy, serious cases of Basedow's disease, etc.);

g) Blindness in both eyes, or in one eye when the vision of the other remains below 1 in spite of the use of corrective glasses; reduction in acuteness of vision in case it is impossible to restore it by correction to the acuteness of $\frac{1}{2}$ for one eye at least; other ocular affections coming in the present class (glaucoma, iritis, choroiditis, etc.);

h) Total deafness in both ears, as well as total deafness in one ear in case the partially deaf ear does not discern the ordinary spoken voice at a distance of one meter:

i) All unquestionable cases of mental affections;

k) All serious cases of chronic poisoning by metals or other causes (lead poisoning, mercury poisoning, morphinism, cocainism, alcoholism, gas poisoning, etc.);

l) Chronic affections of the organs of locomotion (arthritis deformans, gout, rheumatism with impairments clinically discoverable), provided they are serious;

- m) All malignant growths, if they are not amenable to relatively minor operations without endangering the life of the patient;
- n) All cases of malaria with noticeable organic changes (important chronic increase in size of the liver, of the spleen, cachexia, etc.);
- o) Serious chronic cutaneous affections, in so far as their nature does not constitute a medical indication for hospitalization in a neutral country;
- p) Serious avitaminoses (beri-beri, pellagra, chronic scurvy).

B. HOSPITALIZATION.

Prisoners of war must be hospitalized if they have the following affections:

1. All forms of tuberculosis of any organs whatever if, according to present medical knowledge, they may be cured, or at least considerably improved by methods applicable in a neutral country (altitude, treatment in sanatoria, etc.);

2. All forms—necessitating treatment—of affections of the respiratory, circulatory, digestive, genito-urinary, and nervous organs, of organs of the senses, of the locomotor and cutaneous apparatus provided, however, that the forms of these affections do not belong to the categories requiring direct repatriation, or are not acute diseases properly so-called susceptible to a complete cure. The affections contemplated in this paragraph are those which offer really better chances of cure for the patient by the application of means of treatment available in a neutral country than if he were treated in captivity.

Nervous troubles, the efficient or determinant causes of which are the events of the war or even of the captivity itself, such as the psychasthenia of prisoners of war and other analogous cases, should be given special consideration.

All duly verified cases of this kind should be hospitalized, provided that the seriousness or constitutional character thereof does not make them cases for direct repatriation.

Cases of psychasthenia of prisoners of war which are not cured after three months of hospitalization in a neutral country or which, after this period has expired, are not obviously on the road to final recovery, should be repatriated.

3. All cases of wounds or lesions and their consequences which offer better chances of cure in a neutral country than in captivity, provided that these cases are not either eligible for direct repatriation or else are insignificant;

4. All cases of malaria, duly verified and not presenting organic changes clinically discoverable (chronic enlargement of the liver, of the spleen, cachexia, etc.), if the stay in a neutral country offers particularly favorable prospects of final cure;

5. All cases of poisoning (particularly by gases, metals, alkaloids) for which the prospects of cure in a neutral country are especially favorable.

There shall be excluded from hospitalization:

1. All duly verified cases of mental affections;
2. All organic or functional nervous affections reputed to be incurable; (These two categories belong to those giving a right to direct repatriation.)
3. Serious chronic alcoholism;

4. All contagious affections during the period in which they are transmissible (acute infectious diseases, primary and secondary syphilis, trachoma, leprosy, etc.).

III. *General Observations.*

The conditions given above should, generally speaking, be interpreted and applied in as broad a spirit as possible.

This breadth of interpretation should be especially applied to neuropathic or psychopathic conditions caused or brought to a head by the events of the war or even of the captivity itself (psychasthenia of prisoners of war), and also to cases of tuberculosis in all degrees.

It is needless to state that camp physicians and the mixed medical commissions may find themselves confronted with a great number of cases not mentioned among the examples given under Section II, or cases not fitting in with these examples. The examples mentioned above are given only as typical examples; an analogous list of examples of surgical alterations has not been drawn up because, with the exception of cases incontestable by their very nature (amputations), it is difficult to make a list of particular types; experience has shown that a recital of these particular cases was not without disadvantages in practice.

All cases not fitting exactly into the examples cited shall be decided by invoking the spirit of the above governing principles.

GERMAN TRANSLATION
of the
CONVENTION OF GENEVA
of July 27, 1929,

**FOR THE AMELIORATION OF THE
CONDITION OF THE WOUNDED AND
SICK OF ARMIES IN THE FIELD**

and of the
**CONVENTION OF JULY 27, 1929,
RELATIVE TO THE TREATMENT OF
PRISONERS OF WAR**

I. Genfer Abkommen zur Verbesserung des Loses der Verwundeten und Kranken der Heere im Felde.

II. Abkommen über die Behandlung der Kriegsgefangenen.

Übersetzung.

Genfer Abkommen zur Verbesserung des Loses der Verwundeten und Kranken der Heere im Felde.

Vom 27. Juli 1929.

Von den eidgenössischen Kammern genehmigt am 16. Dezember 1930.

Die Ratifikationsurkunde der Schweiz ist am 19. Dezember 1930 hinterlegt worden.

Datum des Inkrafttretens für die Schweiz: 19. Juni 1931.

Der Deutsche Reichspräsident, der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika, der Bundespräsident der Republik Österreich, Seine Majestät der König der Belgier, der Präsident der Republik Bolivien, der Präsident der Vereinigten Staaten von Brasilien, Seine Majestät der König von Grossbritannien, Irland und der überseeischen Britischen Lande, Kaiser von Indien, Seine Majestät der König der Bulgaren, der Präsident der Republik Chile, der Präsident der Republik China, der Präsident der Republik Kolumbien, der Präsident der Republik Kuba, Seine Majestät der König von Dänemark und Island, der Präsident der Dominikanischen Republik, Seine Majestät der König von Ägypten, Seine Majestät der König von Spanien, der Präsident der Republik Estland, der Präsident der Republik Finnland, der Präsident der Französischen Republik, der Präsident der Hellenischen Republik, Seine Durchlaucht der Reichsverweser von Ungarn, Seine Majestät der König von Italien, Seine Majestät der Kaiser von Japan, der Präsident der Republik Lettland, Ihre Königliche Hoheit die Grossherzogin von Luxemburg, der Präsident der Vereinigten Staaten von Mexiko, der Präsident der Republik Nikaragua, Seine Majestät der König von Norwegen, Ihre Majestät die Königin der Niederlande, Seine Kaiserliche Majestät der Schah von Persien, der Präsident der Republik Polen, der Präsident der Portugiesischen Republik, Seine Majestät der König von Rumänien, Seine Majestät der König der Serben, Kroaten und Slowenen, Seine Majestät der König von Siam, Seine Majestät der König von Schweden, der Schweizerische Bundesrat, der Präsident der Tschechoslowakischen Republik, der Präsident der Türkischen Republik, der Präsident der Orientalischen Republik Uruguay, der Präsident der Republik der Vereinigten Staaten von Venezuela,

gleichermaßen von dem Wunsche beseelt, die mit dem Kriege unzertrennlich verbundenen Leiden, so viel an ihnen liegt, zu mildern, und in der Absicht, zu diesem Zwecke die am 22. August 1864 und am 6. Juli 1906 in Genf vereinbarten Bestimmungen zur Verbesserung des Loses der Verwundeten und Kranken der Heere im Felde zu vervollkommen und zu ergänzen,

haben beschlossen, zu diesem Ende ein neues Abkommen zu treffen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

(Es folgen die Namen der Bevollmächtigten.)

die, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und sie in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgendes übereingekommen sind:

Kapitel I.

Verwundete und Kranke.

Artikel 1.

Verwundete oder kranke Militärpersonen und andere den Heeren offiziell angehörende Personen sollen unter allen Umständen geschont und geschützt werden; sie sind ohne Unterschied der Staatsangehörigkeit von dem Kriegführenden, in dessen Händen sie sich befinden, mit Menschlichkeit zu behandeln und zu pflegen.

Der Kriegführende, der Verwundete oder Kranke dem Gegner zu überlassen genötigt ist, wird jedoch, soweit die militärische Notwendigkeit es gestattet, einen Teil seines Sanitätspersonals und -materials zurücklassen, um zu ihrer Pflege beizutragen.

Artikel 2.

Kranke und Verwundete eines Heeres, die sich in der Gewalt der andern Kriegführenden befinden, werden, unbeschadet der ihnen gemäss dem vorhergehenden Artikel zu gewährenden Pflege, zu Kriegsgefangenen und unterstehen den allgemeinen Regeln des Völkerrechtes über die Kriegsgefangenschaft.

Den Kriegführenden bleibt es indessen unbenommen, über die bestehenden Verpflichtungen hinaus die ihnen angemessen scheinenden Abmachungen zugunsten der verwundeten und kranken Gefangenen zu treffen.

Artikel 3.

Nach jedem Kampfe hat die das Schlachtfeld behauptende Partei Massregeln zu dem Zwecke zu treffen, die Verwundeten und Gefallenen aufzusuchen und gegen Beraubung und Misshandlungen zu schützen.

So oft die Umstände es gestatten, soll ein örtlicher Waffenstillstand oder eine Unterbrechung des Feuers vereinbart werden, um die Bergung der zwischen den Linien gebliebenen Verwundeten zu ermöglichen.

Artikel 4.

Die Kriegführenden teilen sich gegenseitig möglichst bald die Namen der aufgenommenen oder aufgefundenen Verwundeten, Kranken und Gefallenen, ebenso wie alle Anhaltspunkte für ihre Identifizierung mit.

Sie stellen Todesurkunden aus und übermitteln sie sich.

Sie nehmen auch alle auf den Schlachtfeldern oder bei den Gefallenen gefundenen persönlichen Gebrauchsgegenstände, insbesondere die Hälfte der Erkennungsmarke, deren andere Hälfte an der Leiche bleiben muss, auf und senden sie sich zu.

Sie wachen darüber, dass der Beerdigung oder Verbrennung der Gefallenen eine sorgfältige und wenn möglich ärztliche Leichenschau vorausgeht, um den Tod festzustellen, die Identität zu klären und darüber Auskunft geben zu können.

Sie wachen ferner darüber, dass die Gefallenen ehrenvoll beerdigt und die Gräber geachtet werden und jederzeit wiedergefunden werden können.

Zu diesem Zwecke richten sie bei Beginn der Feindseligkeiten amtlich einen Gräberdienst ein, um ein etwaiges Ausgraben zu ermöglichen und die Identifizierung der Leichen, wie auch die Reihenfolge der Gräber sei, sicherzustellen.

Bei Schluss der Feindseligkeiten tauschen sie die Listen über die Gräber und über die in ihren Friedhöfen oder anderwärts bestatteten Gefallenen aus.

Artikel 5.

Die Militärbehörde kann die mildtätige Hilfe der Einwohner in Anspruch nehmen, um die Verwundeten und Kranken unter ihrer Aufsicht aufheben und pflegen zu lassen. Den Personen, die ihrer Aufforderung Folge leisten, kann sie einen besonderen Schutz und gewisse Erleichterungen gewähren.

Kapitel II.

Sanitätsformationen und -anstalten.

Artikel 6.

Die beweglichen Sanitätsformationen, d. h. die Formationen, die zur Begleitung der Heere im Felde bestimmt sind, und die stehenden Sanitätsanstalten sind von den Kriegführenden zu schonen und zu schützen.

Artikel 7.

Dieser Schutz hört auf, wenn die Sanitätsformationen und -anstalten dazu benutzt werden, dem Feinde Schaden zuzufügen.

Artikel 8.

Eine Sanitätsformation oder -anstalt geht des durch Artikel 6 gewährten Schutzes nicht verlustig:

1. wenn das Personal der Formation oder der Anstalt bewaffnet ist und von seinen Waffen zur eigenen Verteidigung oder zur Verteidigung seiner Verwundeten und Kranken Gebrauch macht;

2. wenn in Ermangelung bewaffneten eigenen Personals die Formation oder die Anstalt von einer Truppenabteilung oder von Schildwachen geschützt wird;
3. wenn sich in der Formation oder in der Anstalt tragbare Waffen und Munition vorfinden, die den Verwundeten oder Kranken abgenommen und der zuständigen Dienststelle noch nicht abgeliefert worden sind;
4. wenn sich Personal und Material des Veterinärdienstes in der Formation oder der Anstalt befinden, ohne integrierender Bestandteil davon zu sein.

Kapitel III.

Das Sanitätspersonal.

Artikel 9.

Die ausschliesslich zur Bergung, zum Transport und zur Pflege der Verwundeten und Kranken sowie zur Verwaltung der Sanitätsformationen und -anstalten verwendeten Personen und die den Heeren zugeteilten Feldprediger sind unter allen Umständen zu schonen und zu schützen. Fallen sie in die Hände des Feindes, so dürfen sie nicht als Kriegsgefangene behandelt werden.

Die Militärpersonen, die einen besonderen Unterricht genossen haben, um gegebenenfalls als Hilfskrankenwärter oder Hilfskrankenträger zur Bergung, zum Transport und zur Behandlung von Verwundeten und Kranken verwendet zu werden, und die im Besitz eines Personalausweises sind, geniessen dieselbe Behandlung wie das ständige Sanitätspersonal, wenn sie während der Ausübung dieser Verrichtungen gefangen genommen werden.

Artikel 10.

Den in Artikel 9, Absatz 1, erwähnten Personen werden die Angehörigen der von ihrer Regierung anerkannten und zugelassenen freiwilligen Hilfsgesellschaften gleichgestellt, die zu denselben Verrichtungen wie die im genannten Absatz erwähnten Personen Verwendung finden, unter der Voraussetzung, dass die Angehörigen dieser Gesellschaften den Militärgesetzen und -vorschriften unterstehen.

Die Hohen Vertragsparteien teilen sich gegenseitig, sei es schon in Friedenszeiten, sei es bei Beginn oder im Verlaufe der Feindseligkeiten, jedenfalls noch bevor sie von der ihnen angebotenen Hilfe Gebrauch machen, die Namen der Gesellschaften mit, die sie ermächtigt haben, den offiziellen Heeressanitätsdienst unter ihrer Verantwortung zu unterstützen.

Artikel 11.

Eine anerkannte Hilfsgesellschaft eines neutralen Staates darf einem Kriegführenden erst dann mit ihrem Personal und ihren Sanitätsformationen Hilfe leisten, wenn ihre Regierung und der Kriegführende selbst sie hierzu ermächtigt haben.

Der Kriegführende, der die Hilfe angenommen hat, ist gehalten, bevor er von dem Anerbieten Gebrauch macht, den Gegner davon zu benachrichtigen.

Artikel 12.

Fallen die in den Artikeln 9, 10 und 11 bezeichneten Personen in die Hände der Gegenpartei, so dürfen sie nicht zurückgehalten werden.

Vorbehaltlich anderer Vereinbarungen werden sie zu dem Kriegführenden, zu dem sie gehören, zurückgeschickt, sobald ein Weg für ihre Rückkehr offen ist und die militärischen Rücksichten es gestatten.

Bis zur Rücksendung setzen sie ihre Verrichtungen unter der Leitung der Gegenpartei fort; sie sind vorzugsweise für die Pflege der Verwundeten und der Kranken des Kriegführenden zu verwenden, zu dem sie gehören.

Bei ihrer Rückkehr nehmen sie die Effekten, Instrumente, Waffen und Transportmittel, die ihnen gehören, mit sich.

Artikel 13.

Die Kriegführenden gewähren dem in den Artikeln 9, 10 und 11 aufgeführten Personal, solange es in ihrer Gewalt bleibt, denselben Unterhalt, dieselbe Unterbringung, die gleichen Bezüge und den gleichen Sold wie dem entsprechenden Personal ihres Heeres.

Bei Beginn der Feindseligkeiten verständigen sie sich über das Rangverhältnis ihres Sanitätspersonals.

Kapitel IV.

Die Gebäude und das Sanitätsmaterial.

Artikel 14.

Die beweglichen Sanitätsformationen jeglicher Art behalten, wenn sie in die Hände der Gegenpartei fallen, ihr Material, ihre Transportmittel und ihr Begleitpersonal.

Die zuständige Militärbehörde ist jedoch befugt, sich dieses Materials für die Pflege der Verwundeten und Kranken zu bedienen. Die Rückgabe erfolgt unter den gleichen Bedingungen wie die des Sanitätspersonals und wenn möglich gleichzeitig.

Artikel 15.

Die Gebäude und das Material der stehenden Sanitätsanstalten des Heeres bleiben den Kriegsgesetzen unterworfen, dürfen aber ihrer Bestimmung nicht entzogen werden, solange sie für die Kranken und Verwundeten notwendig sind.

Die Befehlshaber der Operationstruppen können indessen, wenn dringende militärische Gründe es erheischen, darüber verfügen, müssen aber vorher das Schicksal der darin behandelten Verwundeten und Kranken sicherstellen.

Artikel 16.

Die Gebäude der Hilfsgesellschaften, denen die Vergünstigungen dieses Abkommens zukommen, sind als Privateigentum zu behandeln.

Das Material dieser Gesellschaften, wo immer es sich befinden mag, ist gleichfalls als Privateigentum zu behandeln.

Das den Kriegführenden nach den Gesetzen und Gebräuchen des Krieges zuerkannte Requisitionsrecht darf nur im Falle dringender Notwendigkeit und nach Sicherstellung des Schicksals der Verwundeten und Kranken ausgeübt werden.

Kapitel V.

Sanitätstransporte.

Artikel 17.

Die für sanitätsdienstliche Evakuationen bestimmten Fahrzeuge werden, einzeln oder im Verbands, wie bewegliche Sanitätsformationen behandelt, vorbehaltlich folgender besonderer Bestimmungen:

Der Kriegführende, der Sanitätsfahrzeuge, einzeln oder im Verbands, abfängt, darf sie, wenn militärische Rücksichten es erheischen, anhalten und den Transport auflösen, muss aber in allen Fällen die Verwundeten und Kranken übernehmen. Er darf die Fahrzeuge nur in dem Abschnitt, in dem sie abgefangen wurden, und ausschliesslich für Bedürfnisse des Sanitätswesens verwenden. Die Fahrzeuge müssen nach Beendigung ihrer örtlichen Aufgabe nach Massgabe der Bestimmungen des Artikels 14 zurückgegeben werden.

Das militärische Personal, das kraft regelrechten Befehls den Transport leitet, ist nach Massgabe der im Artikel 12 für das Sanitätspersonal vorgesehenen Bestimmungen und vorbehaltlich des Absatzes 6 von Artikel 18 zurückzuschicken.

Alle für Evakuationszwecke besonders eingerichteten Transportmittel und das Ausrüstungsmaterial dieser zum Sanitätsdienste gehörenden Transportmittel sind gemäss den Bestimmungen des Kapitels IV zurückzugeben.

Die nicht zum Sanitätsdienste gehörenden militärischen Transportmittel dürfen mitsamt ihrer Bespannung weggenommen werden.

Das Zivilpersonal und alle requirierten Transportmittel unterstehen den allgemeinen Regeln des Völkerrechts.

Artikel 18.

Luftfahrzeuge, die als Sanitätstransportmittel verwendet werden, geniessen den Schutz des Abkommens, solange sie ausschliesslich den Zwecken der Evakuation Verwundeter und Kranker und der Beförderung von Sanitätspersonal und -material vorbehalten sind.

Sie sind weiss bemalt und tragen deutlich sichtbar das in Artikel 19 vorgesehene Schutzzeichen neben den Landesfarben auf den untern und obern Flächen.

Abgesehen von besonderer und ausdrücklicher Erlaubnis ist untersagt zu überfliegen: die Feuerlinie und die vor den Hauptverbandplätzen gelegene Zone sowie allgemein jedes feindliche oder vom Feinde besetzte Gebiet.

Die Sanitätsluftfahrzeuge müssen jeder Aufforderung zur Landung Folge leisten.

Im Falle einer so erzwungenen oder einer zufälligen Landung auf feindlichem oder vom Feinde besetztem Gebiete sollen die Verwundeten und Kranken ebenso wie das Sanitätspersonal und -material, einschliesslich des Luftfahrzeuges, die Vergünstigung des gegenwärtigen Abkommens geniessen.

Der Fahrzeugführer, das Hilfspersonal und das Personal des Funkdienstes sind, wenn gefangen genommen, unter der Bedingung zurückzugeben, dass sie bis zum Ende der Feindseligkeiten nur mehr im Sanitätsdienste verwendet werden.

Kapitel VI.

Das Schutzzeichen.

Artikel 19.

Zu Ehren der Schweiz wird das durch Umstellung der eidgenössischen Farben gebildete Wappenzeichen des roten Kreuzes auf weissem Grunde als Schutz- und Erkennungszeichen des Heeressanitätsdienstes beibehalten.

Indessen sind für die Länder, die an Stelle des roten Kreuzes den roten Halbmond oder den roten Löwen mit roter Sonne auf weissem Grunde bereits als Schutzzeichen verwenden, diese Wahrzeichen ebenfalls im Sinne dieses Abkommens zugelassen.

Artikel 20.

Fahnen, Armbinden und das gesamte für den Sanitätsdienst verwendete Material führen, mit der Bewilligung der zuständigen Militärbehörde, dieses Schutzzeichen.

Artikel 21.

Das gemäss Artikel 9, Absatz 1, Artikel 10 und 11 geschützte Personal trägt, am linken Arme befestigt, eine Binde mit dem Schutzzeichen, die von einer Militärbehörde verabfolgt und gestempelt wird.

Das in Artikel 9, Absätze 1 und 2, bezeichnete Personal wird mit einem Identitätsausweise versehen, der in einer Eintragung in das Dienstbüchlein oder in einer besondern Urkunde bestehen kann.

Die in den Artikeln 10 und 11 bezeichneten Personen, die keine militärische Uniform tragen, erhalten von der zuständigen Militärbehörde einen mit der Photographie versehenen Identitätsausweis, der die Eigenschaft als Sanitätsperson bescheinigt.

In jedem Heere sollen die Identitätsausweise einheitlich und von gleicher Form sein.

In keinem Falle dürfen dem Sanitätspersonal die Abzeichen oder die ihm gehörenden Identitätsausweise weggenommen werden.

Im Falle des Verlustes hat es Anspruch auf Duplikate.

Artikel 22.

Das Flaggenabzeichen des gegenwärtigen Abkommens darf nur auf den durch das Abkommen geschützten Sanitätsformationen und -anstalten und nur mit Erlaubnis der Militärbehörde gehisst werden. Bei den stehenden Sanitätsanstalten muss und bei den beweglichen Sanitätsformationen kann daneben die Nationalfahne des Kriegführenden aufgezogen werden, unter dem die Sanitätsformation oder -anstalt steht.

Jedoch hissen die Sanitätsformationen, die in die Hände des Feindes gefallen sind, solange sie sich in dieser Lage befinden, keine andere Flagge als die dieses Abkommens.

Die Kriegführenden treffen, soweit die militärischen Erfordernisse es gestatten, die nötigen Massnahmen, um den feindlichen Land-, Luft- und See-streitkräften die Schutzzeichen, welche Sanitätsformationen und -anstalten anzeigen, deutlich sichtbar zu machen und so die Möglichkeit jeden Angriffs auszuschalten.

Artikel 23.

Sanitätsformationen neutraler Länder, die gemäss den Vorschriften des Artikels 11 zur Hilfeleistung ermächtigt worden sind, haben neben der Flagge des gegenwärtigen Abkommens die Nationalfahne des Kriegführenden zu hissen, unter dem sie stehen.

Sie sind berechtigt, solange sie einem Kriegführenden ihre Dienste leihen, auch ihre eigene Nationalfahne zu hissen.

Die Bestimmungen des zweiten Absatzes des vorhergehenden Artikels finden auf sie Anwendung.

Artikel 24.

Das Zeichen des roten Kreuzes auf weissem Grunde und die Worte «Rotes Kreuz» oder «Genfer Kreuz» dürfen sowohl in Friedens- als in Kriegszeiten nur zum Schutze oder zur Bezeichnung der Sanitätsformationen und -anstalten und des vom Abkommen geschützten Personals und Materials verwendet werden.

Das gleiche gilt, was die in Artikel 19, Absatz 2, genannten Schutzzeichen betrifft, für die Länder, die sie verwenden.

Andererseits können die in Artikel 10 erwähnten freiwilligen Hilfs-gesellschaften, im Einklange mit der nationalen Gesetzgebung, von dem Schutz-zeichen für ihre humanitäre Tätigkeit in Friedenszeiten Gebrauch machen.

Ausnahmsweise und mit ausdrücklicher Ermächtigung einer der nationalen Gesellschaften des Roten Kreuzes (Roten Halbmonds, Roten Löwen mit roter Sonne) kann das Schutzzeichen des Abkommens in Friedenszeiten verwendet

werden um Rettungsstellen kenntlich zu machen, die ausschliesslich der unentgeltlichen Pflege von Verwundeten und Kranken dienen.

Kapitel VII.

Anwendung und Ausführung des Abkommens.

Artikel 25.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens werden von den Hohen Vertragsparteien unter allen Umständen geachtet werden.

Falls in Kriegszeiten ein Kriegführender nicht Vertragspartei ist, bleiben die Bestimmungen dieses Abkommens gleichwohl für alle kriegführenden Vertragsparteien verbindlich.

Artikel 26.

Die Oberbefehlshaber der kriegführenden Heere haben, was die Einzelheiten der Ausführung der vorstehenden Artikel und die nicht vorgesehenen Fälle betrifft, gemäss den Weisungen ihrer Regierungen und den allgemeinen Grundsätzen des gegenwärtigen Abkommens zu verfahren.

Artikel 27.

Die Hohen Vertragsparteien werden die nötigen Vorkehrungen treffen, um ihre Truppen und insbesondere das geschützte Personal sowie die Bevölkerung mit den Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens bekannt zu machen.

Kapitel VIII.

Bestrafung von Missbräuchen und Übertretungen.

Artikel 28.

Die Regierungen der Hohen Vertragsparteien, deren Gesetzgebung zurzeit nicht schon ausreichend sein sollte, werden die erforderlichen Massnahmen treffen oder ihren gesetzgebenden Behörden vorschlagen, um jederzeit zu verhindern:

- a. dass Privatpersonen oder nach dem gegenwärtigen Abkommen dazu nicht berechnigte Gesellschaften von dem Zeichen des Roten Kreuzes oder von den Worten «Rotes Kreuz» oder «Genfer Kreuz», sowie von allen Zeichen und Worten, die eine Nachahmung darstellen, Gebrauch machen, mag dieser Gebrauch zu Handelszwecken oder zu irgendeinem andern Zwecke erfolgen;
- b. im Hinblick auf die der Schweiz durch die Annahme der umgestellten eidgenössischen Landesfarben erwiesene Ehrung, dass Privatpersonen oder Gesellschaften vom Wappen der Schweizerischen Eidgenossenschaft oder von Zeichen, die eine Nachahmung darstellen, Gebrauch machen,

sei es als Fabrik- oder Handelszeichen oder als Bestandteil solcher Zeichen, sei es zu einem gegen die kaufmännische Ehrbarkeit verstossenden Zweck oder unter Bedingungen, die geeignet sind, das schweizerische Nationalgefühl zu verletzen.

Das unter *a* vorgesehene Verbot des Gebrauches von Zeichen und Worten, die eine Nachahmung des Schutzzeichens oder der Worte «Rotes Kreuz» oder «Genfer Kreuz» darstellen, sowie das unter *b* vorgesehene Verbot des Gebrauches des Wappens der Schweizerischen Eidgenossenschaft oder von Zeichen, die eine Nachahmung darstellen, werden von dem Zeitpunkt an wirksam werden, den die Gesetzgebung der einzelnen Staaten festsetzt, spätestens aber fünf Jahre nach dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens. Bereits von diesem Inkrafttreten an ist es nicht mehr gestattet, ein gegen diese Verbote verstossendes Fabrik- oder Handelszeichen in Gebrauch zu nehmen.

Artikel 29.

Die Regierungen der Hohen Vertragsparteien werden gleichermassen die erforderlichen Massnahmen treffen oder, im Falle der Unzulänglichkeit ihrer Strafgesetze, ihren gesetzgebenden Behörden vorschlagen, um in Kriegszeiten jede Handlung, die gegen die Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens verstösst, zu bestrafen.

Sie werden sich spätestens binnen fünf Jahren, von der Ratifikation des gegenwärtigen Abkommens an gerechnet, durch die Vermittlung des Schweizerischen Bundesrates die erlassenen Strafbestimmungen mitteilen.

Artikel 30.

Auf Verlangen eines Kriegführenden muss wegen jeder behaupteten Verletzung des Abkommens eine Untersuchung in der von den beteiligten Parteien zu bestimmenden Art eingeleitet werden; ist die Verletzung einmal festgestellt, so soll sie von den Kriegführenden möglichst schnell beseitigt und geahndet werden.

Schlussbestimmungen.

Artikel 31.

Das gegenwärtige Abkommen, welches das Datum des heutigen Tages tragen soll, kann bis zum 1. Februar 1930 im Namen aller Länder, die auf der am 1. Juli 1929 in Genf eröffneten Konferenz vertreten waren, sowie im Namen der Länder unterzeichnet werden, die auf dieser Konferenz nicht vertreten waren, aber an den Genfer Abkommen von 1864 und 1906 beteiligt sind.

Artikel 32.

Das gegenwärtige Abkommen soll sobald als möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Bern hinterlegt werden.

Über die Hinterlegung einer jeden Ratifikationsurkunde soll ein Protokoll aufgenommen werden; von diesem soll eine beglaubigte Abschrift durch den Schweizerischen Bundesrat den Regierungen aller Länder mitgeteilt werden, in deren Namen das Abkommen unterzeichnet oder der Beitritt erklärt worden ist.

Artikel 33.

Das gegenwärtige Abkommen tritt sechs Monate nach Hinterlegung von mindestens zwei Ratifikationsurkunden in Kraft.

Späterhin tritt es für jede Hohe Vertragspartei sechs Monate nach Hinterlegung ihrer Ratifikationsurkunde in Kraft.

Artikel 34.

Das gegenwärtige Abkommen ersetzt in den Beziehungen zwischen den Hohen Vertragsparteien die Abkommen vom 22. August 1864 und vom 6. Juli 1906.

Artikel 35.

Vom Zeitpunkte seines Inkrafttretens an steht das gegenwärtige Abkommen jedem Lande zum Beitritt offen, in dessen Namen dieses Abkommen nicht unterzeichnet worden ist.

Artikel 36.

Der Beitritt wird dem Schweizerischen Bundesrate schriftlich mitgeteilt und wird sechs Monate nach dem Zeitpunkte wirksam, an dem ihm die Mitteilung zugegangen ist.

Der Schweizerische Bundesrat teilt die Beitrittserklärungen den Regierungen aller Länder mit, in deren Namen das Abkommen unterzeichnet oder der Beitritt erklärt worden ist.

Artikel 37.

Der Kriegszustand gibt den von den kriegführenden Mächten vor oder nach dem Beginn der Feindseligkeiten hinterlegten Ratifikationen und mitgeteilten Beitrittserklärungen sofortige Wirksamkeit. Die Ratifikationen oder Beitrittserklärungen von Mächten, die sich im Kriegszustande befinden, werden durch den Schweizerischen Bundesrat auf dem schnellsten Wege mitgeteilt.

Artikel 38.

Jede Hohe Vertragspartei kann das gegenwärtige Abkommen kündigen. Die Kündigung wird erst ein Jahr nach der schriftlich an den Schweizerischen Bundesrat erfolgten Anzeige wirksam. Der Bundesrat wird diese Anzeige den Regierungen aller Hohen Vertragsparteien mitteilen.

Die Kündigung gilt nur in Ansehung der Hohen Vertragspartei, die sie angezeigt hat.

Überdies wird diese Kündigung nicht wirksam im Laufe eines Krieges, in den die kündigende Macht verwickelt ist. In einem solchen Falle bleibt das gegenwärtige Abkommen über die einjährige Frist hinaus bis zum Friedensschlusse wirksam.

Artikel 39.

Eine beglaubigte Abschrift des gegenwärtigen Abkommens wird im Archiv des Völkerbundes durch Vermittlung des Schweizerischen Bundesrates hinterlegt werden. In gleicher Weise werden die an den Schweizerischen Bundesrat gerichteten Ratifikationen, Beitrittserklärungen und Kündigungen von diesem dem Völkerbunde mitgeteilt werden.

Zu Urkund dessen haben die oben genannten Bevollmächtigten das gegenwärtige Abkommen unterzeichnet.

Geschehen in Genf, am siebenundzwanzigsten Juli neunzehnhundertneunundzwanzig, in einer einzigen Ausfertigung, die im Archiv der Schweizerischen Eidgenossenschaft hinterlegt bleibt und von der beglaubigte Abschriften den Regierungen aller zur Konferenz eingeladenen Länder übergeben werden.

Für Deutschland:

Edmund Rhombert

Für die Vereinigten Staaten von Amerika:

Eliot Wadsworth
Hugh R. Wilson

Für Österreich:

Leitmaier

Für Belgien:

Dr. Demolder
J. de Ruelle

Für Bolivien:

A. Cortadellas

Für Brasilien:

Raul do Rio-Branco

Für Grossbritannien und Nordirland sowie für alle Teile des Britischen Reichs, die nicht selbständige Mit- glieder des Völkerbundes sind:

Ich erkläre, dass die Unterschrift, die ich für Grossbritannien und Nordirland sowie alle Teile des Britischen Reichs, die nicht selbständige Mitglieder des Völkerbundes sind, unter dieses Abkommen setze, unter dem Vorbehalte gegeben wird, dass Seine Britische Majestät den Artikel 28 des Abkommens dahin auszulegen gewillt ist, dass die in diesem Artikel erwähnten gesetzgeberischen Massnahmen vorsehen können, dass die Privatpersonen, Vereinigungen, Firmen oder Gesellschaften, die vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens das Wappen der Schweizerischen Eidgenossenschaft oder Zeichen, die eine Nachahmung dieses Wappens dar-

stellen, zu irgendeinem rechtmässigen Zwecke gebraucht haben, nicht daran verhindert werden dürfen, sich dieses Wappens oder dieser Zeichen zum gleichen Zwecke weiter zu bedienen.

Horace Rumbold

Für Kanada:

Ich erkläre, dass die Unterschrift, die ich für Kanada unter dieses Abkommen setze, unter dem Vorbehalte gegeben wird, dass die Regierung des Dominiums Kanada den Artikel 28 des Abkommens dahin auszulegen gewillt ist, dass die in diesem Artikel erwähnten gesetzgeberischen Massnahmen vorsehen können, dass die Privatpersonen, Vereinigungen, Firmen und Gesellschaften, die vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens das Wappen der Schweizerischen Eidgenossenschaft oder Zeichen, die eine Nachahmung dieses Wappens darstellen, zu irgendeinem rechtmässigen Zwecke gebraucht haben, nicht daran verhindert werden dürfen, sich dieses Wappens oder dieser Zeichen zum gleichen Zwecke weiter zu bedienen.

W. A. Riddell

Für Australien:

Ich erkläre, dass die Unterschrift, die ich für Australien unter dieses Abkommen setze, unter dem Vorbehalte gegeben wird, dass die Regierung des Australischen Bundes den Artikel 28 des Abkommens dahin auszulegen gewillt ist, dass die in diesem Artikel erwähnten gesetzgeberischen Massnahmen vorsehen können, dass die Privatpersonen, Vereinigungen, Firmen und Gesellschaften, die vor

dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens das Wappen der Schweizerischen Eidgenossenschaft oder Zeichen, die eine Nachahmung dieses Wappens darstellen, zu irgendeinem rechtmässigen Zwecke gebraucht haben, nicht daran verhindert werden dürfen, sich dieses Wappens oder dieser Zeichen zum gleichen Zwecke weiter zu bedienen.

Claud Russell

Für Neuseeland:

Ich erkläre, dass die Unterschrift, die ich für Neuseeland unter dieses Abkommen setze, unter dem Vorbehalte gegeben wird, dass die Regierung Neuseelands den Artikel 28 des Abkommens dahin auszulegen gewillt ist, dass die in diesem Artikel erwähnten gesetzgeberischen Massnahmen vorsehen können, dass die Privatpersonen, Vereinigungen, Firmen oder Gesellschaften, die vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens das Wappen der Schweizerischen Eidgenossenschaft oder Zeichen, die eine Nachahmung dieses Wappens darstellen, zu irgendeinem rechtmässigen Zwecke gebraucht haben, nicht daran verhindert werden dürfen, sich dieses Wappens oder dieser Zeichen zum gleichen Zwecke weiter zu bedienen.

Claud Russell

Für Südafrika:

Eric H. Louw

Für den Freistaat Irland:

Ich erkläre, dass die Unterschrift, die ich für den Freistaat Irland unter dieses Abkommen setze, unter

dem Vorbehalte gegeben wird, dass er den Artikel 28 des Abkommens dahin auszulegen gewillt ist, dass die in diesem Artikel erwähnten gesetzgeberischen Massnahmen vorsehen können, dass die Privatpersonen, Vereinigungen, Firmen oder Gesellschaften, die vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens das Wappen der Schweizerischen Eidgenossenschaft oder Zeichen, die eine Nachahmung dieses Wappens darstellen, zu irgendeinem rechtmässigen Zwecke gebraucht haben, nicht daran verhindert werden dürfen, sich dieses Wappens oder dieser Zeichen zum gleichen Zwecke weiter zu bedienen.

Sean Lester

Für Indien:

Ich erkläre, dass die Unterschrift, die ich für die Regierung von Indien unter dieses Abkommen setze, unter dem Vorbehalte gegeben wird, dass die Regierung von Indien den Artikel 28 des Abkommens dahin auszulegen gewillt ist, dass die in diesem Artikel erwähnten gesetzgeberischen Massnahmen vorsehen können, dass die Privatpersonen, Vereinigungen, Firmen oder Gesellschaften, die vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens das Wappen der Schweizerischen Eidgenossenschaft oder Zeichen, die eine Nachahmung dieses Wappens darstellen, zu irgendeinem rechtmässigen Zwecke gebraucht haben, nicht daran verhindert werden dürfen, sich dieses Wappens oder dieser Zeichen zum gleichen Zwecke weiter zu bedienen.

Claud Russell

Für Bulgarien:

D. Mikoff
Stephan N. Laftchieff

Für Chile:

Gmo Novoa
D. Pulgar

Für China:

G. Y. Hsiao

Für Kolumbien:

Francisco José Urrutia

Für Kuba:

Carlos de Armenteros
Carlos Blanco

Für Dänemark:

Harald Scavenius
Gustav Rasmussen

Für die Dominikanische Republik:

Ch Ackermann

Für Ägypten:

Mohammed Abdel Moneim Riad
H. W. M. Simaika

Für Spanien:

Ad Referendum
Mauricio Lopez Roberts y Terry
Marqués de la Torrehermosa.

Für Estland:

Dr. Leesment

Für Finnland:

A. E. Martola

Für Frankreich:

H. de Marcilly
J. du Sault

Für Griechenland:

R. Raphaël
S. Veniselos

Für Ungarn:

Paul de Hevesy

Für Italien:

Giovanni Giraolo

Für Japan:

Indem es die Bestimmungen des Artikels 28 grundsätzlich annimmt, macht Japan Vorbehalte bezüglich des Zeitpunktes der Inkraftsetzung des unter dem Buchstaben *b* im genannten Artikel vorgesehenen Verbots.

Japan versteht dieses Verbot dahin, dass es nicht Anwendung finde auf die Wappen und Zeichen, die vor seinem Inkrafttreten in Gebrauch genommen oder eingetragen worden sein sollten.

Die Delegierten Japans unterzeichnen das gegenwärtige Abkommen mit den obenerwähnten Vorbehalten.

Isaburo Yoshida
S. Shimomura
S. Miura

Für Lettland:

Charles Duzmans
Dr. Oskar Voit

Für Luxemburg:

Ch. G. Vermaire

Für Mexiko:

Fr. Castillo Nájera

Für Nikaragua:

A. Sottile

Für Norwegen:

J. Irgens
Jens Meinich

Für die Niederlande:

W. Doude van Troostwijk
Dr. Diehl
J. Harberts

Für Persien:

Anouchirevan Sepahbodi

Für Polen:

Józef G. Pracki
W. Jerzy Babecki

Für Portugal:

Vasco de Quevedo
F. de Calheiros E. Menezes

Für Rumänien:

M. B. Boeresco
Oberst E. Vertejano

**Für das Königreich der Serben,
Kroaten und Slowenen:**

I. Choumenkovitch

Für Siam:

Varnvaidya

Für Schweden:

K. I. Westman

Für die Schweiz:

Paul Dinichert

Hauser

Zublin

de la Harpe

Schindler

Für die Tschechoslowakei:

Zd. Fierlinger

Für die Türkei:

Hassan

M. Nusret

Dr. Akil Moukhtar

Dr. Abdulkadir

Für Uruguay:

Alfredo de Castro

Für Venezuela:

C. Parra-Pérez

I. M. Hurtado-Machado

Abkommen über die Behandlung der Kriegsgefangenen.

Vom 27. Juli 1929.

Von den eidgenössischen Kammern genehmigt am 16. Dezember 1930.
Die Ratifikationsurkunde der Schweiz ist am 19. Dezember 1930 hinterlegt worden.
Datum des Inkrafttretens für die Schweiz: 19. Juni 1931.

Der Deutsche Reichspräsident, der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika, der Bundespräsident der Republik Österreich, Seine Majestät der König der Belgier, der Präsident der Republik Bolivien, der Präsident der Vereinigten Staaten von Brasilien, Seine Majestät der König von Grossbritannien, Irland und der überseeischen Britischen Lande, Kaiser von Indien, Seine Majestät der König der Bulgaren, der Präsident der Republik Chile, der Präsident der Republik China, der Präsident d. Republik Kolumbien, der Präsident der Republik Kuba, Seine Majestät der König von Dänemark und Island, der Präsident der Dominikanischen Republik, Seine Majestät der König von Ägypten, Seine Majestät der König von Spanien, der Präsident der Republik Estland, der Präsident der Republik Finnland, der Präsident der Französischen Republik, der Präsident der Hellenischen Republik, Seine Durchlaucht der Reichsverweser von Ungarn, Seine Majestät der König von Italien, Seine Majestät der Kaiser von Japan, der Präsident der Republik Lettland, Ihre Königliche Hoheit die Grossherzogin von Luxemburg, der Präsident der Vereinigten Staaten von Mexiko, der Präsident der Republik Nicaragua, Seine Majestät der König von Norwegen, Ihre Majestät die Königin der Niederlande, Seine Kaiserliche Majestät der Schah von Persien, der Präsident der Republik Polen, der Präsident der Portugiesischen Republik, Seine Majestät der König von Rumänien, Seine Majestät der König der Serben, Kroaten und Slowenen, Seine Majestät der König von Siam, Seine Majestät der König von Schweden, der Schweizerische Bundesrat, der Präsident der Tschechoslowakischen Republik, der Präsident der Türkischen Republik, der Präsident der Orientalischen Republik Uruguay, der Präsident der Republik der Vereinigten Staaten von Venezuela,

in der Erkenntnis, dass es Pflicht jeder Macht ist, im äussersten Falle eines Krieges dessen unvermeidliche Härte abzuschwächen und das Los der Kriegsgefangenen zu mildern,

vom Wunsche geleitet, die Grundsätze fortzuentwickeln, die den internationalen Haager Abkommen, insbesondere dem Abkommen über die Gesetze und Gebräuche des Krieges und der ihm angefügten Ordnung zugrunde liegen,

haben beschlossen, zu diesem Zwecke ein Abkommen zu treffen und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

(Es folgen die Namen der Bevollmächtigten.)

die, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und sie in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgendes übereingekommen sind:

Erster Titel.

Allgemeine Bestimmungen.

Artikel 1.

Dieses Abkommen findet, unbeschadet der Bestimmungen des siebenten Titels, Anwendung auf:

1. alle in Artikel 1, 2 und 3 der Anlage zum Haager Abkommen vom 18. Oktober 1907, betreffend die Gesetze und Gebräuche des Landkrieges, genannten Personen, die vom Feinde gefangen genommen worden sind *);
2. alle zu den Streitkräften der kriegführenden Parteien gehörenden Personen, die im Verlaufe von kriegerischen Handlungen zur See oder in der Luft vom Feinde gefangen genommen worden sind, vorbehaltlich der Abweichungen, die sich aus den Umständen dieser Gefangennahme unvermeidlich ergeben sollten. Indessen dürfen diese Abweichungen die wesentlichen Grundsätze dieses Abkommens nicht verletzen und sollen ihr Ende finden, sobald die Gefangenen ein Kriegsgefangenenlager erreicht haben.

Artikel 2.

Die Kriegsgefangenen unterstehen der Gewalt der feindlichen Macht, aber nicht der Gewalt der Personen oder Truppenteile, die sie gefangen genommen haben.

Sie müssen jederzeit mit Menschlichkeit behandelt und insbesondere gegen Gewalttätigkeiten, Beleidigungen und öffentliche Neugier geschützt werden.

Vergeltungsmassnahmen an ihnen auszuüben ist verboten.

*) Anlage zum Haager Abkommen: Art. 1. Die Gesetze, die Rechte und die Pflichten des Krieges gelten nicht nur für das Heer, sondern auch für die Milizen und Freiwilligenkorps, wenn sie folgende Bedingungen in sich vereinigen:

1. dass jemand an ihrer Spitze steht, der für seine Untergebenen verantwortlich ist,
2. dass sie ein bestimmtes aus der Ferne erkennbares Abzeichen tragen,
3. dass sie die Waffen offen führen und
4. dass sie bei ihren Unternehmungen die Gesetze und Gebräuche des Krieges beobachten.

In den Ländern, in denen Milizen oder Freiwilligenkorps das Heer oder einen Bestandteil des Heeres bilden, sind diese unter der Bezeichnung «Heer» einbegriffen.

Art. 2. Die Bevölkerung eines nicht besetzten Gebietes, die beim Herannahen des Feindes aus eigenem Antrieb zu den Waffen greift, um die eindringenden Truppen zu bekämpfen, ohne Zeit gehabt zu haben, sich nach Artikel 1 zu organisieren, wird als kriegführend betrachtet, wenn sie die Waffen offen führt und die Gesetze und Gebräuche des Krieges beobachtet.

Art. 3. Die bewaffnete Macht der Kriegsparteien kann sich zusammensetzen aus Kombattanten und Nichtkombattanten. Im Falle der Gefangennahme durch den Feind haben die einen wie die anderen Anspruch auf Behandlung als Kriegsgefangene.

Artikel 3.

Die Kriegsgefangenen haben Anspruch auf Achtung ihrer Person und ihrer Ehre. Frauen sollen mit aller ihrem Geschlechte geschuldeten Rücksicht behandelt werden.

Die Gefangenen behalten ihre volle bürgerliche Rechtsfähigkeit.

Artikel 4.

Der Staat, in dessen Gewalt sich die Kriegsgefangenen befinden (Gewahrsamsstaat), ist verpflichtet, für ihren Unterhalt zu sorgen.

Unterschiede in der Behandlung der Kriegsgefangenen sind nur insoweit zulässig, als es sich um Vergünstigungen handelt, die auf dem militärischen Dienstgrad, dem körperlichen oder seelischen Gesundheitszustande, der beruflichen Eignung oder dem Geschlechte beruhen.

Zweiter Titel.

Die Gefangennahme.

Artikel 5.

Jeder Kriegsgefangene ist verpflichtet, auf Befragen seinen wahren Namen und Dienstgrad oder auch seine Matrikelnummer anzugeben.

Handelt er gegen diese Vorschrift, so können ihm die Vergünstigungen, die den Kriegsgefangenen seiner Kategorie zustehen, entzogen werden.

Es darf kein Zwang auf die Kriegsgefangenen ausgeübt werden, um Nachrichten über die Lage ihres Heeres oder Landes zu erhalten. Die Kriegsgefangenen, die eine Auskunft hierüber verweigern, dürfen weder bedroht noch beleidigt noch Unannehmlichkeiten oder Nachteilen irgendwelcher Art ausgesetzt werden.

Wenn ein Kriegsgefangener infolge seines körperlichen oder geistigen Zustandes nicht fähig ist, sich über seine Person auszuweisen, soll er dem Sanitätsdienst übergeben werden.

Artikel 6.

Alle persönlichen Effekten und Gebrauchsgegenstände — ausser Waffen, Pferden, militärischer Ausrüstung und Schriftstücken militärischen Inhalts — verbleiben ebenso wie die Stahlhelme und Gasmasken im Besitze des Kriegsgefangenen.

Geld, das die Kriegsgefangenen bei sich haben, darf diesen nur auf Befehl eines Offiziers und nach Feststellung der Beträge abgenommen werden. Ein Empfangsschein soll darüber ausgestellt werden. Die so abgenommenen Beträge müssen jedem Kriegsgefangenen gutgeschrieben werden.

Personalausweise, Gradabzeichen, Ehrenzeichen und Wertgegenstände dürfen den Kriegsgefangenen nicht abgenommen werden.

Dritter Titel.

Die Gefangenschaft.

Erster Abschnitt.

Die Rückführung der Kriegsgefangenen.

Artikel 7.

Die Kriegsgefangenen sollen in möglichst kurzer Frist nach ihrer Gefangennahme nach Sammelstellen gebracht werden, die vom Kampfgebiete genügend weit entfernt liegen, so dass sie sich ausser Gefahr befinden.

In einem Gefahrenbereiche dürfen vorübergehend nur solche Gefangene zurückbehalten werden, die infolge ihrer Verwundungen oder Krankheiten bei der Rückführung grösserer Gefahr ausgesetzt sein würden als beim Verbleib an Ort und Stelle.

Die Kriegsgefangenen sollen bis zu ihrer Rückführung aus dem Kampfgebiet nicht unnötig Gefahren ausgesetzt werden.

Bei der Rückführung zu Fuss darf die tägliche Marschleistung in der Regel nicht mehr als 20 km betragen, sofern nicht die Notwendigkeit, Wasser- und Verpflegungsstellen zu erreichen, grössere Marschleistungen erfordert.

Artikel 8.

Die Kriegführenden sind verpflichtet, einander jede Gefangennahme in möglichst kurzer Frist durch Vermittlung der gemäss Artikel 77 eingerichteten Auskunftsstellen mitzuteilen. Ebenso sind sie verpflichtet, einander anzuzeigen, wohin die Angehörigen Briefe an die Kriegsgefangenen zu richten haben.

Sobald als möglich muss jeder Kriegsgefangene in den Stand gesetzt werden, selbst mit seiner Familie nach Massgabe des Artikels 36 ff. in Briefwechsel zu treten.

Hinsichtlich der auf See gemachten Gefangenen sollen diese Bestimmungen, sobald als möglich nach Ankunft im Hafen Anwendung finden.

Zweiter Abschnitt.

Die Kriegsgefangenenlager.

Artikel 9.

Die Kriegsgefangenen können in Städten, Festungen oder an anderen Orten untergebracht werden, mit der Verpflichtung, sich nicht über eine bestimmte Grenze hinaus zu entfernen. Sie können gleichfalls in eingezäunten Lagern untergebracht werden; dagegen ist ihre Einschliessung oder Beschränkung auf einen bestimmten Raum nur statthaft als unerlässliche Sicherungs- oder

Gesundheitsmassnahme und nur vorübergehend während der Dauer der Umstände, welche die Massnahme nötig machen.

Kriegsgefangene, die in ungesunden Gegenden oder in Gegenden, deren Klima für die aus gemässigten Zonen kommenden Personen schädlich ist, gefangen genommen worden sind, sollen sobald als möglich in ein günstigeres Klima verbracht werden.

Die Kriegführenden sollen die Zusammenlegung von Gefangenen verschiedener Rassen und Nationalitäten in ein Lager möglichst vermeiden.

Kein Kriegsgefangener darf jemals in ein Gelände zurückgebracht werden, wo er dem Feuer des Kampfgebiets ausgesetzt sein würde, oder dazu verwendet werden, durch seine Anwesenheit bestimmte Punkte oder Gegenden vor Beschiessung zu schützen.

Erstes Kapitel.

Die Einrichtung der Lager.

Artikel 10

Die Kriegsgefangenen sollen in Häusern oder Baracken untergebracht werden, die jede mögliche Gewähr für Reinlichkeit und Zuträglichkeit bieten.

Die Räume müssen vollständig vor Feuchtigkeit geschützt, genügend geheizt und beleuchtet sein. Gegen Feuersgefahr müssen alle Vorsichtsmassnahmen getroffen werden.

Für die Beschaffenheit der Schlafräume (Gesamtfläche, Mindestluftraum, Einrichtung und Gerät der Schlafstellen) sollen dieselben Bestimmungen gelten wie für die Truppen der Mannschaftsdepots des Gewahrsamsstaates.

Zweites Kapitel.

Ernährung und Bekleidung der Kriegsgefangenen.

Artikel 11.

Die Verpflegung der Kriegsgefangenen soll in Menge und Güte derjenigen der Truppen der Mannschaftsdepots gleichwertig sein.

Die Gefangenen sollen ausserdem die Hilfsmittel erhalten, um sich die zu ihrer Verfügung stehenden Zusatznahrungsmittel selbst zuzubereiten.

Trinkwasser soll ihnen in genügender Menge geliefert werden. Der Tabakgenuss ist erlaubt. Kriegsgefangene können in den Küchen verwendet werden.

Alle kollektiven Disziplinarmassregeln hinsichtlich der Ernährung sind verboten.

Artikel 12.

Kleidung, Wäsche und Schuhwerk sind den Kriegsgefangenen durch den Gewahrsamsstaat zu liefern. Ersatz und Ausbesserung dieser Effekten müssen ordnungsmässig gewährleistet sein. Ausserdem sollen die arbeitenden Kriegsgefangenen stets einen Arbeitsanzug erhalten, wenn die Art der Arbeit dies nötig macht.

In allen Lagern sind Verkaufsräume einzurichten, in denen sich die Gefangenen Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände zu ortsüblichen Preisen kaufen können.

Die durch die Verkaufsräume für die Lagerverwaltung erzielten Überschüsse sind zugunsten der Gefangenen zu verwenden.

Drittes Kapitel.

Die Gesundheitspflege in den Lagern.

Artikel 13.

Die Kriegführenden sind verpflichtet, alle nötigen Hygienemassnahmen zu treffen, um die Reinlichkeit und Zuträglichkeit der Lager zu gewährleisten und Massenerkrankungen vorzubeugen.

Den Kriegsgefangenen sollen tags und nachts Bedürfnisanstalten zur Verfügung stehen, die den Vorschriften der Gesundheitspflege entsprechen und dauernd sauber zu halten sind.

Ausserdem und unbeschadet der Benutzung der Bäder und Brausen, mit denen die Lager soweit als möglich zu versehen sind, soll den Kriegsgefangenen zur Reinhaltung ihres Körpers eine ausreichende Menge Wasser zur Verfügung gestellt werden.

Die Kriegsgefangenen müssen Gelegenheit zu körperlichen Übungen und zum Aufenthalt in frischer Luft erhalten.

Artikel 14

In jedem Lager soll eine Krankenstube vorhanden sein, in der den Kriegsgefangenen jede Art Pflege zuteil wird, deren sie bedürfen. Erforderlichenfalls sollen Absonderungsräume zur Aufnahme Kranker mit ansteckenden Krankheiten bereitgehalten werden.

Die Kosten der Behandlung, einschliesslich derjenigen für die vorläufigen künstlichen Ersatzglieder, fallen dem Gewahrsamsstaate zur Last.

Die Kriegführenden sind verpflichtet, jedem behandelten Gefangenen auf Verlangen eine amtliche Bescheinigung auszuhändigen, auf der Art und Dauer seiner Krankheit sowie die empfangene Behandlung verzeichnet ist.

Den Kriegführenden steht frei, durch besondere Vereinbarungen sich gegenseitig zu ermächtigen, Ärzte und Krankenwärter zur Pflege ihrer kriegsgefangenen Landsleute in den Lagern zurückzubehalten.

Schwer erkrankte oder solche Gefangene, deren Zustand einen erheblichen chirurgischen Eingriff nötig macht, sollen auf Kosten des Gewahrsamsstaates in jedem Militärlazarett oder Zivilkrankenhaus Aufnahme finden, das zu ihrer Behandlung geeignet erscheint.

Artikel 15.

Ärztliche Untersuchungen der Kriegsgefangenen sollen mindestens einmal monatlich eingerichtet werden. Sie dienen dazu, den allgemeinen Gesundheits-

und Reinlichkeitszustand zu prüfen, sowie ansteckende Krankheiten, namentlich Tuberkulose und Geschlechtskrankheiten, ausfindig zu machen.

Viertes Kapitel.

Geistige Bedürfnisse der Kriegsgefangenen.

Artikel 16:

Den Kriegsgefangenen wird in der Ausübung ihrer Religion mit Einschluss der Teilnahme am Gottesdienste volle Freiheit gelassen, unter der einzigen Bedingung, dass sie die Ordnungs- und Polizeivorschriften der Militärbehörde befolgen.

Den kriegsgefangenen Geistlichen jedweder Religionsgemeinschaft ist es gestattet, ihr Amt unter ihren Glaubensgenossen ohne Einschränkung auszuüben.

Artikel 17.

Die Kriegführenden sollen die von den Kriegsgefangenen eingerichteten geistigen und sportlichen Zerstreuungen möglichst unterstützen.

Fünftes Kapitel.

Manneszucht in den Lagern.

Artikel 18.

Jedes Kriegsgefangenenlager wird einem verantwortlichen Offizier unterstellt.

Ausser den Ehrenbezeugungen, welche die Kriegsgefangenen nach den in ihren Heeren geltenden Vorschriften ihren eigenen Staatsangehörigen erweisen müssen, sind sie allen Offizieren des Gewahrsamsstaates militärischen Gruss schuldig.

Die kriegsgefangenen Offiziere haben nur die Offiziere höheren oder gleichen Dienstgrades des Gewahrsamsstaates zu grüssen.

Artikel 19.

Das Tragen der Dienstgradabzeichen und Ehrenzeichen ist erlaubt.

Artikel 20.

Vorschriften, Befehle, Anweisungen und Bekanntmachungen aller Art müssen den Kriegsgefangenen in einer Sprache bekanntgegeben werden, die sie verstehen. Derselbe Grundsatz ist bei Vernehmungen anzuwenden.

Sechstes Kapitel.

Sonderbestimmungen für Offiziere und Gleichgestellte.

Artikel 21.

Die Kriegführenden sind verpflichtet, einander bei Beginn der Feindseligkeiten die in ihren Heeren gebräuchlichen Rangbezeichnungen und Dienst-

grade mitzuteilen, um die Gleichmässigkeit in der Behandlung der Offiziere und Gleichgestellten der entsprechenden Grade zu gewährleisten.

Die kriegsgefangenen Offiziere und die ihnen Gleichgestellten sind mit der ihrem Rang und ihrem Alter zukommenden Rücksicht zu behandeln.

Artikel 22.

Zur Sicherstellung des Dienstbetriebes in den Offizierlagern sollen diesen Lagern kriegsgefangene Mannschaften desselben Heeres, die möglichst die gleiche Sprache wie die Offiziere sprechen, in ausreichender, dem Dienstgrad der Offiziere und Gleichgestellten entsprechender Zahl zugeteilt werden.

Die Offiziere und Gleichgestellten haben sich ihre Beköstigung und Bekleidung von dem Sold, der ihnen vom Gewahrsamsstaat ausgezahlt wird, selbst zu beschaffen. Bei der Beköstigung ist die Selbstverwaltung durch die Offiziere auf jede Art zu fördern.

Siebentes Kapitel.

Die Geldmittel der Kriegsgefangenen.

Artikel 23.

Vorbehaltlich besonderer Vereinbarungen zwischen den Kriegführenden, insbesondere der in Artikel 24 vorgesehenen, erhalten die kriegsgefangenen Offiziere und Gleichgestellten vom Gewahrsamsstaate denselben Sold wie die Offiziere der entsprechenden Dienstgrade des Heeres dieses Staates, wobei jedoch dieser Sold die Höhe des Soldes nicht übersteigen darf, auf den sie in dem Heere des Landes, dem sie Dienst geleistet haben, Anspruch haben. Dieser Sold soll ihnen, möglichst einmal monatlich, in voller Höhe ausgezahlt werden. Dabei darf kein Abzug für Ausgaben gemacht werden, die dem Gewahrsamsstaate zur Last fallen, selbst wenn diese zu ihren Gunsten erfolgen sollten.

Eine Vereinbarung zwischen den Kriegführenden soll den auf diese Zahlung anwendbaren Wechselkurs festsetzen; in Ermangelung einer solchen Vereinbarung soll der Kurswert zu Beginn der Feindseligkeiten angenommen werden.

Alle an die Kriegsgefangenen geleisteten Soldzahlungen müssen nach Beendigung der Feindseligkeiten von der Macht zurückgezahlt werden, in deren Diensten die Kriegsgefangenen gestanden haben.

Artikel 24.

Bei Beginn der Feindseligkeiten sollen die Kriegführenden durch gemeinsame Vereinbarungen den Höchstbetrag an barem Gelde festsetzen, den die Kriegsgefangenen der verschiedenen Dienstgrade und Rangklassen bei sich behalten dürfen. Jeder einem Kriegsgefangenen entzogene oder vorenthaltene Überschuss, sowie jede durch ihn bewirkte Einzahlung soll ihm gutgeschrieben und darf ohne seine Zustimmung nicht in eine andere Währung umgetauscht werden.

Bei Beendigung der Gefangenschaft sind den Kriegsgefangenen die Guthabenbeträge ihrer Rechnungen auszuzahlen.

Während der Dauer der Gefangenschaft sind ihnen alle Erleichterungen zu gewähren, damit sie diese Beträge ganz oder teilweise an Banken oder Privatpersonen ihres Heimatstaates überweisen können.

Achtes Kapitel.

Verlegung der Kriegsgefangenen.

Artikel 25.

Sofern nicht der Gang der militärischen Operationen es erfordert, sollen die kranken und verwundeten Kriegsgefangenen solange nicht verlegt werden, als ihre Wiederherstellung durch die Reise gefährdet werden könnte.

Artikel 26.

Im Falle der Verlegung werden die Kriegsgefangenen von ihrem neuen Bestimmungsort vorher dienstlich in Kenntnis gesetzt. Es ist ihnen erlaubt, ihre persönlichen Effekten, ihre Briefschaften und die für sie angekommenen Pakete mitzunehmen.

Für die unverzügliche Nachsendung der im früheren Lager eingetroffenen Briefschaften und Pakete sind alle erforderlichen Massnahmen zu treffen.

Die für Rechnung der Gefangenen hinterlegten Geldbeträge werden der für den neuen Aufenthaltsort zuständigen Behörde überwiesen.

Die Kosten der Verlegung gehen zu Lasten des Gewahrsamsstaates.

Dritter Abschnitt.

Die Arbeit der Kriegsgefangenen.

Erstes Kapitel.

Allgemeines.

Artikel 27.

Die Kriegführenden können die gesunden Kriegsgefangenen, ausgenommen Offiziere und Gleichgestellte, je nach Dienstgrad und Fähigkeiten als Arbeiter verwenden.

Wenn Offiziere oder Gleichgestellte eine ihnen zusagende Arbeit verlangen, soll sie ihnen, soweit als möglich, verschafft werden.

Die kriegsgefangenen Unteroffiziere können nur zum Aufsichtsdienste herangezogen werden, es sei denn, sie verlangten ausdrücklich eine entgeltliche Beschäftigung.

Die Kriegführenden sind verpflichtet, den durch Arbeitsunfälle zu Schaden gekommenen Kriegsgefangenen während der ganzen Dauer der Gefangenschaft die Bestimmungen zugute kommen zu lassen, die nach der Gesetzgebung des

Gewahrsamsstaates auf die Arbeiter derselben Kategorie anwendbar sind. Bezüglich der Kriegsgefangenen, auf die diese gesetzlichen Bestimmungen auf Grund der Gesetzgebung des Gewahrsamsstaates nicht angewendet werden können, verpflichtet sich der Gewahrsamsstaat, seiner gesetzgebenden Körperschaft alle geeigneten Massnahmen, behufs angemessener Entschädigung der Unfallverletzten zu empfehlen.

Zweites Kapitel.

Organisation der Arbeit.

Artikel 28.

Der Gewahrsamsstaat übernimmt die volle Verantwortung für Unterhalt, Versorgung, Behandlung und Entlohnung der Kriegsgefangenen, wenn sie für Rechnung von Privatpersonen arbeiten.

Artikel 29.

Kein Kriegsgefangener darf zu Arbeiten verwendet werden, zu denen er körperlich nicht tauglich ist.

Artikel 30.

Die tägliche Arbeitsdauer der Kriegsgefangenen, einschliesslich des Hin- und Rückmarsches, darf nicht übermässig sein und keinesfalls diejenige übersteigen, die für die Zivilarbeiter der betreffenden Gegend bei der gleichen Arbeit zulässig ist. Jedem Kriegsgefangenen ist wöchentlich eine Ruhe von vierundzwanzig aufeinanderfolgenden Stunden, vorzugsweise Sonntags, zu gewähren.

Drittes Kapitel.

Verbotene Arbeit.

Artikel 31.

Die von den Kriegsgefangenen zu leistenden Arbeiten dürfen in keiner unmittelbaren Beziehung zu den Kriegshandlungen stehen. Insbesondere ist verboten, Gefangene zur Herstellung und zum Transport von Waffen oder Munition aller Art sowie zum Transport von Material zu verwenden, das für kämpfende Truppen bestimmt ist.

Im Falle der Übertretung der Bestimmungen des vorstehenden Absatzes sind die Kriegsgefangenen befugt, nach der Ausführung oder nach dem Beginne der Ausführung des Befehls ihre Beschwerden durch Vermittlung der Vertrauensleute, über deren Obliegenheiten Artikel 43 und 44 Bestimmung trifft, oder in Ermangelung eines Vertrauensmannes durch Vermittlung der Vertreter der Schutzmacht vorbringen zu lassen.

Artikel 32.

Es ist verboten, Kriegsgefangene zu unzuträglichen oder gefährlichen Arbeiten zu verwenden.

Jede Erschwerung der Arbeitsbedingungen als disziplinarische Massnahme ist verboten.

Viertes Kapitel.

Arbeitsdetachemente.

Artikel 33.

Die Einrichtung der Arbeitsdetachemente soll, besonders hinsichtlich der gesundheitlichen Bedingungen, der Verpflegung, der Vorsorge für Unglücks- oder Erkrankungsfälle, des Briefverkehrs und Paketempfangs, derjenigen der Kriegsgefangenenlager entsprechen.

Jedes Arbeitsdetachement soll einem Gefangenenlager unterstehen. Der Kommandant dieses Lagers ist dafür verantwortlich, dass die Bestimmungen dieses Abkommens bei dem Arbeitsdetachemente befolgt werden.

Fünftes Kapitel.

Der Arbeitslohn.

Artikel 34.

Die Kriegsgefangenen erhalten für die zur Verwaltung, Bewirtschaftung und Unterhaltung der Lager nötigen Arbeiten keinen Lohn.

Die zu anderen Arbeiten verwendeten Gefangenen haben Anspruch auf einen Lohn, der durch Vereinbarungen zwischen den Kriegführenden festzusetzen ist.

Diese Vereinbarungen sollen ebenso den Teil des Lohns genau bestimmen, den die Lagerverwaltung zurückbehalten darf, sowie den Betrag, der dem Kriegsgefangenen gehört, und die Art, wie er während der Gefangenschaft zu seiner Verfügung zu stellen ist.

Bis zum Abschlusse solcher Vereinbarungen ist die Entlohnung der Arbeit der Gefangenen auf Grund nachstehender Regeln festzusetzen:

- a. Arbeiten für den Staat werden nach den Sätzen bezahlt, die für Militärpersonen des eigenen Heeres bei Ausführung der gleichen Arbeiten gelten, oder, falls solche Sätze nicht bestehen, nach einem Satze wie er den geleisteten Arbeiten entspricht.
- b. Werden die Arbeiten für Rechnung anderer öffentlicher Verwaltungen oder für Privatpersonen ausgeführt, so werden die Bedingungen im Einverständnis mit der Militärbehörde festgesetzt.

Der dem Kriegsgefangenen als Guthaben verbleibende Arbeitslohn ist ihm bei der Beendigung seiner Gefangenschaft auszuhändigen. Im Falle seines Todes ist er auf diplomatischem Wege seinen Erben zuzustellen.

Vierter Abschnitt.

Die Beziehungen der Kriegsgefangenen zur Aussenwelt.

Artikel 35.

Bei Beginn der Feindseligkeiten werden die Kriegführenden die Anordnungen bekanntgeben, die zur Ausführung der Bestimmungen dieses Abschnitts vorgesehen sind.

Artikel 36.

Jeder der Kriegführenden wird die Zahl der Briefe und Postkarten, die die Kriegsgefangenen der verschiedenen Rangklassen monatlich absenden dürfen, von Zeit zu Zeit festsetzen und diese Zahl der anderen Kriegspartei mitteilen. Die Briefe und Karten sind auf dem kürzesten Wege durch die Post zu befördern. Sie dürfen aus disziplinarischen Gründen weder auf- noch zurückgehalten werden.

Jeder Kriegsgefangene soll spätestens eine Woche nach seiner Ankunft im Lager und im Fall einer Erkrankung Gelegenheit erhalten, seiner Familie eine Postkarte mit Nachrichten über seine Gefangennahme und seinen Gesundheitszustand zu senden. Diese Postkarten sind mit möglichster Beschleunigung zu befördern und dürfen in keiner Weise aufgehalten werden.

Im allgemeinen soll der Briefwechsel der Kriegsgefangenen in deren Muttersprache abgefasst sein. Die Kriegführenden können ihn aber in anderen Sprachen zulassen.

Artikel 37.

Den Kriegsgefangenen ist zu gestatten, Einzelpakete mit Lebensmitteln und anderen zu ihrem Unterhalt oder ihrer Bekleidung bestimmten Gegenständen zu empfangen. Die Pakete sind den Empfängern gegen Empfangsschein auszuhändigen.

Artikel 38.

Die für die Kriegsgefangenen bestimmten oder von ihnen abgesandten Briefschaften, Geld- oder Wertsendungen und Pakete, gleichgültig, ob sie unmittelbar oder durch Vermittlung der in Artikel 77 vorgesehenen Auskunftsstellen befördert werden, sind sowohl in den Ursprungs- wie in den Bestimmungs- und Durchgangsländern von allen Postgebühren befreit.

Ebenso bleiben die für die Gefangenen bestimmten Liebesgaben und Sachunterstützungen von allen Einfuhrzöllen und anderen Abgaben sowie von den Frachtkosten auf vom Staate betriebenen Eisenbahnen befreit.

Es kann den Gefangenen in den als dringlich anerkannten Fällen, gegen Zahlung der üblichen Gebühren, gestattet werden, Telegramme abzusenden.

Artikel 39.

Den Kriegsgefangenen ist zu gestatten, Einzelsendungen von Büchern zu empfangen; die Bücher können einer Prüfung unterworfen werden.

Die Vertreter der Schutzmächte und der gehörig anerkannten und ermächtigten Hilfsgesellschaften dürfen den Lagerbüchereien Einzelwerke und Büchersammlungen übersenden. Die Zustellung dieser Sendungen an die Büchereien darf nicht unter dem Vorwande von Zensurschwierigkeiten verzögert werden.

Artikel 40.

Die Prüfung der Briefschaften soll in möglichst kurzer Frist bewirkt werden. Die Durchsicht der Postsendungen soll ausserdem auf die Erhaltung der etwa darin befindlichen Lebensmittel Bedacht nehmen und möglichst in Gegenwart des Empfängers oder eines von ihm dazu ermächtigten Vertrauensmannes erfolgen.

Eine durch die Kriegführenden aus militärischen oder politischen Gründen erlassene Sperre des Briefverkehrs ist nur vorübergehend zulässig und soll von möglichst kurzer Dauer sein.

Artikel 41.

Die Kriegführenden sollen für die Übersendung der für die Kriegsgefangenen bestimmten oder von ihnen unterzeichneten Schriftstücke, Bescheinigungen und Urkunden, insbesondere von Vollmachten und Testamenten, alle Erleichterungen gewähren.

Sie werden Vorsorge treffen, dass nötigenfalls die durch die Gefangenen geleisteten Unterschriften beglaubigt werden.

Fünfter Abschnitt.

Die Beziehungen der Kriegsgefangenen zu den Behörden.

Erstes Kapitel.

Klagen der Kriegsgefangenen über ihre Behandlung.

Artikel 42.

Den Kriegsgefangenen steht das Recht zu, wegen der Behandlung, der sie in der Gefangenschaft unterworfen sind, an die militärischen Behörden, in deren Gewalt sie sich befinden, Gesuche zu richten.

Sie haben ebenso das Recht, sich an die Vertreter der Schutzmächte zu wenden, um ihnen diejenigen Punkte anzuzeigen, über die sie hinsichtlich der Gefangenenbehandlung Klagen vorzubringen haben.

Diese Gesuche und Beschwerden müssen beschleunigt befördert werden.

Auch wenn sie sich als unbegründet herausstellen, können sie zu keiner Strafe Veranlassung geben.

Zweites Kapitel.

Die Vertretung der Kriegsgefangenen.

Artikel 43.

An jedem Orte, wo sich Kriegsgefangene befinden, haben diese die Befugnis, Vertrauensleute zu bestimmen, die sie gegenüber den Militärbehörden und Schutzmächten zu vertreten haben.

Die Bestimmung der Vertrauensleute unterliegt der Genehmigung der Militärbehörde.

Die Vertrauensleute haben die Sammelsendungen in Empfang zu nehmen und zu verteilen. Ebenso fällt die Organisation einer gegebenenfalls von den Gefangenen unter sich beschlossenen Einrichtung zur gegenseitigen Unterstützung in die Zuständigkeit der Vertrauensleute. Ausserdem können diese den Gefangenen zur Erleichterung der Beziehungen mit den in Artikel 78 genannten Hilfsgesellschaften ihre Dienste zur Verfügung stellen.

In den Lagern für Offiziere und Gleichgestellte ist der rangälteste kriegsgefangene Offizier des höchsten Dienstgrades zur Vermittlung zwischen den Lagerbehörden und den kriegsgefangenen Offizieren und Gleichgestellten berufen. Er kann zu diesem Zweck einen kriegsgefangenen Offizier bestimmen, der ihn als Dolmetscher bei den Verhandlungen mit den Lagerbehörden unterstützt.

Artikel 44.

Wenn die Vertrauensleute als Arbeiter verwendet werden, ist ihre Tätigkeit als Vertreter der Kriegsgefangenen auf die vorgeschriebene Arbeitszeit anzurechnen.

Den Vertrauensleuten soll für ihren Briefverkehr mit den Militärbehörden und der Schutzmacht jede Erleichterung gewährt werden. Dieser Briefverkehr soll nicht beschränkt werden.

Ein Gefangenenvvertreter darf nicht versetzt werden, ohne dass ihm die erforderliche Zeit gewährt wird, seinen Nachfolger mit den laufenden Angelegenheiten vertraut zu machen.

Drittes Kapitel.

Die Bestrafung von Kriegsgefangenen.

1. Allgemeine Bestimmungen.

Artikel 45.

Die Kriegsgefangenen unterstehen den im Heere des Gewahrsamsstaates geltenden Gesetzen, Vorschriften und Befehlen.

Jede Unbotmässigkeit berechtigt ihnen gegenüber zu den Massnahmen, die in diesen Gesetzen, Vorschriften und Befehlen vorgesehen sind.

Indessen bleiben die Bestimmungen dieses Kapitels vorbehalten.

Artikel 46.

Die Kriegsgefangenen dürfen durch die Militärbehörden und die Gerichte des Gewahrsamsstaates nicht mit anderen Strafen belegt werden, als mit denjenigen, die für die gleichen Vergehen gegenüber den Militärpersonen des Heeres des Gewahrsamsstaates vorgesehen sind.

Kriegsgefangene Offiziere, Unteroffiziere oder Mannschaften dürfen bei Verbüssung einer Disziplinarstrafe keiner ungünstigeren Behandlung unter-

worfen werden als sie bei gleichem Dienstgrad hinsichtlich derselben Strafen in dem Heere des Gewahrsamsstaates vorgesehen sind.

Verboten sind körperliche Strafen jeder Art, jede Einsperrung in nicht vom Tageslicht erhellte Räume und überhaupt jede Art von Grausamkeit.

Ebenso sind Kollektivstrafen für Vergehen einzelner untersagt.

Artikel 47.

Handlungen, die einen Verstoß gegen die Disziplin darstellen, insbesondere Fluchtversuche, sind beschleunigt festzustellen; für alle Kriegsgefangenen, mit oder ohne militärischen Rang, ist eine vorläufige Festnahme auf das unbedingte Mindestmaß zu beschränken.

Gerichtliche Untersuchungen gegen Kriegsgefangene sind so schnell durchzuführen, als die Umstände es gestatten. Die Untersuchungshaft ist möglichst einzuschränken.

In allen Fällen ist die Dauer der Untersuchungshaft auf die disziplinarisch oder gerichtlich verhängte Strafe insoweit anzurechnen, als eine solche Anrechnung für die Militärpersonen des eigenen Heeres zugelassen ist.

Artikel 48.

Kriegsgefangene dürfen nach Verbüßung von gerichtlichen oder Disziplinarstrafen nicht anders behandelt werden als die übrigen Kriegsgefangenen.

Indessen können wegen Fluchtversuchs bestrafte Kriegsgefangene einer besonderen Überwachung unterworfen werden, die jedoch nicht zur Aufhebung der den Kriegsgefangenen in diesem Abkommen gewährleisteten Rechte führen darf.

Artikel 49.

Kein Kriegsgefangener darf durch den Gewahrsamsstaat seines militärischen Dienstgrades entkleidet werden.

Den disziplinarisch bestraften Gefangenen dürfen die mit ihrem Dienstgrad verbundenen Vergünstigungen nicht genommen werden. Insbesondere dürfen Offiziere und Gleichgestellte, die Freiheitsstrafen verbüßen, nicht in den gleichen Räumen wie bestrafte Unteroffiziere und Mannschaften untergebracht werden.

Artikel 50.

Entwichene Kriegsgefangene, die wieder ergriffen werden, bevor sie ihr Heer erreichen oder das von dem Heere, das sie gefangen genommen hat, besetzte Gebiet verlassen konnten, dürfen nur disziplinarisch bestraft werden.

Kriegsgefangene, die wieder gefangen genommen werden, nachdem sie ihr Heer erreicht oder das von dem Heere, das sie gefangen genommen hat, besetzte Gebiet verlassen hatten, dürfen wegen der früheren Flucht nicht bestraft werden.

Artikel 51.

Ein Fluchtversuch wird selbst im Wiederholungsfalle nicht als strafverschärfend angesehen, wenn der Kriegsgefangene für Verbrechen oder Vergehen gegen Personen oder gegen das Eigentum, die im Verlaufe dieses Fluchtversuchs begangen worden sind, vor Gericht gestellt wird.

Nach einer versuchten oder gelungenen Flucht können die Kameraden des Flüchtlings, die ihm bei der Flucht geholfen haben, hierfür nur disziplinarisch bestraft werden.

Artikel 52.

Die Kriegführenden werden darüber wachen, dass die zuständigen Behörden die grösste Nachsicht bei der Beurteilung der Frage üben, ob eine von einem Kriegsgefangenen begangene Übertretung gerichtlich oder disziplinarisch bestraft werden soll.

Das gilt besonders bei der Beurteilung von Handlungen, die mit einer Flucht oder einem Fluchtversuche zusammenhängen.

Für eine und dieselbe Handlung oder aus einem und demselben Anklagegrund kann ein Kriegsgefangener nur einmal bestraft werden.

Artikel 53.

Ein zu einer Disziplinarstrafe verurteilter Kriegsgefangener, bei dem die für die Heimsendung vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, kann nicht deshalb zurückgehalten werden, weil er seine Strafe noch nicht verbüsst hat.

Die heimzusendenden Kriegsgefangenen, die strafgerichtlich verfolgt werden, können bis zur Beendigung des Verfahrens und gegebenenfalls bis zur Verbüssung der Strafe von der Heimsendung ausgeschlossen werden; diejenigen, die auf Grund einer Verurteilung eine Freiheitsstrafe bereits verbüssen, können bis zu deren Beendigung zurückgehalten werden.

Die Kriegführenden werden einander Listen derjenigen Kriegsgefangenen mitteilen, die aus den im vorstehenden Absatz angeführten Gründen nicht heimgesandt werden können.

2. Disziplinarstrafen.

Artikel 54.

Der Arrest ist die strengste Disziplinarstrafe, die über einen Kriegsgefangenen verhängt werden kann.

Die Dauer einer und derselben Strafe darf dreissig Tage nicht überschreiten.

Diese Höchstdauer von dreissig Tagen darf auch dann nicht überschritten werden, wenn ein Kriegsgefangener sich gleichzeitig wegen mehrerer Handlungen disziplinarisch zu verantworten hat, gleichgültig, ob diese Handlungen in einem Zusammenhange stehen oder nicht.

Wenn im Laufe oder nach der Verbüssung einer Arreststrafe erneut eine Disziplinarstrafe über einen Kriegsgefangenen verhängt wird, muss zwischen

jeder Vollstreckung ein Zeitraum von drei Tagen liegen, sobald eine der Arreststrafen zehn Tage oder mehr beträgt.

Artikel 55.

Vorbehaltlich der Bestimmung im letzten Absatze des Artikels 11 sind bei disziplinarischen Bestrafungen von Kriegsgefangenen als Strafverschärfung die Verpflegungsbeschränkungen anwendbar, die im Heere des Gewahrsamsstaates zugelassen sind.

Indessen dürfen diese Beschränkungen nur angeordnet werden, wenn der Gesundheitszustand des Gefangenen es gestattet.

Artikel 56.

In keinem Falle dürfen Kriegsgefangene zur Verbüßung von Disziplinarstrafen in Strafanstalten (Gefängnisse, Kerker, Zuchthäuser usw.) verbracht werden.

Die Räume, in denen Disziplinarstrafen verbüßt werden, müssen gesundheitlich einwandfrei sein.

Den die Strafe verbüßenden Gefangenen muss ermöglicht werden, sich sauber zu halten.

Die Gefangenen sollen täglich Gelegenheit erhalten, sich zu bewegen und mindestens zwei Stunden im Freien aufzuhalten.

Artikel 57.

Disziplinarisch bestrafte Kriegsgefangene dürfen lesen und schreiben, sowie Briefe absenden und erhalten.

Dagegen ist es zulässig, Pakete und Geldsendungen erst nach Verbüßung der Strafe auszuhändigen. Wenn solche Pakete verderbliche Lebensmittel enthalten, so werden letztere der Krankenstube oder Lagerküche abgeliefert.

Artikel 58.

Den disziplinarisch bestraften Kriegsgefangenen soll auf Verlangen gestattet werden, sich bei der täglichen ärztlichen Untersuchung vorzustellen. Sie erhalten die vom Arzte für nötig erachtete Pflege und werden gegebenenfalls in die Krankenstube des Lagers oder in ein Krankenhaus überführt.

Artikel 59.

Vorbehaltlich der Zuständigkeit der Gerichte und höheren Militärbehörden dürfen Disziplinarstrafen nur von einem mit Disziplinargewalt als Lagerkommandant oder Führer eines Arbeitsdetachements ausgestatteten Offizier oder von dem ihn vertretenden verantwortlichen Offizier ausgesprochen werden.

3. Gerichtliche Verfolgung.

Artikel 60.

Bei Einleitung eines gerichtlichen Verfahrens gegen einen Kriegsgefangenen soll der Gewahrsamsstaat hiervon, sobald es ihm möglich ist, jedenfalls aber vor dem für die Eröffnung der Hauptverhandlung bestimmten Zeitpunkte, den Vertreter der Schutzmacht benachrichtigen.

Diese Mitteilung soll folgende Angaben enthalten:

- a. den Personenstand und Dienstgrad des Gefangenen;
- b. den Ort des Aufenthalts oder der Haft;
- c. die Darlegung der Anklagegründe unter Erwähnung der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Wenn es nicht möglich ist, in dieser Anzeige das Gericht, das die Angelegenheit aburteilen wird, den Zeitpunkt der Eröffnung der Hauptverhandlung und den Verhandlungsraum mitzuteilen, so sollen diese Angaben späterhin, und zwar möglichst bald, jedenfalls aber mindestens drei Wochen vor der Eröffnung der Hauptverhandlung dem Vertreter der Schutzmacht nachgeliefert werden.

Artikel 61.

Kein Kriegsgefangener darf verurteilt werden, ohne Gelegenheit zu seiner Verteidigung gehabt zu haben.

Kein Kriegsgefangener darf gezwungen werden, sich der Handlung, deren er angeklagt ist, schuldig zu bekennen.

Artikel 62.

Der Kriegsgefangene hat das Recht auf Beistand durch einen geeigneten Verteidiger seiner Wahl und, wenn nötig, auf die Dienste eines zuverlässigen Dolmetschers. Er ist von seinem Recht durch den Gewahrsamsstaat rechtzeitig vor der Hauptverhandlung zu benachrichtigen.

Wählt der Kriegsgefangene keinen Verteidiger, so kann ihm die Schutzmacht einen solchen bestellen. Der Gewahrsamsstaat soll der Schutzmacht auf deren Verlangen eine Liste von Personen übermitteln, die für die Übernahme der Verteidigung geeignet sind.

Die Vertreter der Schutzmacht haben das Recht, der Prozessverhandlung beizuwohnen.

Von dieser Regel ist nur der Fall ausgenommen, in dem die Prozessverhandlung aus Gründen der Staatssicherheit geheim bleiben muss. Der Gewahrsamsstaat soll die Schutzmacht hiervon zum voraus benachrichtigen.

Artikel 63.

Ein Urteil gegen einen Kriegsgefangenen darf nur durch dieselben Gerichte und nach demselben Verfahren gefällt werden, wie ein Urteil gegen die zu den Streitkräften des Gewahrsamsstaates gehörenden Personen.

Artikel 64.

Jeder Kriegsgefangene hat das Recht, gegen jedes Urteil, das gegen ihn ergangen ist, die nämlichen Rechtsmittel einzulegen, wie die zu den Streitkräften des Gewahrsamsstaates gehörenden Personen.

Artikel 65.

Die gegen die Kriegsgefangenen gefällten Urteile sollen sofort der Schutzmacht mitgeteilt werden.

Artikel 66.

Wird gegen einen Kriegsgefangenen die Todesstrafe ausgesprochen, dann soll schnellstens eine Mitteilung, die im einzelnen die Art und die Umstände der Straftaten enthält, behufs Übermittlung an die Macht, in deren Heer der Gefangene gedient hat, an den Vertreter der Schutzmacht gerichtet werden.

Das Urteil soll nicht vor Ablauf einer Frist von mindestens drei Monaten nach dieser Mitteilung vollstreckt werden.

Artikel 67.

Kein Kriegsgefangener darf auf Grund eines Urteils oder aus einem sonstigen Grunde der Vorteile der Bestimmungen des Artikels 42 dieses Abkommens verlustig gehen.

Vierter Titel.

Die Beendigung der Gefangenschaft.

Erster Abschnitt.

Die Heimsendung und die Unterbringung in einem neutralen Lande.

Artikel 68.

Die Kriegführenden sind verpflichtet, schwer kranke und schwer verwundete Kriegsgefangene, nachdem sie sie transportfähig gemacht haben, ohne Rücksicht auf Dienstgrad und Zahl in ihre Heimat zurückzusenden.

Deshalb sind sobald als möglich durch Vereinbarungen zwischen den Kriegführenden die Gebrechen und Krankheiten zu bestimmen, die eine unmittelbare Heimsendung oder eine etwaige Unterbringung in einem neutralen Lande begründen. Bis zum Abschlusse solcher Vereinbarungen können sich die Kriegführenden auf die diesem Abkommen beigefügte Mustervereinbarung als Unterlage beziehen.

Artikel 69.

Bei Kriegsausbruch verständigen sich die Kriegführenden über die Ernennung gemischter Ärztekommmissionen. Diese Kommissionen bestehen aus

drei Mitgliedern, von denen zwei einem neutralen Lande angehören und eines von dem Gewahrsamsstaate bestimmt wird; einer der Ärzte des neutralen Landes führt den Vorsitz. Diese gemischten Ärztekommisionen untersuchen die Kranken und verwundeten Gefangenen und treffen ihrerwegen alle nötigen Entscheidungen.

Die Entscheidungen dieser Kommissionen erfolgen mit Stimmenmehrheit und sind in kürzester Frist auszuführen.

Artikel 70.

Ausser den durch den Lagerarzt bestimmten sind nachstehende Kriegsgefangene im Hinblick auf ihre unmittelbare Heimsendung oder ihre Unterbringung in einem neutralen Lande durch die in Artikel 69 genannten gemischten Ärztekommisionen zu untersuchen:

- a. die Gefangenen, die einen solchen Antrag beim Lagerarzte stellen;
- b. die Gefangenen, die von den in Artikel 43 vorgesehenen Vertrauensleuten aus eigenem Entschluss oder auf Antrag der Gefangenen selbst dazu vorgestellt werden;
- c. die Gefangenen, die durch die Macht, in deren Heer sie gedient haben, oder durch eine von dieser Macht gehörig anerkannte und ermächtigte Hilfsgesellschaft dazu vorgeschlagen werden.

Artikel 71.

Kriegsgefangene, die einen Arbeitsunfall erlitten haben, Selbstverstümmler ausgenommen, geniessen, was die Heimsendung oder etwaige Unterbringung in einem neutralen Lande betrifft, die Vergünstigung derselben Bestimmungen.

Artikel 72.

Während der Dauer der Feindseligkeiten können die Kriegführenden aus Gründen der Menschlichkeit über die unmittelbare Heimsendung gesunder Kriegsgefangener, die eine lange Kriegsgefangenschaft hinter sich haben, oder über ihre Unterbringung in einem neutralen Lande Vereinbarungen treffen.

Artikel 73.

Die Kosten der Heimsendung oder der Überführung der Kriegsgefangenen in ein neutrales Land sind von der Grenze des Gewahrsamsstaates ab von dem Staate zu tragen, in dessen Heer sie gedient haben.

Artikel 74.

Ein heimgesandter Kriegsgefangener darf nicht zum aktiven Militärdienste verwendet werden.

Zweiter Abschnitt.

Die Freilassung und Heimschaffung nach Beendigung der Feindseligkeiten.

Artikel 75.

Schliessen die Kriegführenden einen Waffenstillstandsvertrag, so haben sie in diesen grundsätzlich Bestimmungen über die Heimschaffung der Kriegsgefangenen aufzunehmen. Wenn solche Bestimmungen in den Vertrag nicht aufgenommen werden konnten, sollen die Kriegführenden gleichwohl so bald als möglich zu diesem Zwecke miteinander in Verbindung treten. Auf alle Fälle hat die Heimschaffung der Kriegsgefangenen binnen kürzester Frist nach Friedensschluss zu erfolgen.

Indessen können Kriegsgefangene, die wegen eines Verbrechens oder Vergehens des gemeinen Rechts strafgerichtlich verfolgt werden, bis zur Beendigung des Verfahrens und gegebenenfalls bis zur Verbüßung der Strafe zurückgehalten werden. Das gleiche gilt für die wegen eines Verbrechens oder Vergehens des gemeinen Rechts Verurteilten.

Nach Vereinbarung unter den Kriegführenden können Kommissionen eingesetzt werden, um nach dem Verbleib verstreuter Kriegsgefangener zu forschen und für ihre Heimschaffung zu sorgen.

Fünfter Titel.

Todesfälle von Gefangenen.

Artikel 76.

Die Testamente der Kriegsgefangenen werden unter den gleichen Bedingungen wie die der Militärpersonen des eigenen Heeres zugelassen und errichtet werden.

Das gleiche gilt für die Beurkundung der Todesfälle.

Die Kriegführenden werden dafür sorgen, dass die in der Gefangenschaft verstorbenen Kriegsgefangenen in würdiger Weise bestattet, ihre Gräber mit allen nötigen Angaben versehen, geachtet und angemessen unterhalten werden.

Sechster Titel.

Hilfs- und Auskunftstellen für die Kriegsgefangenen.

Artikel 77.

Bei Beginn der Feindseligkeiten sind von jeder kriegführenden Macht sowie von den neutralen Mächten, die Kriegsteilnehmer bei sich aufgenommen haben, amtliche Auskunftstellen über die auf ihrem Gebiete befindlichen Kriegsgefangenen zu errichten.

Jede kriegsführende Macht hat ihrer Auskunftstelle in möglichst kurzer Frist jede durch ihre Streitkräfte bewirkte Gefangennahme mitzuteilen. Hierbei sind alle verfügbaren Angaben über die Persönlichkeit der Gefangenen zu machen, die eine schnelle Benachrichtigung der in Betracht kommenden Angehörigen ermöglichen; ferner ist mitzuteilen, wohin die Angehörigen den Gefangenen schreiben können.

Die Auskunftstelle soll diese Angaben einerseits durch Vermittlung der Schutzmächte, andererseits durch die in Artikel 79 vorgesehene Zentralauskunftsstelle schleunigst den in Betracht kommenden Mächten übermitteln.

Die mit der Beantwortung aller die Kriegsgefangenen betreffenden Anfragen beauftragte Auskunftstelle erhält von den verschiedenen zuständigen Dienststellen alle Angaben, welche Unterbringung und Verlegungen, Freilassungen auf Ehrenwort, Heimsendungen, Entweichungen aus der Gefangenschaft, Lazarettaufenthalte und Todesfälle betreffen, sowie alle sonstigen Nachrichten, die zur Aufstellung und Fortführung eines Personalblattes für jeden Kriegsgefangenen nötig sind.

Die Auskunftstelle soll auf diesem Personalblatte, soweit angängig und vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 5, eintragen lassen: die Matrikelnummer, Name und Vornamen, Geburtstag und -ort, Dienstgrad und Truppenteil des Betreffenden, Vorname des Vaters und Name der Mutter, die bei einem Unfall zu benachrichtigende Person, Verwundungen, Ort und Tag der Gefangennahme, der Internierung, Verletzungen, Tod sowie alle sonstigen wichtigen Kennzeichen.

Den in Betracht kommenden Mächten sind wöchentlich Listen mit allen neuen Angaben zu übersenden, welche die Identifizierung jedes Kriegsgefangenen erleichtern.

Die Personalblätter der Kriegsgefangenen sind nach Friedensschluss der Macht zuzustellen, der sie Dienst geleistet haben.

Die Auskunftstelle ist ferner verpflichtet, alle Gegenstände des persönlichen Gebrauchs, Wertsachen, Briefschaften, Soldbücher, Erkennungszeichen usw., die von heimgesandten, auf Ehrenwort freigelassenen, entwichenen oder verstorbenen Kriegsgefangenen zurückgelassen worden sind, zu sammeln und den in Betracht kommenden Ländern zuzustellen.

Artikel 78.

Die nach ihrer Landesgesetzgebung ordnungsgemäss errichteten Hilfgesellschaften für Kriegsgefangene, die als Vermittler für das Wohlfahrtswerk dienen, und ihre gehörig beglaubigten Beauftragten sollen von seiten der Kriegführenden innerhalb der Grenzen der militärischen Notwendigkeiten jede Erleichterung zur wirksamen Erfüllung ihrer humanitären Aufgabe erhalten. Den Vertretern dieser Gesellschaften kann auf Grund einer ihnen persönlich von der Militärbehörde erteilten Erlaubnis und gegen die schriftliche Verpflichtung, sich allen von dieser etwa verfügten Ordnungs- und Polizeimass-

nahmen zu fügen, gestattet werden, in den Lagern sowie in den Rastorten der heimgesandten Kriegsgefangenen Liebesgaben zu verteilen.

Artikel 79.

Eine Zentralauskunftsstelle über die Kriegsgefangenen soll auf neutralem Gebiet eingerichtet werden. Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz wird, wenn es von ihm als nötig erachtet wird, den in Betracht kommenden Mächten die Einrichtung einer derartigen Auskunftsstelle vorschlagen.

Diese Auskunftsstelle hat alle die Gefangenen betreffenden Nachrichten, die sie auf amtlichen oder privaten Wegen erhalten kann, zu sammeln und so schnell wie möglich dem Heimatstaate der Gefangenen oder der Macht, der sie Dienste geleistet haben, zuzustellen.

Vorstehende Bestimmungen dürfen nicht so ausgelegt werden, als sollten sie die menschenfreundliche Tätigkeit des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz einschränken.

Artikel 80.

Die Auskunftstellen geniessen neben Gebührenfreiheit für Postsendungen auch alle in Artikel 38 vorgesehenen Befreiungen.

Siebenter Titel.

Die Anwendung des Abkommens auf bestimmte Kategorien von Zivilpersonen.

Artikel 81.

Personen, die den Streitkräften folgen, ohne ihnen unmittelbar anzugehören, wie Kriegskorrespondenten, Zeitungsberichterstatter, Marketender und Lieferanten haben, wenn sie in die Hand des Feindes geraten und diesem ihre Festhaltung zweckmässig erscheint, das Recht auf Behandlung als Kriegsgefangene, vorausgesetzt, dass sie sich im Besitz eines Ausweises der Militärbehörde der Streitkräfte befinden, die sie begleiteten.

Achter Titel.

Die Ausführung des Abkommens.

Erster Abschnitt.

Allgemeine Bestimmungen.

Artikel 82.

Die Bestimmungen dieses Abkommens müssen von den Hohen Vertragsparteien unter allen Umständen geachtet werden.

Falls in Kriegszeiten einer der Kriegführenden nicht Vertragspartei ist, bleiben die Bestimmungen dieses Abkommens gleichwohl für die kriegführenden Vertragsparteien verbindlich.

Artikel 83.

Die Hohen Vertragsparteien behalten sich das Recht vor, über alle auf die Kriegsgefangenen bezüglichen Fragen, für die ihnen noch eine besondere Regelung angezeigt erscheinen sollte, besondere Vereinbarungen abzuschliessen.

Die Kriegsgefangenen bleiben bis zur Durchführung ihrer Heimschaffung im Genusse dieser Vereinbarungen, vorbehaltlich anderer ausdrücklicher Bestimmungen in den genannten oder in späteren Vereinbarungen, ebenso vorbehaltlich noch günstigerer Massnahmen, welche die eine oder die andere der kriegführenden Mächte hinsichtlich der Kriegsgefangenen, die sich in ihrer Gewalt befinden, trifft.

Um die Ausführung der Bestimmungen dieses Abkommens seitens der Parteien zu sichern und den Abschluss der oben vorgesehenen besonderen Abkommen zu erleichtern, können die Kriegführenden bei Beginn der Feindseligkeiten Zusammenkünfte von Vertretern der beiderseitigen mit den Kriegsgefangenenangelegenheiten betrauten Behörden zulassen.

Artikel 84.

Der Wortlaut dieses Abkommens und der im vorstehenden Artikel vorgesehenen besonderen Abkommen soll möglichst in der Muttersprache der Kriegsgefangenen an Stellen angeschlagen werden, wo alle Kriegsgefangenen Einsicht nehmen können.

Der Wortlaut dieser Abkommen soll den Kriegsgefangenen, denen es unmöglich ist, von dem Anschlage Kenntnis zu nehmen, auf ihr Verlangen mitgeteilt werden.

Artikel 85.

Die Hohen Vertragsparteien werden sich durch Vermittlung des schweizerischen Bundesrates die amtlichen Übersetzungen dieses Abkommens, ebenso wie die Gesetze und Verordnungen mitteilen, zu denen sie sich veranlasst sehen sollten, um die Ausführung dieses Abkommens sicherzustellen.

Zweiter Abschnitt.

Die Einrichtung der Kontrolle.

Artikel 86:

Die Hohen Vertragsparteien erkennen an, dass die ordnungsmässige Anwendung dieses Abkommens eine Gewähr findet in der Möglichkeit der Mitarbeit der mit der Wahrnehmung der Interessen der Kriegführenden betrauten Schutzmächte; zu diesem Zwecke können die Schutzmächte auch ausserhalb ihres diplomatischen Personals unter ihren eigenen Staatsangehörigen oder

unter den Angehörigen anderer neutraler Staaten Delegierte bestimmen. Für diese Delegierten muss die Zustimmung des Kriegführenden eingeholt werden, bei dem sie ihre Aufgabe ausüben sollen.

Die Vertreter der Schutzmacht und ihre zugelassenen Delegierten sind ermächtigt, sich ohne Ausnahme an alle Örtlichkeiten zu begeben, wo Kriegsgefangene untergebracht sind. Sie haben Zugang zu allen Räumen, die mit Kriegsgefangenen belegt sind, und können sich mit diesen, im allgemeinen ohne Zeugen, persönlich oder durch Vermittlung von Dolmetschern unterhalten.

Die Kriegführenden haben den Vertretern und den zugelassenen Delegierten der Schutzmacht ihre Aufgabe in möglichst weitem Ausmasse zu erleichtern. Die Militärbehörden sollen von ihrem Besuche benachrichtigt werden.

Die Kriegführenden können sich darüber verständigen, dass Landsleute der Kriegsgefangenen zur Teilnahme an den Inspektionsreisen zugelassen werden.

Artikel 87.

Im Falle von Meinungsverschiedenheiten zwischen den Kriegführenden über die Anwendung der Bestimmungen dieses Abkommens sollen die Schutzmächte, soweit als möglich, ihre guten Dienste zwecks Regelung des Streitpunktes zur Verfügung stellen.

Zu diesem Zwecke kann jede der Schutzmächte den beteiligten Kriegführenden insbesondere eine Zusammenkunft von Vertretern der letzteren, gegebenenfalls auf neutralem, passend gewähltem Gebiete, vorschlagen. Die Kriegführenden sind verpflichtet, den Vorschlägen, die ihnen in diesem Sinne gemacht werden, Folge zu leisten. Die Schutzmacht kann gegebenenfalls bei den an der Sache beteiligten Mächten die Zustimmung zur Teilnahme an dieser Zusammenkunft für eine Persönlichkeit eines neutralen Staates oder für eine von dem Internationalen Komitee vom Roten Kreuz abgeordnete Persönlichkeit nachsuchen.

Artikel 88.

Die vorstehenden Bestimmungen sollen der menschenfreundlichen Tätigkeit keinen Abbruch tun, die das Internationale Komitee vom Roten Kreuz zum Schutze der Kriegsgefangenen unter Zustimmung der beteiligten Kriegführenden ausübt.

Dritter Abschnitt.

Schlussbestimmungen.

Artikel 89

In den Beziehungen zwischen den Mächten, die durch das Haager Abkommen betreffend die Gesetze und Gebräuche des Landkriegs, sei es das Abkommen vom 29. Juli 1899 oder das Abkommen vom 18. Oktober 1907, gebunden sind und die an dem vorliegenden Abkommen teilnehmen, ergänzt

dieses letztere das zweite Kapitel der dem genannten Haager Abkommen beigefügten Ordnung.

Artikel 90.

Dieses Abkommen, welches das Datum des heutigen Tages tragen soll, kann bis zum 1. Februar 1930 im Namen aller Länder unterzeichnet werden, die auf der am 1. Juli 1929 in Genf eröffneten Konferenz vertreten waren.

Artikel 91.

Dieses Abkommen soll sobald als möglich ratifiziert werden.

Die Ratifikationsurkunden sollen in Bern hinterlegt werden.

Über die Hinterlegung einer jeden Ratifikationsurkunde soll ein Protokoll aufgenommen werden; von diesem soll eine beglaubigte Abschrift durch den Schweizerischen Bundesrat den Regierungen aller Länder mitgeteilt werden, in deren Namen das Abkommen unterzeichnet oder der Beitritt erklärt worden ist.

Artikel 92.

Dieses Abkommen tritt sechs Monate nach Hinterlegung von mindestens zwei Ratifikationsurkunden in Kraft.

Späterhin tritt es für jede Hohe Vertragspartei sechs Monate nach Hinterlegung ihrer Ratifikationsurkunde in Kraft.

Artikel 93.

Vom Zeitpunkte seines Inkrafttretens an steht dieses Abkommen jedem Lande zum Beitritt offen, in dessen Namen dieses Abkommen nicht unterzeichnet worden ist.

Artikel 94.

Der Beitritt wird dem Schweizerischen Bundesrat schriftlich mitgeteilt und wird sechs Monate nach dem Zeitpunkte wirksam, an dem ihm die Mitteilung zugegangen ist.

Der Schweizerische Bundesrat teilt die Beitrittserklärungen den Regierungen aller Länder mit, in deren Namen das Abkommen unterzeichnet oder der Beitritt erklärt worden ist.

Artikel 95.

Der Kriegszustand gibt den von den kriegführenden Mächten vor oder nach dem Beginne der Feindseligkeiten hinterlegten Ratifikationen und mitgeteilten Beitrittserklärungen sofortige Wirksamkeit. Die Ratifikationen oder Beitrittserklärungen von Mächten, die sich im Kriegszustande befinden, werden durch den Schweizerischen Bundesrat auf dem schnellsten Wege mitgeteilt.

Artikel 96.

Jede Hohe Vertragspartei kann dieses Abkommen kündigen. Die Kündigung wird erst ein Jahr nach der schriftlich an den Schweizerischen Bundesrat

erfolgten Anzeige wirksam werden. Der Bundesrat wird diese Anzeige den Regierungen aller Hohen Vertragsparteien mitteilen.

Die Kündigung gilt nur für die Hohe Vertragspartei, die sie angezeigt hat.

Überdies wird diese Kündigung nicht wirksam im Laufe eines Krieges, in den die kündigende Macht verwickelt ist. In einem solchen Falle bleibt dieses Abkommen über die einjährige Frist hinaus bis zum Friedensschluss und jedenfalls bis zur Beendigung der Heimschaffung der Kriegsgefangenen wirksam.

Artikel 97.

Eine beglaubigte Abschrift dieses Abkommens wird im Archiv des Völkerbundes durch Vermittlung des Schweizerischen Bundesrats hinterlegt werden. In gleicher Weise werden die an den Schweizerischen Bundesrat gerichteten Ratifikationen, Beitrittserklärungen und Kündigungen von diesem dem Völkerbund mitgeteilt werden.

Zu Urkund dessen haben die oben genannten Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

Geschehen in Genf, am siebenundzwanzigsten Juli neunzehnhundertneunundzwanzig, in einer einzigen Ausfertigung, die im Archiv der Schweizerischen Eidgenossenschaft hinterlegt bleibt und von der beglaubigte Abschriften den Regierungen aller zur Konferenz eingeladenen Länder übergeben werden.

Für Deutschland:

Edmund Rhombert

Für die Vereinigten Staaten von Amerika:

Eliot Wadsworth

Hugh R. Wilson

Für Österreich:

Leitmaier

Für Belgien:

Dr. Demolder

J. de Ruelle

Für Bolivien:

A. Cortadellas

Für Brasilien:

Raul do Rio-Branco

Für Grossbritannien und Nordirland
sowie für alle Teile des **Britischen**
Reichs, die nicht selbständige Mit-
glieder des Völkerbundes sind:

Horace Rumbold

Für Kanada:

W. A. Riddell

Für Australien:

Claud Russell

Für Neuseeland:

Claud Russell

Für Südafrika:

Eric H. Louw

Für den Freistaat Irland:

Sean Lester

Für Indien:

Claud Russell

Für Bulgarien:

D. Mikoff
Stephan N. Laftchieff

Für Chile:

Gmo Novoa
D. Pulgar

Für China:

C. Y. Hsiao

Für Kolumbien:

Francisco José Urrutia

Für Kuba:

Carlos de Armenteros
Carlos Blanco

Für Dänemark:

Harald Scavenius
Gustav Rasmussen

Für die Dominikanische Republik:

Gh. Ackermann

Für Ägypten:

Mohammed Abdel Moneim Riad
H. W. M. Simaika

Für Spanien:

Ad Referendum
Mauricio Lopez Roberts y Terry,
Marqués de la Torrehermosa

Für Estland:

Dr. Leesment

Für Finnland:

A. E. Martola

Für Frankreich:

H. de Marcilly
J. du Sault

Für Griechenland:

R. Raphaël
S. Veniselos

Für Ungarn:

Paul de Hevesy

Für Italien:

Giovanni Ciruolo

Für Japan:

Isaburo Yoshida
S. Shinomura
S. Miura

Für Lettland:

Charles Duzmans
Dr. Oskar Voit

Für Luxemburg:

Ch. J. Vermaire

Für Mexiko:

Fr. Castillo Nájera

Für Nikaragua:

A. Sottile

Für Norwegen:

J. Irgens
Jens Meinich

Für die Niederlande:

W. Doude van Troostwijk
Dr. Diehl
J. Harberts

Für Persien:

Anouchirevan Sepahbodi

Für Polen:

Józef G. Pracki
W. Jerzy Babecki

Für Portugal:

Vasco de Quevedo.
F. de Calheiros E. Menezes.

Für Rumänien:

M. B. Boeresco.
Oberst E. Vertejano.

**Für das Königreich der Serben
Kroaten und Slowenen:**

I. Choumenkovitch.

Für Siam:

Varnvaidya.

Für Schweden:

K. I. Westman.

Für die Schweiz:

Paul Dinichert.
Hauser.
Züblin.
de la Harpe.
Schindler.

Für die Tschechoslowakei:

Zd. Fierlinger.

Für die Türkei:

Hassan.
M. Nusret.
Dr. Akil Moukhtar.
Dr. Abdulkadir.

Für Uruguay:

Alfredo de Castro.

Für Venezuela:

G. Parra-Pérez.
I. M. Hurtado-Machado.

Anlage zum Abkommen über die Behandlung der Kriegsgefangenen vom 27. Juli 1929.

Muster-Vereinbarung

betreffend

**die unmittelbare Heimsendung der Kriegsgefangenen und ihre
Unterbringung in neutralem Lande aus gesundheitlichen Gründen.**

I. Leitende Gesichtspunkte für die unmittelbare Heimsendung und für die Unterbringung in neutralem Lande.

A. Leitende Gesichtspunkte für die unmittelbare Heimsendung.

Es werden unmittelbar heimgesandt:

1. Kranke und Verwundete, deren Wiederherstellung nach ärztlicher Voraussicht innerhalb Jahresfrist nicht erwartet werden kann, wenn ihr Zustand Behandlung erfordert und ihre geistige oder körperliche Leistungsfähigkeit in erheblichem Masse beeinträchtigt erscheint;
2. unheilbare Kranke und Verwundete, deren geistige oder körperliche Leistungsfähigkeit in erheblichem Masse beeinträchtigt erscheint;
3. geheilte Kranke und Verwundete, deren geistige oder körperliche Leistungsfähigkeit in erheblichem Masse beeinträchtigt erscheint.

B. Leitende Gesichtspunkte für die Unterbringung in neutralem Lande.

Untergebracht werden:

1. Kranke und Verwundete, deren Heilung innerhalb Jahresfrist zu erwarten ist, wenn diese Heilung durch die in neutralem Lande zur Verfügung stehenden Mittel schneller und sicherer erscheint als bei Fortdauer der eigentlichen Kriegsgefangenschaft;
2. Kriegsgefangene, die in ihrer körperlichen oder geistigen Gesundheit durch die Fortdauer der Kriegsgefangenschaft nach ärztlichem Ermessen ernsthaft gefährdet erscheinen, dagegen voraussichtlich durch die Unterbringung in neutralem Lande dieser Gefährdung entzogen werden können.

C. Leitende Gesichtspunkte für die Heimsendung der in neutralem Lande Untergebrachten.

Heimgesandt werden die in neutralem Lande untergebrachten Kriegsgefangenen, die nachstehenden Kategorien angehören:

1. solche, deren Zustand sich so erweist oder gestaltet, dass sie in die Kategorien der aus Gesundheitsrücksichten Heimzusendenden fallen;
2. Geheilte, deren geistige oder körperliche Leistungsfähigkeit in erheblichem Masse beeinträchtigt erscheint.

II. Besondere Gesichtspunkte für die unmittelbare Heimsendung und fi die Unterbringung in neutralem Lande.

A. Besondere Gesichtspunkte für die Heimsendung.

Es werden heimgesandt:

1. alle Kriegsgefangenen mit folgenden tatsächlichen oder funktionellen auf organischen Verletzungen beruhenden Veränderungen: Gliederverlust, Lähmungen, Gelenkveränderungen und dergleichen, sofern der Schaden mindestens einen Fuss oder eine Hand betrifft oder dem Verlust einer Hand oder eines Fusses gleichkommt;
2. Alle verwundeten oder verletzten Kriegsgefangenen, deren Zustand ein Siechtum bedeutet, dessen Heilung nach ärztlichem Ermessen innerhalb Jahresfrist nicht zu erwarten ist;
3. alle Kranken, deren Zustand ein Siechtum bedeutet, dessen Heilung nach ärztlichem Ermessen innerhalb Jahresfrist nicht zu erwarten ist.

In diese Kategorie fallen insbesondere:

- a. fortgeschrittene Tuberkulose irgendwelcher Organe, welche nach ärztlichem Ermessen durch eine Kur in neutralem Lande nicht mehr geheilt oder wenigstens erheblich gebessert werden kann;
- b. Nichttuberkulose Erkrankungen, voraussichtlich unheilbarer Natur, der Atmungsorgane (so vor allem hochgradiges Emphysem mit oder ohne Bronchitis, Bronchiektasien, schweres Asthma, Gasvergiftung usw.);
- c. schwere chronische Erkrankungen der Zirkulationsorgane (so Herzklappenfehler mit Neigung zu Kompensationsstörungen, schwere Herzmuskel-, Herzbeutel- und Gefässerkrankungen, insbesondere inoperable Aneurysmen grosser Gefässe usw.);
- d. schwere chronische Erkrankungen der Verdauungsorgane;
- e. schwere chronische Erkrankungen der Harn- und Geschlechtsorgane, so vor allem alle Fälle von nachgewiesener chronischer Nephritis mit vollem Symptomenbild und insbesondere bei bereits vorhandenen Veränderungen von Herz und Gefässen, chronische Pyelitis und Cystitis usw.;
- f. schwere chronische Erkrankungen des zentralen und peripheren Nervensystems, so vor allem schwere Neurasthenie und Hysterie, alle Fälle von sicher nachgewiesener Epilepsie, schwerer Basedow usw.;
- g. Blindheit beider oder Blindheit eines Auges, wenn die Sehschärfe des anderen nicht auf 1 zu korrigieren ist; Verminderung der Seh-

schärfe, wenn diese nicht auf wenigstens einem Auge auf $\frac{1}{2}$ zu korrigieren ist; andere in diese Kategorie fallende Augenerkrankungen (Glaucom, Iritis, Chorioiditis usw.);

- h. totale Taubheit auf beiden Ohren oder totale Taubheit auf einem Ohr, wenn auf dem anderen die gewöhnliche Sprechstimme auf 1 Meter nicht mehr gehört wird;
- i. alle unzweifelhaften Fälle geistiger Störungen:
- k. schwere Fälle chronischer Metall- und anderer Vergiftungen (Blei, Quecksilber, Morphinum, Kokain, Alkohol, Gase usw.);
- l. chronische Erkrankungen der Fortbewegungsorgane (Arthritis deformans, Gicht, Rheumatismus mit klinisch nachweisbaren Organveränderungen), wenn die Erkrankungen schwer sind;
- m. alle bösartigen Neubildungen, sofern sie nicht durch verhältnismässig leichte operative Eingriffe ohne Lebensgefahr beseitigt werden können;
- n. alle Fälle von Malaria mit nachweisbaren Organveränderungen (chronische erhebliche Vergrösserung von Leber oder Milz, Kachexie usw.);
- o. schwere chronische Hautkrankheiten, sofern ihre Art nicht die Unterbringung in neutralem Lande ärztlich angezeigt erscheinen lässt;
- p. alle schweren Krankheiten, die auf Fehlen der Vitamine in der Nahrung beruhen (Beriberi, Pellagra, chronischer Skorbut).

B. Besondere Gesichtspunkte für die Unterbringung in neutralem Lande.

Die Kriegsgefangenen müssen in neutralem Lande untergebracht werden, wenn sie nachstehende Krankheiten haben:

- 1. alle Formen von Tuberkulose irgendwelcher Organe, die nach den bestehenden ärztlichen Erfahrungen durch die in neutralem Lande zur Verfügung stehenden Hilfsmittel (Hochgebirge, Sanatoriumsbehandlung usw.) der Heilung oder wenigstens erheblichen Besserung zugeführt werden können;
- 2. alle Formen von behandlungsbedürftigen Erkrankungen der Atmungs-, Zirkulations-, Verdauungs-, Urogenital-, Nerven-, Sinnes-, Fortbewegungs- und Hautorgane, jedoch unter der Bedingung, dass diese Krankheitserscheinungen nicht unter die für die unmittelbare Heimsendung bestimmten Kategorien fallen oder zu voraussichtlich glatt in Heilung übergehenden eigentlichen akuten Krankheiten gehören. Gemeint sind in diesem Absatze solche Krankheiten, bei denen die Anwendung der in neutralem Lande verfügbaren Heilfaktoren wesentlich bessere Aussichten zur Heilung des Patienten bietet, als die Behandlung in der Gefangenschaft.

Insbesondere sind die durch die Kriegsereignisse oder die Gefangenschaft selbst verursachten oder ausgelösten nervösen Störungen in Berücksichtigung zu ziehen, wie die sogenannten Stacheldraht- oder Gefangenschaftspsychosen und dergleichen.

Alle derartigen, gehörig festgestellten Fälle sollen zur Unterbringung in neutralem Lande führen, soweit sie nicht wegen ihrer Schwere oder ihres konstitutionellen Charakters die unmittelbare Heimschaffung begründen.

Bei Fällen von sogenannter Stachelkraut- oder Gefangenschaftspsychose oder Neurose, welche nach dreimonatigem Aufenthalt im neutralem Lande nicht geheilt sind oder sich nicht sichtlich auf dem Wege zur endgültigen Heilung befinden, muss Heimsendung erfolgen;

3. alle Verwundungen, Verletzungen oder deren Folgen, die in neutralem Lande bessere Aussichten auf Heilung haben, als in der Gefangenschaft, soweit sie nicht die unmittelbare Heimschaffung begründen oder nicht unerheblich sind;
4. alle Fälle von gehörig festgestellter Malaria ohne klinisch nachweisbare Organveränderungen (chronische Leber- und Milzschwellung, Kachexie usw.), wenn für deren endgültige Heilung der Aufenthalt im neutralem Lande besonders günstige Aussicht bietet;
5. alle Fälle von Vergiftungen (insbesondere durch Gase, Metalle, Alkaloide), für welche die Heilungsaussichten in neutralem Lande besonders günstig sind.

Von der Unterbringung in neutralem Lande sind ausgeschlossen:

1. alle gehörig festgestellten Geisteskrankheiten;
2. alle als unheilbar geltenden organischen und funktionellen Nervenkrankheiten.

(Diese beiden Kategorien gehören zu denjenigen, die zur unmittelbaren Heimsendung berechtigen.)

3. schwerer chronischer Alkoholismus;
4. alle ansteckenden Krankheiten im Stadium der Übertragbarkeit. (Die akuten Infektionskrankheiten, Lues I und II, Trachom, Lepra usw.)

III. Allgemeine Bemerkungen.

Die oben festgesetzten Bedingungen sollen im allgemeinen in möglichst weitherziger Weise ausgelegt und angewendet werden.

Diese Weitherzigkeit der Auslegung soll insbesondere bei den durch die Kriegeereignisse oder die Gefangenschaft selbst hervorgerufenen oder ausgelösten neurotischen und psychopathischen Zuständen (Gefangenschaftspsychose) sowie für die Tuberkulose in allen Stadien angewendet werden.

Es ist selbstverständlich möglich, dass den Lagerärzten und gemischten Ärztekommisionen eine Menge Fälle vorgeführt werden, die unter den in Ziffer II angeführten Beispielen nicht erwähnt sind oder die sich diesen Beispielen nicht anpassen lassen. Die Beispiele sind daher nur als besonders typisch

angeführt worden; von einer analogen Aufstellung chirurgischer Beispiele ist deshalb Abstand genommen worden, weil, abgesehen von den ohne weiteres klaren Fällen, wie Amputierte und dergleichen, besondere Typen schwer aufzustellen sind; die Erfahrung hat gezeigt, dass eine Aufstellung dieser Einzelfälle sich in der Praxis als nachteilig erwiesen hat.

Alle Fälle, welche in die angeführten Beispiele nicht genau hineinpassen, sind sinngemäss nach den aufgestellten leitenden Gesichtspunkten zu beurteilen.

Übersetzung.**Schlussakte**

vom 27. Juli 1929.

Die vom Schweizerischen Bundesrat zum Zwecke der Revision der Genfer Übereinkunft zur Verbesserung des Loses der Verwundeten und Kranken der Heere im Felde vom 6. Juli 1906 und zur Ausarbeitung einer Kriegsgefangenenordnung einberufene Konferenz hat auf Grund zweier, von der X. und der XI. Internationalen Rotkreuzkonferenz behandelten und genehmigten Abkommensentwürfe vom 1. bis zum 27. Juli 1929 in Genf beraten.

Die folgenden Länder haben an der Konferenz teilgenommen, für welche die nachgenannten Delegierten bezeichnet worden waren:

(Es folgen die Namen der Delegierten der hier aufgezählten Länder:

Deutschland, Vereinigte Staaten von Amerika, Österreich, Belgien, Bolivien, Brasilien, Grossbritannien, Kanada, Australien, Neuseeland, Südafrika, Freistaat Irland, Indien, Bulgarien, Chile, China, Kolumbien, Kuba, Dänemark, Dominikanische Republik, Ägypten, Spanien, Estland, Finnland, Frankreich, Griechenland, Ungarn, Italien, Japan, Lettland, Luxemburg, Mexiko, Nikaragua, Norwegen, Niederlande, Persien, Polen, Portugal, Rumänien, Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen, Siam, Schweden, Schweiz, Tschechoslowakei, Türkei, Uruguay, Venezuela.)

Den Vorsitz an der Konferenz hat Herr Paul Dinichert, bevollmächtigter Minister, schweizerischer Delegierter, geführt.

Die Konferenz hat zwei Kommissionen eingesetzt. Die Erste Kommission, die mit der Revision der Genfer Übereinkunft betraut war, leitete Herr Minister Paul Dinichert, die Zweite, der die Ausarbeitung einer Kriegsgefangenenordnung oblag, Herr Minister Harald Scavenius. Die Zweite Kommission hat sich in zwei Unterausschüsse geteilt; in dem einen hatte Herr Minister Hugh R. Wilson, Delegierter der Vereinigten Staaten von Amerika, den Vorsitz inne, im andern der Sehr Ehrenwerte Sir Horace Rumbold, Delegierter Grossbritanniens.

Die Konferenz hat zwei Abkommen angenommen, die das Datum des heutigen Tages tragen und den Bevollmächtigten zur Unterschrift vorgelegt werden sollen:

das Genfer Abkommen zur Verbesserung des Loses der Verwundeten und Kranken der Heere im Felde und

das Abkommen über die Behandlung der Kriegsgefangenen.

Ausserdem hat die Konferenz folgende Wünsche und Ansichten bekundet:

I. Die Konferenz gibt dem Wunsche Ausdruck, dass geprüft werden möge, ob nicht zugunsten der in die Gewalt des Feindes gefallenen Schwerverwundeten und Schwerverkranken neue Garantien geschaffen werden könnten, und zwar bis zum Ende ihrer Hospitalisierung.

II. Die Konferenz hält angesichts einer Anfrage des Souveränen Ritterordens vom Hospital des hl. Johannes von Jerusalem, Malteserorden genannt, dafür, dass die im Genfer Abkommen festgesetzten Bestimmungen, welche die Stellung der Hilfsgesellschaften bei den Heeren im Felde regelt, auf die nationalen Organisationen dieses Ordens anwendbar sind.

Ein Gleiches gilt für das Grosspriorat des hl. Johannes von Jerusalem in England, die Orden des hl. Johannes (Johanniter) sowie des hl. Georg in Deutschland und die gleichartigen, sich mit der Krankenpflege befassenden Orden in allen Ländern.

III. Die Konferenz spricht den Wunsch aus, dass die an den Genfer Übereinkünften beteiligten Länder in naher Zukunft zu einer Konferenz zusammenzutreten möchten, um mit aller erforderlichen Ausführlichkeit die Verwendung der Sanitätsluftfahrt in Kriegszeiten zu regeln.

IV. Die Konferenz spricht den Wunsch aus, dass die Prüfung und die Einführung eines für alle Sanitätspersonen ohne militärische Uniform bestimmten Identitätsausweises nach einheitlichem Muster an die internationale Kommission zur Standardisierung des Sanitätsmaterials, mit Sitz in Genf, gewiesen werde.

V. Die Konferenz, welche die Bedeutung der den nationalen Rotkreuzgesellschaften und den freiwilligen Hilfsgesellschaften in ihrem Werke der Solidarität unter den Völkern zufallenden Aufgabe anerkennt, erachtet es für ausserordentlich wünschenswert, dass ihnen für die Ausübung ihrer Tätigkeit in Friedenszeiten, namentlich was ihre Einrichtung, den Verkehr ihres Personals und den Transport ihres Materials sowie ihre Hilfswerke anbelangt, alle Erleichterungen und Befreiungen im vollsten, nach den nationalen Gesetzgebungen überhaupt zulässigen Umfange gewährt werden.

VI. Die Konferenz, die sich die einmütigen Entschliessungen ihrer beiden Kommissionen zu eigen macht, gibt dem Wunsche Ausdruck, dass eingehende Untersuchungen unternommen werden möchten im Hinblick auf den Abschluss eines internationalen Abkommens über die Rechtsstellung und den Schutz der feindlichen Zivilpersonen, die sich auf dem Gebiet eines Kriegführenden oder auf einem von ihm besetzten Gebiete befinden.

Zu Urkund dessen haben die Delegierten die vorliegende Schlussakte unterzeichnet.

Geschehen in Genf, am siebenundzwanzigsten Juli neunzehnhundertneunundzwanzig, in einer einzigen Ausfertigung, die im Archiv der Schweizerischen Eidgenossenschaft zu hinterlegen ist und von der beglaubigte Abschriften allen an der Konferenz vertretenen Ländern übergeben werden.

Für Deutschland:

Edmund Rhomberg
 Wilhelm Mackeben
 Erich Albrecht

**Für die Vereinigten Staaten
 von Amerika:**

Eliot Wadsworth
 Hugh R. Wilson
 Joseph R. Baker
 Allen W. Gullion
 John P. Fletcher
 John B. Anderson
 Frank L. Pleadwell
 Pierrepont Moffat

Für Österreich:

Leitmaier

Für Belgien:

Dr. Demolder
 J. de Ruelle

Für Bolivien:

A. Cortadellas

Für Brasilien:

Raul do Rio-Branco

**Für Grossbritannien und Nordirland
 sowie für alle Teile des Britischen
 Reichs, die nicht selbständige Mit-
 glieder des Völkerbundes sind:**

Horace Rumbold.
 G. R. Warner

Für Kanada:

W. A. Riddell
 Georges P. Vanier

Für Australien:

Claud Russell

Für Neuseeland:

Claud Russell

Für Südafrika:

Eric H. Louw

Für den Freistaat Irland:

Sean Lester

Für Indien:

J. C. McKenna

Für Bulgarien:

D. Mikoff
 Stephan N. Laftchieff

Für Chile:

Gmo Novoa
 D. Pulgar

Für China:

C. Y. Hsiao

Für Kolumbien:

Francisco José Urrutia

Für Kuba:

Carlos de Armenteros
 Carlos Blanco

Für Dänemark:

Harald Scavenius
 Gustav Rasmussen

Für die Dominikanische Republik:

Ch. Ackermann

Für Ägypten:

Mohammed Abdel Moneim Riad
 H. W. M. Simaika

Für Spanien:

Ad Referendum
 Mauricio Lopez Roberts y Terry,
 Marqués de la Torrehermosa
 Fernando Ga. Loygorri
 Antonio Jimenez Arrieta
 Manuel Ruiz
 Jesús Ilarri

Für Estland:

Dr. Leesment

Für Finnland:

A. E. Martola

Für Frankreich:H. de Marcilly
J. du Sault**Für Griechenland:**R. Raphaël
S. Veniselos**Für Ungarn:**Paul de Hevesy
Dr. Klein Sándor Eberhard**Für Italien:**Giovanni Ciruolo
G. Raineri Biscia
Prof. Arcangelo Ilvento
Emilio Giglioli
T.-Col. M. Peruzzi
Antonio Basile
Guido Vinci-Giglucchi**Für Japan:**Isaburo Yoshida
S. Shimomura
Seizo Miura**Für Lettland:**Charles Duzmans
Dr. Oskar Voit**Für Luxemburg:**

Ch. G. Vermaire

Für Mexiko:

Fr. Castillo Nájera

Für Nikaragua:

A. Sottile

Für Norwegen:J. Irgens
Jens Meinich**Für die Niederlande:**

Bei der Unterzeichnung dieser Schlussakte macht die niederländische Delegation folgenden Vorbehalt: Die niederländischen Dienstvorschriften gehen dahin, dass in Kriegs- oder Mobilisationszeiten alle freiwilligen Hilfsorganisationen in den Niederlanden der Leitung der niederländischen Rotkreuzvereinigung unterstellt sind.

W. Doude van Troostwijk
Dr. Diehl
J. Harberts**Für Persien:**

Anouchirevan Sepahbodi

Für Polen:Józef G. Pracki
W. Jerzy Babecki**Für Portugal:**Vasco de Quevedo
F. de Calheiros e Menezes**Für Rumänien:**M. B. Boeresco
Oberst E. Vertejano**Für das Königreich der Serben,
Kroaten und Slowenen:**I. Choumenkovitch
Dr. J. M. Rouviditch
Dr. Tehed. Djourdjevitch**Für Siam:**

Varnvaidya

Für Schweden:

K. I. Westman

Für die Schweiz:Paul Dinichert
Hauser
Zublin
de la Harpe
Schindler**Für die Tschechoslowakei:**Zd. Fierlinger
Dr. Reisser**Für die Türkei:**Hassan
M. Nusret:
Dr. Akil Moukhtar
Dr. Abdulkadir**Für Uruguay:**

Alfredo de Castro

Für Venezuela:O. Parra-Pérez
I. M. Hurtado-Machado

(4)

ITALIAN TRANSLATION
of the
CONVENTION OF GENEVA
of July 27, 1929,

FOR THE AMELIORATION OF THE
CONDITION OF THE WOUNDED AND
SICK OF ARMIES IN THE FIELD

and of the
CONVENTION OF JULY 27, 1929,
RELATIVE TO THE TREATMENT OF
PRISONERS OF WAR

- I. Convenzione di Ginevra per migliorare la sorte dei feriti e malati negli eserciti in campagna.**
II. Convenzione relativa al trattamento dei prigionieri di guerra.
-

Traduzione dal testo originale francese.

Convenzione di Ginevra per migliorare la sorte dei feriti e malati negli eserciti in campagna.

(Del 27 luglio 1929.)

Approvata dalle Camere federali il 16 dicembre 1930.

Lo strumento di ratificazione della Svizzera è stato deposto il 19 dicembre 1930.

Data dell'entrata in vigore per la Svizzera: 19 giugno 1931.

IL PRESIDENTE DEL REICH GERMANICO, IL PRESIDENTE DEGLI STATI UNITI D'AMERICA, IL PRESIDENTE FEDERALE DELLA REPUBBLICA D'AUSTRIA, SUA MAESTA' IL RE DEI BELGI, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI BOLIVIA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DEGLI STATI UNITI DEL BRASILE, SUA MAESTA' IL RE DELLA GRAN BRETAGNA, D'IRLANDA E DEI TERRITORI BRITANNICI AL DI LA' DEI MARI, IMPERATORE DELLE INDIE, SUA MAESTA' IL RE DEI BULGARI, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DEL CILE, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DELLA CHINA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI COLOMBIA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI CUBA, SUA MAESTA' IL RE DI DANIMARCA E D'ISLANDA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DOMINICANA, SUA MAESTA' IL RE D'EGITTO, SUA MAESTA' IL RE DI SPAGNA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA D'ESTONIA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI FINLANDIA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ELLENICA, SUA ALTEZZA SERENISSIMA IL REGGENTE D'UNGHERIA, SUA MAESTA' IL RE D'ITALIA, SUA MAESTA' L'IMPERATORE DEL GIAPPONE, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI LETTONIA, SUA ALTEZZA REALE LA GRANDUCHESSA DI LUSSEMBURGO, IL PRESIDENTE DEGLI STATI UNITI DEL MESSICO, IL PRESIDENTE DELLA REPUB-

BELICA DEL NICARAGUA, SUA MAESTÀ IL RE DI NORVEGIA, SUA MAESTÀ LA REGINA DEI PAESI BASSI, SUA MAESTÀ IMPERIALE LO SCIA DI PERSIA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI POLONIA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA PORTOGHESE, SUA MAESTÀ IL RE DI RUMENIA, SUA MAESTÀ IL RE DEI SERBI, CROATI E SLOVENI, SUA MAESTÀ IL RE DEL SIAM, SUA MAESTÀ IL RE DI SVEZIA, IL CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA CECOSLOVACCA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA TURCA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ORIENTALE DELL'URUGUAY, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DEGLI STATI UNITI DEL VENEZUELA,

egualmente animati dal desiderio di alleviare, per quanto sta in loro, i mali inseparabili dalla guerra, e nell'intento di perfezionare ed integrare, a tale effetto, le disposizioni concordate in Ginevra il 22 agosto 1864 ed il 6 luglio 1906, per migliorare la sorte dei malati e feriti degli eserciti in campagna,

hanno risolto di concludere una nuova Convenzione ed hanno a tale scopo nominato i loro plenipotenziari :

(Seguono i nomi dei plenipotenziari.)

i quali, dopo essersi scambiati i rispettivi pieni poteri trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

CAPITOLO I.

Dei feriti e dei malati.

Articolo 1.

I militari e le altre persone ufficialmente addette agli eserciti, che saranno feriti o malati, dovranno essere rispettati e protetti in ogni circostanza ; dovranno essere trattati con umanità e curati, senza distinzione di nazionalità, dal belligerante che li avrà in suo potere.

Nondimeno, il belligerante obbligato ad abbandonare dei malati o dei feriti al suo avversario, lascerà con essi, per quanto le circostanze militari lo consentiranno, una parte del suo personale e del suo materiale sanitario, per contribuire a curarli.

Articolo 2.

Senza pregiudizio delle cure da prestar loro in virtù dell'articolo precedente, i feriti o i malati di un esercito caduti in potere dell'altro

belligerante saranno prigionieri di guerra, e saranno loro applicabili le regole del diritto delle genti relative ai prigionieri.

Ciò nonostante i belligeranti restano liberi di stipulare fra loro, a favore dei prigionieri feriti o malati e in aggiunta alle obbligazioni esistenti, quelle clausole che giudicheranno utili.

Articolo 3.

Dopo ogni combattimento, il belligerante rimasto padrone del campo di battaglia provvederà a ricercare i feriti ed i morti e li proteggerà dal saccheggio e dai cattivi trattamenti.

Ogni qualvolta le circostanze lo permettano sarà stipulato un armistizio locale o una sospensione del fuoco per permettere la raccolta dei feriti rimasti fra le linee.

Articolo 4.

I belligeranti si comunicheranno reciprocamente nel più breve tempo possibile, i nomi dei feriti, dei malati e dei morti raccolti o scoperti, e tutte le indicazioni atte ad identificarli.

Essi dovranno formare e trasmettersi gli atti di morte.

Raccoglieranno e si trasmetteranno egualmente tutti gli oggetti di uso personale trovati sui campi di battaglia o sui morti, particolarmente la metà della loro targhetta d'identità, mentre l'altra metà deve restare legata al cadavere.

Vigileranno perchè l'inumazione o la cremazione dei morti sia preceduta da un diligente esame dei corpi, possibilmente fatto da un medico, per constatare la morte, stabilire l'identità e potere darne conto.

Vigileranno, inoltre, perchè siano onorevolmente inumati, perchè le loro tombe siano rispettate e possano sempre essere ritrovate.

A questo scopo ed al principio delle ostilità, organizzeranno un servizio di tombe tale da rendere possibili eventuali esumazioni e da assicurare l'identificazione dei cadaveri, qualunque sia il collocamento successivo delle tombe.

Chiuse le ostilità, si scambieranno l'elenco delle tombe e quello dei morti, sepolti nei loro cimiteri ed altrove.

Articolo 5.

L'autorità militare potrà ricorrere allo zelo pietoso degli abitanti per raccogliere e curare, sotto la sua vigilanza, feriti o malati degli eserciti, accordando alle persone che abbiano risposto all'appello una protezione speciale e certe facilitazioni.

CAPITOLO II.

Delle formazioni e degli stabilimenti sanitari.

Articolo 6.

Le formazioni sanitarie mobili, cioè quelle che accompagnano gli eserciti in campagna, e gli stabilimenti fissi del servizio sanitario saranno rispettati e protetti dai belligeranti.

Articolo 7.

La protezione dovuta alle formazioni ed agli stabilimenti sanitari cesserà, se siano adoperati per commettere atti dannosi al nemico.

Articolo 8.

Non saranno considerate come condizioni atte a privare una formazione od uno stabilimento sanitario della protezione stabilita all'articolo 6:

1. il fatto che il personale della formazione o dello stabilimento sia armato e usi delle armi per la difesa propria o per quella dei suoi malati e feriti;
2. il fatto che, in mancanza di infermieri armati, la formazione o lo stabilimento sia protetto da un picchetto o da sentinelle;
3. il fatto che nella formazione o nello stabilimento siansi rinvenute armi portatili e munizioni ritirate a feriti e non ancora consegnate al servizio competente;
4. il fatto che personale o materiale del servizio veterinario si trovino nella formazione o nello stabilimento senza che ne siano parte integrante.

CAPITOLO III.

Del personale.

Articolo 9.

Il personale adibito esclusivamente a raccogliere, a trasportare e curare i feriti e i malati, come pure all'amministrazione delle formazioni e degli stabilimenti sanitari, i cappellani aggregati agli eserciti, saranno rispettati e protetti in ogni circostanza. Se cadono nelle mani del nemico, non saranno trattati come prigionieri di guerra.

I militari specialmente istruiti per essere, occorrendo, impiegati come infermieri o porta-barella ausiliari per raccogliere, trasportare e curare feriti e malati, se muniti di documento d'identità, avranno il beneficio dello stesso regime del personale sanitario permanente, in quanto siano catturati durante l'esercizio di queste funzioni.

Articolo 10.

È assimilato al personale indicato nella prima parte dell'articolo 9, il personale delle società volontarie di soccorso debitamente riconosciute e autorizzate dal loro Governo, che sia adibito alle stesse funzioni, a condizione che esso sia sottoposto alle leggi e ai regolamenti militari.

Ogni Alta Parte Contraente notificherà all'altra, sia dal tempo di pace, sia all'inizio o nel corso delle ostilità, e in ogni caso prima del loro impiego effettivo, i nomi delle società che essa abbia autorizzato a prestare concorso, sotto la sua responsabilità, al servizio sanitario ufficiale dei suoi eserciti.

Articolo 11.

Una società riconosciuta di un paese neutrale non potrà prestare il concorso del suo personale e delle sue formazioni sanitarie a un belligerante, se non col preventivo consenso del proprio Governo e dello stesso belligerante.

Il belligerante che ne abbia accettato il soccorso sarà obbligato, prima di farne uso, di darne comunicazione al nemico.

Articolo 12.

Le persone designate negli articoli 9, 10 e 11 non potranno essere trattenute se cadono in potere del nemico.

Salvo contrario accordo, esse dovranno essere rinviate al belligerante cui appartengono, appena una via sarà aperta al loro ritorno e appena le esigenze militari lo permetteranno.

Nell'attesa del rinvio, esse continueranno a compiere le loro funzioni sotto la direzione del nemico, e dovranno preferibilmente essere destinate alla cura dei feriti e dei malati del belligerante cui appartengono.

Partendo, porteranno seco gli effetti, gli istrumenti, le armi ed i mezzi di trasporto di loro proprietà.

Articolo 13.

I belligeranti assicureranno al personale indicato dagli articoli 9, 10 e 11, mentre sarà in loro potere, vitto, alloggio, assegni e paghe eguali a quelli che essi corrispondono al personale degli stessi gradi nel proprio esercito.

Fin dall'inizio delle ostilità essi stabiliranno accordo circa la corrispondenza dei gradi del loro personale sanitario.

CAPITOLO IV.

Degli edifici e del materiale.

Articolo 14.

Le formazioni sanitarie mobili, qualunque siano, conserveranno, se cadono in potere del nemico, il loro materiale, i loro mezzi di trasporto ed il loro personale direttivo.

Tuttavia, l'autorità militare competente avrà facoltà di servirsene per la cura dei feriti e dei malati; la restituzione si farà alle condizioni previste per il personale sanitario e, per quanto è possibile, contemporaneamente.

Articolo 15.

Gli edifici ed il materiale degli stabilimenti sanitari fissi dell'esercito restano sottoposti alle leggi della guerra, ma non potranno essere distolti dal loro uso, finchè siano necessari ai feriti e ai malati.

Tuttavia, i comandanti delle truppe d'operazione potranno disporne, in caso di urgenti necessità militari, dopo di avere, però, assicurata la sorte dei feriti e dei malati che vi sono curati.

Articolo 16.

Gli edifici delle società di soccorso ammesse al beneficio della Convenzione saranno considerati come proprietà privata.

Il materiale di queste società, qualunque sia il luogo ove possa trovarsi, sarà parimenti considerato come proprietà privata.

Il diritto di requisizione riconosciuto ai belligeranti secondo le leggi e gli usi di guerra non sarà esercitato se non in caso di necessità urgente, e dopo che sia stata assicurata la sorte dei feriti e dei malati.

CAPITOLO V.

Dei trasporti sanitari.

Articolo 17.

I veicoli predisposti per gli sgombri sanitari che circolino isolatamente od in convogli saranno trattati come le formazioni sanitarie mobili, salve le disposizioni speciali seguenti:

Il belligerante che intercetta veicoli di trasporto sanitario, isolati od in convoglio, potrà, se le necessità militari lo esigono, fermarli,

scomporre il convoglio, provvedendo, però, ai malati e ai feriti ch'esso contiene. Non li potrà utilizzare che nel settore nel quale saranno stati intercettati e soltanto per esigenze sanitarie. Compiuta la loro missione locale, i veicoli dovranno essere restituiti nelle condizioni previste dall'articolo 14.

Il personale militare preposto al trasporto e munito a quest'uopo di regolare mandato dovrà essere rinviato secondo le condizioni previste dall'articolo 12 per il personale sanitario, sotto riserva dell'ultimo capoverso dell'articolo 18.

Tutti i mezzi di trasporto specialmente organizzati per la sgombrò ed il materiale relativo a questi mezzi di trasporto pertinenti al servizio sanitario dovranno essere restituiti in conformità delle disposizioni del capitolo IV.

I mezzi di trasporto militari, che non siano quelli del servizio sanitario, potranno essere catturati coi loro attacchi.

Il personale civile e i vari mezzi di trasporto provenienti dalla requisizione saranno sottoposti alle regole generali del diritto delle genti.

Articolo 18.

Gli apparecchi aerei utilizzati come mezzi di trasporto sanitario godranno della protezione della Convenzione per tutto il tempo durante il quale saranno esclusivamente riservati allo sgombrò dei feriti e dei malati, al trasporto del personale e del materiale sanitario.

Saranno dipinti in bianco e dovranno portare ostensibilmente il segno distintivo contemplato dall'articolo 19, a lato dei colori nazionali, sulle loro faccie inferiore e superiore.

Salvo speciale ed esplicito permesso, è proibito sorvolare la linea di fuoco e della zona situata davanti i grandi quartieri medici di selezione, e, in generale, di qualunque territorio nemico o occupato dal nemico.

Gli apparecchi sanitari aerei dovranno obbedire a qualunque intima-zione di atterrare.

Nel caso di un atterramento così imposto o accidentale su territorio nemico od occupato dal nemico, i feriti ed i malati, come il personale ed il materiale sanitario, compreso l'apparecchio aereo, beneficeranno delle disposizioni della presente Convenzione.

Il pilota, i manovratori e gli operatori della telegrafia senza fili (T.S.F.), catturati, dovranno essere restituiti, a condizione che non siano più adibiti, sino alla fine delle ostilità, ad altro che non sia il servizio sanitario.

CAPITOLO VI.

Del segno distintivo.**Articolo 19.^a**

In omaggio alla Svizzera, il segno araldico della Croce Rossa sul fondo bianco, formato coll'inversione dei colori federali, è mantenuto come emblema e segno distintivo del servizio sanitario degli eserciti.

Tuttavia, per i paesi che impiegano già come segno distintivo, in luogo della Croce Rossa, la Mezzaluna Rossa od il Leone ed il Sole Rossi su fondo bianco, questi emblemi sono parimenti ammessi a' sensi della presente Convenzione.

Articolo 20.

L'emblema figurerà sulle bandiere, sui bracciali e su tutto il materiale adoperato pel servizio sanitario, col permesso dell'autorità militare competente.

Articolo 21.

Il personale protetto in virtù dell'articolo 9, capoverso primo, e degli articoli 10 e 11 porterà, fissata al braccio sinistro, una fascia con croce rossa sul fondo bianco, fornita e timbrata dall'autorità militare competente.

Il personale indicato all'articolo 9, capoversi 1 e 2, sarà provvisto di un certificato d'identità consistente o in una iscrizione sul libretto militare od in un documento speciale.

Le persone indicate negli articoli 10 ed 11 che non portano uniforme militare riceveranno dall'autorità militare competente un certificato d'identità, con fotografia, attestante la loro qualità di sanitario.

I certificati d'identità dovranno essere uniformi e dello stesso modello presso ogni esercito.

Il personale sanitario non potrà mai, in nessun caso, essere privato de' suoi segni distintivi, nè dei certificati d'identità che gli spettano.

In caso di perdita avrà il diritto di ottenerne i duplicati.

Articolo 22.

La bandiera distintiva della Convenzione non potrà essere inalberata che sulle formazioni e sugli stabilimenti sanitari ch'essa ordina di rispettare, e col consenso dell'autorità militare. Negli stabilimenti fissi, essa dovrà, e, nelle formazioni mobili, essa potrà essere accompagnata dalla bandiera nazionale del belligerante a cui appartiene la formazione o lo stabilimento.

Tuttavia, le formazioni sanitarie cadute in potere del nemico inalbereranno soltanto la bandiera della Convenzione, finchè si troveranno in questa condizione.

I belligeranti, in quanto le esigenze militari lo permetteranno, prenderanno le misure atte a rendere nettamente visibili alle forze nemiche terrestri, aeree e marittime gli emblemi distintivi che segnalano le formazioni e gli stabilimenti sanitari, allo scopo di scongiurare la possibilità di qualunque azione aggressiva.

Articolo 23.

Le formazioni sanitarie dei paesi neutrali che, in conformità a quanto prescrive l'articolo 11, fossero state autorizzate a prestare i loro servizi, dovranno inalberare, colla bandiera della Convenzione, la bandiera nazionale del belligerante dal quale dipendono.

Esse avranno il diritto d'inalberare anche la loro bandiera nazionale per tutto il tempo che presteranno i loro servizi ad un belligerante.

Le disposizioni del secondo capoverso dell'articolo precedente sono loro applicabili.

Articolo 24.

L'emblema della croce rossa su fondo bianco e le parole *Croce Rossa* o *Croce di Ginevra* non potranno essere adoperate, sia in tempo di pace, sia in tempo di guerra, che per proteggere o designare le formazioni e gli stabilimenti sanitari, il personale e il materiale protetti dalla Convenzione.

Lo stesso vale per ciò che concerne gli emblemi indicati dall'articolo 19, capoverso secondo, per i paesi che li impiegano.

D'altra parte, le società di soccorso volontarie indicate dall'articolo 10, potranno usare, in conformità della legislazione nazionale, l'emblema distintivo per la loro attività umanitaria in tempo di pace.

In via eccezionale e coll'autorizzazione esplicita di una delle società nazionali della Croce Rossa (Mezzaluna-Rossa, Leone e Sole-Rossi) si potrà far uso dell'emblema della Convenzione, in tempo di pace, per segnalare l'ubicazione dei posti di soccorso esclusivamente riservati a prestare cure gratuite a feriti ed a malati.

CAPITOLO VII.

Applicazione ed esecuzione della convenzione.

Articolo 25.

Le disposizioni della presente Convenzione saranno rispettate dalle Alte Parti Contraenti in qualunque circostanza.

Nel caso in cui, in tempo di guerra, un belligerante non partecipi alla Convenzione, le sue disposizioni resteranno, ciò non di meno, obbligatorie tra tutti i belligeranti che vi partecipano.

Articolo 26.

I comandanti in capo degli eserciti belligeranti procederanno, per ciò che riguarda i particolari dell'esecuzione dei precedenti articoli e i casi non previsti, secondo le istruzioni dei loro rispettivi Governi e conformemente ai principi generali della presente Convenzione.

Articolo 27.

Le Alte Parti Contraenti prenderanno le misure necessarie per istruire le loro truppe, e specialmente il personale protetto, sulle disposizioni della presente Convenzione, e per farle conoscere alle popolazioni.

CAPITOLO VIII.

Repressione degli abusi e delle infrazioni.

Articolo 28.

I Governi delle Alte Parti Contraenti, la cui legislazione non fosse fin d'ora sufficiente, prenderanno o proporranno alle loro assemblee legislative i provvedimenti necessari per impedire in qualunque tempo:

a) l'uso, da parte di privati o di società che non vi abbiano diritto in virtù della presente Convenzione, dell'emblema o della denominazione di *Croce Rossa* o *Croce di Ginevra*, nonchè di qualunque segno e di qualunque denominazione che costituiscano un'imitazione, sia che quest'uso abbia scopo commerciale, sia che ne abbia qualsiasi altro ;

b) in ragione dell'omaggio reso alla Svizzera coll'adozione dei colori federali invertiti, l'uso da parte di privati o di società degli stemmi della Confederazione Svizzera o di segni che ne costituiscano un'imitazione, sia come marchi di fabbrica o di commercio o come elementi di tali marchi, sia ad uno scopo contrario alla lealtà commerciale, sia in condizioni suscettibili di ferire il sentimento nazionale svizzero.

Il divieto, previsto sotto la lettera a), di far uso dei segni o delle denominazioni costituenti un'imitazione dell'emblema o della denominazione di *Croce Rossa* o di *Croce di Ginevra*, nonchè la proibizione prevista sotto la lettera b) di far uso degli stemmi della Confederazione Svizzera o di segni che ne costituiscano un'imitazione, avrà effetto a partire dall'epoca fissata da ogni legislazione e, al più tardi,

cinque anni dopo l'entrata in vigore della Convenzione. Dall'entrata in vigore della Convenzione non sarà più lecito di assumere un marchio di fabbrica o di commercio contrario a questi divieti.

Articolo 29.

I Governi delle Alte Parti Contraenti prenderanno o proporranno pure alle loro autorità legislative, in caso d'insufficienza delle loro leggi penali, i provvedimenti necessari per reprimere, in tempo di guerra, qualunque atto contrario alle disposizioni della presente Convenzione.

Essi si comunicheranno, per mezzo del Consiglio federale svizzero, le disposizioni relative a questa repressione, al più tardi entro cinque anni dalla ratifica della presente Convenzione.

Articolo 30.

A richiesta di un belligerante dovrà essere aperta un'inchiesta, nel modo da stabilirsi tra le parti interessate, a proposito di qualunque pretesa violazione della Convenzione; constatata la violazione, i belligeranti le porranno fine e la reprimeranno al più presto possibile.

Disposizioni finali.

Articolo 31.

La presente Convenzione, che porterà la data di questo giorno, potrà essere firmata, fino al primo febbraio 1930, a nome di tutti i paesi rappresentati alla Conferenza che si è aperta a Ginevra il 1° luglio 1929, come pure dei paesi non rappresentati a quella Conferenza che partecipano alle Convenzioni di Ginevra del 1864 o del 1906.

Articolo 32.

La presente Convenzione sarà ratificata il più presto possibile.

Le ratifiche saranno depositate a Berna.

Del deposito di ciascuno strumento di ratifica sarà steso un processo verbale, una copia del quale, certificata conforme, sarà rimessa dal Consiglio federale svizzero ai Governi di tutti i paesi nel cui nome la Convenzione sarà stata firmata o l'adesione sarà stata notificata.

Articolo 33.

La presente Convenzione entrerà in vigore sei mesi dopo che almeno due strumenti di ratifica saranno stati depositati.

Essa entrerà successivamente in vigore per ciascuna Alta Parte Contraente sei mesi dopo avvenuto il deposito del suo istrumento di ratifica.

Articolo 34.

La presente Convenzione sostituirà le Convenzioni del 22 agosto 1864 e del 6 luglio 1906 nei rapporti fra le Alte Parti Contraenti.

Articolo 35.

A contare dalla data della sua entrata in vigore, la presente Convenzione sarà aperta alle adesioni di qualunque paese in nome del quale non sia stata firmata.

Articolo 36.

Le adesioni saranno notificate per iscritto al Consiglio federale svizzero ed avranno effetto trascorsi sei mesi dalla data nella quale gli saranno pervenute.

Il Consiglio federale svizzero comunicherà le adesioni ai Governi di tutti i paesi in nome dei quali sia stata firmata la Convenzione o notificata l'adesione.

Articolo 37.

Lo stato di guerra conferirà effetto immediato alle ratifiche depositate ed alle adesioni notificate dalle Potenze belligeranti prima o dopo l'inizio delle ostilità. La comunicazione delle ratifiche o delle adesioni delle Potenze in istato di guerra verrà fatta dal Consiglio federale svizzero seguendo la via più rapida.

Articolo 38.

Ciascuna delle Alte Parti Contraenti avrà la facoltà di denunciare la presente Convenzione. La denuncia non produrrà i suoi effetti che un anno dopo la notifica fatta per iscritto al Consiglio federale svizzero. Questo comunicherà immediatamente tale notifica ai Governi di tutte le Alte Parti Contraenti.

La denuncia non varrà che per l'Alta Parte Contraente che l'avrà notificata.

Questa denuncia non produrrà, inoltre, i suoi effetti durante una guerra nella quale fosse implicata la Potenza denunciante. In tal caso, la presente Convenzione continuerà a produrre i suoi effetti, oltre il termine di un anno, fino alla conclusione della pace.

Articolo 39.

Un esemplare, certificato conforme, della presente Convenzione sarà depositato negli archivi della Società delle Nazioni a cura del Consiglio federale svizzero. Parimenti, le ratifiche, adesioni e denunce che saranno notificate al Consiglio federale svizzero saranno dallo stesso comunicate alla Società delle Nazioni.

IN FEDE DI CHE i plenipotenziari sunnominati hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO A GINEVRA, il ventisette luglio millenovecentoventinove, in un solo esemplare, che rimarrà depositato negli archivi della Confederazione Svizzera, e le copie del quale, certificate conformi, saranno trasmesse ai Governi di tutti i paesi invitati alla Conferenza.

Per la Germania :

Edmund Rhomberg

Per il Belgio :

Dr. Demolder

J. de Ruelle

Per gli Stati Uniti d'America :

Eliot Wadsworth

Hugh R. Wilson

Per la Bolivia :

A. Cortadellas

Per l'Austria :

Leitmaier

Per il Brasile :

Raul do Rio-Branco

Per la Gran Bretagna e l'Irlanda del Nord, nonchè per ogni altra parte dell'Impero britannico non membro separato della Società delle Nazioni:

Io dichiaro che la firma che appongo alla presente Convenzione per la GRAN BRETAGNA e l'IRLANDA DEL NORD e per ogni parte dell'IMPERO BRITANNICO NON MEMBRO SEPARATO DELLA SOCIETA' DELLE NAZIONI, è data sotto riserva che Sua Maestà Britannica intenda interpretare l'art. 28 della Convenzione nel senso che le misure legislative contemplate da questo articolo potranno prevedere che i privati, le associazioni, ragioni sociali o società che avranno usato, prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione, gli stemmi della Confederazione Svizzera, o segni costituenti un'imitazione di detti stemmi, a scopo legale, non dovranno essere impediti di continuare a usar questi stemmi o segni pel medesimo scopo.

Horace Rumbold

Per il Canada:

Io dichiaro che la firma che appongo alla presente Convenzione per il CANADA è data sotto riserva che il Governo del Dominion del Canada intenda interpretare l'art. 28 della Convenzione nel senso che le misure legislative contemplate da questo articolo potranno prevedere che i privati, le associazioni, ragioni sociali o società che avranno usato, prima dell'entrata in vigore della

presente Convenzione, gli stemmi della Confederazione Svizzera, o segni costituenti un'imitazione di detti stemmi, a scopo legale, non dovranno essere impediti di continuare a usar questi stemmi o segni pel medesimo scopo.

W. A. Riddell

Per l'Australia:

Io dichiaro che la firma che appongo alla presente Convenzione per l'AUSTRIA è data sotto riserva che il Governo del Commonwealth d'Australia intenda interpretare l'art. 28 della Convenzione nel senso che le misure legislative contemplate da questo articolo potranno prevedere che i privati, le associazioni, ragioni sociali o società che avranno usato, prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione, gli stemmi della Confederazione Svizzera, o segni costituenti un'imitazione di detti stemmi, a scopo legale, non dovranno essere impediti di continuare a usar questi stemmi o segni pel medesimo scopo.

Claud Russell

Per la Nuova Zelanda:

Io dichiaro che la firma che appongo alla presente Convenzione per la NUOVA ZELANDA è data sotto riserva che il Governo della Nuova Zelanda intenda interpretare l'art. 28 della Convenzione nel senso che le misure legislative contemplate da questo articolo potranno prevedere che i privati, le associazioni, ragioni sociali o società che avranno usato, prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione, gli stemmi della Confederazione Svizzera, o segni costituenti un'imitazione di detti stemmi, a scopo legale, non dovranno essere impediti di continuare a usar questi stemmi o segni pel medesimo scopo.

Claud Russell

Per l'Africa del Sud:

Eric H. Louw

Per lo Stato libero dell'Irlanda:

Io dichiaro che la firma che appongo alla presente Convenzione per lo STATO LIBERO DELL'IRLANDA è data sotto riserva che esso intenda interpretare l'art. 28 della Convenzione nel senso che le misure legislative contemplate da questo articolo potranno prevedere che i privati, le associazioni, ragioni sociali o società che avranno usato, prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione, gli stemmi della Confederazione Svizzera, o segni costituenti un'imitazione di detti stemmi, a scopo legale, non dovranno essere impediti di continuare a usar questi stemmi o segni pel medesimo scopo.

Sean Lester

Per l'India:

Io dichiaro che la firma che appongo alla presente Convenzione per il Governo dell'INDIA è data sotto riserva che il Governo dell'India intenda interpretare l'art. 28 della Convenzione nel senso che le misure legislative contemplate da questo articolo potranno prevedere che i privati, le associazioni,

ragioni sociali o società che avranno usato, prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione, gli stemmi della Confederazione Svizzera, o segni costituenti un'imitazione di detti stemmi, a scopo legale, non dovranno essere impediti di continuare a usar questi stemmi o segni pel medesimo scopo.

Claud Russel

Per la Bulgaria:

D. Mikoff
Stephan N. Laftchieff

Per il Cile:

Gmo Novoa
D. Pulgar

Per la Cina:

C. Y. Hsiao

Per la Columbia:

Francisco José Urrutia

Per Cuba:

Carlos de Armenteros
Carlos Blanco

Per la Danimarca:

Harald Scavenius
Gustav Rasmussen

Per la Repubblica Domenicana:

Ch. Ackermann

Per l'Egitto:

Mohammed Abdel Moneim Riad
H. W. M. Simaika

Per la Spagna:

Ad Referendum
Mauricio Lopez Roberts y Terry
Marqués de la Torrehermosa

Per l'Estonia:

Dr. Leesment

Per la Finlandia:

A. E. Martola

Per la Francia:

H. de Marcilly
J. du Sault

Per la Grecia:

R. Raphaël
S. Veniselos

Per l'Ungheria:

Paul de Hevesy

Per l'Italia:

Giovanni Ciruolo

Per il Giappone:

Pur accettando di massima le disposizioni dell'art. 28, il GIAPPONE fa delle riserve quanto alla data a cui sarà messo in vigore il divieto previsto alla lettera **b** di detto articolo.

Il Giappone intende che questo divieto non si applichi agli stemmi ed ai segni che fossero stati in uso o registrati prima della sua entrata in vigore.

I delegati del Giappone firmano la presente Convenzione facendo le riserve summenzionate.

Isaburo Yoshida
S. Shimomura
S. Miura

Per la Lettonia:

Charles Duzmans
Dr. Oskar Voit

Per il Lussemburgo:

Ch. G. Vermaire

Per il Messico:

Fr. Castillo Nájera

Per il Nicaragua:

A. Sottile

Per la Norvegia:

J. Irgens
Jens Meinich

Per i Paesi Bassi :

W. Doude van Troostwijk
Dr. Diehl
J. Harberts

Per la Persia :

Anouchirevan Sepahbodi

Per la Polonia :

Józef G. Pracki
W. Jerzy Babecki

Per il Portogallo :

Vasco de Quevedo
F. de Calheiros e Menezes

Per la Rumenia :

M. B. Boeresco
Colonel E. Vertejano

**Per il Regno dei Serbi, Croati
e Sloveni :**

I. Choumenkovitch

Per il Siam :

Varnvaidya

Per la Svezia :

K. I. Westman

Per la Svizzera :

Paul Dinichert
Hauser
Züblin
de la Harpe
Schindler

Per la Cecoslovacchia :

Zd. Fierlinger

Per la Turchia :

Hassan
M. Nusret
Dr. Akil Moukhtar
Dr. Abdulkadir

Per l'Uruguay :

Alfredo de Castro

Per il Venezuela :

C. Parra-Pérez
1. M. Hurtado-Machado

Traduzione dal testo originale francese.

Convenzione relativa al trattamento dei prigionieri di guerra.

(Del 27 luglio 1929.)

Approvata dalle Camere federali il 16 dicembre 1930.

Lo strumento di ratificazione della Svizzera è stato deposto il 19 dicembre 1930.

Data dell'entrata in vigore per la Svizzera: 19 giugno 1931.

IL PRESIDENTE DEL REICH GERMANICO, IL PRESIDENTE DEGLI STATI UNITI D'AMERICA, IL PRESIDENTE FEDERALE DELLA REPUBBLICA AUSTRIACA, SUA MAESTÀ IL RE DEL BELGIO, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI BOLIVIA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DEGLI STATI UNITI DEL BRASILE, SUA MAESTÀ IL RE DELLA GRAN BRETAGNA, D'IRLANDA E DEI TERRITORI BRITANNICI AL DI LÀ DEI MARI, IMPERATORE DELLE INDIE, SUA MAESTÀ IL RE DEI BULGARI, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DEL CILE, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI CHINA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI COLOMBIA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI CUBA, SUA MAESTÀ IL RE DI DANIMARCA E D'ISLANDA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DOMINICANA, SUA MAESTÀ IL RE D'EGITTO, SUA MAESTÀ IL RE DI SPAGNA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA D'ESTONIA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI FINLANDIA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ELLENICA, SUA ALTEZZA SERENISSIMA IL REGGENTE D'UNGHERIA, SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA, SUA MAESTÀ L'IMPERATORE DEL GIAPPONE, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI LETTONIA, SUA ALTEZZA REALE LA GRANDUCHESSA DI LUSSEMBURGO, IL PRESIDENTE DEGLI STATI UNITI DEL MESSICO, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI NICARAGUA, SUA MAESTÀ IL RE DI NORVEGIA, SUA MAESTÀ LA REGINA DEI PAESI BASSI, SUA MAESTÀ IMPE-

RIALE LO SCIA DI PERSIA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI POLONIA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA PORTOGHESE, SUA MAESTA IL RE DI ROMANIA, SUA MAESTA IL RE DEI SERBI, CROATI E SLOVENI, SUA MAESTA IL RE DEL SIAM, SUA MAESTA IL RE DI SVEZIA, IL CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA CECOSLOVACCA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA TURCA, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ORIENTALE DELL'URUGUAY, IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DEGLI STATI UNITI DEL VENEZUELA,

riconoscendo che, nel caso estremo di una guerra, sarà dovere di ogni Potenza di attenuarne, nella maggior misura possibile, i rigori inevitabili e di mitigare la sorte dei prigionieri di guerra,

animati dal desiderio di sviluppare i principi che hanno ispirato le convenzioni internazionali dell'Aja, particolarmente la Convenzione concernente le leggi e gli usi della guerra terrestre ed il Regolamento che vi è allegato,

hanno risolto di concludere una Convenzione a questo scopo, ed hanno a ciò nominato i loro plenipotenziari, cioè:

(Seguono i nomi dei plenipotenziari)

i quali, dopo essersi comunicati i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

TITOLO I.

Disposizioni generali.

Art. 1.

La presente Convenzione si applicherà, senza pregiudizio delle stipulazioni del Titolo VII:

1) a tutte le persone indicate negli articoli 1, 2 e 3 del Regolamento annesso alla Convenzione dell'Aja sulle leggi e gli usi della guerra terrestre, del 18 ottobre 1907, e catturate dal nemico ⁽¹⁾;

⁽¹⁾ *Regolamento annesso*: Art. 1. — Le leggi, i diritti ed i doveri della guerra non si applicano soltanto all'esercito, ma anche alle milizie ed ai corpi di volontari che soddisfino alle seguenti condizioni:

1) di aver alla loro testa una persona responsabile per i suoi subordinati:

2) a tutte le persone appartenenti alle forze armate delle parti beligeranti, catturate dal nemico durante le operazioni di guerra marittime od aeree, sotto riserva delle deroghe che le condizioni di tale cattura rendessero inevitabili. Tuttavia, queste deroghe non dovranno ledere i principi fondamentali della presente Convenzione e cesseranno dal momento in cui le persone catturate avranno raggiunto un campo di prigionieri di guerra.

Articolo 2.

I prigionieri di guerra sono in potere della Potenza nemica, ma non degli individui o dei corpi di truppa che li hanno catturati.

Essi devono essere trattati sempre con umanità e protetti specialmente contro gli atti di violenza, gli insulti e la pubblica curiosità.

Le misure di rappresaglia in loro confronto sono proibite.

Articolo 3.

I prigionieri di guerra hanno diritto al rispetto della loro personalità e del loro onore. Le donne dovranno essere trattate con tutti i riguardi dovuti al loro sesso.

I prigionieri conservano la loro piena capacità civile.

Articolo 4.

La potenza che detiene prigionieri di guerra è obbligata di provvedere al loro sostentamento.

Differenze di trattamento tra i prigionieri non sono lecite se non in quanto si basino sul grado militare, lo stato di salute fisica o psichica, le attitudini professionali od il sesso di coloro che ne beneficiano.

2) di recar un segno distintivo fisso e riconoscibile a distanza;

3) di portare le armi apertamente e

4) di uniformarsi nelle loro operazioni alle leggi ed agli usi della guerra.

Nei paesi dove le milizie od i corpi di volontari costituiscono l'esercito o ne fanno parte, questi sono compresi sotto la denominazione di esercito.

Art. 2. — La popolazione di un territorio non occupato, che all'avvicinarsi del nemico, prenda spontaneamente le armi per combattere le truppe d'invasione, senz'aver avuto il tempo di organizzarsi in conformità dell'articolo 1, sarà considerata come belligerante purchè rispetti le leggi e gli usi della guerra.

Art. 3. — Le forze armate delle parti beligeranti possono comporsi di combattenti e di non-combattenti. In caso di cattura da parte del nemico, tanto gli uni quanto gli altri hanno diritto ad essere trattati come prigionieri di guerra.

TITOLO II.**Della cattura.****Articolo 5.**

Ogni prigioniero di guerra è tenuto a dichiarare, quando sia interrogato a questo proposito, i suoi veri nomi e gradi, oppure a dare il numero della sua matricola.

Chi violasse questa norma si esporrebbe ad una restrizione dei vantaggi concessi ai prigionieri della sua categoria.

Nessuna coercizione potrà essere esercitata sui prigionieri per ottenere informazioni relative alla situazione dell'esercito o del loro paese. I prigionieri che rifiuteranno di rispondere non potranno essere nè minacciati, nè insultati, nè esposti a fastidi od a svantaggi di qualsiasi natura.

Il prigioniero che a cagion del suo stato fisico o mentale, si trovi nella incapacità d'indicare la propria identità, dovrà essere affidato al servizio sanitario.

Articolo 6.

Tutti gli effetti e gli oggetti d'uso personale — ad eccezione delle armi, dei cavalli, dell'equipaggiamento militare e delle carte militari — resteranno in possesso dei prigionieri di guerra, come pure gli elmetti metallici e le maschere contro i gas.

Le somme di danaro di cui i prigionieri sono portatori non potranno essere loro tolte che su ordine di un ufficiale, e dopo che se ne sia constatato l'ammontare. Dovrà esserne rilasciata ricevuta. Le somme così tolte dovranno essere portate a conto di ogni prigioniero.

I certificati d'identità, le insegne del grado, le decorazioni e gli oggetti di valore non potranno essere tolte ai prigionieri.

TITOLO III.**Della cattività.****SEZIONE I.****Dello sgombero dei prigionieri di guerra.****Articolo 7.**

Nel più breve termine possibile dopo la loro cattura, i prigionieri di guerra saranno trasferiti in depositi situati in una regione abbastanza distante dalla zona di combattimento, perchè essi si trovino fuori di pericolo.

Non potranno essere trattiene, temporaneamente, in zona pericolosa che i prigionieri i quali, per le loro ferite o le loro malattie corressero più gravi rischi ad essere trasferiti che a rimanere sul posto.

Nell'attesa del loro sgombero dalla zona di combattimento, i prigionieri non dovranno essere inutilmente esposti a pericolo.

Il trasferimento, a piedi, dei prigionieri non potrà farsi, in via normale, che per tappe di 20 km. al giorno, a meno che la necessità di raggiungere depositi d'acqua e di vitto non imponga tappe più lunghe.

Articolo 8.

I belligeranti sono tenuti a notificarsi reciprocamente qualunque cattura di prigionieri entro il più breve termine possibile, valendosi dell'opera degli uffici d'informazioni, organizzati in conformità dell'articolo 77. Sono parimente tenuti ad indicarsi reciprocamente gli indirizzi ufficiali ai quali possono essere spedite le corrispondenze delle famiglie ai prigionieri di guerra.

Ogni prigioniero dovrà al più presto possibile essere posto in grado di corrispondere direttamente colla propria famiglia, alle condizioni previste dagli articoli 36 e seguenti.

Per quanto concerne i prigionieri catturati sul mare, le disposizioni del presente articolo saranno osservate al più presto possibile dopo l'approdo al porto.

SEZIONE II.

Dei campi dei prigionieri di guerra.

Articolo 9.

I prigionieri di guerra potranno essere internati in una città, fortezza o località qualsiasi, coll'obbligo di non allontanarsene oltre certe determinate delimitazioni. Potranno anche essere internati in campi chiusi; non potranno essere rinchiusi o consegnati se non per ragione imprescindibile di sicurezza o d'igiene, e, ciò, soltanto per il tempo in cui durino le circostanze che determinano tale provvedimento.

I prigionieri catturati in regioni malsane o con clima pericoloso per le persone provenienti da regioni temperate, saranno trasportati al più presto possibile in clima più favorevole.

I belligeranti eviteranno per quanto è possibile di riunire in uno stesso campo prigionieri di razza o di nazionalità differenti.

Nessun prigioniero potrà mai essere mandato in una regione ove sia esposto al fuoco della zona di combattimento, nè utilizzato per porre al riparo dal bombardamento, con la sua presenza, certi punti o certe regioni.

Capitolo primo. — Dell'ordinamento dei campi.**Articolo 10.**

I prigionieri di guerra saranno alloggiati in edifici od in baracche che diano ogni possibile garanzia d'igiene e di salubrità.

I locali dovranno essere completamente protetti contro l'umidità, abbastanza riscaldati ed illuminati. Dovranno essere prese tutte le precauzioni contro i pericoli d'incendio.

Quanto ai dormitori: superficie totale, cubatura d'aria minima, suppellettili e materiale da letto, il tutto dovrà rispondere alle condizioni osservate per le truppe di deposito della Potenza detentrica.

Capitolo 2. — Del vitto e del vestiario dei prigionieri di guerra.**Articolo 11.**

La razione alimentare dei prigionieri di guerra dovrà equivalere, per quantità e per qualità, a quella delle truppe di deposito.

I prigionieri riceveranno, inoltre, i mezzi per prepararsi da se stessi i viveri supplementari, dei quali dispongono.

L'acqua potabile sarà loro fornita in misura sufficiente. L'uso del tabacco sarà autorizzato. I prigionieri potranno essere adibiti alle cucine.

Sono vietati i provvedimenti disciplinari collettivi che colpiscono i prigionieri nel vitto.

Articolo 12.

Il vestiario, la biancheria, le calzature saranno fornite ai prigionieri di guerra dalla Potenza detentrica. La sostituzione e le riparazioni di questi effetti dovranno essere regolarmente assicurate. I lavoratori dovranno, inoltre, ricevere gli indumenti di lavoro ovunque la natura del lavoro lo esiga.

In tutti i campi saranno aperte cantine presso le quali i prigionieri potranno procurarsi, ai prezzi del commercio locale, derrate alimentari ed oggetti di uso.

I guadagni procacciati dalle cantine alle amministrazioni dei campi dovranno essere utilizzati a favore dei prigionieri.

Capitolo 3. — Dell'igiene dei campi.**Articolo 13.**

I belligeranti dovranno prendere tutti i provvedimenti igienici atti ad assicurare la pulizia e la salubrità dei campi ed a prevenire le epidemie.

I prigionieri di guerra disporranno, giorno e notte, d'impianti conformi alle regole dell'igiene e mantenuti in condizioni di costante pulizia.

Oltre i bagni e le doccie, dei quali i campi dovranno essere provvisti nella misura del possibile, sarà fornita ai prigionieri una quantità d'acqua sufficiente alla cura della pulizia corporale.

I prigionieri dovranno avere la possibilità di fare esercizi fisici e di godere dell'aria all'aperto.

Articolo 14.

Ogni campo disporrà di una infermeria nella quale i prigionieri di guerra riceveranno le cure d'ogni sorta delle quali abbiano bisogno. In caso di bisogno saranno riservati locali di isolamento per i colpiti da malattie contagiose.

Le spese di cura, comprese quelle per gli apparecchi provvisori di protesi, saranno a carico della Potenza detentrica.

I belligeranti dovranno rilasciare, a richiesta, ad ogni prigioniero curato, una dichiarazione ufficiale che indichi la natura e la durata della sua malattia e le cure ricevute.

I belligeranti potranno autorizzarsi reciprocamente, per via di particolari accordi, a trattenere nei campi medici ed infermieri perchè assistano i loro compatrioti prigionieri.

I prigionieri colpiti da malattia grave od il cui stato esiga un intervento chirurgico importante dovranno essere ammessi, a spese della Potenza detentrica, in ogni ospedale militare o civile adatto a curarli.

Articolo 15.

Almeno una volta al mese saranno organizzate ispezioni mediche dei prigionieri di guerra. Esse avranno lo scopo di controllare lo stato sanitario generale e lo stato di pulizia, nonchè l'accertamento dei malati contagiosi, specie di quelli affetti da tubercolosi e da infezioni veneree.

Capitolo 4. — Dei bisogni intellettuali e morali dei prigionieri di guerra.

Articolo 16.

I prigionieri di guerra godranno della più ampia libertà per la pratica della loro religione, compresa l'assistenza alle funzioni di culto, a condizione, soltanto, di uniformarsi alle norme d'ordine e di polizia prescritte dall'autorità militare.

I ministri del culto, prigionieri di guerra, qualunque sia la denominazione di tal culto, saranno autorizzati ad esercitare pienamente il ministero tra i loro correligionari.

Articolo 17.

I belligeranti incoraggeranno quanto più sarà possibile le distrazioni intellettuali e sportive organizzate dai prigionieri di guerra.

Capitolo 5. — Della disciplina interna dei campi.

Articolo 18.

Ogni campo di prigionieri di guerra sarà sottoposto all'autorità di un ufficiale responsabile.

Oltre alle manifestazioni esterne di rispetto verso i loro connazionali, previste dai regolamenti vigenti presso i loro eserciti, i prigionieri di guerra dovranno il saluto a tutti gli ufficiali della Potenza detentrica.

Gli ufficiali prigionieri di guerra non saranno tenuti a salutare che gli ufficiali di grado superiore od eguale di questa Potenza.

Articolo 19.

Sarà data l'autorizzazione di portare le insegne del grado e le decorazioni.

Articolo 20.

Regolamenti, ordini, avvertimenti e pubblicazioni d'ogni natura dovranno essere comunicati ai prigionieri di guerra in una lingua che essi comprendono. Altrettanto vale per gli interrogatori.

Capitolo 6. — Disposizioni speciali concernenti gli ufficiali ed assimilati.

Articolo 21.

Fin dall'inizio delle ostilità, i belligeranti dovranno comunicarsi reciprocamente i titoli ed i gradi in uso nei rispettivi eserciti, per assicurare l'eguaglianza di trattamento tra gli ufficiali e gli assimilati di gradi equivalenti.

Gli ufficiali ed assimilati prigionieri di guerra saranno trattati coi riguardi dovuti al loro grado ed alla loro età.

Articolo 22.

All'intento di assicurare il servizio dei campi di ufficiali, vi saranno dislocati soldati prigionieri di guerra dello stesso esercito e, in

quanto possibile, della medesima lingua, e ciò in numero sufficiente, avuto riguardo al grado degli ufficiali ed assimilati.

Questi si procureranno il vitto ed il vestiario mediante la paga che dovrà loro versare la Potenza detentrica. La gestione ordinaria da parte degli ufficiali stessi dovrà essere favorita in ogni modo.

Capitolo 7. — Delle risorse pecuniarie dei prigionieri di guerra.

Articolo 23.

Sotto riserva di particolari intese tra le Potenze belligeranti, e specialmente di quelle previste dall'articolo 24, gli ufficiali ed assimilati, prigionieri di guerra, riceveranno dalla Potenza detentrica la stessa paga corrisposta agli ufficiali di pari grado nelle armate di questa Potenza, a patto, tuttavia, che questa paga non sia superiore a quella alla quale essi hanno diritto nelle armate del paese che hanno servito. Detta paga sarà loro versata integralmente, possibilmente una volta al mese, e senza che se ne possa fare deduzione alcuna per le spese incombenti alla Potenza detentrica, quand'anche queste fossero fatte a lor favore.

Un accordo tra i belligeranti stabilirà il saggio del cambio applicabile a questo pagamento. In mancanza di un accordo simile, il saggio sarà quello vigente al momento dell'inizio delle ostilità.

Tutti i versamenti fatti ai prigionieri di guerra a titolo di paga dovranno essere rimborsati, alla fine delle ostilità, dalla Potenza cui i prigionieri stessi appartengono.

Articolo 24.

Fin dal principio delle ostilità, i belligeranti stabiliranno di comune accordo l'importo massimo di danaro contante che i prigionieri di guerra dei vari gradi e categorie saranno autorizzati a conservare presso di sé. Ogni eccedenza ritirata o trattenuta ad un prigioniero, così come qualunque deposito di danaro da lui eseguito, dovrà essere portato a suo conto, e non potrà essere convertito in altra valuta senza il di lui consenso.

I saldi creditori dei loro conti rispettivi saranno versati ai prigionieri di guerra alla fine della loro cattività.

Mentre questa dura saranno loro concesse facilitazioni per il trasferimento di tali somme, integralmente o parzialmente, presso banche o presso privati nel loro paese d'origine.

Capitolo 8. — Del trasferimento dei prigionieri di guerra.**Articolo 25.**

I prigionieri di guerra malati o feriti non saranno trasferiti fino a quando la loro guarigione può essere compromessa dal viaggio, a meno che lo svolgimento delle operazioni militari non lo imponga.

Articolo 26.

In caso di trasferimento, i prigionieri di guerra saranno preavvertiti ufficialmente della loro nuova destinazione. Essi saranno autorizzati a portare con sè i loro effetti personali, la loro corrispondenza ed i colli giunti al loro indirizzo.

Dovranno essere prese tutte le disposizioni utili perchè la corrispondenza ed i colli mandati al loro campo precedente siano recapitati immediatamente.

Le somme depositate a conto dei prigionieri trasferiti, saranno rimesse all'autorità competente del luogo di loro nuova residenza.

Le spese causate dal trasferimento saranno a carico della Potenza detentrica.

SEZIONE III.**Del lavoro dei prigionieri di guerra.****Capitolo primo. — Generalità.****Articolo 27.**

I belligeranti potranno impiegare come lavoratori i prigionieri di guerra validi, a seconda del loro grado e delle loro attitudini, ad eccezione degli ufficiali ed assimilati.

Tuttavia se ufficiali od assimilati domandino un lavoro che loro convenga, questo sarà loro procurato nei limiti della possibilità.

I sott'ufficiali prigionieri di guerra non potranno essere costretti che a lavori di sorveglianza, a meno ch'essi non domandino esplicitamente un'occupazione remuneratrice.

I belligeranti dovranno, per tutta la durata della cattività, ammettere i prigionieri vittime di accidenti del lavoro al beneficio delle disposizioni applicabili ai lavoratori della medesima categoria in conformità della legislazione della Potenza detentrica. Per ciò che concerne i prigionieri di guerra ai quali queste disposizioni legali non potessero essere applicate a motivo della legislazione di detta Potenza, questa s'impegna di proporre al proprio corpo legislativo, tutti i provvedimenti atti ad indennizzare equamente le vittime.

Capitolo 2. — Dell'organizzazione del lavoro.

Articolo 28.

La Potenza detentrica assumerà l'intera responsabilità del sostentamento, delle cure, del trattamento e del pagamento dei salari dei prigionieri di guerra che lavorino per conto di privati.

Articolo 29.

Nessun prigioniero di guerra potrà essere adibito a lavori per i quali egli non sia fisicamente atto.

Articolo 30.

La durata del lavoro giornaliero dei prigionieri di guerra, compresa quella per il viaggio d'andata e ritorno, non dovrà essere eccessiva e non dovrà, in ogni caso, superare quella ammessa per gli operai civili della regione adibiti a lavori eguali. Ad ogni prigioniero dovrà essere concesso un riposo di ventiquattro ore consecutive ogni settimana, preferibilmente la domenica.

Capitolo 3. — Del lavoro proibito.

Articolo 31.

I lavori forniti dai prigionieri di guerra non dovranno avere rapporto diretto alcuno colle operazioni della guerra. È specialmente proibito adibire prigionieri alla fabbrica ed al trasporto di armi o di munizioni di qualunque natura come pure al trasporto di materiale destinato ad unità combattenti.

In caso di violazione delle disposizioni del precedente capoverso, i prigionieri hanno la facoltà di far presentare, dopo l'esecuzione od in principio di esecuzione dell'ordine, i propri reclami a mezzo degli uomini di fiducia le cui funzioni sono contemplate dagli articoli 43 e 44, o, in mancanza d'uomini di fiducia, per il tramite dei rappresentanti della Potenza protettrice.

Articolo 32.

È proibito adibire i prigionieri di guerra a lavori insalubri e pericolosi.

È proibito ogni inasprimento delle condizioni del lavoro a titolo disciplinare.

Capitolo 4. — Dei quartieri di lavoro.**Articolo 33.**

Il regime dei quartieri di lavoro dovrà essere simile a quello dei campi di prigionieri di guerra, specialmente per ciò che concerne le condizioni igieniche, il vitto, le cure in caso d'accidente o di malattia, la corrispondenza e la consegna dei colli.

Ogni quartiere di lavoro dipenderà da un campo di prigionieri. Il comandante di questo campo sarà responsabile dell'osservanza delle disposizioni della presente Convenzione nel quartiere di lavoro.

Capitolo 5. — Del salario.**Articolo 34.**

I prigionieri di guerra non percepiranno salario per i lavori concernenti l'amministrazione, la preparazione e la manutenzione dei campi.

I prigionieri adibiti ad altri lavori avranno diritto ad un salario da fissarsi mediante accordi tra i belligeranti.

Tali accordi specificheranno parimenti la parte che l'amministrazione del campo potrà trattenere, la somma che apparterrà al prigioniero di guerra ed il modo, in cui questa somma sarà messa a sua disposizione durante il periodo della di lui cattività.

Nell'attesa dei detti accordi, la retribuzione del lavoro dei prigionieri sarà fissata seguendo le norme qui appresso:

a) I lavori fatti per lo Stato saranno pagati secondo le tariffe vigenti per i soldati dell'esercito nazionale che compiono gli stessi lavori, o, se non ne esistono, secondo una tariffa in rapporto coi lavori eseguiti.

b) Quando i lavori hanno luogo per conto di altre amministrazioni pubbliche o per privati, le condizioni saranno regolate d'intesa coll'autorità militare.

Il saldo che rimanga a credito del prigioniero gli sarà rimesso alla fine della sua cattività. In caso di morte, sarà rimesso, per via diplomatica, agli eredi del defunto.

SEZIONE IV.**Delle relazioni dei prigionieri di guerra coll'esterno.****Articolo 35.**

Fin dal principio delle ostilità, i belligeranti dovranno pubblicare i provvedimenti previsti per l'esecuzione della presente sezione.

Articolo 36.

Ogni belligerante stabilirà periodicamente il numero delle lettere e delle cartoline postali che i prigionieri di guerra delle diverse categorie saranno autorizzati a spedire ogni mese, e notificherà questo numero all'altro belligerante. Dette lettere e cartoline saranno trasmesse dalla posta seguendo la via più breve. Non potranno mai essere ritardate o trattenute a titolo disciplinare.

Entro il termine massimo di una settimana dal suo arrivo al campo come pure in caso di malattia, ogni prigioniero sarà messo in condizione di inviare alla sua famiglia una cartolina postale che la informi della sua cattività e dello stato di sua salute. Dette cartoline postali saranno trasmesse colla maggior rapidità possibile e non potranno essere ritardate in nessun modo.

Per regola generale, la corrispondenza dei prigionieri sarà redatta nella loro lingua materna. I belligeranti potranno autorizzare la corrispondenza in altre lingue.

Articolo 37.

I prigionieri di guerra saranno autorizzati a ricevere individualmente colli postali contenenti derrate alimentari ed altri articoli destinati al loro sostentamento ed al loro abbigliamento. I colli saranno rimessi ai destinatari contro ricevuta.

Articolo 38.

Le lettere e gli invii di danaro o di valori, come i colli postali destinati ai prigionieri di guerra o da essi spediti, sia direttamente, sia per tramite degli uffici d'informazioni previsti dall'articolo 77, saranno franchi di qualunque tassa postale, tanto nei paesi d'origine e di destinazione quanto nei paesi intermediari.

I doni e soccorsi in natura inviati ai prigionieri godranno pure franchigia da qualunque dazio d'importazione o tassa d'altra natura, nonchè dalle tasse di trasporto sulle ferrovie esercitate dallo Stato.

In caso di riconosciuta urgenza, i prigionieri potranno essere autorizzati a spedire telegrammi, dietro pagamento delle tasse usuali.

Articolo 39.

I prigionieri di guerra saranno autorizzati a ricevere individualmente libri, che potranno essere sottoposti alla censura.

I rappresentanti delle Potenze protettrici e delle società di soccorso debitamente riconosciute ed autorizzate potranno mandare opere e collezioni di libri alle biblioteche dei campi di prigionieri. La

trasmissione di questi invii alle biblioteche non potrà essere ritardata sotto il pretesto di difficoltà della censura.

Articolo 40.

La censura delle corrispondenze dovrà essere fatta entro il più breve tempo possibile. Il controllo degli invii postali dovrà, inoltre, effettuarsi in condizioni atte ad assicurare la conservazione delle derivate ch'essi possono contenere e, possibilmente, in presenza del destinatario o d'un uomo di fiducia debitamente da lui riconosciuto.

I divieti di corrispondenza emanati dai belligeranti, per ragioni militari o politiche, non potranno avere che carattere momentaneo e dovranno essere della più breve durata possibile.

Articolo 41.

I belligeranti provvederanno le maggiori agevolanze per la trasmissione degli atti, certificati o documenti destinati ai prigionieri di guerra o da essi firmati, e ciò specialmente per le procure ed i testamenti.

I belligeranti prenderanno i provvedimenti necessari per assicurare, occorrendo, la legalizzazione delle firme apposte dai prigionieri.

SEZIONE V.

Dei rapporti dei prigionieri di guerra colle autorità.

Capitolo primo. — Dei reclami dei prigionieri di guerra per il regime di cattività.

Articolo 42.

I prigionieri di guerra avranno il diritto di far conoscere alle autorità militari loro preposte, le loro richieste concernenti il regime di cattività al quale sono sottoposti.

I prigionieri avranno parimenti il diritto di rivolgersi ai rappresentanti delle Potenze protettrici per segnalar loro i punti sui quali avessero da presentare doglianze nei riguardi del regime della cattività.

Queste richieste e queste doglianze dovranno essere trasmesse d'urgenza.

Quand'anche richieste e doglianze siano riconosciute infondate, esse non potranno dar luogo a punizioni.

Capitolo 2. — Dei rappresentanti dei prigionieri di guerra.**Articolo 43.**

In ogni località dove siano prigionieri di guerra, essi saranno autorizzati a designare uomini di fiducia incaricati di rappresentarli davanti alle autorità militari ed alle Potenze protettrici.

Questa designazione sarà sottoposta all'approvazione dell'autorità militare.

Gli uomini di fiducia saranno incaricati di ricevere e di suddividere gli invii collettivi. Del pari, nel caso in cui i prigionieri decidessero di organizzare tra loro un sistema di mutua assistenza, l'organizzazione stessa competerebbe agli uomini di fiducia. Inoltre, questi potranno prestare l'opera loro ai prigionieri per agevolare le loro relazioni colle società di soccorso menzionate all'articolo 78.

Nei campi di ufficiali ed assimilati, l'ufficiale prigioniero di guerra più anziano nel grado più alto sarà riconosciuto come intermediario tra le autorità del campo e gli ufficiali ed assimilati prigionieri. A questo fine, egli avrà la facoltà di designare un ufficiale prigioniero per assisterlo in qualità di interprete durante le conferenze colle autorità del campo.

Articolo 44.

Quando gli uomini di fiducia siano impiegati come lavoratori, la loro attività come rappresentanti dei prigionieri di guerra sarà computata nella durata obbligatoria del lavoro.

Le maggiori facilitazioni possibili saranno concesse agli uomini di fiducia per la loro corrispondenza colle autorità militari e colla Potenza protettrice, e questa corrispondenza non sarà limitata.

Nessun rappresentante dei prigionieri di guerra potrà essere traslocato senza che gli si sia lasciato il tempo necessario per mettere i suoi successori al corrente degli affari pendenti.

Capitolo 3. — Delle sanzioni penali nei riguardi dei prigionieri di guerra.**1. Disposizioni generali.****Articolo 45.**

I prigionieri di guerra saranno soggetti alle leggi, ai regolamenti ed ordini vigenti presso gli eserciti della Potenza detentrica.

Qualunque atto di insubordinazione autorizzerà nei loro confronti i provvedimenti previsti da dette leggi, regolamenti ed ordini.

Restano riservate, tuttavia, le disposizioni del presente capitolo.

Articolo 46.

I prigionieri di guerra non potranno essere colpiti da parte delle autorità militari e dei tribunali della Potenza detentrica da pene che non siano previste per gli stessi fatti nei confronti dei soldati degli eserciti nazionali.

A parità di grado, gli ufficiali, sott'ufficiali o soldati prigionieri di guerra che subiscano una pena disciplinare non saranno soggetti ad un trattamento meno favorevole di quello previsto, per quanto concerne la medesima pena, nell'esercito della Potenza detentrica.

Sono vietate qualsiasi pena corporale, qualsiasi incarcerazione in locali privi di luce naturale e, in via generale, qualsiasi forma di crudeltà.

Le pene collettive per atti individuali sono pure proibite.

Articolo 47.

I fatti che costituiscono una mancanza contro la disciplina, e specialmente il tentativo di fuga, dovranno essere constatati d'urgenza. Per tutti i prigionieri di guerra, graduati o no, gli arresti preventivi devono essere ridotti allo stretto minimo.

Le istruttorie giudiziarie contro i prigionieri di guerra saranno condotte quanto più rapidamente le circostanze lo permetteranno. La detenzione preventiva dovrà essere ridotta al minimo possibile.

In ogni caso, la durata della detenzione preventiva sarà dedotta dalla pena inflitta disciplinarmente o giudiziariamente, in quanto tale deduzione sia ammessa per i militari nazionali.

Articolo 48.

I prigionieri di guerra che abbiano subito pene disciplinari o giudiziarie non potranno in seguito essere trattati in modo diverso dagli altri prigionieri.

Tuttavia, i prigionieri puniti in seguito a un tentativo d'evasione potranno essere assoggettati ad un regime di speciale sorveglianza, che non potrà però comportare la soppressione di nessuna delle garanzie concesse ai prigionieri dalla presente Convenzione.

Articolo 49.

Nessun prigioniero di guerra può essere privato del proprio grado dalla Potenza detentrica.

I prigionieri puniti disciplinarmente non potranno essere privati delle prerogative inerenti al loro grado. In particolare, gli ufficiali ed

assimilati che subissero pene implicanti privazione di libertà non dovranno essere posti nei locali in cui fossero i sott'ufficiali o gli uomini di truppa puniti.

Articolo 50.

I prigionieri di guerra evasi, che fossero ripresi prima di aver potuto raggiungere il loro esercito o di aver abbandonato il territorio occupato dall'esercito che li ha catturati, non saranno passibili di pene disciplinari.

I prigionieri i quali, dopo essere riusciti a raggiungere il loro esercito o ad abbandonare il territorio occupato dall'esercito che li ha catturati, siano nuovamente fatti prigionieri non saranno passibili di pena alcuna per la loro fuga precedente.

Articolo 51.

Il tentativo di evasione, anche quando sia recidivo, non sarà considerato come circostanza aggravante nel caso in cui il prigioniero di guerra sia deferito ai tribunali per crimini o delitti contro le persone o contro le proprietà commessi durante tale tentativo.

Dopo un'evasione tentata o consumata, i commilitoni dell'evaso che avranno cooperato all'evasione non potranno incorrere per tale circostanza in alcuna pena disciplinare.

Articolo 52.

I belligeranti vigileranno a che le autorità competenti usino la maggior indulgenza nell'apprezzare se un'infrazione commessa da un prigioniero di guerra debba essere punita in via disciplinare oppure in via giudiziaria.

Il caso si presenterà particolarmente quando si tratterà di apprezzare fatti connessi coll'evasione o col tentativo di evadere.

Un prigioniero non potrà essere punito che una sola volta per lo stesso fatto o per lo stesso capo d'accusa.

Articolo 53.

Nessun prigioniero di guerra colpito da una pena disciplinare che si trovasse nelle condizioni previste per il rimpatrio, potrà essere trattenuto per non aver subito la propria pena.

I prigionieri da rimpatriare che fossero sotto procedimento penale potranno essere esclusi dal rimpatrio fino alla fine del procedimento stesso, e, dato il caso, fino a pena scontata; coloro che fossero già detenuti in forza di una sentenza potranno essere trattenuti fino alla fine della loro detenzione.

I belligeranti si comunicheranno gli elenchi di coloro che non potranno essere rimpatriati per i motivi indicati al precedente capoverso.

2. Pene disciplinari.

Articolo 54.

L'arresto è la pena disciplinare più severa che possa esser inflitta ad un prigioniero di guerra.

La durata di una stessa punizione non può superare i trenta giorni.

Questo massimo di trenta giorni non potrà essere superato neppure nel caso in cui, al momento in cui lo si giudica, il prigioniero avesse a rispondere in via disciplinare di parecchi fatti, siano essi o non siano connessi fra loro.

Qualora nel corso o dopo la fine di un periodo d'arresto, un prigioniero sia colpito da una nuova pena disciplinare, un termine di almeno tre giorni separerà ogni periodo d'arresto, se uno di essi sia di dieci o più giorni.

Articolo 55.

Sotto riserva della disposizione di cui all'ultimo capoverso dell'articolo 11, sono applicabili, a titolo di aggravante di pena, ai prigionieri di guerra puniti disciplinarmente, le restrizioni di vitto ammesse negli eserciti della Potenza detentrica.

Queste restrizioni non potranno, tuttavia, essere ordinate se non quando le condizioni di salute dei prigionieri lo permettano.

Articolo 56.

In nessun caso, i prigionieri di guerra potranno essere trasferiti in stabilimenti penitenziari (prigioni, penitenzieri, bagni, ecc.) per scontarvi pene disciplinari.

I locali nei quali saranno scontate le pene disciplinari saranno conformi alle esigenze dell'igiene.

I prigionieri puniti saranno messi in grado di provvedere alla propria pulizia.

Detti prigionieri avranno la facoltà di fare ogni giorno del moto e di restare all'aria aperta almeno per due ore.

Articolo 57.

I prigionieri di guerra puniti disciplinarmente saranno autorizzati a leggere ed a scrivere, nonchè a spedire ed a ricevere lettere.

Per contro, i colli e gli invii di danaro potranno essere consegnati ai destinatari soltanto a pena espiata. Se i colli non consegnati contenessero derrate deperibili, le stesse dovranno essere date all'infermeria o alla cucina da campo.

Articolo 58.

I prigionieri di guerra, puniti disciplinarmente, saranno autorizzati a loro richiesta, a presentarsi alla visita medica quotidiana. Essi riceveranno le cure giudicate necessarie dai medici e, ove occorra, saranno ricoverati nell'infermeria del campo o negli ospedali.

Articolo 59.

Riservata la competenza dei tribunali e delle autorità militari superiori, le pene disciplinari non potranno essere pronunciate che da un ufficiale munito di poteri disciplinari nella sua qualità di comandante di campo o di quartiere, o dall'ufficiale responsabile che lo sostituisce.

3. Azioni giudiziarie.

Articolo 60.

All'apertura di un'azione giudiziaria diretta contro un prigioniero di guerra, la Potenza detentrica dovrà avvertirne appena lo potrà, ed in ogni caso prima dell'inizio dei dibattimenti, il rappresentante della Potenza protettrice.

Questo avviso conterrà le indicazioni seguenti :

- a) stato civile e grado del prigioniero ;
- b) luogo di soggiorno o di detenzione ;
- c) specificazione del o dei capi d'accusa, con menzione delle disposizioni legali applicabili.

Se non riesce possibile di dare in quest'avviso l'indicazione del tribunale che giudicherà nella causa, della data dell'apertura del processo e del locale dove esso avrà luogo, queste informazioni dovranno essere fornite ulteriormente al rappresentante della Potenza protettrice, al più presto possibile, ed in ogni caso almeno tre settimane prima dell'apertura del processo.

Articolo 61.

Nessun prigioniero di guerra potrà essere condannato senza aver avuto la possibilità di difendersi.

Nessun prigioniero potrà essere costretto a riconoscersi colpevole del fatto che gli è imputato.

Articolo 62.

Il prigioniero di guerra avrà il diritto di essere assistito da un difensore qualificato, di sua scelta, e di ricorrere, ove sia necessario, alle prestazioni di un interprete competente. Egli sarà informato di questo suo diritto, in tempo utile prima del processo, dalla Potenza detentrica.

In mancanza di una scelta da parte del prigioniero, la Potenza protettrice potrà procurargli un difensore. La Potenza detentrica trasmetterà alla Potenza protettrice, a richiesta di questa, una lista di persone qualificate per sostenere la difesa.

I rappresentanti della Potenza protettrice avranno diritto di assistere ai dibattimenti del processo.

L'unica eccezione a questa regola, sarà quella del caso in cui i dibattimenti devono restare segreti nell'interesse della sicurezza dello Stato. La Potenza detentrica dovrà in tal caso informarne la Potenza protettrice.

Articolo 63.

Non potrà essere pronunciata una sentenza a carico di un prigioniero di guerra che dagli stessi tribunali e seguendo la medesima procedura che si usano per le persone appartenenti alle forze armate della Potenza detentrica.

Articolo 64.

Ogni prigioniero di guerra avrà il diritto di ricorrere contro qualsiasi sentenza pronunciata ne' suoi confronti, allo stesso modo in cui questo diritto di ricorso è concesso agli individui appartenenti alle forze armate della Potenza detentrica.

Articolo 65.

Le sentenze pronunciate contro i prigionieri di guerra saranno immediatamente comunicate alla Potenza protettrice.

Articolo 66.

Se è pronunciata la pena di morte contro un prigioniero di guerra, ne sarà data, al più presto possibile, comunicazione, coll'esposizione particolareggiata della natura e delle circostanze del reato, al rappresentante della Potenza protettrice, perchè venga rimessa alla Potenza nel cui esercito il prigioniero serviva.

La sentenza non potrà essere eseguita prima dello spirare di un termine di almeno tre mesi da tale comunicazione.

Articolo 67.

Nessun prigioniero di guerra potrà essere privato del beneficio delle disposizioni dell'articolo 42 della presente Convenzione, a cagione d'una sentenza o d'altro.

TITOLO IV.

Della fine della cattività.

SEZIONE I.

Del rimpatrio diretto e dell'ospitalizzazione in paese neutrale.

Articolo 68.

I belligeranti dovranno rinviare nel loro paese, senza riguardo nè al grado nè al numero, dopo averli posti in grado di essere trasportati, i prigionieri di guerra feriti o malati.

Accordi tra i belligeranti stabiliranno, pertanto, appena sarà possibile, i casi d'invalidità o di malattia determinanti il rimpatrio diretto, nonchè i casi determinanti eventualmente l'ospitalizzazione in paese neutro. Nell'attesa che accordi simili siano conclusi, i belligeranti potranno riferirsi all'accordo-tipo annesso, a titolo documentario, alla presente Convenzione.

Articolo 69.

Fin dall'inizio delle ostilità, i belligeranti dovranno intendersi per nominare commissioni sanitarie miste. Tali commissioni saranno composte di tre membri, due dei quali appartenenti ad un paese neutro ed uno designato dalla Potenza detentrica; uno dei medici del paese neutro sarà il presidente. Queste commissioni sanitarie miste procederanno alla visita dei prigionieri malati o feriti e prenderanno tutte le decisioni utili al riguardo.

Le decisioni di tali commissioni dovranno essere prese a maggioranza ed eseguite nel minor tempo possibile.

Articolo 70.

Oltre quelli che saranno stati a ciò designati dal medico del campo, saranno sottoposti alla visita della commissione sanitaria mista di cui all'articolo 69, ai fini del loro rimpatrio diretto o della loro ospitalizzazione in un paese neutro, i prigionieri di guerra seguenti:

- a) i prigionieri che ne faranno domanda direttamente al medico del campo;

- b) i prigionieri che saranno presentati dagli uomini di fiducia previsti dall'articolo 43, sia che questi agiscano di loro propria iniziativa o in seguito a richiesta dei prigionieri medesimi ;
- c) i prigionieri che saranno stati proposti dalla Potenza nel cui esercito servivano o da una società di soccorso debitamente riconosciuta ed autorizzata da questa Potenza.

Articolo 71.

I prigionieri di guerra vittime di infortuni sul lavoro, ad eccezione dei feriti volontari, saranno ammessi, per quanto concerne il rimpatrio o l'eventuale ospitalizzazione in un paese neutro, al beneficio delle medesime disposizioni.

Articolo 72.

Durante il periodo delle ostilità e per ragioni umanitarie, i belligeranti potranno concludere accordi, ai fini del rimpatrio diretto o della ospitalizzazione in un paese neutro dei prigionieri di guerra validi che avessero subito una lunga cattività.

Articolo 73.

Le spese di rimpatrio o di trasporto dei prigionieri di guerra in un paese neutro, saranno sopportate, a partire dal confine della Potenza detentrica, dalla Potenza nel cui esercito detti prigionieri servivano.

Articolo 74.

Nessun rimpatriato potrà essere adibito ad un servizio militare attivo.

SEZIONE II.

Della liberazione e del rimpatrio alla fine delle ostilità.

Articolo 75.

Quando i belligeranti concludano una convenzione d'armistizio dovranno, in principio, farvi figurare le stipulazioni concernenti il rimpatrio dei prigionieri di guerra. Qualora non abbiano potuto essere inserite stipulazioni di questa natura in tale convenzione, i belligeranti si metteranno, tuttavia, in relazione al più presto possibile a questo scopo. In ogni caso il rimpatrio dei prigionieri dovrà eseguirsi nel più breve termine dopo la conclusione della pace.

I prigionieri di guerra che si trovassero sotto procedimento penale per un crimine o per un delitto di diritto comune potranno essere tratti fino alla fine del processo, e quando ne sia il caso, fino ad

espiazione della pena. Altrettanto sarà di coloro che siano condannati per un crimine od un delitto di diritto comune.

Potranno essere istituite, per accordi tra i belligeranti, commissioni allo scopo di rintracciare i prigionieri dispersi e di assicurarne il rimpatrio.

TITOLO V.

Della morte dei prigionieri di guerra.

Articolo 76.

I testamenti dei prigionieri di guerra saranno raccolti e stesi nelle medesime condizioni osservate per quelli dei militari dell'esercito nazionale.

Le medesime norme saranno seguite per quanto concerne i certificati constatanti la morte.

I belligeranti vigileranno a che i prigionieri di guerra morti in cattività vengano onorevolmente inumati e che le loro tombe rechino tutte le indicazioni utili, siano rispettate e convenientemente tenute.

TITOLO VI.

Degli uffici di soccorso e d'informazioni concernenti i prigionieri di guerra.

Articolo 77.

Fin dall'inizio delle ostilità, ogni Potenza belligerante, come pure le potenze neutrali che avranno raccolto belligeranti, costituiranno un ufficio statale d'informazioni sui prigionieri di guerra che si trovino sul rispettivo loro territorio.

Ogni Potenza belligerante, entro il più breve termine possibile, segnerà al proprio ufficio d'informazioni ogni cattura di prigionieri compiuta dalle sue armate, dandogli tutte le indicazioni di identità delle quali possa disporre e che permettano d'avvisare rapidamente le famiglie interessate, e notificandogli gli indirizzi ufficiali ai quali le famiglie potranno scrivere ai prigionieri.

L'ufficio d'informazioni farà pervenire d'urgenza tutte queste indicazioni alle Potenze interessate, per il tramite, da una Parte, delle Potenze protettrici, e, dall'altra parte, dell'agenzia centrale contemplata dall'articolo 79.

L'ufficio d'informazioni, incaricato di rispondere a tutte le domande che concernino i prigionieri di guerra, dovrà ricevere dai vari

servizi competenti tutte le indicazioni relative agli internamenti ed ai cambiamenti, al rilascio in libertà su parola d'onore, ai rimpatri, alle evasioni, alle degenze in ospedali, alle morti, e tutte le altre informazioni necessarie per stabilire e tenere a giorno un bollettino individuale per ogni prigioniero di guerra.

L'ufficio iscriverà in tale bollettino, in quanto possibile e riservate le disposizioni dell'articolo 5: il numero di matricola, il nome ed il cognome, la data ed il luogo della nascita, il grado ed il corpo di truppa dell'interessato, il prenome del padre e il nome della madre, l'indirizzo della persona da avvisare in caso d'accidente, le ferite, la data ed il luogo della cattura, dell'internamento, delle ferite, della morte e tutte le altre informazioni importanti.

Saranno trasmessi alle Potenze interessate, elenchi settimanali che contengano tutte le informazioni nuove atte a facilitare l'identificazione di ogni prigioniero.

Il bollettino individuale del prigioniero di guerra dovrà essere rimesso, dopo la conclusione della pace, alla Potenza che il prigioniero serviva.

L'ufficio d'informazioni dovrà inoltre raccogliere e trasmettere ai paesi interessati tutti gli oggetti d'uso personale, valori, corrispondenze, libretti della paga, segni d'identità, ecc., che saranno stati abbandonati dai prigionieri di guerra rimpatriati, liberati su parola, evasi o decessi.

Articolo 78.

Le società di soccorso per i prigionieri di guerra, regolarmente costituite a norma della legge del loro paese, che abbiano per iscopo di costituirsi intermediarie dell'azione di carità, dovranno ricevere dai belligeranti, per esse stesse e per i loro agenti debitamente accreditati, ogni facilitazione, entro i limiti delle esigenze militari, per assolvere efficacemente la loro missione umanitaria. I delegati di queste società potranno essere ammessi a distribuire soccorsi nei campi e nei luoghi di tappa dei prigionieri rimpatriati, se presenteranno un permesso personale rilasciato dall'autorità militare e se si impegneranno, per iscritto, di associarsi a tutte le misure d'ordine e di polizia che l'autorità stessa avesse da prescrivere.

Articolo 79.

Verrà istituita, in un paese neutrale, un'agenzia centrale d'informazioni sui prigionieri di guerra. Il Comitato internazionale della Croce Rossa, quando lo giudichi necessario, ne proporrà l'organizzazione alle Potenze interessate.

L'agenzia s'incaricherà di concentrare tutte le informazioni interessanti i prigionieri ch'essa potrà avere in via ufficiale o privata e le trasmetterà il più rapidamente possibile al paese d'origine dei prigionieri od alla Potenza che essi servivano.

Queste disposizioni non devono essere mai interpretate come tali da restringere l'attività umanitaria del Comitato internazionale della Croce Rossa.

Articolo 80.

Gli uffici d'informazioni beneficeranno della franchigia di porto in materia postale e di tutte le esenzioni contemplate dall'articolo 38.

TITOLO VII.

Dell'applicazione della Convenzione a certe categorie di civili.

Articolo 81.

Gli individui che seguono le forze armate senza farne direttamente parte, come i corrispondenti, i redattori dei giornali, i vivandieri, i fornitori, che cadranno in potere del nemico e che questi riterrà utile di trattenere, avranno diritto al trattamento dei prigionieri di guerra, a condizione che siano muniti di una legittimazione dell'autorità militare delle forze armate ch'essi accompagnavano.

TITOLO VIII

Dell'esecuzione della Convenzione.

SEZIONE I.

Disposizioni generali.

Articolo 82.

Le disposizioni della presente Convenzione dovranno essere rispettate dalle Alte Parti Contraenti in qualunque circostanza.

Nel caso in cui, in tempo di guerra, uno dei belligeranti non fosse parte nella Convenzione, le sue disposizioni resteranno tuttavia applicabili tra i belligeranti che vi hanno aderito.

Articolo 83.

Le Alte Parti Contraenti si riservano il diritto di concludere convenzioni speciali su qualunque questione relativa ai prigionieri di guerra che lor sembrasse opportuno di regolare particolarmente.

I prigionieri di guerra resteranno al beneficio di tali accordi fino al completamento del loro rimpatrio, salve le stipulazioni esplicite e contrarie contenute nei predetti accordi od in accordi successivi, come pure salvo i provvedimenti più favorevoli presi dall'una o dall'altra Potenza belligerante nei riguardi dei prigionieri che essa detiene.

Al fine di assicurare l'applicazione, da una parte e dall'altra, delle stipulazioni della presente Convenzione e di facilitare la conclusione delle convenzioni speciali qui sopra previste, i belligeranti potranno autorizzare, fin dall'inizio delle ostilità, runioni di rappresentanti delle autorità rispettive incaricate dell'amministrazione dei prigionieri di guerra.

Articolo 84.

Il testo della presente Convenzione e quello delle convenzioni speciali contemplate dall'articolo precedente sarà affisso, in quanto possibile nella lingua materna dei prigionieri di guerra, in luogo da poter essere consultato da tutti i prigionieri.

Il testo di queste convenzioni sarà comunicato, a loro richiesta, ai prigionieri che si trovassero nell'impossibilità di conoscere il testo affisso.

Articolo 85.

Le Alte Parti Contraenti si comunicheranno, per il tramite del Consiglio federale svizzero le traduzioni ufficiali della presente Convenzione, come pure le leggi ed i regolamenti ch'esse potranno indursi ad adottare per assicurare l'applicazione della presente Convenzione.

SEZIONE II.

Dell'organizzazione del controllo.

Articolo 86.

Le Alte Parti Contraenti riconoscono che la regolare applicazione della presente Convenzione troverà una garanzia nella possibilità di collaborazione delle Potenze protettrici incaricate della salvaguardia degli interessi dei belligeranti; a tal riguardo, le Potenze protettrici potranno designare, all'infuori del loro personale diplomatico, dei delegati tra i loro connazionali o tra gli attinenti d'altre Potenze neutre. Questi delegati dovranno essere sottoposti al gradimento del belligerante presso il quale eserciteranno la loro missione.

I rappresentanti della Potenza protettrice o i suoi delegati graditi saranno autorizzati a recarsi in tutte le località, senza eccezione al-

cuna, dove sono internati prigionieri di guerra. Avranno accesso in tutti i locali occupati da prigionieri e potranno intrattenersi con questi, di regola senza testimoni, personalmente o per il tramite di interpreti.

I belligeranti faciliteranno nella più larga misura possibile il compito dei rappresentanti o dei delegati graditi della Potenza protettrice. Le autorità militari saranno informate della loro visita.

I belligeranti potranno mettersi d'accordo perche persone della nazionalità dei prigionieri possano essere ammesse a partecipare ai viaggi d'ispezione.

Articolo 87.

Nel caso di disaccordo tra i belligeranti sull'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione, le Potenze protettrici dovranno prestare, in quanto possibile, i loro buoni uffici per comporre le divergenze.

A questo scopo, ognuna delle Potenze protettrici potrà, specialmente, proporre ai belligeranti interessati una riunione dei rispettivi rappresentanti, eventualmente su un territorio neutrale convenientemente scelto. I belligeranti dovranno dar seguito alle proposte che loro saranno fatte in questo senso. La Potenza protettrice potrà, occorrendo, proporre al gradimento delle Potenze in causa, una personalità appartenente ad una Potenza neutrale od una personalità delegata dal Comitato internazionale della Croce Rossa, che sarà invitata a partecipare a questa riunione.

Articolo 88.

Le disposizioni che precedono non devono ostacolare comechessia l'attività umanitaria che il Comitato internazionale della Croce Rossa potrà spiegare per la protezione dei prigionieri di guerra, col gradimento dei belligeranti interessati.

SEZIONE III.

Disposizioni finali.

Articolo 89.

Nei rapporti tra le Potenze legate dalla Convenzione dell'Aja concernente le leggi e gli usi della guerra terrestre, si tratti della Convenzione del 29 luglio 1899 o di quella del 18 ottobre 1907, e che partecipano alla presente Convenzione, questa completerà il capitolo II del Regolamento annesso alle suddette Convenzioni dell'Aja.

Articolo 90.

La presente Convenzione, che porterà la data di oggi, potrà essere firmata a nome di tutti i paesi rappresentati alla Conferenza che si è aperta a Ginevra il 1° luglio 1929, e ciò sino al 1° febbraio 1930.

Articolo 91.

La presente Convenzione dovrà essere ratificata al più presto possibile.

Le ratifiche saranno depositate a Berna.

Del deposito di ogni strumento di ratifica dovrà essere steso un processo verbale, una copia del quale, certificata conforme, dovrà essere rimessa per il tramite del Consiglio federale svizzero ai Governi di tutti i paesi nel cui nome la Convenzione sarà stata firmata o data l'adesione.

Articolo 92.

La presente Convenzione entrerà in vigore dopo sei mesi dacchè saranno stati depositati almeno due strumenti di ratifica.

Essa entrerà successivamente in vigore per ognuna Alta Parte Contraente dopo sei mesi dal deposito del rispettivo strumento di ratifica.

Articolo 93.

A partire dalla data della sua entrata in vigore, la presente Convenzione sarà aperta alle adesioni di qualsiasi paese che non l'abbia firmata.

Articolo 94.

Le adesioni saranno notificate per iscritto al Consiglio federale svizzero e produrranno i loro effetti sei mesi dopo la data alla quale esse gli saranno pervenute.

Il Consiglio federale svizzero comunicherà le adesioni ai Governi di tutti i paesi in nome dei quali la Convenzione sarà stata firmata o l'adesione notificata.

Articolo 95.

Lo stato di guerra darà effetto immediato alle ratifiche depositate ed alle adesioni notificate prima o dopo l'inizio delle ostilità dalle Potenze belligeranti. La comunicazione delle ratifiche od adesioni ricevute dalle Potenze in istato di guerra sarà fatta dal Consiglio federale svizzero per la via più rapida.

Articolo 96.

Ognuna delle Alte Parti Contraenti avrà facoltà di denunciare la presente Convenzione. La denuncia non produrrà i suoi effetti che un anno dopo che ne sarà stata data notifica per iscritto al Consiglio federale svizzero. Questi comunicherà tale notifica ai Governi di tutte le Alte Parti Contraenti.

La denuncia non varrà che nei confronti dell'Alta Parte Contraente che l'avrà notificata.

Inoltre, tale denuncia non produrrà i suoi effetti nel corso di una guerra nella quale la Potenza denunciante fosse implicata. In questo caso, la presente Convenzione continuerà a produrre i propri effetti, oltre il termine di un anno, fino alla conclusione della pace e, in ogni caso, fino a tanto che le operazioni di rimpatrio saranno finite.

Articolo 97.

Una copia, certificata conforme, della presente Convenzione sarà depositata all'archivio della Società delle Nazioni per cura del Consiglio federale svizzero. Anche le ratifiche, adesioni e denunce che saranno notificate al Consiglio federale svizzero saranno da lui comunicate alla Società delle Nazioni.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sunnominati hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Ginevra, il ventisette luglio millenovecentoventinove, in un solo esemplare, che resterà depositato all'archivio della Confederazione Svizzera, e le copie del quale, certificate conformi, saranno trasmesse ai Governi di tutti i paesi invitati alla Conferenza.

Per la Germania :

Edmund Rhomberg

Per gli Stati Uniti d'America :

*Eliot Wadsworth
Hugh R. Wilson*

Per l'Austria :

Leitmaier

Per il Belgio :

*Dr. Demolder
J de Ruelle*

Per la Bolivia :

A. Cortadellas

Per il Brasile :

Raul do Rio-Branco

Per la Gran Bretagna e l'Irlanda del Nord e per ogni parte dell'Impero britannico non membro separato della Società delle Nazioni :

Horace Rumbold

Per il Canada :

W. A. Riddell

Per l'Australia :*Claud Russell***Per la Nuova Zelanda :***Claud Russell***Per l'Africa del Sud :***Eric H. Louw***Per lo Stato libero d'Irlanda :***Sean Lester***Per l'India :***Claud Russell***Per la Bulgaria :***D. Mikoff**Stephan N. Laftchieff***Per il Cile :***Gmo Novoa**D. Pulgar***Per la Cina :***C. Y. Hsiao***Per la Colombia :***Francisco José Urrutia***Per Cuba :***Carlos de Armenteros**Carlos Blanco***Per la Danimarca :***Harald Scavenius**Gustav Rasmussen***Per la Repubblica Domenicana :***Ch. Ackermann***Per l'Egitto :***Mohammed Abdel Moneim Riad**H. W. M. Simaika***Per la Spagna :***Ad Referendum**Mauricio Lopez Roberts y Terry**Marqués de la Torrehermosa***Per l'Estonia :***Dr. Leesment***Per la Finlandia :***A. E. Martola***Per la Francia :***H. de Marcilly**J. du Sault***Per la Grecia :***R. Raphael**S. Veniselos***Per l'Ungheria :***Paul de Hevesy***Per l'Italia :***Giovanni Ciruolo***Per il Giappone :***Isaburo Yoshida**S. Shimomura**S. Miura***Per la Lettonia :***Charles Duzmans**Dr. Oskar Voit***Per il Lussemburgo :***Ch. G. Vermaire***Per il Messico :***Fr. Castillo Nájera***Per il Nicaragua :***A. Sottile***Per la Norvegia :***J. Irgens**Jens Meinich***Per i Paesi Bassi :***W. Doude van Troostwijk**Dr. Diehl**J. Harberts***Per la Persia :***Anouchirevan Sepahbodi*

Per la Polonia :

*Józef G. Pracki
W. Jerzy Babecki*

Per il Portogallo :

*Vasco de Quevedo
F. de Calheiros e Menezes*

Per la Romania :

*M. B. Boeresco
Colonel E. Vertejano*

**Per il Regno dei Serbi, Croati
e Sloveni :**

I. Choumenkovitch

Per il Siam :

Varnvaidua

Per la Svezia :

K. I. Westman

Per la Svizzera :

*Paul Dinichert
Hauser
Züblin
de la Harpe
Schindler*

Per la Cecoslovacchia :

Zd. Fierlinger

Per la Turchia :

*Hassan
M. Nusret
Dr. Akil Moukhtar
Dr. Abdulkadir*

Per l'Uruguay :

Alfredo de Castro

Per il Venezuela :

*C. Parra-Pérez
I. M. Hurtado Machado*



Allegato alla Convenzione
relativa al trattamento dei prigionieri di guerra,
del 27 luglio 1929.

ACCORDO-TIPO

concernente

**il rimpatrio diretto e l'ospitalizzazione in paese neutrale
dei prigionieri di guerra per motivi di salute.**

**I. Principi direttivi per il rimpatrio diretto
e l'ospitalizzazione in paese neutrale.**

A. Principi direttivi per il rimpatrio diretto.

Sono direttamente rimpatriati :

1) I malati e feriti di cui è presumibile, secondo le previsioni mediche, che abbiano a dover restar in cura più di un anno, perchè il loro stato esige un trattamento, e le loro attitudini intellettuali o fisiche sembrano aver subito una considerevole diminuzione ;

2) I malati e feriti *incurabili* le cui attitudini intellettuali o fisiche sembrano aver subito una considerevole diminuzione ;

3) I malati e feriti *guariti* le cui attitudini intellettuali o fisiche sembrano aver subito una considerevole diminuzione.

B. Principi direttivi per l'ospitalizzazione in un paese neutrale.

Sono ospitalizzati :

1) I malati e feriti la cui guarigione è presumibile entro il termine di un anno, qualora appaia che la guarigione sia più sicura e più rapida se i malati e feriti saranno ammessi al beneficio delle risorse offerte dal paese neutrale che se la loro cattività sarà prolungata ;

2) I prigionieri di guerra la cui salute intellettuale o fisica sembri, secondo le previsioni mediche, minacciata seriamente dal mantenimento in cattività, mentre l'ospitalizzazione in paese neutrale potrebbe probabilmente sottrarli a questo rischio.

C. Principi direttivi per il rimpatrio degli ospitalizzati in paese neutrale.

Sono rimpatriati i prigionieri di guerra ospitalizzati in paese neutrale che appartengono alle seguenti categorie:

1) Quelli il cui stato di salute appare o può diventare tale da farli entrare nelle categorie dei rimpatriabili per ragioni di salute;

2) I guariti le cui attitudini intellettuali o fisiche sembrano aver subito una considerevole diminuzione.

II. Principi speciali per il rimpatrio diretto e l'ospitalizzazione in paese neutrale.

A. Principi speciali per il rimpatrio.

Saranno rimpatriati:

1) Tutti i prigionieri di guerra colpiti, in seguito a lesioni organiche, dalle seguenti alterazioni, effettive o funzionali: perdita di un membro, paralisi, alterazioni articolari od altre, in quanto la perdita sia di almeno un piede od una mano, o che equivalga alla perdita di un piede o di una mano.

2) Tutti i prigionieri di guerra feriti o lesi il cui stato sia tale da far di loro degli infermi, dei quali non si possa, dal punto di vista medico, prevedere la guarigione entro il termine di un anno.

3) Tutti i malati il cui stato faccia di essi degli infermi, dei quali non si possa, dal punto di vista medico, prevedere la guarigione entro il termine di un anno.

A questa categoria appartengono particolarmente:

a) I malati di tubercolosi progressiva a qualsiasi organo che, secondo le previsioni mediche, non possono più essere guariti od almeno condotti a considerevole miglioramento da una cura in paese neutrale;

b) I colpiti da affezioni non tubercolotiche degli organi della respirazione presunte incurabili (così, innanzi tutto, l'enfisema polmonare fortemente sviluppato con o senza bronchite, le dilatazioni dei bronchi, l'asma grave, le intossicazioni per gaz, ecc.).

- c) Le affezioni croniche gravi degli organi della circolazione (per esempio: le affezioni valvolari con tendenze a disturbi di compensazione, le affezioni relativamente gravi del miocardio, del pericardio e dei vasi, in particolare gli aneurismi inoperabili dei grandi vasi, ecc.).
- d) Le affezioni croniche gravi degli organi digestivi.
- e) Le affezioni croniche gravi degli organi urinari e sessuali, innanzitutto, per esempio: tutti i casi di nefrite cronica confermate con semeiologia completa, e in modo affatto particolare quando già esistano alterazioni cardiache e vascolari; nonchè le pieliti e cistiti croniche, ecc.
- f) Le malattie croniche gravi del sistema nervoso centrale e periferico: così, prima di tutto, la neurastenia e l'isterismo *gravi*, tutti i casi incontestabili di epilessia, il Basedow grave, ecc.
- g) La cecità d'ambo gli occhi, o quella di un sol occhio quando la facoltà visiva dell'altro resti inferiore ad 1 malgrado l'uso di lenti correttrici. La diminuzione dell'acuità visiva nel caso in cui è impossibile di ricondurla mediante la correzione all'acuità di $\frac{1}{2}$ per almeno un occhio. Le altre affezioni oculari rientranti in questa categoria (glaucoma, irite, coroidite ecc.).
- h) La sordità totale bilaterale, nonchè la sordità unilaterale nel caso in cui l'orecchio incompletamente sordo non percepisce più la voce parlata ordinaria ad un metro di distanza.
- i) Tutte le incontenstabili affezioni mentali.
- k) I casi gravi d'intossicazione cronica a mezzo di metalli o per altre cause (saturnismo, idrargirismo, morfinismo, cocainismo, alcoolismo, intossicazione per gas, ecc.).
- l) Le affezioni croniche degli organi locomotori (artrite deformante, gotta, reumatismi con alterazioni clinicamente palesabili) a condizione che sieno gravi.
- m) Tutti i neoplasmi maligni, se non giustificano interventi operatori relativamente benigni, senza pericolo per la vita dell'operato.
- n) Tutti i casi di malaria colle alterazioni organiche apprezzabili (aumento cronico importante del volume del fegato, della milza, cachessia, ecc.).
- o) Le affezioni cutanee croniche gravi, in quanto la loro natura non costituisce un'indicazione medica di ospitalizzazione in paese neutrale.
- p) Le avitaminose gravi (*béri-béri*, pellagra, scorbuto cronico).

B. Principi speciali per l'ospitalizzazione.

I prigionieri di guerra devono essere ospitalizzati se sono colpiti dalle affezioni seguenti :

1. Tutte le forme di tubercolosi di qualunque organo, se, secondo le nozioni mediche attuali, esse possono essere guarite od almeno considerevolmente migliorate dai metodi applicabili in paese neutrale (altitudine, cure nei sanatori, ecc.).

2. Tutte le forme — per cui è necessaria una cura — d'affezione degli organi respiratori, circolatori, digestivi, genito-urinari, nervosi, degli organi dei sensi, degli apparecchi locomotore e cutaneo, a condizione, tuttavia, che queste forme d'affezioni non rientrino nelle categorie determinanti il rimpatrio diretto, o che non siano malattie acute propriamente dette con tendenza alla guarigione. Le affezioni prese in considerazione in questo paragrafo sono quelle che offrono mediante l'applicazione di cure disponibili in paese neutrale delle probabilità di guarigione realmente migliori per il paziente di quelle ch'egli avrebbe potuto seguire se assistito in cattività.

Giova considerare in modo affatto speciale i disturbi nervosi, le cause efficienti o determinanti dei quali sono gli eventi della guerra o della stessa cattività, come la psicastenia dei prigionieri di guerra ed altri casi analoghi.

Tutti i casi di tale genere debitamente constatati devono essere ospitalizzati, se pure la loro gravità o i loro caratteri costituzionali non ne fanno dei casi di rimpatrio diretto.

I prigionieri di guerra malati di psicastenia che non sono guariti dopo tre mesi d'ospitalizzazione in paese neutrale, o che dopo questo termine non sono evidentemente in via di guarigione definitiva, dovranno essere rimpatriati.

3. Tutti i casi di ferite, di lesioni e rispettive conseguenze che presentano probabilità di guarigione migliore in paese neutrale che non in cattività, a patto che tali casi non siano o giustificativi del rimpatrio od insignificanti.

4. Tutti i casi di malaria debitamente constatati e non presentanti alterazioni organiche rilevabili clinicamente (aumento di volume cronico del fegato, della milza, cachessia, ecc.), se il soggiorno in paese neutrale offre prospettive particolarmente favorevoli di guarigione definitiva.

5. Tutti i casi d'intossicazione (particolarmente da gas, metalli, alcaloidi) per i quali le prospettive di guarigione in paese neutrale sono specialmente favorevoli.

Prigionieri di guerra.

Restano esclusi dall'ospitalizzazione :

1. I casi di malattie mentali debitamente constatati.
2. Tutte le malattie nervose organiche o funzionali ritenute incurabili (queste due categorie appartengono a quelle che danno diritto al rimpatrio diretto).
3. L'alcoolismo cronico grave.
4. Tutte le malattie contagiose nel periodo in cui esse sono trasmissibili (malattie infettive acute, sifilide primaria e secondaria, tracoma, lebbra, ecc.).

III. Osservazioni generali.

Le condizioni qui sopra stabilite devono, in modo generale, essere interpretate ed applicate colla massima possibile larghezza di criterio.

Questa larghezza d'interpretazione deve essere applicata particolarmente nei confronti degli stati nevropatici o psicopatici causati o determinati dagli avvenimenti della guerra o della cattività stessa (psicastenia dei prigionieri di guerra) nonchè ai casi di tubercolosi di qualunque grado.

Va da sè che i medici di campo e le commissioni sanitarie miste possono trovarsi di fronte ad un cumulo di casi non menzionati tra gli esempi esposti sotto la cifra II, o di casi che non si adattano a tali esempi. Gli esempi di cui sopra non sono dati che come esempi-tipici; una lista analoga di esempi d'alterazioni chirurgiche non è stata eretta perchè, astrazione fatta dei casi per la loro istessa natura incontestabili (amputazioni), è difficile di stabilire un elenco di tipi particolari; l'esperienza ha dimostrato che un'esposizione di simili casi particolari non è stata esente da inconvenienti nella pratica.

Tutti i casi che non si adattano esattamente agli esempi citati, dovranno essere risolti ispirandosi allo spirito dei principî direttivi di cui sopra.

Traduzione.

Atto finale

del 27 luglio del 1929.

La Conferenza convocata dal Consiglio federale svizzero per la revisione della Convenzione di Ginevra per il miglioramento della sorte dei feriti e dei malati negli eserciti in campagna, del 6 luglio 1906, e per elaborare un Codice dei prigionieri di guerra, ha deliberato, a Ginevra, dal 1° al 27 luglio 1929, sulla base dei due progetti di Convenzione esaminati ed approvati dalla X ed XI Conferenza internazionale della Croce-Rossa.

I Paesi dei quali segue l'elenco hanno preso parte alla Conferenza, per la quale erano stati designati i delegati qui sotto nominati :

(seguono i nomi dei delegati dei paesi seguenti :)

GERMANIA ; STATI UNITI D'AMERICA ; AUSTRIA ; BELGIO ; BOLIVIA ; BRASILE ; GRAN BRETAGNA ; CANADÀ ; AUSTRALIA ; NUOVA ZELANDA ; AFRICA DEL SUD ; STATO LIBERO D'IRLANDA ; INDIA ; BULGARIA ; CHILI ; CINA ; COLOMBIA ; CUBA ; DANIMARCA ; REPUBBLICA DOMINICANA ; EGITTO ; ESTONIA ; FINLANDIA ; FRANCIA ; GIAPPONE ; GRECIA ; ITALIA ; LETTONIA ; LUSSEMBURGO ; MESSICO ; NICARAGUA ; NORVEGIA ; PAESI-BASSI ; PERSIA ; POLONIA ; PORTOGALLO ; ROMANIA ; REGNO DEI SERBI, CROATI E SLOVENI ; SIAM ; SPAGNA ; SVEZIA ; SVIZZERA ; CECOSLOVACCHIA ; TURCHIA ; UNGHERIA ; URUGUAY ; VENEZUELA.

La Conferenza è stata presieduta dal signor Paolo Dinichert, Ministro plenipotenziario, delegato della Svizzera.

La Conferenza ha costituito due Commissioni.

La Prima Commissione, incaricata della revisione della Convenzione di Ginevra, è stata presieduta dal Ministro Paolo Dinichert ; la Seconda, incaricata dell'elaborazione di un Codice dei prigionieri di guerra, dal Ministro Harald Scavenius. La Seconda Commissione si è suddivisa in due sotto-commissioni, presiedute, la prima dal Ministro Hugh R. Wilson, delegato degli Stati Uniti d'America, l'altra dall'Onorevolissimo Sir Horace Rumbold, delegato della Gran Bretagna.

La Conferenza ha stabilito, perchè fossero sottoposte alla firma dei Plenipotenziari, due Convenzioni, in data d'oggi :

La Convenzione di Ginevra per il miglioramento della sorte dei feriti e dei malati negli eserciti in campagna, e

la Convenzione relativa al trattamento dei prigionieri di guerra.

La Conferenza ha, inoltre, espresso i voti e le opinioni seguenti :

I. — La Conferenza esprime il voto che sia esaminata la questione se non possano essere stabilite nuove garanzie a favore dei grandi feriti e dei malati gravi caduti in potere del nemico, e ciò fino alla fine della loro ospitalizzazione.

II. — La Conferenza, adita d'una richiesta dell'Ordine Sovrano e Militare degli Ospedalieri di San Giovanni di Gerusalemme, detto di Malta, ritiene che le disposizioni stabilite mediante la Convenzione di Ginevra che regolano la situazione delle Società di soccorso presso gli eserciti in campagna sono applicabili alle Organizzazioni nazionali di detto Ordine.

Altrettanto vale per ciò che concerne il Gran Priorato di San Giovanni di Gerusalemme in Inghilterra, gli Ordini di San Giovanni (Johanniter) e di San Giorgio in Germania, e gli Ordini Ospedalieri simili in tutti i paesi.

III. — La Conferenza esprime il voto che i Paesi partecipanti alle Convenzioni di Ginevra si riuniscano in conferenza, in un prossimo avvenire, per regolare, con tutta l'ampiezza possibile, l'uso dell'aviazione sanitaria in tempo di guerra.

IV. — La Conferenza esprime il voto che siano rinviati alla Commissione internazionale di standardizzazione del materiale di guerra, la cui sede è a Ginevra, lo studio e l'introduzione di un modello unico di certificato d'identità per tutti i sanitari che non portino un'uniforme militare.

V. — La Conferenza, riconoscendo l'importanza della missione devoluta alle Società nazionali della Croce-Rossa ed alle Società di soccorso volontarie nella loro opera di solidarietà tra i popoli, considera come altamente desiderabile che siano loro concesse tutte le facilitazioni e franchigie, nella misura maggiore possibile consentita dalle legislazioni nazionali, per l'esercizio della loro attività in tempo di pace, particolarmente per ciò che concerne i loro impianti, la circolazione del loro personale, del loro materiale e le loro operazioni di soccorso.

VI. — La Conferenza, facendo proprie le risoluzioni unanimi delle sue due Commissioni, esprime il voto che siano intrapresi studi appro-

fonditi per la conclusione d'una Convenzione internazionale sulla condizione e la protezione dei civili di nazionalità nemica che si trovino sul territorio d'un belligerante o sopra un territorio da esso occupato.

IN FEDE DI CHE i delegati hanno firmato il presente atto.

FATTO a Ginevra, il ventisette luglio millenovecentoventinove, in un solo esemplare, che sarà depositato nell'archivio della Confederazione Svizzera, e di cui copie, certificate conformi, saranno rimesse a tutti i Paesi rappresentati alla Conferenza.

Per la Germania :

*Edmund Rhomberg
Wilhelm Mackeben
Erich Albrecht*

Per gli Stati Uniti d'America :

*Eliot Wadsworth
Hugh R. Wilson
Joseph R. Baker
Allen W. Gullion
John P. Fletcher
John B. Anderson
Frank L. Pleadwell
Pierrepont Moffat*

Per l'Austria :

Leitmaier

Per il Belgio :

*Dr. Demolder
J. de Ruelle*

Per la Bolivia :

A. Cortadellas

Per il Brasile :

Raul do Rio-Branco

Per la Gran Bretagna e l'Irlanda del Nord e per ogni parte dell'Impero britannico non membro separato della Società delle Nazioni :

*Horace Rumbold
G. R. Warner*

Per il Canada :

*W. A. Riddell
Georges P. Vanier*

Per l'Australia :

Claud Russell

Per la Nuova Zelanda :

Claud Russell

Per l'Africa del Sud :

Eric H. Louw

Per lo Stato libero d'Irlanda :

Sean Lester

Per l'India :

J. C. McKenna

Per la Bulgaria :

*D. Mikoff
Stephan N. Laftchieff*

Per il Cile :

*Gmo Novoa
D. Pulgar*

Per la Cina :

C. Y. Hsiao

Per la Colombia :

Francisco José Urrutia

Per Cuba :

Carlos de Armenteros
Carlos Blanco

Per la Danimarca :

Harald Scavenius
Gustav Rasmussen

Per la Repubblica Domenicana :

Ch. Ackermann

Per l'Egitto :

Mohammed Abdel Moneim Riad
H. W. M. Simaika

Per la Spagna :

Ad Referendum
Mauricio Lopez Roberts y Terry
Marqués de la Torrehermosa
Fernando Ga. Loygorri
Antonio Jimenez Arrieta
Manuel Ruiz
Jesús Ilarri

Per l'Estonia :

Dr. Leesment

Per la Finlandia :

A. E. Martola

Per la Francia :

H. de Marcilly
J. du Sault

Per la Grecia :

R. Raphael
S. Veniselos

Per l'Ungheria :

Paul de Hevesy
Dr. Klein Sandor Eberhard

Per l'Italia :

Giovanni Ciralo
G. Raineri Biscia
Prof. Arcangelo Ilvento
Emilio Giglioli
T. Col. M. Peruzzi
Antonio Basile
Guido Vinci-Giglucchi

Per il Giappone :

Isaburo Yoshida
S. Shimomura
Seizo Miura

Per la Lettonia :

Charles Duzmans
Dr. Oskar Voit

Per il Lussemburgo :

Ch. G. Vermaire

Per il Messico :

Fr. Castillo Nájera

Per il Nicaragua :

A. Sottile

Per la Norvegia :

J. Irgens
Jens Meinich

Per i Paesi Bassi :

Firmando questo Atto finale la Delegazione dei Paesi Bassi fa la riserva seguente: I regolamenti neerlandesi dispongono che in tempo di guerra o di mobilitazione tutte le organizzazioni di soccorso volontarie dei Paesi Bassi sono sottoposte alla direzione dell'Associazione della Croce Rossa neerlandese.

W. Doude van Troostwijk

Dr. Diehl

J. Harberts

Per la Persia :

Anouchirevan Sepahbodi

Per la Polonia :

Jozef G. Pracki
W. Jerzy Babecki

Per il Portogallo :

Vasco de Quevedo
F. de Calheiros e Menezes

Per la Romania :

*M. B. Boeresco
Colonel E. Vertejano*

**Per il Regno del Serbi, Croati
e Sloveni :**

*I. Choumenkovitch
Dr. J. M. Rouviditch
Dr. Tched. Djourdjevitch*

Per il Siam :

Varnvaidya

Per la Svezia :

K. I. Westman

Per la Svizzera :

*Paul Dinichert
Hauser
Züblin
de la Harpe
Schindler*

Per la Cecch. acchia :

*Zd. Fierlinger
Dr. Reisser*

Per la Turchia :

*Hassan
M. Nusret
Dr. Akil Moukhtar
Dr. Abdulkadir*

Per l'Uruguay :

Alfredo de Castro

Per il Venezuela :

*C. Parra-Pérez
I M Hurtado-Machado*